

**STATISTIQUE
JUDICIAIRE
DE LA BELGIQUE**



ANNÉE 1941

STATISTIQUE JUDICIAIRE

DE LA

BELGIQUE

ANNÉE 1941

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

OFFICE CENTRAL DE STATISTIQUE

STATISTIQUE JUDICIAIRE DE LA BELGIQUE

ANNÉE 1941

- SECTION I. - Statistique Pénale.
1^{re} partie : Statistique de l'administration de la Justice Pénale.
2^e partie : Statistique Criminelle.
- SECTION II. - Statistique de la Justice Civile et Commerciale et de la Juridiction du Travail.
- SECTION III. - Statistique de la Protection de l'Enfance (Loi du 15 mai 1912, chapitres I et II).
- SECTION IV. - Statistique de la Mendicité et du Vagabondage.

ANNEXES

- ANNEXE I. - Statistique sur l'activité de l'Administration des services de Contrôle.
- ANNEXE II. - Statistique sur l'activité de la Juridiction administrative.

BRUXELLES

IMPRIMERIE FR. VAN MUYSEWINKEL

23 & 27, RUE D'ANETHAN

1943

AVANT-PROPOS

Les circonstances n'ont pas permis, comme il eut été souhaitable, de faire suivre la « publication décennale 1931-1940 de la Statistique Judiciaire de la Belgique », par une publication complémentaire et pour la même période, de la statistique pénitentiaire et de la statistique des grâces et des libérations conditionnelles.

Trop de difficultés s'opposaient encore, en ces matières, à l'obtention des renseignements indispensables pour faire œuvre suffisamment complète, de sorte qu'il a bien fallu remettre à plus tard, tant la réalisation, que la présentation de ces statistiques depuis 1931.

Le présent volume, qui reprend la publication de la statistique judiciaire par année civile d'exercice et notamment pour l'année 1941, marque en ce sens une date, et permet de retourner à l'analyse des données statistiques par ressort, par arrondissement ou par canton.

Pour les tableaux statistiques d'intérêt général, susceptibles de consultations sans esprit spécial de recherche, il a été jugé utile d'établir dans la publication même, les éléments d'une rapide comparaison. A cet effet les chiffres totaux de ces tableaux sont suivis de ceux portant sur les années 1938, 1939 et 1940.

Les sujets statistiques traités ne correspondent pas dans toute leur étendue avec ceux qui ont fait l'objet de la publication décennale :

Les chapitres attribués à la juridiction militaire d'une part, à la police des étrangers d'autre part, font défaut, pour les motifs déjà énoncés dans la publication décennale.

La statistique des aliénés, et celle des sourds-muets et des aveugles, ont, à la faveur de la réorganisation de l'Office Central de Statistique, pu être déferées à la compétence de la section des statistiques sociales de cet office, de sorte que la section de la statistique judiciaire en est déchargée (1).

Par contre, la « Statistique Judiciaire de la Belgique » de 1941 enregistre des apports nouveaux :

(1) Cf. commentaire sur « la publication de la Statistique judiciaire décennale (1931 à 1940) par l'Office Central de Statistique », Bulletin de Statistique, 28^e année, n^{os} 7-8 de juillet-août 1942, p. 129.

En statistique criminelle, il a paru intéressant, devant l'accroissement de la criminalité et aux fins de permettre une étude plus approfondie des circonstances qui entourent la perpétration d'infractions devenues particulièrement fréquentes, d'amplifier les aspects sociaux sous l'angle desquels les individus condamnés sont examinés.

C'est ainsi que deux tableaux nouveaux ont été créés : L'un mettant en regard les cantons de naissance et de domicile des condamnés, ainsi que les cantons où les faits ont été commis; l'autre analysant, d'après la méthode employée dans les recensements économiques, la profession des individus condamnés.

En matière de Justice Civile une statistique a été conçue concernant les adoptions entérinées par les Tribunaux de Première Instance, aux fins de permettre l'observation de l'application de la loi du 22 mars 1940 modifiant les articles 343 à 360 du Code Civil.

Enfin, en annexe à la Statistique Judiciaire sont venus s'ajouter :

- Une statistique sur l'activité de l'Administration des Services du Contrôle en tant que cette administration fait l'instruction des procès-verbaux en matière de ravitaillement, de rationnement et de prix;*
- Une statistique sur l'activité de la Juridiction administrative.*

Il appartenait, en effet, à la section de la Statistique Judiciaire de l'Office Central de relever et de publier les éléments, permettant de mesurer l'influence, que ces importantes institutions juridictionnelles nouvelles ont exercée sur l'organisation de la société et la protection des moyens de subsistance de la population, pendant la période de guerre.

*Le Directeur-Général,
de l'Office Central de Statistique,
Jules CARPENTIER.*

SECTION I

STATISTIQUE PÉNALE

La statistique pénale belge est divisée en deux parties. L'une, dite : « Statistique de l'administration de la Justice », rend compte des affaires traitées par les différentes juridictions répressives du royaume et expose dans quelle mesure chacune d'elles participe à l'administration de la Justice. L'autre, la « Statistique criminelle », traduit en chiffres certains aspects de la criminalité, considérée comme phénomène social et non plus comme objet de l'activité de la magistrature.

ORGANISATION DES TRAVAUX STATISTIQUES

Depuis le 1^{er} janvier 1898, la statistique pénale de la Belgique est rédigée, en partie d'après des états dressés annuellement par les autorités judiciaires, en partie à l'aide des bulletins de condamnation envoyés au casier judiciaire central. Il existe, en outre, des bulletins spéciaux, destinés uniquement au service de la statistique, pour relever, dans les tribunaux de première instance, les cours d'appel et les cours d'assises, le nombre des individus acquittés.

Ces deux méthodes, celle des bulletins et celle des états statistiques, ne sont pas combinées, mais simplement juxtaposées, c'est-à-dire qu'on n'a réuni dans aucun tableau de la publication des renseignements recueillis par des méthodes différentes.

On emploie les états statistiques pour connaître le nombre des affaires dont les cours d'assises et les tribunaux correctionnels ont à s'occuper, ainsi que pour recueillir tous les renseignements concernant les travaux des cours d'appel, des tribunaux de police, des parquets et des magistratures d'instruction.

On extrait des dossiers du casier judiciaire : 1^o toutes les données relatives aux individus condamnés par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels; 2^o tous les éléments de la statistique criminelle.

Voici quelques indications sommaires sur la façon dont les états statistiques sont rédigés et sur le fonctionnement du casier judiciaire dans ses rapports avec le service de la statistique :

1. — Etats statistiques

A la fin de chaque année civile, les parquets des tribunaux correctionnels, ainsi que les greffes des tribunaux de police, des cabinets des juges d'instruction et des cours criminelles (cours d'assises, chambres correctionnelles des cours d'appel et chambres des mises en accusation) adressent au Département de la Justice un

compte détaillé des travaux que leur office ou la juridiction à laquelle ils sont attachés ont effectués durant l'année.

Pour que ces comptes puissent être dressés avec exactitude malgré leur étendue, les principaux services judiciaires tiennent un registre d'une forme déterminée, où ils inscrivent jour par jour, dans l'ordre où elles se présentent, les affaires dont ils ont à s'occuper. Les feuilles de ces registres sont divisées en cases et en colonnes qui correspondent aux différentes subdivisions des comptes statistiques. Pour rédiger ces comptes, les autorités judiciaires ne doivent donc se livrer à aucune recherche : il leur suffit de faire l'addition, par catégories, des affaires diverses inscrites dans leur registre.

Envoyés au Département de la Justice, ces états y sont encore actuellement vérifiés, puis, ils sont transmis à l'Office Central de Statistique, qui, après une nouvelle vérification, les dépouille dans les différents cadres de la statistique, suivant un accord provisoire intervenu entre les départements respectifs par arrêté ministériel du 20 mars 1939.

2. — Bulletins et dossiers du casier judiciaire

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est le plus ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de complément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est

formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des dossiers individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés ce que l'état civil est pour les citoyens en général. On range dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge; on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Les décisions des juges des enfants sont aussi notifiées au casier judiciaire.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas encore tout à fait homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1° Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1869 contre des individus de nationalité belge;

2° Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1879 contre des individus de nationalité belge;

3° Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 contre des étrangers;

4° Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, et ensuite à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse;

5° Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, prononcées depuis le 1^{er} janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie a été ajoutée pour per-

mettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Depuis le 1^{er} janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi; puis, la pièce, datée et signée par le chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les

mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte.

Pour confectionner la statistique à extraire

des bulletins et dossiers du casier judiciaire, l'Office Central de Statistique ne puise pas directement à la source.

Au sein de l'administration du casier judiciaire au Département de la Justice, il est conservé un service de statistique, chargé d'établir, à mesure de la rentrée des bulletins de condamnation et de la consultation des dossiers, des fiches codifiées du modèle reproduit ci-dessous.

Année 1941

Statistique de l'Administration de la Justice	STATISTIQUE CRIMINELLE	
	BULLETIN À DÉPOUILLER	BULLETIN À DÉCOMPTER
Antécédents	Sexe et antécédents	Nombre de condamnations
Tribunal	Légitime ou illégitime	Sexe et antécédents
Infraction	Infraction	Légitime ou illégitime
	lieu de naissance	Infraction
	Canton { domicile	Canton { lieu de naissance
	lieu des faits	domicile
Peine prononcée	Age	lieu des faits
	Etat civil	Age
	Nombre d'enfants	Etat civil
Sursis	Instruction	Nombre d'enfants
	Profession	Instruction
Peine ou mesure accessoire	Ivrognerie	Profession
		Ivrognerie
	Degré de récidive { non compris les juridictions militaires	Degré de récidive { non compris les juridictions militaires
Cumul plus de 6 mois	Nombre des décisions prises par les juges des enfants { pour infractions statistique criminelle	Nombre des décisions prises par les juges des enfants { pour infractions statistique criminelle
Appel police		Concours d'infractions

Ces fiches, qui constituent la matière première statistique mise à la disposition de l'Office Central de Statistique, permettent, grâce au premier volet, le dépouillement de la statistique des condamnés en premier et en deuxième ressort par les tribunaux correctionnels; le dénombrement de la statistique criminelle d'après la méthode de la condamnation individuelle au moyen du deuxième volet et, enfin, le dénombrement de la statistique criminelle d'après la méthode de l'individu condamné, celle-ci formant la diffé-

rence entre les bulletins à dépouiller (deuxième volet) et les bulletins à décompter (troisième volet).

Les dépouillements et dénombrements opérés à l'atelier mécanographique de l'Office Central sont alors étudiés et travaillés en vue de la présentation de la statistique par la section de la statistique judiciaire de l'Office.

Outre les fiches codifiées, le service de statistique du Département de la Justice délivre à

l'Office Central de Statistique les documents suivants, extraits des bulletins et du casier judiciaire :

- un cahier de dépouillement des prévenus acquittés par les tribunaux correctionnels en premier ressort et en appel de police;
- des cahiers de dépouillement d'une statistique

criminelle, dite des infractions, y compris celles contre la loi sur l'ivresse;

- un cahier de dépouillement des rechutes.

Ces documents viennent compléter les renseignements nécessaires à l'élaboration de la statistique pénale, et qui ne figurent pas sur les fiches codifiées.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE

DE

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE

Le plan suivi dans cette première partie de la statistique pénale consiste en l'examen successif des rouages de l'organisation judiciaire dans l'ordre que leur assigne le Code d'instruction criminelle.

POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. (Code d'instruction criminelle, art. 8.)

Elle est exercée, sous l'autorité des cours d'appel, par les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres ou les échevins délégués, les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction, les officiers de gendarmerie, suivant les distinctions établies par la loi (art. 9). Des lois spéciales ont conféré à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus les fonctions d'officier de police judiciaire chargés de rechercher les contraventions aux dispositions de ces lois. Il en est ainsi notamment en matière de voirie et de douanes.

La loi du 7 avril 1919 a autorisé le Roi à instituer dans chaque ressort de cour d'appel des officiers et agents judiciaires. Les officiers judiciaires ont qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Ils ont les pouvoirs et les attributions que les lois reconnaissent en cette qualité aux commissaires de police (1).

Le soin de constater les contraventions,

(1) Les officiers et agents judiciaires sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général et sous la direction du procureur du Roi de l'arrondissement où leur résidence est établie (art. 1^{er}). Ils exercent leurs fonctions dans tout le ressort de la cour d'appel. Ils peuvent en vertu d'un mandat exprès du procureur général, sous la surveillance duquel ils sont placés, exercer leurs fonctions dans le ressort d'une autre cour d'appel (art. 9).

c'est-à-dire les faits punissables, au maximum, de 7 jours de prison et de 25 francs d'amende, majorés de 60 décimes, est confié aux commissaires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, au bourgmestre ou à un échevin délégué. (Code pénal, art. 38. Code d'instruction criminelle, art. 11; art. 153 de la loi du 18 juin 1869.) Les gardes champêtres et les gardes forestiers sont chargés, concurremment avec eux, de rechercher les délits et les contraventions qui auront porté atteinte aux propriétés rurales ou forestières. (Code d'instruction criminelle, art. 16.) Ces fonctionnaires transmettent directement les procès-verbaux concernant des contraventions de police à l'officier du ministère public près le tribunal de police compétent. (Code d'instruction criminelle, art. 15 et 20.) Cet officier est le commissaire de police dans les lieux où il en est établi, et dans les autres, le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin. (Art. 153 de la loi du 18 juin 1869.)

Ce qui est dit des contraventions, s'applique aussi à certains délits dont divers textes attribuent la connaissance au juge de police, sans préjudice du droit du procureur du Roi de procéder à une information ou de requérir instruction sur ces délits (voir notamment art. 138 du Code d'instruction criminelle modifié par les arrêtés royaux des 10 janvier 1935, 8 mars 1936 et 30 mars 1936).

Les procureur du Roi près les tribunaux de première instance ont pour mission, sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel, de rechercher les crimes et les délits, de recevoir les plaintes et les dénonciations que

leur adressent soit des particuliers, soit les officiers de la police judiciaire, d'exercer l'action publique. Ils sont donc à la fois officiers de police judiciaire et officiers du ministère public. Ils agissent soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs substituts. Si les délits parvenus à leur connaissance sont en état d'être jugés sans information préalable, ils les portent directement à l'audience des tribunaux correctionnels, sinon ils requièrent le juge d'instruction d'en informer. Ils saisissent ce magistrat de tous les faits présentant le caractère de crime. Ils soumettent à la chambre du conseil, pour être renvoyés au tribunal de police, les délits qui semblent ne mériter qu'une peine de police.

Les ministère public et les transactions. — Le ministère public près le tribunal de police peut, sous la direction du procureur du Roi, et tant que le tribunal n'est pas saisi de l'affaire, inviter le contrevenant à payer au receveur de l'enregistrement une somme qui ne sera pas inférieure à vingt francs, ni supérieure au maximum de l'amende prévue par la loi, pour obtenir l'extinction de l'action publique.

S'il y a lieu à confiscation, ou si l'infraction a donné lieu à des frais d'analyse ou d'expertise, l'abandon ou la remise volontaire des objets à confisquer, ou bien le paiement des frais d'analyse ou d'expertise, viennent s'ajouter aux conditions transactionnelles.

Il ne peut être transigé sur une infraction (contravention ou délit) pour laquelle le ministère public près le tribunal de police estimait devoir requérir l'emprisonnement, ni dont le fait aurait causé un dommage à autrui.

Le délai d'exécution de la transaction varie de huit jours à trois mois pour la contravention, de huit jours à douze mois pour le délit.

(Art. 4 de l'arrêté royal du 10 janvier 1935, modifié par l'arrêté royal du 21 juin 1939 et remplaçant les art. 166 à 168 du Code d'instruction criminelle.)

Une faculté similaire est réservée au ministère public près le tribunal correctionnel conformément aux art. 4 et 5 de l'arrêté royal du 21 juin 1939 formant l'art. 180 du Code d'instruction criminelle et dont les dispositions sont libellées comme suit :

« Pour toute infraction de sa compétence punissable soit d'une peine d'amende, soit d'une peine d'emprisonnement dont le maximum ne dépasse pas un mois, soit de l'une et l'autre de ces peines et hors le cas où le fait a causé un dommage à autrui, le procureur du Roi peut, s'il estime ne devoir requérir qu'une amende, ou une amende et la confiscation, inviter le délinquant à payer entre les mains du receveur de l'enregistrement, dans le

délai et suivant les modalités qu'il indiquera, une somme qu'il déterminera.

» Lorsqu'antérieurement à l'infraction le délinquant n'a jamais été condamné à une peine criminelle ou à une peine non conditionnelle d'emprisonnement correctionnel, le procureur du Roi peut exercer la faculté prévue à l'alinéa précédent dans tous les cas où le maximum de l'emprisonnement prévu par la loi ne dépasse pas trois mois.

» Le délai de paiement de la somme fixée sera de huit jours au moins et de six mois au plus; il pourra être prolongé jusqu'à douze mois lorsque les circonstances particulières l'exigeront.

» Pour le surplus, il sera procédé conformément aux alinéas 2 et suivants de l'art. 166. (C. I. C.)

» La faculté accordée au procureur du Roi par l'art. 180 (C. I. C.) ne peut être exercée lorsque le tribunal est déjà saisi par une citation, par la comparution consécutive à un avertissement ou lorsque le juge d'instruction est requis d'instruire. »

Le juge d'instruction est le magistrat chargé, en matière répressive, de l'information ou instruction écrite. Il rassemble les preuves des faits, recherche les auteurs de l'infraction et délivre dans ce but des mandats d'amener et des mandats d'arrêt. Sauf le cas de flagrant délit, où les règles ordinaires de l'information sont modifiées, le juge d'instruction ne peut être saisi que par le réquisitoire du ministère public ou par une plainte de la partie lésée.

Un juge d'instruction régulièrement saisi ne peut se dessaisir lui-même. Il ne peut l'être que par une décision de la chambre du conseil, à laquelle il rend compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue. (Code d'instruction criminelle, art. 127.) Il y a au moins un juge d'instruction près de chaque tribunal; il peut y en avoir plusieurs si les besoins du service l'exigent. (Art. 20 à 23 de la loi du 18 juin 1869.)

On donne le nom de « *chambre du conseil* » au tribunal ou à une section du tribunal exerçant sa juridiction dans la chambre des délibérés et non en audience publique. Elle se compose de trois juges, y compris le juge d'instruction. Elle est chargée d'apprécier les éléments fournis par l'instruction préliminaire et d'en déduire soit l'abandon des poursuites, soit le renvoi de l'inculpé devant les juridictions de jugement. D'après la loi du 4 octobre 1867, elle peut, dans le cas où il existe en faveur de l'auteur de l'infraction des circonstances atténuantes et s'il y a accord unanime des juges, renvoyer l'affaire s'il s'agit d'un délit au tribunal de police, s'il s'agit d'un crime au tribunal correctionnel. La décision de la chambre du conseil porte le nom d'« *ordonnance* ».

Selon la loi du 25 octobre 1919, modifiant

temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions, applicables du 1^{er} décembre 1919 au 30 septembre 1921, ont été prorogées successivement par les lois du 30 juillet 1921, du 9 août 1923, du 7 août 1924, du 21 août 1925, du 29 juillet 1926 et du 22 juillet 1927 jusqu'au 15 septembre 1928, et ont ensuite été prorogées par la loi du 18 août 1928 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, « les attributions de la chambre du conseil du tribunal de première instance en matière répressive sont dévolues à une chambre d'un juge. Il est statué sur le rapport du juge d'instruction, le procureur du Roi et l'inculpé entendus. L'inculpé peut se faire assister d'un conseil ».

Les ordonnances rendues par le juge d'instruction ou la chambre du conseil peuvent être, par voie d'opposition, portées en appel devant la chambre des mises en accusation, constituée par l'une des sections de la chambre correctionnelle de la cour d'appel. (Loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4.) Les chambres d'accusation ont le droit d'informer et de faire informer dans toutes les affaires et d'évoquer à elles les poursuites que les premiers juges auraient commencées. Elles ont seules le droit de prononcer le renvoi d'un accusé devant la cour d'assises. Elles statuent sur les demandes en réhabilitation. (Loi du 25 avril 1896.)

Internement des anormaux. — Cette disposition a été introduite et réglementée par la loi de défense sociale du 9 avril 1930, dont il y a lieu de retenir les libellés suivants, en ce qui concerne les juridictions d'instruction :

« Article 1^{er}. — Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence, ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions, les juridictions d'instruction et de jugement peuvent, dans les cas où la loi autorise la détention préventive, le placer en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire en ordonnant, s'il y échet, l'exécution immédiate de cette décision.

» Art. 2. — Cette mesure peut être prise à toutes les phases de la procédure jusqu'à la décision définitive, l'inculpé et son conseil entendus, soit sur la réquisition du ministère public, soit sur la requête de l'inculpé ou de son conseil...

» Art. 3. — Cette réquisition et cette requête sont adressées à la chambre du conseil jusqu'à l'ordonnance de renvoi; à la chambre des mises en accusation depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'à la notification de l'arrêt; à la même chambre pendant l'instance en règlement de juge...

» Art. 4. — Le ministère public et l'inculpé peuvent appeler des décisions de la chambre du conseil et du

tribunal correctionnel ordonnant ou refusant le placement en observation...

» Art. 7. — Les juridictions d'instruction, à moins qu'il ne s'agisse d'un crime ou d'un délit politiques ou de presse, et les juridictions de jugement peuvent ordonner l'internement immédiat, dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le gouvernement, de l'inculpé qui a commis un fait qualifié crime ou délit et qui est dans un des états prévus à l'art. 1^{er}.

» La décision indique la durée de l'internement qui est de cinq, dix ou quinze années suivant les distinctions établies à l'article 19.

» Art. 8. — Les décisions de la chambre du conseil ordonnant ou refusant l'internement sont susceptibles d'appel devant la chambre des mises en accusation...

» Art. 19. — L'internement est ordonné pour cinq ans; ce terme est porté à dix ans, si le fait était punissable des travaux forcés ou de la détention extraordinaire ou perpétuelle; à quinze ans, si le fait était punissable de la peine de mort. »

Détention préventive. — Cette matière est réglée par la loi du 20 avril 1874, dont voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. — Après l'interrogatoire, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt lorsque le fait est de nature à entraîner un emprisonnement de trois mois ou une peine plus grave. Si l'inculpé a sa résidence en Belgique, le juge ne pourra décerner ce mandat que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Néanmoins, si le fait peut entraîner la peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ou une peine plus grande, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du Roi.

Art. 3. — Immédiatement après la première audition, l'inculpé pourra communiquer librement avec son conseil.

Le juge pourra, toutefois, lorsque les nécessités de l'instruction le commandent, prononcer une interdiction de communiquer. L'interdiction ne pourra s'étendre au delà de trois jours à partir de la première audition. Elle ne pourra être renouvelée.

Art. 4. — Le mandat d'arrêt ne sera pas maintenu si, dans les cinq jours de l'interrogatoire, il n'est pas confirmé par la chambre du conseil.

Art. 5. — Si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans le mois à compter de l'interrogatoire, l'inculpé sera mis en liberté, à moins que la chambre, par ordonnance motivée, rendue à l'unanimité, le procureur du Roi et l'inculpé ou son conseil entendus, ne déclare que l'intérêt public exige le maintien de la détention.

Art. 6. — Le juge d'instruction pourra, dans le cours de l'instruction et sur les conclusions conformes du procureur du Roi, donner mainlevée du mandat d'arrêt, à charge pour l'inculpé de se présenter à tous les actes de la procédure aussitôt qu'il en sera requis.

Art. 10. — Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 6, la mise en liberté pourra être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés à l'aide des comptes fournis par les parquets, les juges d'instruction ou les cours criminelles.

Tableau n° 1. — ÉTAT DES TRAVAUX DES PARQUETS

ARRONDISSEMENTS	Nombre total des plaintes dénonciations et procès-verbaux entrés au parquet pendant l'année	DIRECTION DONNÉE AUX PLAINTES, DÉNONCIATIONS ET PROCÈS-VERBAUX								
		NOMBRE DES AFFAIRES							terminées par transaction	
		communiquées au juge d'instruction	portées à l'audience du tribunal correctionnel par citation directe			renvoyées devant une autre juridiction	laissées sans poursuite			
			du ministère public	de la partie civile	d'une administration publique		parce que les auteurs étaient inconnus	pour tous autres motifs		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Bruxelles	106,335	3,823	3,805	67	634	2,359	31,383	62,862	1,309	
Louvain	23,479	937	1,578	6	61	3,073	9,231	6,484	2,145	
Nivelles	17,369	944	816	2	77	1,395	7,677	5,311	1,266	
Anvers	54,511	2,406	5,439	35	511	4,194	17,211	21,774	3,024	
Malines	16,600	829	2,259	4	64	2,961	4,218	5,464	1,434	
Turnhout	12,507	686	1,673	—	43	1,742	5,268	3,214	234	
Mons	38,385	3,756	1,341	3	172	3,022	17,347	11,709	804	
Charleroi	36,536	2,983	2,524	34	68	3,181	14,639	11,936	1,192	
Tournai	17,366	1,758	1,664	3	140	1,196	9,952	1,640	1,013	
Gand	31,123	2,284	2,847	20	45	996	6,897	11,688	5,446	
Audenarde	12,231	767	1,925	31	59	1,743	4,504	1,663	2,389	
Termonde	25,288	983	4,576	—	42	2,152	2,706	9,104	5,196	
Bruges	15,432	1,238	3,011	18	42	1,608	6,324	3,221	1,275	
Courtrai	16,794	817	2,046	8	264	2,455	7,327	4,668	1,611	
Furnes	4,934	335	587	—	67	482	2,259	1,133	294	
Ypres	5,940	418	1,009	—	41	780	2,530	1,191	531	
Liège	36,759	3,346	3,483	—	181	5,149	13,818	10,406	1,427	
Huy	10,824	937	724	2	33	826	4,473	4,008	583	
Verviers	7,999	661	585	—	58	1,064	2,216	2,572	664	
Tongres	16,417	643	1,925	2	38	2,226	7,911	2,926	950	
Hasselt	14,727	963	1,366	2	101	2,523	6,381	2,869	970	
Arlon	6,207	613	392	2	99	463	3,337	1,301	234	
Marche-en-Famenne	6,195	378	611	1	23	710	1,879	1,283	1,429	
Neufchâteau	5,272	294	921	—	62	119	2,189	1,067	1,280	
Namur	15,061	1,433	1,111	3	71	1,057	8,393	2,611	460	
Dinant	12,059	1,229	430	2	113	1,356	5,632	3,064	406	
<i>Totaux :</i>	566,350	35,461	48,648	245	3,109	48,832	205,702	195,169	37,566	
<i>Totaux en</i> {	1940	520,895	35,365	44,360	185	1,755	38,331	178,473*	186,328*	14,454
	1939	288,889	31,491	27,067	212	1,394	36,328	53,468	139,277	—
	1938	295,550	33,899	29,943	262	1,049	43,585	53,351	135,135	—

* Chiffres rectifiés.

COMMENTAIRE DU TABLEAU N° 1

Le nombre total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés aux parquets en 1941, est supérieur de 8.72 % à celui de 1940 (566,350 contre 520,895 affaires).

Les Parquets ont fait face à cet accroissement d'affaires dans lesquelles ils avaient à informer. Le dépouillement des états statistiques établit, en effet, que le nombre des affaires restées sans détermination à la fin de 1940, et s'élevant à 34,799 pour le royaume, a été réduit fin 1941 à 26,992.

L'examen de la direction donnée aux plaintes, dénonciations et procès-verbaux au cours de l'année 1941, comporte en comparaison de l'exercice de 1940 les variations suivantes qui méritent d'être notées :

Le nombre d'affaires communiquées aux juges d'instruction n'a varié que dans une proportion infime (majoration de 0.27 %).

Le total du nombre d'affaires portées à l'audience des tribunaux correctionnels par citation directe, et s'élevant pour l'année 1941 à 52,002 contre 46,300 en 1940, marque une augmentation de 12.31 %.

Dans ce total, les affaires portées à l'audience par citation directe du ministère public ne sont en augmentation que de 9.66 %, tandis que celles portées à l'audience par citation directe d'une administration publique le sont de 77.15 %. Cette augmentation considérable doit être attribuée à la poursuite par les juridictions administratives d'affaires de leur compétence devant la juridiction ordinaire.

Les affaires renvoyées devant une autre juridiction connaissent une hausse par rapport à l'année 1940 de 27.39 %. Il s'agit ici principalement d'affaires transmises directement par les parquets aux juges des enfants et aux tribunaux de police.

Les affaires laissées sans poursuite qui s'élèvent au total pour 1941 à 400,871 contre 364,801 en 1940 sont en hausse de 9.88 %, ce qui con-

corde à 1 % près avec la hausse générale des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés.

Le rapport entre les affaires laissées sans poursuite parce que les auteurs étaient inconnus et celles laissées sans poursuite pour tous autres motifs, ne se répète pourtant pas.

La première catégorie des laissés sans suite est en 1941 supérieure de 15.25 % à ceux de l'année 1940 tandis que la seconde catégorie ne l'est que de 4.74 %.

Il est donc à constater que le nombre des affaires laissées sans poursuite parce que les auteurs étaient inconnus, s'est encore considérablement accru en 1941. Et pourtant, parmi ces affaires, le nombre de crimes a diminué d'environ 8 % (63,465 crimes dont les auteurs sont restés inconnus en 1941, contre 69,157 crimes dans les mêmes circonstances en 1940) (1).

Les transactions accordées par le Ministère public, en vertu de l'art. 180 du Code d'instruction criminelle et exécutées par les contrevenants, se sont, au cours de l'année 1941, considérablement amplifiées, non seulement au point de vue de leur nombre, mais aussi au point de vue des sommes perçues :

37,566 affaires ont été terminées par transaction pour un montant de fr. 15,416,227.66 en 1941 contre 14,454 transactions en 1940 percevant un montant de fr. 3,547,903.40. Soit une majoration de 159.90 % du nombre de transactions exécutées avec une plus-value de 334.51 % des sommes exigées.

La statistique détaillée des transactions par arrondissement se présente comme suit :

(1) Cf. à ce sujet : « Crimes laissés sans poursuite en 1940 parce que les auteurs étaient inconnus ». *Bulletin de Statistique*, 28^e année, n° 9, septembre 1942, pp. 152 et suiv.

Pour mémoire : Un commentaire sur la « Statistique des Juridictions d'instruction de 1931 à 1938 » a paru dans le *Bulletin de Statistique*, 27^e année, n° 6, juin 1941, pp. 31 et 32.

Tableau n° 1bis. — PARQUETS. — TRANSACTIONS

ARRONDISSEMENTS	Nombre des transac- tions propo- sées	Nombre des transac- tions accep- tées	Sommes perçues en francs	TRANSACTIONS ACCEPTÉES CONCERNANT DES INFRACTIONS					
				à la législation sur le ravitaillement, le rationnement, les prix des denrées, etc.		aux dispositions prescrites pour la sécurité en temps de guerre, fermeture des cafés, occultation, etc.		à la législation en vigueur antérieurement à l'état de guerre	
				Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	1,695	1,309	6,403,009.16	1,186	90.60	1	—	122	9.40
Louvain	2,740	2,145	447,140.—	1,312	61.10	484	22.60	349	16.30
Nivelles	1,632	1,266	343,588.50	1,186	93.70	65	5.10	15	1.20
Anvers	3,242	3,024	200,036.—	307	10.10	2,425	80.20	292	9.70
Malines	1,974	1,434	406,096.—	657	45.80	629	43.90	148	10.30
Turnhout	440	234	91,230.—	163	69.70	26	11.10	45	19.20
Mons	1,003	804	289,615.—	757	94.20	46	5.80	1	—
Charleroi	1,391	1,192	503,835.—	857	72.—	276	23.10	59	4.90
Tournai	1,245	1,013	253,815.—	772	76.30	240	23.70	1	—
Gand	6,985	5,446	1,075,999.—	3,647	66.90	16.64	30.60	135	2.50
Audenarde	3,521	2,389	902,274.—	1,844	77.20	493	20.60	52	2.20
Termonde	6,800	5,196	842,905.—	4,000	76.90	1,196	23.10	—	—
Bruges	2,044	1,275	335,615.—	997	78.10	205	16.20	73	5.70
Courtrai	2,037	1,611	1,016,897.—	940	58.30	619	38.40	52	3.30
Furnés	345	294	100,478.—	294	100.—	—	—	—	—
Ypres	631	531	165,654.—	467	87.90	38	7.20	26	4.90
Liège	1,785	1,427	259,622.—	1,087	76.20	195	13.60	145	10.20
Huy	753	583	167,655.—	556	95.30	8	1.40	19	3.30
Verviers	748	664	91,985.—	306	46.10	324	48.70	34	5.20
Tongres	1,411	950	331,140.—	522	55.—	428	45.—	—	—
Hasselt	1,665	970	250,175.—	736	75.90	221	22.80	13	1.30
Arlon	309	234	77,295.—	194	83.—	40	17.—	—	—
Marche-en-Famenne	1,755	1,429	182,345.—	491	34.40	927	64.80	11	0.80
Neufchâteau	1,385	1,280	268,840.—	1,043	81.50	233	18.20	4	0.30
Namur	508	460	339,107.—	460	100.—	—	—	—	—
Dinant	565	406	69,877.—	300	73.80	90	22.20	16	4.—
<i>Totaux :</i>	48,609	37,566	15,416,227.66	25,081	67. —	10,872	29. —	1,610	4. —
<i>Totaux en 1940 :</i>	19,189	14,454	3,547,903.40	—	69. —	—	24. —	—	7. —

Tableau n° 2. — JUGES D'INSTRUCTION ET CHAMBRES DU CONSEIL
AFFAIRES TERMINÉES. — RÉSULTATS DE L'INSTRUCTION

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE DES AFFAIRES										
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES								renvoyées à d'autres juges	évoquées par la cour d'appel	TOTAL
	de renvoi devant						de non-lieu à pour- suivre				
	la chambre des mises en accusation	le tribunal			une autre juri- diction	d'interne- ment					
		correc- tionnel	de police								
			sur réqui- sition du parquet en vertu de l'art. 4 de la loi du 4 oct. 1867	après instruc- tion							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Bruxelles	1	2,389	105	21	31	47	836	59	—	3,489	
Louvain	1	458	256	—	11	8	229	1	—	964	
Nivelles	—	493	180	8	7	6	301	5	—	1,000	
Anvers	1	1,221	471	—	22	50	917	19	1	2,702	
Malines	—	358	185	—	1	7	293	12	—	856	
Turnhout	1	274	76	—	13	8	349	4	—	725	
Mons	2	1,247	1,142	19	45	18	1,738	369	2	4,582	
Charleroi	1	1,247	1,005	6	22	14	680	79	—	3,054	
Tournai	2	592	304	34	209	—	796	—	—	1,937	
Gand	7	794	821	8	11	9	594	29	—	2,273	
Audenarde	4	284	156	2	22	4	358	—	—	830	
Termonde	1	435	148	4	16	6	408	7	—	1,025	
Bruges	—	746	24	14	14	8	624	3	—	1,433	
Courtrai	3	473	3	—	47	4	457	—	—	987	
Furnes	—	127	46	—	2	1	198	3	—	377	
Ypres	2	265	5	—	1	3	213	—	—	489	
Liège	1	1,554	1,227	8	100	12	546	6	—	3,454	
Huy	—	311	427	5	19	2	287	4	—	1,055	
Verviers	—	310	252	—	3	—	154	4	—	723	
Tongres	1	246	267	—	1	8	155	—	—	678	
Hasselt	—	414	329	—	18	6	255	6	—	1,028	
Arlon	—	286	288	14	5	1	171	2	—	767	
Marche-en-Famenne	—	165	102	—	3	—	139	10	—	419	
Neufchâteau	—	90	123	—	2	—	54	2	—	271	
Namur	—	465	587	5	13	5	405	6	—	1,486	
Dinant	2	500	272	16	17	5	450	—	—	1,262	
<i>Totaux :</i>	30	15,744	8,801	164	655	232	11,607	630	3	37,866	
* <i>Totaux en</i> } 1939	50	11,163	11,488	210	262	314	7,679	193	4	31,363	
} 1938	71	11,304	13,816	224	305	315	8,131	255	4	34,425	

* Les chiffres de 1940 étant demeurés incomplets, leurs totaux ne sont pas reproduits pour la comparaison.

Tableau n° 3. — CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION. — NOMBRE ET RÉSULTATS DES ARRÊTS

NOMBRE DES ARRÊTS 1	COURS D'APPEL			TOTAL 5
	Bruxelles 2	Gand 3	Liège 4	
Décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés	18	13	21	52
Portant renvoi { aux assises au tribunal correctionnel au tribunal de police devant une autre juridiction	14	7	5	26
	30	22	14	66
	—	1	—	1
	—	—	—	—
Portant décision d'internement (loi 9 avril 1930)	25	9	2	36
<i>Totaux :</i>	87	52	42	181
Statuant sur des demandes { en réhabilitation { Octrois Rejets	303	19	64	386
	74	1	17	92
<i>Totaux :</i>	377	20	81	478

Tableau n° 4. — ORDONNANCES DE LA CHAMBRE DU CONSEIL QUI ONT ÉTÉ SOUMISES À LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION

NATURE DES ORDONNANCES 1	Ordonnances confirmées entièrement 2	ORDONNANCES INFIRMÉES EN TOUT OU EN PARTIE					TOTAL 8
		pour avoir déclaré		pour fausse qualification des faits 5	pour vice de forme 6	pour autres motifs 7	
		qu'il n'y avait lieu à suivre 3	qu'il y avait lieu à suivre 4				
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)	934	18	40	—	3	66	1,061
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires, { auxquelles il a été formé opposition ou dont il a été interjeté appel { par le ministère public par les parties civiles par l'inculpé (1) dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle	27	8	12	3	1	18	69
	9	36	2	—	—	3	50
	32	2	1	—	1	—	36
	26	—	—	—	—	—	26
Cours d'appel { Bruxelles Gand Liège	600	63	26	—	—	—	689
	232	1	29	3	5	31	301
	196	—	—	—	—	56	252
<i>Totaux :</i>	1,028	64	55	3	5	87	1,242
Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition	11	—	—	—	—	—	11

(1) Article 8 de la loi du 9 avril 1930.

Détention préventive

Tableau n° 5. — ACCUSÉS DE CRIMES OU DE DÉLITS ORDINAIRES JUGÉS CONTRADICTOIREMENT PAR LES COURS D'ASSISES

PROVINCES	Nombre total des accusés	Nombre des accusés arrêtés préventivement	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE									
			Moins de 1 mois	De 1 à moins de 2 mois	De 2 à moins de 3 mois	De 3 à moins de 4 mois	De 4 à moins de 5 mois	De 5 à moins de 6 mois	De 6 à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Durée inconnue
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant	11	3	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—
Anvers	2	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—
Hainaut	6	6	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—
Flandre orientale	3	3	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—
Flandre occidentale	4	4	—	—	—	1	—	—	2	1	—	—
Liège	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Limbourg	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	3	3	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—
Nombre des condamnés	21	15	—	—	—	—	—	1	8	1	5	—
Nombre des acquittés	11	9	—	—	—	1	—	—	3	3	2	—
<i>Totaux :</i>	32	24	—	—	—	1	—	1	11	4	7	—
<i>Totaux en</i> { 1940	38	38	—	1	1	1	3	3	5	16	8	—
{ 1939	32	32	—	—	—	4	1	5	9	7	6	—
{ 1938	57	55	—	—	—	4	6	9	23	5	8	—

Tableau n° 7. — INCULPÉS DÉCHARGÉS DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DE MISES EN ACCUSATION

Tableau n° 6. — PRÉVENUS ACQUITTÉS EN APPEL

COURS D'APPEL	TOTAL	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE			
		Moins de 1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	20	11	4	3	2
Gand	—	—	—	—	—
Liège	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	20	11	4	3	2
<i>Totaux en</i> { 1940	2	1	1	—	—
{ 1939	6	2	1	—	3
{ 1938	8	—	8	—	—

COURS D'APPEL	TOTAL	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE			
		Moins de 1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	27	24	3	—	—
Gand	—	—	—	—	—
Liège	8	5	3	—	—
<i>Totaux :</i>	35	29	6	—	—
<i>Totaux en</i> { 1940	3	2	1	—	—
{ 1939	10	7	1	1	1
{ 1938	29	28	1	—	—

Tableau n° 8. — INCULPÉS DÉCHARGÉS DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES

ARRONDISSEMENTS 1	INCULPÉS déchargés des poursuites par les chambres du conseil						PRÉ jugés par les condamnés à		
	TOTAL 2	DURÉE de la détention préventive					TOTAL 8	de la déten	
		Moins de 1 mois 3	De 1 à 2 mois 4	De 2 à 3 mois 5	De 3 à 6 mois 6	De 6 mois et plus 7		Moins de 1 mois 9	De 1 à 2 mois 10
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	1,008	657	197
Louvain	—	—	—	—	—	—	109	8	71
Nivelles	2	2	—	—	—	—	108	55	40
Anvers	10	10	—	—	—	—	250	99	90
Malines	—	—	—	—	—	—	83	13	60
Turnhout	—	—	—	—	—	—	69	38	10
Mons	—	—	—	—	—	—	93	1	18
Charleroi	3	2	—	—	—	1	149	36	77
Tournai	—	—	—	—	—	—	99	6	17
Gand	1	—	1	—	—	—	350	136	177
Audenarde	—	—	—	—	—	—	110	41	56
Termonde	3	—	—	2	1	—	153	46	81
Bruges	10	9	1	—	—	—	175	102	51
Courtrai	2	2	—	—	—	—	90	10	32
Furnes	—	—	—	—	—	—	36	—	31
Ypres	21	18	3	—	—	—	34	4	24
Liège	7	7	—	—	—	—	400	17	139
Huy	4	4	—	—	—	—	127	12	32
Verviers	—	—	—	—	—	—	47	10	27
Tongres	5	5	—	—	—	—	131	65	43
Hasselt	—	—	—	—	—	—	149	33	86
Arlon	3	3	—	—	—	—	30	11	12
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—	—	4	1	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	35	13	14
Namur	—	—	—	—	—	—	87	19	45
Dinant	—	—	—	—	—	—	61	18	22
<i>Totaux :</i>	71	62	5	2	1	1	3,987	1,451	1,452
<i>Totaux en</i> { 1940*	—	—	—	—	—	—	2,228	902	853
{ 1939	89	81	5	1	2	—	2,796	1,437	856
{ 1938	54	43	8	2	1	—	2,259	1,096	769

* Les chiffres de 1940 étant incomplets en ce qui concerne les inculpés déchargés des poursuites par les chambres du conseil, ne sont pas reproduits

DU CONSEIL ET PRÉVENUS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

VENUS tribunaux correctionnels, l'emprisonnement			PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à des peines pécuniaires						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, acquittés					
DURÉE tion préventive			TOTAL	DURÉE de la détention préventive					TOTAL	DURÉE de la détention préventive				
De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus		Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus		Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
84	68	2	—	—	—	—	—	—	13	—	11	2	—	—
19	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
10	3	—	—	—	—	—	—	—	13	5	3	5	—	—
52	8	1	3	3	—	—	—	—	11	7	4	—	—	—
6	4	—	—	—	—	—	—	—	7	7	—	—	—	—
7	13	1	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—
4	41	29	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
22	7	7	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—
16	32	28	—	—	—	—	—	—	10	10	—	—	—	—
28	8	1	—	—	—	—	—	—	9	1	4	1	3	—
7	6	—	1	—	1	—	—	—	6	2	4	—	—	—
24	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
22	—	—	—	—	—	—	—	—	12	12	—	—	—	—
29	19	—	—	—	—	—	—	—	3	—	2	1	—	—
5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
212	32	—	4	4	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—
22	33	28	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—
8	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
13	8	2	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—
26	4	—	—	—	—	—	—	—	7	1	4	2	—	—
3	2	2	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—
1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8	—	—	2	—	—	2	—	—	2	—	—	2	—	—
18	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	7	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—
666	316	102	10	7	1	2	—	—	109	55	36	15	3	—
319	130	24	41	38	3	—	—	—	59	40	14	5	—	—
343	141	19	52	48	4	—	—	—	50	38	6	2	2	2
240	150	40	13	13	—	—	—	—	52	36	11	4	1	—

pour la comparaison sous cette rubrique.

TRIBUNAUX DE POLICE

Compétence. — Les tribunaux de police sont compétents pour connaître :

1° Des contraventions, c'est-à-dire des infractions que le Code pénal, une loi ou un règlement spécial punissent d'une peine n'excédant pas sept jours de prison et 25 francs d'amende, majorés de 60 décimes ;

2° Des délits que la chambre du conseil leur envoie quand, en raison de l'existence de circonstances atténuantes, il n'y a lieu de prononcer qu'une peine de police. Le tribunal de police devant lequel le prévenu est renvoyé ne peut décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes. (Loi du 4 octobre 1867, art. 4 et 5) ;

3° *a)* des délits prévus par le Code rural ; des infractions prévues par le Code forestier ; des infractions aux lois et règlements sur les barrières, le roulage, les services publics et réguliers du transport en commun par terre ou par eau, la voirie par terre ou par eau ; des infractions aux règlements provinciaux ; des infractions aux règlements communaux ; *b)* de quelques autres délits prévus par certaines lois qui attribuent spécialement compétence au juge de paix. (A. R. du 10 janvier 1935 modifié par A. R. du 8 mars 1936) ;

4° Des infractions à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse, à l'exception de celles prévues par l'art. 8 et par les deux premiers alinéas de l'art. 11. (Art. 19 de l'arrêté-loi) ;

5° Des infractions à la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage. Les tribunaux de police mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie, dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-

dessus mentionnées, sont envoyés dans une maison de refuge ;

6° Des absences au vote ;

7° Des manquements des chefs de famille à la loi sur l'enseignement primaire (obligation scolaire). Loi du 18 octobre 1921 renforçant l'obligation scolaire de l'enseignement primaire et arrêté royal du 25 octobre 1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire.

Les juges des enfants ont aussi compétence pour connaître de ces manquements ;

8° Des manquements aux lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des salariés (lois des 10-12-1924, 14-7-1930, 10-3-1925, 18-6-1930 et 15-12-1937) et à la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales.

Les fonctions du juge de police sont remplies par les juges de paix.

En principe, il y a autant de tribunaux de police que de justices de paix. Cependant, dans les communes divisées en plusieurs justices de paix, le service du tribunal de police est fait successivement, pendant un terme à fixer par arrêté royal, par chaque juge de paix. En fait, sinon en droit, il n'y a donc, dans ce cas, qu'un tribunal de police pour plusieurs cantons.

Il a été créé à Bruxelles, Anvers et Liège, une justice de paix supplémentaire dont le titulaire est exclusivement chargé d'assurer le service du tribunal de police.

Les transactions accordées aux délinquants par le ministère public depuis le 1^{er} février 1935 ont diminué dans une proportion importante le nombre des inculpés jugés par les tribunaux de police, nonobstant l'extension de la compétence de cette juridiction (1).

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés à l'aide de relevés que chaque tribunal de police adresse au Département de la Justice.

(1) Voir à ce sujet : « Statistique des transactions proposées par les Officiers du Ministère public près des tribunaux de police ». *Bulletin de Statistique*, 26^e année, n° 1, janvier 1940, pp. 2 et suiv.

Tableau n° 9. — TRANSACTIONS PROPOSÉES PAR LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC PRÈS LES TRIBUNAUX DE POLICE

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues
1	2	3	4
Bruxelles (8 cantons)	19,551	17,978	842,729.—
Louvain (7 cantons)	11,840	10,477	323,869.—
Nivelles (5 cantons)	5,088	4,662	147,938.95
Anvers (8 cantons)	35,609	31,379	1,064,242.—
Malines (5 cantons)	7,930	7,184	260,287.10
Turnhout (6 cantons)	8,318	6,614	213,363.50
Mons (10 cantons)	6,683	5,875	177,840.—
Charleroi (12 cantons)	8,798	7,468	247,382.—
Tournai (11 cantons)	5,495	4,798	116,637.—
<i>Ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles :</i>	109,312	96,435	3,394,288.55
Gand (14 cantons)	16,978	14,751	455,422.—
Audenarde (8 cantons)	6,231	5,534	166,310.—
Termonde (10 cantons)	14,605	12,583	346,406.—
Bruges (7 cantons)	6,940	6,082	200,291.—
Courtrai (10 cantons)	9,391	8,413	234,478.—
Furnes (4 cantons)	1,776	1,608	48,437.—
Ypres (6 cantons)	6,590	5,982	166,345.—
<i>Ressort de la Cour d'Appel de Gand :</i>	62,511	54,953	1,617,689.—
Liège (8 cantons)	9,578	7,902	223,725.70
Huy (7 cantons)	1,419	1,165	35,745.—
Verviers (7 cantons)	2,291	2,103	64,322.—
Tongres (7 cantons)	7,405	5,792	180,950.—
Hasselt (6 cantons)	5,539	4,783	139,785.—
Arlon (6 cantons)	1,013	887	17,090.—
Marche-en-Famenne (7 cantons)	818	722	23,077.—
Neufchâteau (7 cantons)	450	373	10,515.—
Namur (5 cantons)	3,802	3,241	108,891.—
Dinant (9 cantons)	1,138	913	31,695.—
<i>Ressort de la Cour d'Appel de Liège :</i>	33,453	27,881	835,795.70
LE ROYAUME :	205,276	179,269	5,847,773.25
Totaux en { 1940	111,171	85,126	2,954,061.10
{ 1939	162,758	127,887	5,331,979.94
{ 1938	189,602	151,202	6,321,919.83

Tableau n° 10. — ÉTAT DES AFFAIRES ET DES INCULPÉS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX DE POLICE

TRIBUNAUX	Nom- bre total des affai- res	Affai- res de police	Affai- res con- cer- nant le vaga- bondage et la mendic- ité	Affai- res élec- torales	INCULPÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	Ac- quittés ou ren- voyés des pour- suites, le tri- bunal s'étant déclaré in- compé- tent	CONDAMNÉS				Total	Ac- quit- tés	Mis à la dis- posi- tion du gou- vernement	Total	Ac- quit- tés	Con- dam- nés
							à l'emprison- nement		à l'amende							
							con- dition- nel	simple	con- dition- nelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles . . .	5,367	5,330	37	—	5,767	274	5	100	1,067	4,321	37	6	31	—	—	—
Assche	258	258	—	—	274	30	—	—	47	197	—	—	—	—	—	—
Hal	273	270	3	—	312	50	—	3	63	196	3	—	3	—	—	—
Saint-Gilles . .	507	505	2	—	649	67	—	8	184	390	2	—	2	—	—	—
Schaerbeek . .	303	302	1	—	339	31	—	—	119	189	1	—	1	—	—	—
Sint-Kwintens- Lennik	155	155	—	—	167	19	—	1	47	100	—	—	—	—	—	—
Vilvorde . . .	333	323	10	—	335	14	—	2	84	235	10	—	10	—	—	—
Wolvertem . . .	221	218	3	—	262	13	—	—	20	229	3	—	3	—	—	—
<i>Totaux :</i>	7,417	7,361	56	—	8,105	498	5	114	1,631	5,857	56	6	50	—	—	—
Louvain	525	517	8	—	581	45	1	—	142	393	8	—	8	—	—	—
Aarschot . . .	304	303	1	—	327	18	—	—	193	116	1	—	1	—	—	—
Diest	262	262	—	—	339	17	—	—	168	154	—	—	—	—	—	—
Glabbeek . . .	56	56	—	—	68	11	—	—	29	28	—	—	—	—	—	—
Haacht	242	241	1	—	262	33	—	—	143	86	1	—	1	—	—	—
Tirlemont . . .	333	331	2	—	409	22	—	—	127	260	2	—	2	—	—	—
Léau	93	93	—	—	107	14	—	—	38	55	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	1,815	1,803	12	—	2,093	160	1	—	840	1,092	12	—	12	—	—	—
Nivelles	575	570	5	—	702	85	—	—	232	385	5	1	4	—	—	—
Genappe	94	94	—	—	122	22	—	—	58	42	—	—	—	—	—	—
Jodoigne	171	171	—	—	192	24	—	—	52	116	—	—	—	—	—	—
Pervez	162	162	—	—	167	6	—	—	74	87	—	—	—	—	—	—
Wavre	327	318	9	—	408	87	—	4	174	143	9	—	9	—	—	—
<i>Totaux :</i>	1,329	1,315	14	—	1,591	224	—	4	590	773	14	1	13	—	—	—

TRIBUNAUX	Nom- bre total des affaires	Affai- res de police	Affai- res con- cer- nant le vaga- bon- dage et la mendi- cité	Affai- res élec- to- rales	INCUPLÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	Ac- quittés ou ren- voyés des pour- suites, le tri- bunal s'étant déclaré in- compé- tent	CONDAMNÉS				Total	Ac- quit- tés	Mis à la dis- posi- tion du gouver- nement	Total	Ac- quit- tés	Con- dam- nés
							à l'emprison- nement		à l'amende							
							con- diti- on- nel	simple	con- diti- on- nelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Anvers	3,303	3,263	40	—	4,185	724	—	5	596	2,860	40	4	36	—	—	—
Berchem	998	996	2	—	1,268	325	—	2	170	771	2	—	2	—	—	—
Boom	318	317	1	—	445	76	—	—	102	267	1	1	—	—	—	—
Borgerhout	1,134	1,133	1	—	1,293	281	—	—	192	820	1	—	1	—	—	—
Brecht	426	420	6	—	449	112	—	—	130	207	6	1	5	—	—	—
Ekeren	1,234	1,231	3	—	1,290	185	—	3	407	695	3	1	2	—	—	—
Kontich	568	567	1	—	628	54	—	—	186	388	1	—	1	—	—	—
Zanthoven	361	361	—	—	393	120	—	—	42	231	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	8,342	8,288	54	—	9,951	1,877	—	10	1,825	6,239	54	7	47	—	—	—
Malines	488	484	4	—	551	146	—	—	164	241	4	—	4	—	—	—
Duffel	292	292	—	—	349	54	—	—	85	210	—	—	—	—	—	—
Heyst-op-den- Berg	200	200	—	—	245	11	—	3	61	170	—	—	—	—	—	—
Lierre	379	378	1	—	422	75	—	—	102	245	1	—	1	—	—	—
Puurs	319	319	—	—	336	42	—	—	107	187	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	1,678	1,673	5	—	1,903	328	—	3	519	1,053	5	—	5	—	—	—
Turnhout	666	557	109	—	620	74	—	—	89	457	109	—	109	—	—	—
Arendonk	348	348	—	—	463	26	—	—	146	291	—	—	—	—	—	—
Herentals	320	319	1	—	453	31	—	—	200	222	1	—	1	—	—	—
Hoogstraten	420	247	173	—	317	15	—	—	44	258	173	1	172	—	—	—
Mol	533	532	1	—	575	85	—	—	138	352	1	—	1	—	—	—
Westerloo	160	160	—	—	184	26	1	6	27	124	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	2,447	2,163	284	—	2,612	257	1	6	644	1,704	284	1	283	—	—	—
Mons	596	585	11	—	832	192	—	—	216	424	11	—	11	—	—	—
Boussu	765	763	2	—	1,027	185	—	—	408	434	2	—	2	—	—	—
Chièvres	80	80	—	—	126	36	—	—	51	39	—	—	—	—	—	—
Dour	309	307	2	—	437	109	—	—	197	131	2	1	1	—	—	—
Enghien	146	146	—	—	201	44	—	—	70	87	—	—	—	—	—	—
La Louvière	568	562	6	—	735	106	—	—	94	535	6	—	6	—	—	—
Lens	194	194	—	—	232	48	—	—	105	79	—	—	—	—	—	—
Pâturages	354	353	1	—	452	147	—	—	173	132	1	—	1	—	—	—
Rœulx	491	491	—	—	677	102	—	—	254	321	—	—	—	—	—	—
Soignies	446	444	2	—	536	58	—	1	238	239	2	—	2	—	—	—
<i>Totaux :</i>	3,949	3,925	24	—	5,255	1,027	—	1	1,806	2,421	24	1	23	—	—	—

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	INCUPLÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent	CONDAMNÉS				Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquittés	Condamnés
							à l'emprisonnement		à l'amende							
							con-dition-nel	simple	con-dition-nelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Charleroi . . .	1,864	1,824	40	—	2,080	157	1	7	405	1,510	40	2	38	—	—	—
Beaumont . . .	20	20	—	—	23	9	—	—	5	9	—	—	—	—	—	—
Binche . . .	750	746	4	—	875	97	3	4	234	537	4	—	4	—	—	—
Châtelet . . .	711	711	—	—	888	84	5	3	424	372	—	—	—	—	—	—
Chimay . . .	153	153	—	—	188	26	—	—	74	88	—	—	—	—	—	—
Fontaine-l'Évêque . . .	353	350	3	—	425	63	1	—	139	222	3	—	3	—	—	—
Gosselies . . .	564	560	4	—	650	88	—	—	223	339	4	—	4	—	—	—
Jumet . . .	444	440	4	—	531	31	—	—	183	317	4	—	4	—	—	—
Marchienne-au-Pont . . .	362	362	—	—	467	50	—	1	153	263	—	—	—	—	—	—
Merbes-le-Château . . .	60	59	1	—	73	14	1	—	25	33	1	—	1	—	—	—
Seneffe . . .	184	184	—	—	220	28	—	1	69	122	—	—	—	—	—	—
Thuin . . .	186	186	—	—	221	31	1	3	67	119	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	5,651	5,595	56	—	6,641	678	12	19	2,001	3,931	56	2	54	—	—	—
Tournai . . .	337	329	8	—	435	71	—	—	228	136	8	—	8	—	—	—
Antoing . . .	189	188	1	—	251	93	—	—	105	53	1	—	1	—	—	—
Ath . . .	257	252	5	—	288	47	—	—	89	152	5	—	5	—	—	—
Celles . . .	27	27	—	—	31	5	—	—	21	5	—	—	—	—	—	—
Flobecq . . .	40	40	—	—	49	21	—	—	15	13	—	—	—	—	—	—
Frasnes . . .	39	39	—	—	55	21	—	—	18	16	—	—	—	—	—	—
Lessines . . .	94	94	—	—	113	10	—	—	88	15	—	—	—	—	—	—
Leuze . . .	116	114	2	—	192	46	—	—	57	89	2	1	1	—	—	—
Péruwelz . . .	175	173	2	—	222	26	1	—	118	77	2	—	2	—	—	—
Quevaucamps . . .	317	316	1	—	418	36	—	—	149	233	1	—	1	—	—	—
Templeuve . . .	389	367	22	—	428	47	—	—	172	209	22	1	21	—	—	—
<i>Totaux :</i>	1,980	1,939	41	—	2,482	423	1	—	1,060	998	41	2	39	—	—	—

TRIBUNAUX	Nom- bre total des affai- res	Affai- res de police	Affai- res con- cer- nant le vaga- bon- dage et la mendi- cité	Affai- res élec- torales	INCLUPÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	Ac- quittés ou ren- voyés des pour- suites, le tri- bunal s'étant déclaré incom- pé- tent	CONDAMNÉS				Total	Ac- quit- tés	Mis à la dis- posi- tion du gou- vernement	Total	Ac- quit- tés	Con- dam- nés
							à l'emprison- nement		à l'amende							
							con- dition- nel	simple	con- dition- nelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Gand	2,140	2,119	21	—	2,318	261	—	6	567	1,484	21	—	21	—	—	—
Assenede	247	247	—	—	249	27	—	—	54	168	—	—	—	—	—	—
Deinze	140	139	1	—	189	17	—	2	52	118	1	—	1	—	—	—
Eekloo	389	386	3	—	514	28	—	3	190	293	3	—	3	—	—	—
Evergem	440	440	—	—	493	74	1	6	121	291	—	—	—	—	—	—
Kapryke	285	285	—	—	306	37	—	—	84	185	—	—	—	—	—	—
Kruishoutem	98	98	—	—	123	13	1	—	38	71	—	—	—	—	—	—
Ledeberg	173	173	—	—	207	29	—	6	48	124	—	—	—	—	—	—
Loochristi	261	261	—	—	311	19	12	6	75	199	—	—	—	—	—	—
Nazareth	123	123	—	—	137	36	1	1	59	40	—	—	—	—	—	—
Nevele	108	108	—	—	119	16	1	—	19	83	—	—	—	—	—	—
Oosterzele	308	308	—	—	341	55	—	—	101	185	—	—	—	—	—	—
Waarschoot	106	106	—	—	132	13	—	—	54	65	—	—	—	—	—	—
Zomergem	43	43	—	—	49	5	—	—	16	28	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	4,861	4,836	25	—	5,488	630	16	30	1,478	3,334	25	—	25	—	—	—
Audenarde	267	265	2	—	286	87	—	—	100	99	2	—	2	—	—	—
Grammont	148	146	2	—	181	14	—	4	41	122	2	—	2	—	—	—
Herzele	211	211	—	—	265	15	—	—	81	169	—	—	—	—	—	—
Nederbrakel	78	78	—	—	88	4	—	1	24	59	—	—	—	—	—	—
Ninove	229	229	—	—	279	32	1	1	131	114	—	—	—	—	—	—
Renaix	110	110	—	—	124	20	—	—	30	74	—	—	—	—	—	—
Sint-Maria-Hore- beke	105	105	—	—	124	19	—	—	41	64	—	—	—	—	—	—
Zottegem	91	91	—	—	113	7	—	—	33	73	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	1,239	1,235	4	—	1,460	198	1	6	481	774	4	—	4	—	—	—
Termonde	275	268	7	—	300	35	—	—	102	163	7	—	7	—	—	—
Alost	575	571	4	—	627	35	—	—	262	330	4	—	4	—	—	—
Beveren	120	120	—	—	531	18	79	70	110	254	—	—	—	—	—	—
Hamme	155	155	—	—	184	10	10	15	56	93	—	—	—	—	—	—
Lokeren	480	474	6	—	511	47	—	—	178	286	6	—	6	—	—	—
Sint-Gillis-Waas	344	344	—	—	365	27	3	1	124	210	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	752	740	12	—	773	69	2	8	344	350	12	6	6	—	—	—
Tamise	331	331	—	—	382	38	27	29	130	158	—	—	—	—	—	—
Wetteren	334	334	—	—	359	12	2	—	169	176	—	—	—	—	—	—
Zelee	184	184	—	—	222	48	—	—	50	124	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	3,550	3,521	29	—	4,254	339	123	123	1,525	2,144	29	6	23	—	—	—

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	INCLUPÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent	CONDAMNÉS				Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquittés	Condamnés
							à l'emprisonnement		à l'amende							
							con-dition-nel	simple	con-dition-nelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruges	973	927	46	—	1,005	118	2	13	131	741	46	—	46	—	—	—
Ardooie	81	81	—	—	82	10	—	—	8	64	—	—	—	—	—	—
Gistel	19	19	—	—	22	4	—	—	1	17	—	—	—	—	—	—
Ostende	359	355	4	—	399	44	—	3	89	263	4	—	4	—	—	—
Ruiselede	77	75	2	—	170	1	—	—	103	66	2	—	2	—	—	—
Tielt	158	156	2	—	182	5	—	4	73	100	2	—	2	—	—	—
Torhout	228	226	2	—	243	18	—	—	57	168	2	—	2	—	—	—
<i>Totaux :</i>	1,895	1,839	56	—	2,103	200	2	20	462	1,419	56	—	56	—	—	—
Courtrai	342	332	10	—	388	39	1	—	84	264	10	—	10	—	—	—
Avelgem	62	61	1	—	76	5	18	53	—	—	1	—	1	—	—	—
Harelbeke	101	99	2	—	104	9	—	—	24	71	2	—	2	—	—	—
Izegem	107	107	—	—	114	2	—	—	28	84	—	—	—	—	—	—
Menin	254	251	3	—	262	17	—	—	76	169	3	—	3	—	—	—
Meulebeke	74	74	—	—	95	6	—	—	42	47	—	—	—	—	—	—
Mouscron	1,002	988	14	—	1,076	140	—	—	228	708	14	1	13	—	—	—
Moorsele	65	65	—	—	75	13	—	—	22	40	—	—	—	—	—	—
Oostroozebeke	197	197	—	—	198	13	—	—	86	99	—	—	—	—	—	—
Roulers	348	346	2	—	378	17	—	1	77	283	2	—	2	—	—	—
<i>Totaux :</i>	2,552	2,520	32	—	2,766	261	19	54	667	1,765	32	1	31	—	—	—
Furnes	104	104	—	—	112	33	—	—	14	65	—	—	—	—	—	—
Dixmude	25	25	—	—	30	9	—	—	9	12	—	—	—	—	—	—
Haringe	109	109	—	—	110	5	—	—	8	97	—	—	—	—	—	—
Nieuport	81	81	—	—	90	19	—	—	33	38	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	319	319	—	—	342	66	—	—	64	212	—	—	—	—	—	—
Ypres	299	297	2	—	317	11	—	1	71	234	2	—	2	—	—	—
Hooglede	83	83	—	—	90	15	—	—	22	53	—	—	—	—	—	—
Messines	253	251	2	—	269	20	—	—	113	136	2	—	2	—	—	—
Passchendale	36	36	—	—	42	2	—	—	4	36	—	—	—	—	—	—
Poperinge	152	150	2	—	159	20	—	1	17	121	2	—	2	—	—	—
Wervik	239	236	3	—	239	2	—	—	71	166	3	—	3	—	—	—
<i>Totaux :</i>	1,062	1,053	9	—	1,116	70	—	2	298	746	9	—	9	—	—	—
Liège	4,445	4,373	72	—	5,913	568	—	4	1,342	3,999	72	42	30	—	—	—
Dalhem	127	127	—	—	155	5	—	—	20	130	—	—	—	—	—	—
Fexhe-Slins	380	379	1	—	482	94	2	—	221	165	1	—	1	—	—	—
Fléron	378	378	—	—	480	76	—	—	110	294	—	—	—	—	—	—
Hollogne - aux - Pierres	696	695	1	—	941	92	—	—	190	659	1	—	1	—	—	—
Louveigné	204	204	—	—	234	34	—	—	39	161	—	—	—	—	—	—
Seraing	610	609	1	—	794	51	—	3	237	503	1	—	1	—	—	—
Waremme	153	153	—	—	176	17	—	—	33	126	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	6,993	6,918	75	—	9,175	937	2	7	2,192	6,037	75	42	33	—	—	—

TRIBUNAUX	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	INCLUPÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent	CONDAMNÉS				Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquittés	Condamnés
							à l'emprisonnement		à l'amende							
							conditionnel	simple	conditionnelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Huy	485	484	1	—	552	115	—	—	220	217	1	—	1	—	—	—
Ferrières	33	33	—	—	42	7	—	—	17	18	—	—	—	—	—	—
Hannut	144	142	2	—	173	24	—	2	76	71	2	—	2	—	—	—
Héron	117	117	—	—	147	36	—	—	66	45	—	—	—	—	—	—
Jehay - Bodegnée	108	108	—	—	153	40	—	—	59	54	—	—	—	—	—	—
Landen	243	243	—	—	354	43	—	1	193	117	—	—	—	—	—	—
Nandrin	157	156	1	—	208	45	—	—	61	102	1	—	1	—	—	—
<i>Totaux :</i>	1,287	1,283	4	—	1,629	310	—	3	692	624	4	—	4	—	—	—
Verviers	216	215	1	—	290	52	—	3	59	176	1	—	1	—	—	—
Aubel	39	39	—	—	49	6	—	—	29	14	—	—	—	—	—	—
Dison	74	74	—	—	107	17	—	—	49	41	—	—	—	—	—	—
Herve	63	63	—	—	71	10	—	—	16	45	—	—	—	—	—	—
Limbourg	44	44	—	—	58	7	—	—	23	28	—	—	—	—	—	—
Spa	203	202	1	—	232	40	—	—	94	98	1	—	1	—	—	—
Stavelot	49	49	—	—	73	10	—	—	22	41	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	688	686	2	—	880	142	—	3	292	443	2	—	2	—	—	—
Tongres	375	373	2	—	405	55	—	1	85	264	2	—	2	—	—	—
Bilzen	443	443	—	—	539	90	1	—	143	305	—	—	—	—	—	—
Looz	339	339	—	—	364	64	—	—	144	156	—	—	—	—	—	—
Bree	125	124	1	—	145	6	—	—	15	124	1	—	1	—	—	—
Maaseik	308	308	—	—	367	37	—	2	28	300	—	—	—	—	—	—
Mechelen	722	721	1	—	786	140	—	—	126	520	1	—	1	—	—	—
Zichem - Zussen - Bolder	95	95	—	—	104	17	—	—	17	70	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	2,407	2,403	4	—	2,710	409	1	3	558	1,739	4	—	4	—	—	—
Hasselt	308	308	—	—	417	71	—	—	142	204	—	—	—	—	—	—
Beringen	381	379	2	—	462	134	—	—	100	228	2	—	2	—	—	—
Herck-la-Ville	153	150	3	—	178	19	—	—	63	96	3	—	3	—	—	—
Neerpelt	156	154	2	—	171	22	—	2	50	97	2	—	2	—	—	—
Peer	108	108	—	—	148	16	—	—	55	77	—	—	—	—	—	—
Saint-Trond	464	463	1	—	664	66	—	4	273	321	1	—	1	—	—	—
<i>Totaux :</i>	1,570	1,562	8	—	2,040	328	—	6	683	1,023	8	—	8	—	—	—
Arlon	239	237	2	—	298	67	—	2	133	96	2	—	2	—	—	—
Etalle	121	121	—	—	147	30	—	—	56	61	—	—	—	—	—	—
Fauvillers	72	72	—	—	76	19	—	1	22	34	—	—	—	—	—	—
Florenville	33	33	—	—	42	13	—	—	23	6	—	—	—	—	—	—
Messancy	335	334	1	—	400	33	—	—	76	291	1	1	—	—	—	—
Virton	239	238	1	—	270	45	—	—	139	86	1	—	1	—	—	—
<i>Totaux :</i>	1,039	1,035	4	—	1,233	207	—	3	449	574	4	1	3	—	—	—

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nom- bre total des affai- res	Affai- res de police	Affai- res con- cer- nant le vaga- bondage et la mendi- cité	Affai- res élec- torales	INCLUPÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)						
					Total	Ac- quittés ou ren- voyés des pour- suites, le tri- bunal s'étant déclaré incompé- tent	CONDAMNÉS				Total	Ac- quit- tés	Mis à la dis- position du gou- vernement	Total	Ac- quit- tés	Con- dam- nés				
							à l'emprison- nement		à l'amende								con- dition- nel	simple	con- dition- nelle	simple
							8	9	10	11										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17				
Marche-en-Fam. . .	164	164	—	—	227	11	—	—	88	128	—	—	—	—	—	—				
Durbuy . . .	45	45	—	—	50	2	—	—	19	29	—	—	—	—	—	—				
Erezée . . .	70	70	—	—	78	3	—	—	23	52	—	—	—	—	—	—				
Houffalize . . .	47	47	—	—	57	10	—	—	9	38	—	—	—	—	—	—				
Laroche . . .	50	50	—	—	67	13	—	—	28	26	—	—	—	—	—	—				
Nassogne . . .	15	15	—	—	17	1	—	—	7	9	—	—	—	—	—	—				
Vielsalm . . .	29	29	—	—	37	10	—	—	9	18	—	—	—	—	—	—				
<i>Totaux :</i>	420	420	—	—	533	50	—	—	183	300	—	—	—	—	—	—				
Neufchâteau . . .	145	145	—	—	169	34	—	—	68	67	—	—	—	—	—	—				
Bastogne . . .	82	82	—	—	98	12	—	—	33	53	—	—	—	—	—	—				
Bouillon . . .	53	53	—	—	63	18	—	—	22	23	—	—	—	—	—	—				
Paliseul . . .	69	69	—	—	87	18	—	—	28	41	—	—	—	—	—	—				
Saint-Hubert . . .	67	67	—	—	85	15	—	—	30	40	—	—	—	—	—	—				
Sibret . . .	29	29	—	—	39	15	—	—	13	11	—	—	—	—	—	—				
Wellin . . .	25	25	—	—	28	5	—	—	9	14	—	—	—	—	—	—				
<i>Totaux :</i>	470	470	—	—	569	117	—	—	203	249	—	—	—	—	—	—				
Namur . . .	987	966	21	—	1,094	248	—	6	180	660	21	1	20	—	—	—				
Andenne . . .	191	191	—	—	256	64	—	—	57	135	—	—	—	—	—	—				
Eghezée . . .	152	152	—	—	175	37	—	—	50	88	—	—	—	—	—	—				
Fosse . . .	410	408	2	—	526	131	—	—	126	269	2	—	2	—	—	—				
Gembloux . . .	262	262	—	—	307	70	—	7	87	143	—	—	—	—	—	—				
<i>Totaux :</i>	2,002	1,979	23	—	2,358	550	—	13	500	1,295	23	1	22	—	—	—				
Dinant . . .	233	232	1	—	287	29	—	—	100	158	1	—	1	—	—	—				
Beauraing . . .	60	60	—	—	81	12	—	—	15	54	—	—	—	—	—	—				
Ciney . . .	150	150	—	—	194	43	—	—	63	88	—	—	—	—	—	—				
Couvin . . .	153	153	—	—	246	88	—	—	63	95	—	—	—	—	—	—				
Florences . . .	97	97	—	—	135	41	—	1	47	46	—	—	—	—	—	—				
Gedinne . . .	67	67	—	—	81	16	—	2	28	35	—	—	—	—	—	—				
Philippeville . . .	39	38	1	—	44	7	—	—	6	31	1	—	1	—	—	—				
Rochefort . . .	122	122	—	—	177	43	—	6	61	67	—	—	—	—	—	—				
Walcourt . . .	91	91	—	—	111	34	—	—	41	36	—	—	—	—	—	—				
<i>Totaux :</i>	1,012	1,010	2	—	1,356	313	—	9	424	610	2	—	2	—	—	—				
TOTAUX GÉNÉRAUX :	67,974	67,151	823	—	80,645	10,599	184	439	22,067	47,356	823	71	752	—	—	—				
TOTAUX GÉNÉR. EN	1940	65,052	64,097	947	8	75,993	11,090	76	352	19,201	45,274	947	63	884	8	3	5			
1939	106,703	104,058	1,888	757	125,085	16,336	48	400	26,731	81,570	1,891	96	1,795	757	99	658				
1938	106,536	104,411	2,049	76	124,833	16,581	40	307	27,167	80,738	2,114	249	1,865	77	31	46				

Tableau n° 11. — TRIBUNAUX DE POLICE. — RÉSULTAT DES POURSUITES D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS, EN MATIÈRE DE POLICE

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des inculpés	Acquit-tés	Ren-voys par une déclara-tion d'in-compé-tence	CONDAMNÉS					
				À L'EMPRISONNEMENT			À L'AMENDE		
				condi-tionnel	sans condition		con-dition-nelle	sans condi-tion	
					de 8 jours et plus	de 1 à 7 jours			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Délits renvoyés aux tri-bunaux de police par les chambres du conseil. Loi du 4 oct. 1867	Code pénal	11,451	2,382	27	12	4	31	3,794	5,201
	Lois spéciales	728	54	4	—	1	—	277	392
Infractions de la compé-tence directe des tribu-naux de police.	Code pénal	11,592	2,444	28	47	14	88	4,054	4,917
	Règlements communaux et provinciaux	8,431	809	11	29	3	40	881	6,658
	Lois spéciales et règle-ments généraux	48,443	4,740	100	96	176	82	13,061	30,188
<i>Totaux :</i>		80,645	10,429	170	184	198	241	22,067	47,356
TOTAUX EN	1940	75,993	10,916	174	76	122	230	19,201	45,274
	1939	125,085	16,185	151	48	34	366	26,731	81,570
	1938	124,833	16,424	157	40	25	282	27,167	80,738

Tableau n° 12. — APPELS DE POLICE. — NOMBRE DES APPELS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS *

ARRONDISSEMENTS	APPELS					ARRONDISSEMENTS	APPELS					
	Restant à juger au com-mence-ment de l'année	Portés devant le tri-bunal pen-dant l'année	Jugés pen-dant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année		Restant à juger au com-mence-ment de l'année	Portés devant le tri-bunal pen-dant l'année	Jugés pen-dant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6	
Bruxelles	142	144	171	—	115	Liège	134	270	318	—	86	
Louvain	2	15	16	—	1	Huy	5	52	45	—	12	
Nivelles	7	74	75	—	6	Verviers	3	48	46	—	5	
Anvers	19	112	122	—	9	Tongres	6	31	34	—	3	
Malines	14	41	50	—	5	Hasselt	14	22	32	—	4	
Turnhout	6	17	23	—	—	Arlon	1	9	10	—	—	
Mons	10	57	48	—	19	Marche-en-Famenne . .	5	8	9	—	4	
Charleroi	—	83	81	—	2	Neufchâteau	1	16	15	—	2	
Tournai	9	44	45	—	8	Namur	—	61	61	—	—	
Gand	28	79	93	—	14	Dinant	3	41	42	—	2	
Audenarde	2	19	17	—	4							
Termonde	—	36	36	—	—	<i>Totaux :</i>						
Bruges	9	32	35	—	6	437	1,383	1,497	—	323		
Courtrai	15	50	52	—	13							
Furnes	—	11	11	—	—	TOTAUX EN	1940	436	1,756	1,749	6	437
Ypres	2	11	10	—	3		1939	457	3,042	3,051	1	447
							1938	455	3,447	3,445	—	457

* Il y a lieu de mettre ce tableau en rapport avec le tableau n° 18, établissant le nombre de prévenus jugés en degré d'appel par les Tribunaux Correctionnels.

Tableau n° 13a. — LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE,
ARTICLES 9, 10, 11 ET 11bis (obligation scolaire)

CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DE PAIX. (Chiffres par arrondissement judiciaire)

ARRONDISSEMENTS 1	LOI DU 18 OCTOBRE 1921 RENFORÇANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25 oct. 1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)						
	Nombre de chefs de famille pour- suis vis 2	NOMBRE DE CHEFS DE FAMILLE					
		* acquittés 3	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement		
			avec sursis 4	sans sursis 5	avec sursis 6	sans sursis 7	
Bruxelles	179	15	24	116	24	—	
Louvain	87	3	19	65	—	—	
Nivelles	25	2	18	5	—	—	
Anvers	111	35	9	67	—	—	
Malines	76	15	5	56	—	—	
Turnhout	908	173	47	641	4	43	
Mons	92	5	11	68	—	8	
Charléroï	771	62	188	514	3	4	
Tournai	64	21	15	28	—	—	
Gand	426	37	50	338	—	1	
Audenarde	521	56	113	341	—	11	
Termonde	1,100	86	224	743	1	46	
Bruges	439	61	12	329	—	37	
Courtrai	535	149	13	371	—	2	
Furnes	38	5	1	31	—	1	
Ypres	119	10	12	97	—	—	
Liège	116	13	37	66	—	—	
Huy	153	40	27	84	2	—	
Verviers	51	15	11	25	—	—	
Tongres	627	159	26	423	—	19	
Hasselt	370	77	37	254	—	2	
Arlon	1	1	—	—	—	—	
Marche-en-Famenne	12	—	7	3	—	2	
Neufchâteau	40	5	9	21	1	4	
Namur	333	70	26	231	—	6	
Dinant	199	37	21	138	—	3	
<i>Totaux :</i>	7,393	1,152	962	5,055	35	189	
TOTAUX EN	1940	3,963	814	644	2,377	3	125
	1939	3,521	660	672	2,106	12	71
	1938	3,311	629	627	1,979	12	64

Une forte majoration du nombre de chefs de famille poursuivis en 1941 est à noter.

* Y compris 29 chefs de famille réprimandés et 15 chefs de famille à l'égard desquels le fait a été constaté.

Tableau n° 13b. — LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS

ARRONDISSEMENTS 1	Nombre de chefs de famille pour- suisvis 2	NOMBRE DE CHEFS DE FAMILLE				
		acquittés 3	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis 4	sans sursis 5	avec sursis 6	sans sursis 7
Bruxelles	21	4	5	12	—	—
Louvain	—	—	—	—	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—
Anvers	6	—	—	6	—	—
Malines	—	—	—	—	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—
Mons	—	—	—	—	—	—
Charleroi	2	—	1	1	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—
Bruges	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—
Liège	57	*12	10	32	—	3
Huy	1	1	—	—	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—
Marche-en-Famenne	1	1	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—
Dinant	2	**2	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	90	20	16	51	—	3
TOTAUX EN						
1940	90	15	37	37	1	—
1939	100	9	22	64	1	4
1938	95	28	20	39	—	8

* Dont 8 chefs de famille à l'égard desquels le fait a été constaté.

** Deux chefs de famille condamnés à payer les frais.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

On appelle tribunaux correctionnels les tribunaux de première instance siégeant en matière répressive.

Ils jugent en premier ressort :

1° Les délits, c'est-à-dire les faits que le Code pénal punit d'une peine correctionnelle (emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou amende d'au moins 26 francs majorés de 60 décimes) ;

2° Les infractions à des lois spéciales ou à des règlements d'administration qui sont frappées d'une peine correctionnelle et dont la compétence n'est pas attribuée au tribunal de police ou à une autre juridiction par une disposition explicite ;

3° Les faits punissables d'après la loi d'une peine criminelle, que la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation leur renvoie dans tous les cas où il n'y a lieu de prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes. (Loi du 4 octobre 1867, modifiée par celles du 26 décembre 1881, du 4 septembre 1891, du 23 août 1919 et du 14 mai 1937.)

4° En vertu de l'arrêté du 18 novembre 1940 les affaires qui étaient de la compétence des conseils de guerre, depuis la suspension du fonctionnement de ceux-ci.

Ils constituent, en outre, la juridiction d'appel pour les jugements répressifs rendus en première instance par les tribunaux de police.

Les tribunaux correctionnels sont, comme les tribunaux de première instance, au nombre de vingt-six. Dans les tribunaux de première instance composés de plusieurs chambres, une

ou plusieurs de ces chambres peuvent être chargées spécialement des affaires correctionnelles. De même qu'en matière civile, les chambres ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois juges.

Pendant, la loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux, prorogée par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, introduit des dispositions en vertu desquelles les tribunaux de première instance, à partir du 1^{er} décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, « forment une ou plusieurs chambres composées de trois juges et, s'il y a lieu, une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un juge ».

En matière correctionnelle, les chambres ne comprenant qu'un juge connaissent :

1° Des affaires dans lesquelles le flagrant délit a été constaté par un procès-verbal ;

2° Des affaires dans lesquelles le prévenu est en état de détention préventive ;

3° Des affaires dans lesquelles le prévenu a subi une condamnation correctionnelle antérieure, non conditionnelle.

Toutefois, les infractions prévues par le titre VII du Code pénal, modifié par la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, sont toujours déférées à un tribunal de trois juges.

Si le prévenu soutient que la cause n'a pas été introduite suivant les règles ci-dessus, le déclatoire devra être soulevé avant tout débat.

L'appel sur l'incident n'est recevable qu'en même temps que l'appel sur le fond.

Application de la loi de défense sociale du 9 avril 1930. — Le tribunal correctionnel est compétent au même titre que les juridictions d'instruction en ce qui concerne la mise en observation du prévenu lorsqu'il existe des raisons de croire qu'il est anormal, et pour ordonner son internement dans un établissement spécial (art. 1 à 23 de la loi).

Il lui appartient également de se prononcer sur la mise éventuelle à la disposition du gouvernement, des récidivistes et des délinquants d'habitude qu'il condamne :

Art. 25. — Les récidivistes, dans les cas prévus aux articles 56 et 57 du Code pénal, peuvent être mis, par le jugement ou l'arrêt de condamnation, à la disposition du gouvernement pendant dix ans après l'expiration de leur peine si celle-ci est d'un an de prison au moins. Ils peuvent être mis à la disposition du gouvernement pour un terme de cinq ans à dix ans, après l'expiration de leur peine, si celle-ci est inférieure à un an de prison.

La même mesure peut être prise en cas de récidive de crime sur délit et à l'égard de quiconque, ayant commis depuis quinze ans au moins trois infractions qui ont entraîné chacune un emprisonnement d'au moins six mois, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance.

La mise à la disposition du gouvernement des récidivistes et des délinquants d'habitude, prononcée par le jugement de condamnation et qui permet leur internement (art. 27) est venu remplacer la peine accessoire de la mise sous surveillance de police qui est abrogée (art. 31).

Il a paru essentiel, dans les tableaux qui suivent, d'énoncer les mises à la disposition du gouvernement en vertu de l'art. 25 de la loi de défense sociale, dans une colonne spéciale et de ne pas les confondre avec les mises à disposition

du gouvernement des vagabonds et mendiants (art. 14 de la loi du 27 novembre 1891), ni avec celle des délinquants mineurs de moins de 18 ans jusqu'à leur majorité (art. 37 de la loi du 15 mai 1912).

Transactions. — La répercussion de l'arrêté royal du 21 juin 1939 sur le nombre des affaires que les tribunaux correctionnels ont à juger, n'entre en ligne de compte qu'à partir du 1^{er} juillet 1939, date à laquelle l'arrêté est entré en vigueur.

Rédaction des tableaux. — Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires, le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées, atteignaient le taux des peines correctionnelles.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font, depuis l'année 1901, l'objet de comptes spéciaux.

La reprise des anciens tableaux XV et XVbis publiés jusqu'en 1930, a nécessité une modification dans le numérotage de quelques tableaux par rapport à celui adopté dans la statistique judiciaire décennale de 1931-1940. Il y a lieu de se reporter, à cet effet, aux indications portées au bas des tableaux 16bis et 17 et dans l'introduction aux tableaux 18 et 18bis.

Tableau n° 14. — NOMBRE DES AFFAIRES DONT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ONT EU À S'OCCUPER

ARRONDISSEMENTS	AFFAIRES pendantes au commencement de l'année	AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNÉE							TOTAL des affaires à juger	AFFAIRES TERMINÉES						TOTAL des affaires terminées	AFFAIRES restant à juger à la fin de l'année
		portées devant le tribunal par			renvoyées devant le tribunal par					PAR JUGEMENT							
		citation directe du ministère public	citation directe de la partie civile	une administration publique	la chambre du conseil	la chambre des mises en accusation	la cour de cassation	TOTAL		au fond			d'instance	par radiation du rôle			
										contradictoirement	par défaut	contradict. à l'égard de certains prévenus par défaut, à l'égard des autres			TOTAL		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles . . .	1,233	3,805	67	634	2,389	13	—	6,908	8,141	5,437	936	396	6,769	1	—	6,770	1,371
Louvain . . .	75	1,578	6	61	458	—	—	2,103	2,178	1,648	341	94	2,083	—	—	2,083	95
Nivelles . . .	345	816	2	77	493	1	—	1,389	1,734	823	170	88	1,081	—	—	1,081	653
Antvers . . .	264	5,439	35	511	1,221	3	—	7,209	7,473	5,778	1,093	233	7,104	22	34	7,160	313
Malines . . .	513	2,259	4	64	358	—	—	2,685	3,198	2,251	206	66	2,523	—	—	2,523	675
Turnhout . . .	470	1,673	—	43	274	—	—	1,990	2,460	1,349	281	124	1,754	—	—	1,754	706
Mons . . .	153	1,341	3	172	1,247	2	—	2,765	2,918	2,139	162	274	2,575	21	7	2,603	315
Charleroi . . .	2,086	2,524	34	68	1,247	—	—	3,873	5,959	3,209	983	422	4,614	—	—	4,614	1,345
Tournai . . .	786	1,664	3	140	592	2	—	2,401	3,187	1,225	236	63	1,524	7	—	1,531	1,656
Gand . . .	1,641	2,847	20	45	794	7	—	3,713	5,354	2,192	673	148	3,013	—	—	3,013	2,341
Audenarde . . .	961	1,925	31	59	284	—	—	2,299	3,260	1,899	413	179	2,491	—	—	2,491	769
Termonde . . .	1,941	4,576	—	42	435	—	—	5,053	6,994	3,669	712	220	4,601	6	—	4,607	2,387
Bruges . . .	1,203	3,011	18	42	746	—	—	3,817	5,020	2,964	760	232	3,956	14	—	3,970	1,050
Courtrai . . .	1,026	2,046	8	264	473	—	—	2,791	3,817	1,817	649	204	2,670	3	14	2,687	1,130
Furnes . . .	276	587	—	67	127	—	—	781	1,057	694	185	40	919	—	—	919	138
Ypres . . .	204	1,009	—	41	265	—	—	1,315	1,519	949	162	69	1,180	—	—	1,180	339
Liège . . .	504	3,483	—	181	1,554	—	—	5,218	5,722	3,254	624	208	4,086	—	—	4,086	1,636
Huy . . .	214	724	2	33	311	—	—	1,070	1,284	664	156	122	942	—	—	942	342
Verviers . . .	103	585	—	58	310	—	—	953	1,056	807	150	34	991	1	2	994	62
Tongres . . .	596	1,925	2	38	246	—	—	2,211	2,807	1,722	513	199	2,434	5	—	2,439	368
Hasselt . . .	775	1,366	2	101	414	—	—	1,883	2,658	1,652	372	93	2,117	—	10	2,127	531
Arlon . . .	321	392	2	99	286	—	—	779	1,100	702	144	41	887	6	9	902	198
Marche-en-Famenne	103	611	1	23	165	—	—	800	903	446	321	27	794	3	1	798	105
Neufchâteau . . .	65	921	—	62	90	—	—	1,073	1,138	740	237	34	1,011	—	—	1,011	127
Namur . . .	439	1,111	3	71	465	—	—	1,650	2,089	1,424	355	98	1,877	3	1	1,881	208
Dinant . . .	791	430	2	113	500	—	—	1,045	1,836	827	172	65	1,064	5	83	1,152	684
Totaux :	17,088	48,648	245	3,109	15,744	28	—	67,774	84,862	50,281	11,006	3,773	65,060	97	161	65,318	19,544
Totaux en 1940	9,043	44,360	185	1,755	11,871	20	9	58,200	67,243	40,117	6,952	2,953	50,022	74	59	50,155	17,088
Totaux en 1939	9,716	27,067	212	1,394	11,163	30	25	39,891	49,607	33,115	5,522	1,827	40,464	55	45	40,564	9,043
Totaux en 1938	9,864	29,943	262	1,049	11,304	39	16	42,613	52,477	34,690	6,160	1,831	42,681	40	40	42,761	9,716

Tableau n° 15. — TRIBUNAUX CORRECTIONNELS
 AFFAIRES JUGÉES PAR UNE CHAMBRE À TROIS JUGES, PAR UN JUGE UNIQUE

ARRONDISSEMENTS 1	TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES PAR UN JUGEMENT AU FOND		NOMBRE DES AFFAIRES JUGÉES AU FOND PAR UNE CHAMBRE À TROIS JUGES		NOMBRE DES AFFAIRES JUGÉES AU FOND PAR UN JUGE UNIQUE	
	Chiffres absolus 2	% 3	Chiffres absolus 4	% 5	Chiffres absolus 6	% 7
Bruxelles	6,769	100.—	1,846	27.27	4,923	72.73
Louvain	2,083	100.—	29	1.39	2,054	98.61
Nivelles	1,081	100.—	622	57.54	459	42.46
Anvers	7,104	100.—	1,496	21.06	5,608	78.94
Malines	2,523	100.—	189	7.49	2,334	92.51
Turnhout	1,754	100.—	430	24.52	1,324	75.48
Mons	2,575	100.—	715	27.77	1,860	72.23
Charleroi	4,614	100.—	2,182	47.29	2,432	52.71
Tournai	1,524	100.—	167	10.96	1,357	89.04
Gand	3,013	100.—	893	29.64	2,120	70.36
Audenarde	2,491	100.—	610	24.49	1,881	75.51
Termonde	4,601	100.—	1,441	31.32	3,160	68.68
Bruges	3,956	100.—	1,898	47.98	2,058	52.02
Courtrai	2,670	100.—	2,139	80.11	531	19.89
Furnes	919	100.—	684	74.43	235	25.57
Ypres	1,180	100.—	492	41.69	688	58.31
Liège	4,086	100.—	1,281	31.35	2,805	68.65
Huy	942	100.—	488	51.80	454	48.20
Verviers	991	100.—	661	66.70	330	33.30
Tongres	2,434	100.—	643	26.42	1,791	73.58
Hasselt	2,117	100.—	606	28.63	1,511	71.37
Arlon	887	100.—	262	29.54	625	70.46
Marche-en-Famenne	794	100.—	278	35.01	516	64.99
Neufchâteau	1,011	100.—	822	81.31	189	18.69
Namur	1,877	100.—	286	15.24	1,591	84.76
Dinant	1,064	100.—	521	48.97	543	51.03
<i>Totaux :</i>	65,060	100.—	21,681	33.32	43,379	66.68
<i>Totaux en</i> { 1940	50,022	100.—	18,423	36.83	31,599	63.17
1939	40,464	100.—	15,376	38.—	25,088	62.—
1938	42,681	100.—	15,566	36.47	27,115	63.53

TABLEAU N° 16

Cet important tableau, qui donne la nomenclature des crimes, délits et infractions dont les tribunaux correctionnels ont eu à connaître en premier ressort, et qui spécifie d'après leur nature les peines principales et accessoires prononcées, a été élaboré suivant la méthode adoptée dans la statistique décennale 1931-1940 :

Pour les crimes correctionnalisés et pour les délits, l'ordre du Code pénal a été suivi.

Pour ce qui concerne les infractions prévues par des lois spéciales, les divisions suivantes ont été observées :

1. Ordre et sécurité publics;
2. Santé publique;
3. Commerce et industrie;
4. Agriculture, animaux, chasse et pêche;
5. Travail et prévoyance;
6. Transport, voirie et communications.

De nombreuses condensations qui avaient été opérées dans la nomenclature de la statistique décennale ont été détaillées à nouveau, surtout en ce qui concerne les lois spéciales, sans toutefois rien modifier à la suite de l'énumération adoptée, ni porter atteinte à la comparabilité indispensable.

Parmi les infractions jugées en 1941 et qui ont été d'une fréquence dépassant les chiffres connus au cours des années antérieures, il y a lieu de noter :

Crimes correctionnalisés : Le faux en écritures et le vol qualifié.

Délits prévus par le Code pénal : Contrefaçon de timbres. Offres de corruption. Outrages et violences envers les autorités. Bris de scellés. Excitation à la débauche. Vol. Tromperie. Falsification de denrées. Recel. Soustraction d'objets saisis. Cel frauduleux.

Infractions aux lois spéciales : Infractions aux lois et règlements sur les impôts. Enfreintes à la prohibition de l'alcool. Hausse anormale du prix des denrées. Il y a, en outre, lieu de prendre note des infractions aux arrêtés nouveaux réglementant le ravitaillement et le rationnement.

Les chiffres du tableau démontrent que dans l'ensemble les prévenus en 1941 dépassent de 38 % le nombre de ceux de 1940 et que les condamnés de 1941 sont de 28 % plus nombreux que ceux de 1940.

Tableau n° 16. — PRÉVENUS JUGÉS, EN PREMIER RESSORT, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RÉSULTAT DES POURSUITES

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	CONDAMNÉS								MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
			TOTAL des condamnés	EN ORDRE PRINCIPAL À				l'interdiction de droits civils et politiques				
				l'emprisonnement		l'amende			conditionnelle	simple		
				conditionnel	plus de 6 mois	6 mois et moins						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	

INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL

Crimes correctionnalisés

Dénonciation à l'ennemi (Art. 121bis)	7	—	7	1	2	4	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque, contrefaçon, falsification, émission (Art. 173 à 176)	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon d'un sceau de l'Etat (Art. 179)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures (Art. 194 à 197)	1,029	220	809	365	112	323	5	4	5	—	4
Détournement par un dépositaire public (Art. 240, § 1)	32	2	30	11	6	13	—	—	2	—	—
Rébellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable (Art. 272, § 1)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement : sans consentement ou par médecins ou ayant causé la mort (Art. 348, 352, 353)	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur sans violences ni menaces sur des mineurs (Art. 372, § 1; 372, § 2; 377, § 2)	253	41	212	90	59	62	—	1	169	—	—
Attentats à la pudeur avec violences ou menaces sur des mineurs (Art. 373, 377, § 3 et 4)	58	17	41	10	19	12	—	—	35	—	—
Viol (Art. 375, 377, §§ 5, 6 et 7)	35	9	26	3	17	5	1	—	20	—	—
Excitation à la débauche de mineurs (Art. 379, §§ 2, 3, 4; 381)	46	6	40	5	19	15	1	—	30	—	—
Meurtre (Art. 393)	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Infanticide (Art. 396, § 3)	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures (Art. 401, 401bis)*	13	2	11	2	7	2	—	—	1	—	—
Obstacle à la circulation de convois sur un chemin de fer (Art. 406 et 407)	3	—	3	1	1	1	—	—	3	—	—
Vol à l'aide d'effraction, de violences ou de menaces (Art. 467 à 472)	2,816	426	2,390	629	555	1,159	27	20	25	5	25
Banqueroute frauduleuse (Art. 489, § 2)	31	5	26	7	13	6	—	—	2	—	—
Incendie (Art. 510, 511, § 1; 512, § 1; 513, §§ 2, 3, 4)	4	2	2	1	—	1	—	—	—	—	—
Destruction de constructions (Art. 521)	5	2	3	2	—	1	—	—	—	—	—

* Y compris un condamné à 7 ans de réclusion pour coups et blessures ayant entraîné la mort, passible du Conseil de guerre et jugé par le Tribunal correctionnel de Bruxelles.

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS									
			TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À						accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION DU GOUVERNEM ^t	
				l'emprisonnement			l'amende				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle	simple				
5	plus de 6 mois	6 mois et moins	6	7	8	9	10	11	12			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	

Délits

Entrave au libre exercice d'un culte ou à l'observation des jours de repos (Art. 142 à 145)	5	1	4	2	—	1	—	1	—	—	—
Arrestation illégale ou arbitraire et violation de domicile par un fonctionnaire public (Art. 147 et 148) .	3	—	3	—	1	2	—	—	—	—	—
Ouverture ou suppression de lettres ou autres communications par un agent du gouvernement (Art. 149; Loi du 13 octobre 1930, art. 18) .	6	—	6	3	—	—	1	2	—	—	—
Fausse monnaie, contrefaçon, altération et émission (Art. 162, 163, 168 à 170, 497, 497bis)	4	2	2	1	—	1	—	—	—	—	—
Emission d'effets publics falsifiés (Art. 177, 178)	4	—	4	—	3	—	1	—	3	—	—
Contrefaçon et usage de contrefaçon : de sceaux, timbres, coupons, marques de fabrique, etc. (Art. 182 à 191)	253	20	233	56	11	33	77	56	—	—	—
Faux et usage de faux (Art. 198 à 210)	78	18	60	16	2	19	16	7	—	—	—
Faux témoignage en justice, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (Art. 218 à 223) . . .	65	26	39	4	13	19	1	2	—	—	—
Faux serment en matière civile (Art. 226)	22	16	6	2	—	4	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions (Art. 227, 261 et 262)	28	1	27	8	2	5	9	3	—	—	—
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décorations et de costumes (Art. 228 à 232)	214	14	200	7	2	16	103	72	—	—	—
Empiètement des autorités (Art. 237 à 239)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public. Concussion par un fonctionnaire public. Corruption agréée par un fonctionnaire (Art. 240, § 2; 243 à 245, 246 à 251)	25	8	17	4	3	4	2	4	1	—	—
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (Art. 252)	173	24	149	41	6	17	46	39	—	—	—
Abus d'autorité. Refus d'agir (Art. 257, 259)	3	—	3	1	1	1	—	—	—	—	—
Infractions aux obligations concernant l'Etat Civil (Art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du C. C.)	11	—	11	—	—	—	4	7	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes (Art. 271 et 272)	914	54	860	141	13	265	187	254	—	—	1

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	CONDAMNÉS									
			TOTAL des condamnés	EN ORDRE PRINCIPAL À						accès- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				l'emprisonnement			l'amende				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				con- dition- nel	sans condition		con- diti- on- nelle	simple				
5	plus de 6 mois	6 mois et moins	6	7	8	9	10	11	12			
Outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou la force publique (Art. 275 à 282)	5,304	385	4,919	324	49	655	1,868	2,023	1	—	—	
Bris de scellés (Art. 283 à 288)	995	187	808	79	2	32	320	357	—	—	—	
Cessation de service, retard, fraude dans les fournitures à l'armée (Art. 294 et 295)	39	8	31	9	—	5	5	12	—	—	—	
Imprimés publics ou distribués sans nom d'auteur ou imprimeur (Art. 299)	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	
Loteries non autorisées, jeux de hasard, maisons de prêts sur gages (Art. 302 à 308)	47	13	34	1	—	4	13	16	—	—	—	
Hausse et baisse des prix de marchandises par des moyens frauduleux (Art. 311, 312)	1	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	
Association de malfaiteurs (Art. 323, § 2 et 324)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (Art. 327 à 331)	263	67	196	24	4	75	48	45	—	—	—	
Coopération à l'évasion de détenus (Art. 333, 334, 336 et 337)	4	—	4	—	—	1	2	1	1	—	—	
Mendicité et vagabondage (Art. 342 à 345)	10	3	7	1	—	6	—	—	—	—	—	
Avortement (Art. 348, § 2 à 351)	111	19	92	28	52	11	—	—	3	—	—	
Exposition, délaissement, abandon d'enfants (Art. 354 à 360bis)	131	25	106	24	—	66	6	10	—	—	—	
Enlèvement de mineurs (Art. 368, 369bis, 370)	28	3	25	11	2	8	1	3	6	—	—	
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure (Art. 373, § 1 et 377, § 3)	11	—	11	3	6	2	—	—	9	—	—	
Attentat aux mœurs par corruption de jeunesse, prostitution, excitation à la débauche (Art. 379, § 1, 380, 380bis, 380ter, 381 et 382)	447	95	352	108	40	128	31	45	196	—	—	
Outrage public aux bonnes mœurs, par écrits ou images, par gestes ou provocation (Art. 383 à 386bis)	584	98	486	205	9	161	81	30	39	—	1	
Adultère et complicité d'adultère (Art. 387 à 390)	2,344	258	2,086	143	—	146	679	1,118	—	—	—	
Abandon de famille (Art. 391bis)	194	64	130	17	—	59	12	42	—	—	—	
Coups et blessures (Art. 398, 399, 440 § 1 et 410)	3,918	909	3,009	299	32	414	1,175	1,089	1	1	1	
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (Art. 401bis et 410 § 1)	33	7	26	5	5	14	1	1	—	—	—	
Administration volontaire de substances nuisibles et tentative (Art. 402, 405 et 410)	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS								MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
			TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	10	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912		
				l'emprisonnement		l'amende						
				con- diti- on- nel	sans condition	con- diti- on- nelle	simple					
5	plus de 6 mois	6 mois et moins	7	8	9							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Homicide ou lésions corporelles pro- voqués (Art. 411 à 414)	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	
Homicide involontaire (Art. 419)	217	50	167	40	3	25	55	44	1	—	—	
Lésions corporelles involontaires (Art. 420)	1,519	341	1,178	22	1	28	635	492	—	—	—	
Négligence dans l'entretien d'un en- fant ou d'un incapable (Art. 420bis)	5	1	4	2	1	—	1	—	—	—	—	
Accident involontaire de chemin de fer (Art. 422)	8	2	6	1	—	—	3	2	—	—	—	
Arrestation arbitraire par un parti- culier (Art. 434 à 436)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	
Violation de domicile (Art. 439 à 442)	80	22	58	7	—	17	20	14	—	—	1	
Calomnie, dénonciation calomnieuse, divulgation méchante, injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole publique (Art. 444 à 449)	353	103	250	36	—	36	104	74	—	—	—	
Violation de tombeaux ou de sépul- tures (Art. 453)	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	
Mélange de matières nuisibles dans les comestibles et boissons, et dé- bit volontaire (Art. 454 à 456)	8	5	3	—	—	3	—	—	—	—	—	
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communica- tions par un particulier (Art. 460, 460bis. Loi du 14 mai 1930, art. 3, b et c. Loi du 13 octobre 1930, art. 17)	3	—	3	—	—	1	2	—	—	—	—	
Vol (Art. 463 à 466)	15,559	3,134	12,425	3,022	381	3,444	3,751	1,827	6	1	23	
Fabrication de fausses clefs (Art. 488)	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	
Banqueroute simple (Art. 489, § 1)	39	11	28	11	1	11	3	2	—	—	—	
Fraude dans une faillite (Art. 490)	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	
Abus de confiance (Art. 491)	1,083	303	780	155	50	421	70	84	6	—	5	
Abus des faiblesses de l'emprunteur (Art. 493 et 494)	14	2	12	2	3	3	1	3	—	—	—	
Escroquerie (Art. 496)	948	138	810	190	93	335	102	90	10	—	7	
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (Art. 498 et 499)	156	35	121	13	3	27	16	62	—	—	—	
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les re- vendre (Art. 500 et 501)	2,308	347	1,961	52	4	174	178	1,553	—	—	—	
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (Art. 505) Soustraction d'objets saisis par des- truction ou détournement (Art. 507)	4,881	1,341	3,540	884	83	757	1,230	586	2	3	3	
Cel frauduleux d'objets trouvés. Dé- tournement d'un trésor (Art. 508)	385	87	298	51	4	77	51	115	—	—	—	
	2,591	601	1,990	360	4	328	803	495	1	—	—	

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS									
			TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À						acces-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				l'emprisonnement			l'amende				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				con-dition-nel	sans condition		con-di-tion-nelle	simple	Art. 37 Loi du 15 mai 1912			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Grivèlerie (Art. 508bis, Loi du 23 mars 1936)	64	22	42	2	—	29	—	11	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs (Art. 509)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Chèques sans provision (Art. 509bis)	20	5	15	3	1	8	1	2	—	—	—	—
Incendie (Art. 511, § 2; 512, § 2 et §§ suivants, 514, 519)	19	6	13	—	—	2	9	2	—	—	—	1
Destruction ou dégradation de constructions et de machines; de tombeaux, objets d'art, titres et documents; de denrées, marchandises et propriétés mobilières (Art. 521 à 523, Loi du 13 octobre 1930, art. 24; Art. 526, 527, 528, 533 et 534) .	40	3	37	7	—	10	12	8	—	—	—	—
Destruction ou dégradation de récoltes, plantes ou arbres, d'instruments agricoles (Art. 535 à 537) .	28	9	19	1	—	7	4	7	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques et mauvais traitement excessif à leur égard (Art. 538 à 541)	5	3	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, déplacement de bornes (Art. 545 et 546)	235	47	188	7	2	25	79	75	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes ou en temps de guerre (Art. 557, 6°, § 2. A. du 1-8-1941, et § 3)	2,733	241	2,492	383	4	466	1,117	522	1	—	—	1

Contraventions de police

Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Art. 561, 2° et 3°)	171	11	160	—	—	1	38	121	—	—	—	—
Autres contraventions	398	100	298	—	—	3	159	136	—	—	—	—

INFRACTIONS PRÉVUES PAR DES LOIS SPÉCIALES

1. — Ordre et sécurité publics

Devoirs des fonctionnaires en temps de guerre (Loi du 5 mars 1935) .	638	164	474	130	—	12	264	68	—	—	—	—
Témoins défaillants: Code d'Instruction Criminelle (Art. 80, 157 et 189)	22	6	16	—	—	1	1	14	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (Loi du 29 juin 1929, Art. 49)	7	2	5	—	—	2	2	1	—	—	—	—
Faux port de titre d'avocat (Loi du 30 août 1913)	3	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS									
			TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À						accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				l'emprisonnement			l'amende				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				con- dition- nel	sans condition		con- diti- on- nelle	simple				
5	plus de 6 mois	6 mois et moins	6	7	8	9	10	11	12			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Registres de la population (L. du 2 juin 1856. A. R. du 30 décembre 1900. L. du 6 février 1919. A. R. du 14 octobre 1939)	53	13	40	—	—	—	15	25	—	—	—	
Règlements provinciaux	631	62	569	—	—	—	187	382	—	—	—	
Fermeture des cafés (Arrêté des gouverneurs du 25 août 1939)	209	27	182	—	1	1	43	137	—	—	—	
Règlements communaux	24	6	18	—	—	—	10	8	—	—	—	
Attroupements interdits (Arrêté royal du 25 avril 1940)	10	—	10	—	—	—	6	4	—	—	—	
Impôts (Lois et règlements)	1,908	185	1,723	115	53	760	11	784	—	—	—	
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (Loi du 12 février 1897)	19	1	18	—	—	17	—	1	—	—	—	
Police des étrangers (A. L. du 28 septembre 1939)	35	2	33	—	—	18	10	5	—	—	—	
Délivrance de passeports (A. L. du 4 décembre 1939)	4	—	4	—	—	—	3	1	—	—	—	
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (Arrêté du 25 mars 1941)	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	
Police des cimetières militaires (A. R. du 10 avril 1939)	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	
Organisation militaire	438	322	116	5	—	5	25	81	—	—	—	
Recel de déserteurs (Loi du 12 décembre 1817)	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	
Milices privées interdites (Loi du 29 juillet 1934. Loi du 4 mai 1936)	15	2	13	1	—	—	7	5	—	—	—	
Recrutement pour une armée ou une troupe étrangère (Loi du 31 décembre 1936. Loi du 11 juin 1937)	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	
Occultation de l'éclairage intérieur en temps d'alerte (A. R. du 27 décembre 1935. A. R. du 30 août 1939)	952	135	817	—	—	1	283	533	—	—	—	
Appareils de protection contre agression aéro-chimique (vente, distribution, cession) (Loi du 16 décembre 1934. A. R. du 7 juillet 1934. A. R. du 27 janvier 1940)	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	
Armes de guerre et armes prohibées: fabrication, vente, port (Loi du 3 janvier 1933. Loi du 29 juillet 1934. Loi du 4 mai 1936. A. R. du 21 décembre 1936)	102	14	88	—	—	9	42	37	—	—	—	
Protection de l'enfance (Loi du 28 mai 1888. Loi du 15 mai 1912, art. 45, 62, 63. Loi du 10 mars 1925, art. 77. Loi du 5 mars 1935, complétant l'art. 12 de la loi du 5 sept. 1919)	37	8	29	10	—	10	7	2	—	—	—	
Enseignement primaire. Manquement à l'obligation scolaire. Atteinte à la liberté du chef de famille (Loi organique, art. 9 à 12)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS								MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
			TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À						acces-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques		
				l'emprisonnement			l'amende					
				con-dition-nel	sans condition		con-di-tion-nelle	simple				
5	plus de 6 mois	6 mois et moins	8	9								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Admission d'enfants aux spectacles cinématographiques (Loi du 1 ^{er} septembre 1920)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Protection des titres d'enseignement supérieur (Loi du 11 septembre 1933. Loi du 21 novembre 1938) .	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	
Droit d'auteur (Loi du 22 mars 1886, art. 22 à 27)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	
Presse : interdiction de certaines publications ou d'informations militaires (Décret du 20 juillet 1831. Loi du 11 avril 1936. A. R. du 25 août 1939. A. R. du 27 décembre 1939)	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	
Collectes non autorisées (Loi du 6 mars 1818. A. R. du 22 septembre 1823)	15	11	4	—	—	—	3	1	—	—	—	
Jeux de hasard (Loi du 24 octobre 1902, excepté art. 8)	297	38	259	9	—	12	147	91	—	—	—	

2. — Santé publique

Art de guérir (Lois et règlements) .	43	7	36	—	—	4	12	20	—	—	—
Ivresse (Arrêté-loi du 14 nov. 1939).	251	45	206	22	—	32	34	118	—	—	—
Prohibition de l'alcool (Loi du 29 août 1919, art. 1, 2, 12 et 14).	2,013	189	1,824	4	1	55	—	1,764	—	—	—
Régime de l'alcool. Répression des débits illicites (A. L. du 14 novembre 1939)	23	3	20	—	—	—	—	20	—	—	—
Trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques (Loi du 24 février 1921)	3	1	2	—	—	—	1	1	—	—	—
Prostitution (A. du 3 janvier 1941).	591	137	454	54	2	131	57	210	2	—	—
Falsification des denrées alimentaires (Loi du 4 août 1890, sauf art. 4, 5, etc.)	39	6	33	1	—	1	4	27	—	—	—
Détention de saccharine (Loi du 13 juillet 1930, art. 6)	57	7	50	—	—	50	—	—	—	—	—
Beurres, margarines, graisses préparées (Loi du 8 juillet 1935)	175	24	151	—	—	2	33	116	—	—	—
Distribution du lait (A. R. du 7 juillet 1939. A. R. du 27 octobre 1939. A. du 5 septembre 1940)	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Protection des eaux de boisson (Loi du 14 août 1933, art. 5)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A. R. du 20 décembre 1934. A. R. du 4 février 1935)	6	1	5	—	—	—	1	4	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS							accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t		
			TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				con- di- tion- nelle	l'amende simple		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
				con- di- tion- nel	sans condition		con- di- tion- nelle						l'amende simple
					plus de 6 mois	6 mois et moins							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12		

3. — Commerce et Industrie

*Commerce ambulant (A. R. 13-1-1935, A. R. 29-12-1936, A. R. 28-11-1939)	771	102	669	1	1	25	133	509	—	—	—
*Registre du commerce (A. 30-7-1940, A. 11-8-1940, A. 18-10-1940)	244	86	158	—	—	8	17	133	—	—	—
*Hausse anormale des prix des denrées (Arrêté Royal 6-5-1935, A. L. 27-10-1939)	19,107	6,081	13,026	16	29	653	553	11,775	—	—	—
*Concurrence malhonnête (Arrêté Royal 6-5-1935)	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
*Viandes de boucherie (Arr. Royal 4-12-1934, A. R. 31-1-1936)	112	11	101	2	1	—	31	67	1	—	—
Abatage clandestin et commerce illi- cite de viande (A. 28-6-1941, A. 18-8-1941, A. 11-9-1941)	788	188	600	1	567	21	—	11	—	—	—
*Recensement des stocks (Arr. Royal 22-9-1939, A. R. 2-10-1939, etc., A. 6-4-1940)	8	—	8	—	—	—	1	7	—	—	—
*Emploi et vente de froment indigène (A. L. 23-9-1939)	12	—	12	—	—	—	7	5	—	—	—
Approvisionnement et rationnement en céréales panifiables, pommes de terre et légumes secs (A. 16-8-1941)	87	19	68	—	18	50	—	—	—	—	—
Spéculation illicite (Loi du 18 juil- let 1924)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Affichage des prix de vente (Loi du 30 juillet 1923)	28	2	26	—	1	—	4	21	—	—	—
Bourses de commerce et profession d'agent de change (A.R. du 30 jan- vier 1935, A.R. du 20 juin 1935, C. Com., Livre I, titre V)	10	1	9	—	—	—	2	7	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coord- onnées Code du commerce, li- vre I, titre IX, Art. 200 à 208)	17	9	8	2	1	—	1	4	—	—	—
Interdiction à des condamnés et fail- lis (A. R. du 27 octobre 1934)	3	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Vente publique de marchandises neuves (Loi du 20 mai 1846)	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—
Vente avec primes (AA. RR. des 13 janvier 1935, 18 mars 1935, 30 mars 1936)	8	3	5	—	—	1	1	3	—	—	—
Vente en solde ou en liquidation (A. R. du 2 mars 1940)	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—
Contrefaçon de marques de fabri- que et de commerce (Loi du 1 ^{er} avril 1879)	3	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—

* Il est à remarquer que ces diverses infractions étaient réunies sous la rubrique « Police du Commerce » dans la publication décennale 1931-1940.

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	TOTAL des préve- nus 2	Préve- nus acquit- tés 3	CONDAMNÉS									
			TOTAL des con- dam- nés 4	EN ORDRE PRINCIPAL À						accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques 10	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				l'emprisonnement			l'amende				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912 11	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930 12
				con- diti- on- nel 5	sans condition		con- diti- on- nelle 8	simple 9				
plus de 6 mois 6	6 mois et moins 7											
Etablissements dangereux, insalu- bres ou incommodes (Loi du 5 mai 1888, etc.)	37	9	28	—	—	—	6	22	—	—	—	
Mines et extractions de toute nature (A. R. de coordination des lois du 15 septembre 1919 et arrêtés d'exé- cution)	65	16	49	—	—	2	25	22	—	—	—	
Matières explosives ou inflammables (Loi du 15 octobre 1881. Loi du 22 mai 1886)	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	
Distribution des carburants (Arrêté du 2 août 1940)	6	1	5	—	—	—	—	5	—	—	—	

4. — Agriculture, animaux, chasse, pêche

Garde rurale (A. du 4 août 1941)	10	8	2	—	—	1	—	1	—	—	—
Accès aux terrains cultivés (Arrêté du 15 juillet 1941)	139	18	121	1	—	2	94	24	—	—	—
Infractions rurales : écharonnage, échenillage, etc. (Code rural, Loi du 7 octobre 1886)	17	—	17	3	—	—	9	5	—	—	—
Commerce des semences, plants, en- grais et substances d'alimentation des animaux (Loi du 15 juillet 1931, A. R. du 27 juillet 1935, A. R. du 30 novembre 1939)	19	8	11	—	—	2	1	8	—	—	—
Importation, transit et exportation des œufs (Loi du 14 juillet 1930. Loi du 5 avril 1934)	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A. R. du 19 juillet 1926, A. R. du 20 août 1926)	27	6	21	—	—	—	4	17	—	—	—
Art vétérinaire (Loi du 4 avril 1890, modifiée par Loi du 28 mai 1906; Loi du 23 mai 1924)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domes- tiques et des insectes nuisibles (Loi du 30 décembre 1882)	288	63	225	—	—	1	77	147	—	—	—
Rage canine (A.R. du 29 oct. 1908). Protection des animaux (Loi du 22 mars 1929)	152	36	116	—	—	5	38	73	—	—	—
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (Loi du 28 février 1882, art. 31. A. R. du 25 octobre 1929)	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Chasse (Loi du 28 février 1882, modifiée par Loi du 4 avril 1900, sauf art. 31)	566	67	499	6	17	30	203	243	—	—	—
Pêche fluviale (Loi du 19 janvier 1883. Loi du 5 juillet 1899)	10	—	10	—	—	—	4	6	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS								
			TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t		
				l'emprisonnement		l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
				con- diti- on- nel	sans condition	con- di- tion- nelle	simple				
5	plus de 6 mois	6 mois et moins	8	9	10	11	12				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

5. — Travail et prévoyance

Règlements d'atelier (Loi du 15 juin 1896. Loi du 14 juin 1921. A. R. du 20 juin 1936)	9	—	9	—	—	—	4	5	—	—	—
Contrat d'emploi (Loi du 7 août 1922. Loi du 2 mai 1929. Loi du 28 septembre 1932)	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants (Lois coordonnées par A. R. du 28 février 1919. Loi du 14 juin 1921. A. R. du 27 avril 1927. Loi du 7 avril 1936)	5	4	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Paiement des salaires (Loi du 16 août 1887. Lois des 15 et 17 juin 1896. Loi du 30 juillet 1934. Loi du 7 juillet 1936)	3	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Interdiction de modifier les salaires et les traitements (Arrêté du 1 ^{er} août 1940)	213	109	104	11	—	1	48	44	—	—	—
Congés annuels payés (Loi du 8 juillet 1936. Loi du 20 août 1938)	24	12	12	—	—	—	2	10	—	—	—
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (Loi du 14 juin 1921. AA. RR. d'exécution)	36	17	19	—	—	—	5	14	—	—	—
Repos dominical (Loi du 17 juillet 1905. Loi du 26 mai 1914. Loi du 14 juin 1921. Loi du 24 juillet 1927)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Accidents du travail (Lois coordonnées par A.R. du 28 sept. 1931)	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Santé et sécurité des ouvriers (A. R. du 23 décembre 1937 coordonnant les lois du 2 juillet 1899 et 25 novembre 1937. AA. RR. des 30 et 31 mars 1905, etc.)	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—
Travail des diamantaires (A. R. du 30 mars 1936. Loi du 16 mai 1938)	18	7	11	—	—	—	9	2	—	—	—
Travail à domicile (Loi du 10 février 1934)	7	—	7	—	—	—	1	6	—	—	—
Travailleurs étrangers (A. R. du 8 décembre 1934. A. R. de coordination du 31 mars 1936)	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4 août 1930 et AA. RR. d'exécution)	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (Loi du 14 juillet 1930. Loi du 23 juillet 1932. AA. RR. d'exécution. Loi du 15 décembre 1937)	8	2	6	1	—	—	3	2	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS									
			TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À						acces-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				l'emprisonnement			l'amende				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				con-dition-nel	sans condition		con-di-tion-nelle	simple	11			
5	plus de 6 mois	6 mois et moins	6	7	8	9	10	11	12			
Déclaration pour subventions, indemnités et allocations à charge de l'Etat, pour chômage (A. R. du 31 mai 1933)	121	52	69	10	—	10	29	20	—	—	—	
Allocation de secours aux personnes en état de besoin (Arrêté du 29 juin 1940)	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (Loi du 25 juin 1930)	9	1	8	—	—	—	8	—	—	—	—	
Protection de l'épargne (A. R. du 15 décembre 1934)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	

6. — Transport, Voirie, communications

Chemins de fer concédés ou vicinaux (Loi du 12 avril 1835. Loi du 24 juin 1885. Loi du 25 juillet 1891, etc.)	15	1	14	—	—	—	6	8	—	—	—
Organisation de la direction du roulage (Arrêté du 30 août 1940)	185	25	160	—	—	—	39	121	—	—	—
Voirie, roulage et messageries (Réglementation)	147	37	110	—	—	2	50	58	—	—	—
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (Loi du 1 ^{er} août 1924, art. 3)	17	—	17	6	1	3	3	4	—	—	—
Police maritime (Réglementation)	5	1	4	—	—	—	1	3	—	—	—
Télégraphes et téléphones (Loi du 1 ^{er} mars 1851. Loi du 14 mai 1930, sauf art. 3, b et c. Loi du 13 octobre 1930, sauf art. 17 à 19 et 24 à 27)	51	17	34	—	—	—	7	27	—	—	—

RÉCAPITULATION DES INFRACTIONS JUGÉES EN PREMIER RESSORT

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	4,341	734	3,607	1,129	815	1,604	34	25	292	5	29
Délits prévus par le Code pénal	49,586	9,186	40,400	6,824	896	8,413	12,940	11,327	288	5	44
Contraventions de police prévues par le Code pénal	569	111	458	—	—	4	197	257	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	32,074	8,449	23,625	413	693	1,941	2,652	17,926	3	—	—
Totaux :	86,570	18,480	68,090	8,366	2,404	11,962	15,823	29,535	583	10	73
TOTAUX EN { 1940	62,539	9,388	53,151	5,284	1,344	10,241	15,034	21,248	542	12	75
{ 1939	46,020	7,020	39,000	3,875	1,475	8,111	11,733	13,806	1,001	19	105
{ 1938	46,083	7,261	38,822	4,084	1,190	7,732	13,025	12,791	892	30	58

Tableau n° 16bis*. — NOMBRE ET DURÉE DES SURSIS
 ACCORDÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, JUGANT EN PREMIER RESSORT

ARRONDISSEMENTS	DURÉE DES SURSIS						TOTAL
	6 mois et moins	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	—	59	3	1,246	—	916	2,224
Louvain	3	27	—	598	—	223	851
Nivelles	35	18	—	244	—	344	641
Anvers	—	216	—	1,344	—	197	1,757
Malines	4	24	—	546	1	79	654
Turnhout	1	69	—	667	—	13	750
Mons	12	128	—	1,363	1	120	1,624
Charleroi	20	29	—	2,781	—	26	2,856
Tournai	—	39	1	563	—	9	612
Gand	—	41	1	557	—	223	822
Audenarde	1	32	54	470	—	40	597
Termonde	2	249	25	847	—	169	1,292
Bruges	—	235	17	1,076	1	68	1,397
Courtrai	—	41	24	28	—	923	1,016
Furnes	—	33	—	70	—	144	247
Ypres	—	143	—	14	—	243	400
Liège	180	11	5	1,250	—	515	1,961
Huy	58	250	144	152	—	31	635
Verviers	22	3	464	5	—	6	500
Tongres	5	178	—	888	—	71	1,142
Hasselt	—	59	12	382	—	57	510
Arlon	11	12	58	200	—	39	320
Marche-en-Famenne	41	115	80	8	—	—	244
Neufchâteau	29	16	72	131	—	21	269
Namur	27	51	2	375	—	103	558
Dinant	44	12	1	211	—	42	310
<i>Total :</i>	495	2,090	963	16,016	3	4,622	24,189
<i>Totaux en</i> { 1940	585	3,128	571	12,048	5	3,981	20,318
1939	294	2,609	476	8,805	1	3,423	15,608
1938	513	3,162	601	8,437	—	4,396	17,109

* Ce tableau correspond à celui portant le n° 17 dans la statistique judiciaire décennale 1931-1940.

Tableau n° 17*. — PRÉVENUS JUGÉS, EN DEGRÉ D'APPEL, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RÉSULTAT DES POURSUITES
Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS 1	TOTAL des prévenus 2	Prévenus acquittés 3	TOTAL des condamnés 4	CONDAMNÉS			
				à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel 5	sans condition 6	conditionnelle 7	sans condition 8
Infractions jugées en degré d'appel							
Délits prévus par le Code pénal	483	131	352	1	6	123	222
Contraventions de police prévues par le Code pénal	250	105	145	—	1	60	84
Infractions prévues par des lois spéciales	969	362	607	5	4	219	379
<i>Totaux :</i>	1,702	598	1,104	6	11	402	685
<i>Totaux des infractions jugées en premier ressort :</i>	86,570	18,480	68,090	8,366	14,366	15,823	29,535
Récapitulation générale							
<i>Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel :</i>	88,272	19,078	69,194	8,372	14,377	16,225	30,220
<i>Totaux en</i> { 1940	64,702	10,106	54,596	5,293	11,616	15,502	22,185
{ 1939	50,008	8,338	41,670	3,882	9,629	12,470	15,689
{ 1938	50,311	8,648	41,663	4,090	8,951	13,926	14,696

* Ce tableau correspond à celui portant le n° 18 dans la statistique judiciaire décennale 1931-1940.

TABLEAUX N°s 18 ET 18bis

La statistique judiciaire décennale 1931-1940, qui dans son essence ne devait être qu'un abrégé des renseignements statistiques relevés pendant ces dix années, n'a pas reproduit les tableaux présentés antérieurement et jusqu'en 1930 sous les numéros XV et XVbis.

Malgré l'intérêt qu'il y avait à faire connaître, pour chaque tribunal correctionnel, le nombre de prévenus acquittés ou condamnés par espèce d'infraction, ces tableaux étendus sur dix années eussent couvert un nombre si considérable de pages (au moins 250), que la publication ne pouvait en être envisagée.

Le retour à la statistique judiciaire annale a permis de reprendre à nouveau la publication de ces tableaux qui figurent ci-après sous les n°s 18

et 18bis, attribués respectivement aux tribunaux correctionnels statuant en première instance et à ceux décidant en degré d'appel.

Les renseignements statistiques que ces tableaux fournissent et mettent à la portée du consultant ou du chercheur sont actuellement d'une importance d'autant plus grande, que l'activité des tribunaux correctionnels s'est, depuis la guerre, considérablement accrue.

Et il importe, dès lors, de pouvoir, dans les conditions nouvelles qui se font jour, porter les comparaisons de tribunal à tribunal, tant au point de vue de la nature des délits qui leur sont soumis, qu'au point de vue de la répression jugée nécessaire.

PENDANT L'ANNÉE, ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS et le RÉSULTAT DES POURSUITES

TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Total des prévenus	Acquittés	Condannés																					
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40

PAR LE CODE PÉNAL

correctionnalisés

						1		1															
6		6	22	10	12	65	18	47	9	2	7	25	14	11	20	8	12	8	3	5	20	1	1
1		1				4		4				1		1	1		1	1		1	1		1
1	1																						
5	1	4	9	4	5	19	6	13	2	1	1	12		12	3		3	9	1	8	7	2	5
2	1	1	5	4	1	1		1	2		2	5		5							1		1
4		4	6	1	5	4	1	3				2	1	1	3		3				3	1	2
			3		3	1		1				1	1								1		1
			1		1	3		3				1	1										
						1		1															
81	6	75	83	10	73	406	93	313	98	23	75	61	4	57	39	1	38	68	8	60	86	14	72
1		1				4		4				1		1				2		2	1		1
									1		1							1	1			2	

lits

			1		1																	2		2

VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés																					
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	—	4	4	1	3	5	1	4	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	5	1	4	5	2	3	—	—	—	3	2	1	1	—	1	—	—	—
—	—	—	1	—	1	12	—	12	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	2	2	—
1	—	1	1	—	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—
3	—	3	9	1	8	10	—	10	2	—	2	—	—	—	2	—	2	5	—	5	4	—	4
—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	2	4	—	4	1	—	1	—	—	—	2	—	2	2	—	2	4	1	3	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	—	6	23	3	20	10	—	10	22	1	21	18	—	18	13	—	13	38	3	35	4	—	4
57	6	51	282	27	255	114	7	107	114	7	107	78	10	68	117	8	109	123	11	112	98	8	90
32	4	28	52	12	40	79	16	63	2	—	2	—	—	—	4	2	2	1	—	1	—	—	—
4	—	4	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
1	—	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus 2	Acquittés 3	Condamnés 4	Total des prévenus 5	Acquittés 6	Condamnés 7	Total des prévenus 8	Acquittés 9	Condamnés 10	Total des prévenus 11	Acquittés 12	Condamnés 13	Total des prévenus 14	Acquittés 15	Condamnés 16
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (Art. 460, 460bis. Loi du 14 mai 1930, art. 3 b et c. Loi du 13 octobre 1930, art. 17)	1377	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Vol (Art. 463 à 466)	1939	135	1264	299	46	253	330	50	280	1503	299	204	301	107	194
Fabrication de fausses clefs (Art. 488)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple (Art. 489, § 1)	16	3	13	2	1	1	—	—	—	6	3	3	—	—	—
Fraude dans une faillite (Art. 490)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Abus de confiance (Art. 491)	169	40	129	7	—	7	13	6	7	172	66	106	14	7	7
Abus des faiblesses de l'emprunteur (Art. 493 et 494)	11	1	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie (Art. 496)	192	23	169	12	—	12	22	2	20	298	41	257	13	7	6
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (Art. 498 et 499)	31	6	25	1	—	1	2	1	1	30	5	25	6	—	6
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (Art. 500 et 501)	269	28	241	39	3	36	20	6	14	359	81	278	134	20	114
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (Art. 505)	440	132	308	216	15	201	108	20	88	388	132	256	101	51	50
Soustraction d'objets saisis par destruction ou détournement (Art. 507)	60	12	48	—	—	—	6	1	5	65	21	44	13	5	8
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (Art. 508)	88	16	72	77	—	77	110	21	89	200	48	152	93	42	51
Grivelerie (Art. 508bis. Loi du 23 mars 1936)	2	—	2	2	1	1	—	—	—	7	1	6	—	—	—
Effets de commerce fictifs (Art. 509)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chèques sans provision (Art. 509bis)	5	—	5	—	—	—	—	—	—	7	2	5	—	—	—
Incendie (Art. 511, § 2; 512, § 2 et §§ suivants; 514, 519)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—
Destruction ou dégradation de constructions et de machines; de tombeaux, objets d'art, titres et documents; de denrées, marchandises et propriétés mobilières (Art. 521 à 523, Loi du 13 octobre 1930, art. 24; art. 526, 527, 528, 533 et 534)	8	—	8	4	—	4	—	—	—	7	1	6	1	—	1
Destruction ou dégradation de récoltes, plantes ou arbres, d'instruments agricoles (Art. 535 à 537)	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques et mauvais traitement excessif à leur égard (Art. 538 à 541)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, déplacement de bornes (Art. 545 et 546)	15	1	14	4	—	4	2	—	2	12	3	9	10	1	9
Maraudage avec circonstances aggravantes ou en temps de guerre (Art. 557, 6°, § 2. Arr. du 1 ^{er} août 1941 et § 3)	163	19	144	27	—	27	206	18	188	174	21	153	42	1	41

TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés																					
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
469	121	348	935	195	740	2277	479	1798	411	94	317	486	138	348	236	40	196	601	146	455	677	220	457
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	2	—	4	—	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
21	3	18	56	10	46	96	35	61	12	6	6	52	13	39	17	6	11	35	8	27	60	20	40
1	—	1	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20	5	15	21	3	18	64	7	57	5	—	5	31	5	26	17	2	15	20	11	9	24	1	23
—	—	—	9	3	6	8	4	4	1	1	—	12	3	9	—	—	—	10	3	7	6	1	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
77	11	66	48	8	40	56	7	49	45	13	32	201	25	176	149	19	130	424	50	374	52	14	38
141	26	115	626	154	472	918	208	710	97	34	63	145	44	101	63	13	50	120	27	93	176	73	103
1	—	1	21	7	14	18	2	16	15	7	8	20	6	14	19	2	17	22	2	20	8	1	7
102	31	71	322	55	267	258	48	210	54	33	21	116	24	92	54	12	42	55	6	49	144	91	53
2	1	1	2	—	2	2	1	1	3	1	2	2	1	1	1	1	—	1	—	1	14	7	7
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	—	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1
—	—	—	1	—	1	3	—	3	2	1	1	1	—	1	—	—	—	1	—	1	2	—	2
—	—	—	—	—	—	1	—	1	3	1	2	3	—	3	4	1	3	3	2	1	4	4	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—
7	2	5	10	3	7	8	2	6	12	3	9	4	—	4	11	1	10	27	7	20	29	6	23
59	3	56	108	5	103	112	6	106	61	1	60	54	1	53	107	10	97	316	47	269	50	7	43

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés												
1bis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (Art. 460, 460bis, Loi du 14 mai 1930, art. 3 b et c. Loi du 13 octobre 1930, art. 17)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol (Art. 463 à 466)	375	65	310	219	48	171	201	30	171	1198	70	1128	419	85	334
Fabrication de fausses clefs (Art. 488)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple (Art. 489, § 1)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Fraude dans une faillite (Art. 490)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance (Art. 491)	46	11	35	22	3	19	18	3	15	92	6	86	12	3	9
Abus des faiblesses de l'emprunteur (Art. 493 et 494)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie (Art. 496)	37	4	33	5	1	4	12	3	9	44	4	40	4	—	4
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (Art. 498 et 499)	7	—	7	5	1	4	6	—	6	12	5	7	1	—	1
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (Art. 500 et 501)	165	26	139	13	1	12	32	1	31	32	10	22	28	7	21
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (Art. 505)	186	64	122	73	15	58	84	15	69	164	38	126	52	24	28
Soustraction d'objets saisis par destruction ou détournement (Art. 507)	27	4	23	4	2	2	3	—	3	23	2	21	4	1	3
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (Art. 508)	97	6	91	29	6	23	113	8	105	61	4	57	50	7	43
Grivelerie (Art. 508bis, Loi du 23 mars 1936)	3	1	2	—	—	—	1	—	1	4	3	1	1	1	—
Effets de commerce fictifs (Art. 509)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chèques sans provision (Art. 509bis)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie (Art. 511, § 2; 512, § 2 et §§ suivants; 514, 519)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Destruction ou dégradation de constructions et de machines; de tombeaux, objets d'art, titres et documents; de denrées, marchandises et propriétés mobilières (Art. 521 à 523, Loi du 13 octobre 1930, art. 24; art. 526, 527, 528, 533 534)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Destruction ou dégradation de récoltes, plantes ou arbres, d'instruments agricoles (Art. 535 à 537)	4	—	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques et mauvais traitement excessif à leur égard (Art. 538 à 541)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, déplacement de bornes (Art. 545 et 546)	23	3	20	6	1	5	6	1	5	7	1	6	5	1	4
Maraudage avec circonstances aggravantes ou en temps de guerre (Art. 557, 6°, § 2, Arr. du 1 ^{er} août 1941 et § 3)	76	9	67	3	2	1	15	—	15	477	17	460	226	14	212

VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés																					
56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
265	41	224	992	185	807	489	134	355	82	17	65	206	57	149	162	81	81	610	123	487	417	128	289
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—
39	16	23	38	11	27	17	9	8	4	2	2	6	1	5	9	1	8	45	15	30	11	2	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
37	4	33	12	2	10	16	2	14	10	4	6	4	—	4	4	1	3	18	4	14	6	2	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	3	—	3	—	—	—	1	1	—	2	1	1	2	—	2	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
44	3	41	45	3	42	15	1	14	15	3	12	3	1	2	16	4	12	26	2	24	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
87	23	64	239	82	157	139	40	99	35	5	30	18	3	15	12	—	12	91	29	62	162	74	88
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8	2	6	10	3	7	10	1	9	3	1	2	6	1	5	3	2	1	9	2	7	7	—	7
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	7	9	65	12	53	20	6	14	126	16	110	16	1	15	59	2	57	101	36	65	165	63	102
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	—	2	8	2	6	3	—	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	1	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	6	1	5	2	—	2	3	—	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	3	—	3	1	—	1	—	—	—	2	—	2	1	1	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	2	3	20	5	15	3	—	3	2	1	1	1	—	1	—	—	4	2	2	2	2	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
28	1	27	212	27	185	105	24	81	19	1	18	9	2	7	23	3	20	44	2	42	17	—	17

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus 2	Acquittés 3	Condamnés 4	Total des prévenus 5	Acquittés 6	Condamnés 7	Total des prévenus 8	Acquittés 9	Condamnés 10	Total des prévenus 11	Acquittés 12	Condamnés 13	Total des prévenus 14	Acquittés 15	Condamnés 16

Contraventions

Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Art. 561, 2° et 3°)	32	4	28	3	—	3	1	—	1	28	—	28	1	—	1
Autres contraventions	9	4	5	7	1	6	2	—	2	28	9	19	7	2	5

INFRACTIONS PRÉVUES

1. — Ordre

Devoirs des fonctionnaires en temps de guerre (Loi du 5 mars 1935)	19	7	12	2	—	2	—	—	—	14	1	13	—	—	—
Témoins défaillants : Code d'instruction criminelle (Art. 80, 157 et 189)	1	—	1	3	1	2	2	—	2	1	1	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (Loi du 29 juin 1929, art. 49)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—
Faux port du titre d'avocat (Loi du 30 août 1913)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de la population (L. du 2 juin 1856. A. R. du 30 décembre 1900. Loi du 6 février 1919. A. R. du 14 octobre 1939)	1	1	—	1	1	—	—	—	—	6	1	5	—	—	—
Règlements provinciaux	1	—	1	2	—	2	—	—	—	13	9	4	—	—	—
Fermeture des cafés (arrêté des gouverneurs du 25 août 1939)	1	—	1	1	—	1	—	—	—	2	2	—	1	1	—
Règlements communaux	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Atroupements interdits (Arrêté royal du 25 avril 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	10	—	—	—
Impôts (Lois et règlements)	316	71	245	27	1	26	20	1	19	213	16	197	38	4	34
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (Loi du 12 février 1897)	8	—	8	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Police des étrangers (A. L. du 28 septembre 1939)	12	1	11	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—
Délivrance de passeports (A. L. du 4 décembre 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (Arrêté du 25 mars 1941)	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Police des cimetières militaires (A. R. du 10 avril 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	5	5	—	—	—	—	24	8	16	5	4	1	4	1	3
Recel de déserteurs (Loi du 12 décembre 1817)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Milices privées interdites (Loi du 29 juillet 1934. Loi du 4 mai 1936)	12	1	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Recrutement pour une armée ou une troupe étrangère (Loi du 31 décembre 1936. Loi du 11 juin 1937)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Occultation de l'éclairage intérieur en temps d'alerte (A. R. du 27 décembre 1935. A. R. du 30 août 1939)	—	—	—	6	1	5	11	—	11	216	41	175	48	9	39

TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés																					
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40

de police

8	—	8	3	—	3	—	—	—	—	—	—	23	1	22	—	—	—	21	3	18	3	—	3
4	1	3	25	11	14	12	3	9	14	1	13	7	3	4	14	4	10	49	18	31	74	17	57

PAR DES LOIS SPÉCIALES

et sécurité publics

7	1	6	—	—	—	39	6	33	5	1	4	62	16	46	11	11	—	29	—	29	22	8	14
2	2	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	5	4	1	1	—	1	6	1	5	8	4	4
—	—	—	—	—	—	6	—	6	27	—	27	15	—	15	53	4	49	31	14	17	—	—	—
10	1	9	—	—	—	1	—	1	4	—	4	25	1	24	54	5	49	70	17	53	3	—	3
—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	4	4	—	6	—	6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
31	7	24	109	5	104	205	4	201	131	3	128	73	8	65	22	—	22	12	2	10	71	5	66
2	—	2	2	—	2	2	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	1	—	1	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
67	67	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	6	4	2	186	150	36	72	40	32	3	2	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	2	3	55	3	52	67	7	60	12	—	12	36	6	30	16	1	15	25	14	11	109	9	100

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés												
1bis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55

Contraventions

Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Art. 561, 2° et 3°)	25	2	23	—	—	—	3	—	3	3	—	3	4	1	3
Autres contraventions	46	7	39	8	1	7	23	1	22	7	2	5	4	1	3

INFRACTIONS PRÉVUES

1. — Ordre

Devoirs des fonctionnaires en temps de guerre (Loi du 5 mars 1935)	24	8	16	13	10	3	5	2	3	71	7	64	—	—	—
Témoins défaillants : Code d'instruction criminelle (Art. 80, 157 et 189)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (Loi du 29 juin 1929, art. 49)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux port du titre d'avocat (Loi du 30 août 1913)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de la population (L. du 2 juin 1856. A. R. du 30 décembre 1900. Loi du 6 février 1919. A. R. du 14 octobre 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7	7	—	7
Règlements provinciaux	—	—	—	1	—	1	—	—	—	47	—	47	50	—	50
Fermeture des cafés (arrêté des gouverneurs du 25 août 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—
Règlements communaux	1	1	—	—	—	—	—	—	—	4	1	3	—	—	—
Atroupements interdits (Arrêté royal du 25 avril 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements)	166	9	157	42	3	39	20	—	20	43	3	40	3	—	3
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (Loi du 12 février 1897)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Police des étrangers (A. L. du 28 septembre 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	10	—	—	—
Délivrance de passeports (A. L. du 4 décembre 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (Arrêté du 25 mars 1941)	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Police des cimetières militaires (A. R. du 10 avril 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	11	8	3	1	1	—	2	1	1	4	2	2	22	21	1
Recel de déserteurs (Loi du 12 décembre 1817)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Milices privées interdites (Loi du 29 juillet 1934. Loi du 4 mai 1936)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recrutement pour une armée ou une troupe étrangère (Loi du 31 décembre 1936. Loi du 11 juin 1937)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Occultation de l'éclairage intérieur en temps d'alerte (A. R. du 27 décembre 1935. A. R. du 30 août 1939)	91	5	86	16	2	14	22	—	22	61	12	49	8	1	7

VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés																					
56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79

de police

2	—	2	5	—	5	3	—	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—
3	—	3	20	—	20	15	7	8	3	2	1	3	1	2	5	2	3	5	—	5	4	2	2

PAR DES LOIS SPÉCIALES

et sécurité publics

114	13	101	—	—	—	—	—	—	54	18	36	51	22	29	—	—	—	78	20	58	18	13	5
1	—	1	1	—	1	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	3	—	3
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	1	1	—	1	4	—	4	2	—	2
1	—	1	91	4	87	63	7	56	—	—	—	185	5	180	44	18	26	1	1	—	—	—	—
—	—	—	19	—	19	12	—	12	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
13	3	10	17	3	14	35	2	33	128	10	118	11	—	11	22	2	20	31	4	27	109	19	90
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	1	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	3	2	1	—	—	—	4	4	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
31	2	29	14	4	10	8	5	3	11	2	9	11	3	8	5	1	4	68	5	63	—	—	—

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus 2	Acquittés 3	Condamnés 4	Total des prévenus 5	Acquittés 6	Condamnés 7	Total des prévenus 8	Acquittés 9	Condamnés 10	Total des prévenus 11	Acquittés 12	Condamnés 13	Total des prévenus 14	Acquittés 15	Condamnés 16
Appareils de protection contre agression aéro-chimique (vente, distribution, cession) (Loi du 16 décembre 1934, A.R. du 7 juillet 1934, A.R. du 27 janvier 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes de guerre et armes prohibées : fabrication, vente, port. (Loi du 3 janvier 1933, Loi du 29 juillet 1934, Loi du 4 mai 1936, A. R. du 21 décembre 1936)	9	2	7	4	—	4	2	—	2	9	2	7	3	1	2
Protection de l'enfance (Loi du 28 mai 1888, Loi du 15 mai 1912, art. 45, 62, 63, Loi du 10 mars 1925, art. 77, Loi du 5 mars 1935, complétant l'art. 12 de la loi du 5 septembre 1919)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Enseignement primaire. Manquement à l'obligation scolaire. Atteinte à la liberté du chef de famille (Loi organique, art. 9 à 12)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Admission d'enfants aux spectacles cinématographiques (Loi du 1 ^{er} septembre 1920)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Protection des titres d'enseignement supérieur (Loi du 11 septembre 1933, Loi du 21 novembre 1938)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Droit d'auteur (Loi du 22 mars 1886, art. 22 à 27)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse : interdiction de certaines publications ou d'informations militaires (Décret du 20 juillet 1831, Loi du 11 avril 1936, A. R. du 25 août 1939, A. R. du 27 décembre 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Collectes non autorisées (Loi du 6 mars 1818, A. R. du 22 septembre 1823)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard (Loi du 24 octobre 1902, excepté art. 8)	38	3	35	9	2	7	—	—	—	27	4	23	11	8	3

2. — Santé

Art de guérir (Lois et règlements)	18	3	15	—	—	—	—	—	—	8	2	6	—	—	—
Ivresse (A. L. du 14-11-1939)	33	3	30	7	—	7	1	—	1	11	3	8	2	—	2
Prohibition de l'alcool (Loi du 29 août 1919, art. 1 ^{er} , 2, 12 et 14)	413	62	351	44	2	42	15	3	12	168	21	147	25	—	25
Régime de l'alcool. Répression des débits illicites (A. L. du 14 novembre 1939)	4	—	4	—	—	—	—	—	—	6	—	6	3	2	1
Trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques (Loi du 24 février 1921)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Prostitution (A. du 3 janvier 1941)	96	15	81	2	1	1	—	—	—	131	55	76	4	—	4
Falsification des denrées alimentaires (Loi du 4 août 1890, sauf. art. 4, 5, etc.)	8	1	7	1	—	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—

TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés																					
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	—	3	4	—	4	7	1	6	2	—	2	1	—	1	7	1	6	5	2	3	1	—	1
—	—	—	—	—	—	6	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	11	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
139	9	130	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1	14	5	9	7	—	7	12	—	12

publique

—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	4	1	3	1	—	1	3	1	2	—	—	—
—	—	—	3	—	3	15	2	13	3	—	3	14	6	8	19	4	15	21	4	17	38	17	21
9	1	8	64	5	59	200	17	183	6	—	6	175	3	172	42	2	40	29	—	29	72	12	60
—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—
—	—	—	23	5	18	97	11	86	14	—	14	1	—	1	1	—	1	15	1	14	37	23	14
1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	13	3	10	1	—	1

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés												
ibis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Appareils de protection contre agression aéro-chimique (vente, distribution, cession) (Loi du 16 décembre 1934. A.R. du 7 juillet 1934. A.R. du 27 janvier 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes de guerre et armes prohibées : fabrication, vente, port. (Loi du 3 janvier 1933. Loi du 29 juillet 1934. Loi du 4 mai 1936. A. R. du 21 décembre 1936)	4	—	4	—	—	—	1	—	1	7	—	7	—	—	—
Protection de l'enfance (Loi du 28 mai 1888. Loi du 15 mai 1912, art. 45, 62, 63. Loi du 10 mars 1925, art. 77. Loi du 5 mars 1935, complétant l'art. 12 de la loi du 5 septembre 1919)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	18	2	16	3	—	3
Enseignement primaire. Manquement à l'obligation scolaire. Atteinte à la liberté du chef de famille (Loi organique, art. 9 à 12)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Admission d'enfants aux spectacles cinématographiques (Loi du 1 ^{er} septembre 1920)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Protection des titres d'enseignement supérieur (Loi du 11 septembre 1933. Loi du 21 novembre 1938)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Droit d'auteur (Loi du 22 mars 1886, art. 22 à 27)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse : interdiction de certaines publications ou d'informations militaires (Décret du 20 juillet 1831. Loi du 11 avril 1936. A. R. du 25 août 1939. A. R. du 27 décembre 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Collectes non autorisées (Loi du 6 mars 1818. A. R. du 22 septembre 1823)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard (Loi du 24 octobre 1902, excepté art. 8)	1	—	1	—	—	—	1	—	1	15	—	15	2	—	2

2. — Santé

Art de guérir (Lois et règlements)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1
Ivresse (A. L. du 14-11-1939)	17	2	15	—	—	—	4	—	4	40	2	38	3	1	2
Prohibition de l'alcool (Loi du 29 août 1919, art. 1 ^{er} , 2, 12 et 14)	54	1	53	36	—	36	24	4	20	280	16	264	33	4	29
Régime de l'alcool. Répression des débits illicites (A. L. du 14 novembre 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques (Loi du 24 février 1921)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prostitution (A. du 3 janvier 1941)	9	—	9	4	—	4	17	6	11	38	3	35	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires (Loi du 4 août 1890, sauf. art. 4, 5, etc.)	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus 2	Acquittés 3	Condamnés 4	Total des prévenus 5	Acquittés 6	Condamnés 7	Total des prévenus 8	Acquittés 9	Condamnés 10	Total des prévenus 11	Acquittés 12	Condamnés 13	Total des prévenus 14	Acquittés 15	Condamnés 16
Détention de saccharine (<i>Loi du 13 juillet 1930, art. 6</i>)	3	1	2	2	—	2	—	—	—	8	1	7	5	—	5
Beurres, margarines, graisses préparées (<i>Loi du 8 juillet 1935</i>)	4	1	3	16	—	16	3	—	3	—	—	—	5	3	2
Distribution du lait (<i>A. R. du 7 juillet 1939. A. R. du 27 octobre 1939. A. du 5 septembre 1940</i>)	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Protection des eaux de boisson (<i>Loi du 14 août 1933, art. 5</i>)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Protection de l'appellation d'origine de vins, des eaux de vie (<i>A. R. du 20 décembre 1934. A. R. du 4 février 1935</i>) :	4	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

3. — Commerce

Commerce ambulant (<i>A. R. 13-1-1935, A. R. 29-12-1936. A. R. 28-11-1939</i>)	174	8	166	15	—	15	19	1	18	100	25	75	12	2	10
Registre du commerce (<i>A. 30-7-40. A. 11-8-1940. A. 18-10-1940</i>)	31	6	25	1	—	1	—	—	—	42	16	26	5	3	2
Hausse anormale des prix des denrées (<i>A. 6-5-1935, A. L. 27-10-1939</i>)	1707	389	1318	1097	125	972	305	42	263	2073	906	1167	1137	302	835
Concurrence malhonnête (<i>A. R. 6-5-1935</i>)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—
Viandes de boucherie (<i>A. R. 4-12-1934. A. R. 31-1-1936</i>)	2	—	2	1	—	1	—	—	—	5	—	5	1	—	1
Abatage clandestin et commerce illicite de viande (<i>A. 28-6-1941; A. 18 août 1941; A. 11 septembre 1941</i>)	218	25	193	36	3	33	22	4	18	41	19	22	14	2	12
Recensement des stocks (<i>A. R. 22-9-1939; A. R. 2-10-1939, etc. A. 6-4-1940</i>)	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Emploi, vente de froment indigène (<i>A. L. 23-9-1939</i>)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Approvisionnement et rationnement des céréales panifiables, pommes de terre et légumes secs (<i>A. 16-8-1941</i>)	15	—	15	13	2	11	6	2	4	14	13	1	2	—	2
Spéculation illicite (<i>Loi 18 juillet 1924</i>)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Affichage des prix de vente (<i>Loi du 30 juillet 1923</i>)	4	—	4	—	—	—	—	—	—	7	2	5	1	—	1
Bourses de commerce et profession d'agent de change (<i>A. R. du 30 janvier 1935. A. R. du 20 juin 1935. C. Com. Livre I, titre V</i>)	10	1	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales (<i>Lois coordonnées. Code du commerce. Livre I, titre IX. Art. 200 à 208</i>)	8	5	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Interdiction à des condamnés et faillis (<i>A. R. du 27 octobre 1934</i>)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Vente publique de marchandises neuves (<i>Loi du 20 mai 1846</i>)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente avec primes (<i>AA. RR. du 13 janvier 1935, 18 mars 1935, 30 mars 1936</i>)	5	—	5	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—

VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés																					
56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
4	1	3	—	—	—	11	—	11	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	—
—	—	—	20	2	18	26	1	25	1	1	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1	4	1	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

et industrie

8	—	8	25	5	20	18	—	18	4	—	4	8	—	8	22	4	18	7	1	6	11	4	7
8	4	4	3	1	2	8	2	6	4	3	1	2	—	2	15	10	5	11	5	6	—	—	—
141	38	103	839	283	556	691	175	516	231	60	171	194	79	115	440	211	229	348	80	268	358	189	269
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	9	1	8	1	—	1	3	2	1	—	—	—	1	—	1	5	—	5	4	1	3
—	—	—	10	3	7	15	5	10	4	1	3	9	8	1	2	2	—	21	7	14	6	6	—
—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	6	—	6	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	4	—	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	4	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus 2	Acquittés 3	Condamnés 4	Total des prévenus 5	Acquittés 6	Condamnés 7	Total des prévenus 8	Acquittés 9	Condamnés 10	Total des prévenus 11	Acquittés 12	Condamnés 13	Total des prévenus 14	Acquittés 15	Condamnés 16
Vente en solde ou en liquidation (A. R. du 2 mars 1940)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de marques de fabrique et de commerce (Loi du 1 ^{er} avril 1879)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (Loi du 5 mai 1888, etc.)	8	2	6	1	—	1	—	—	—	10	5	5	1	—	1
Mines et extractions de toute nature (A. R. de coordination des lois du 15 septembre 1919 et arrêtés d'exécution)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables (Loi du 15 octobre 1881. Loi du 22 mai 1886)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Distribution des carburants (Arrêté du 2 août 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. — Agriculture, animaux,															
Garde rurale (Arrêté du 4 août 1941)	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Accès aux terrains cultivés (Arrêté du 15 juillet 1941)	—	—	—	—	—	—	6	—	6	2	—	2	—	—	—
Infractions rurales : échardonnage, échellage, etc. (Code rural. Loi du 7 octobre 1886)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Commerce des semences, plants, engrais et substances d'alimentation des animaux (Loi du 15 juillet 1931. A. R. du 27 juillet 1935. A. R. du 30 nov. 1939)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	7	—	7	—	—	—
Importation, transit et exportation des œufs (Loi du 14 juillet 1930. Loi du 5 avril 1934)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A. R. du 19 juillet 1926. A. R. du 20 août 1926)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art vétérinaire (Loi du 4 avril 1890 modifiée par loi du 28 mai 1906. Loi du 23 mai 1924)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (Loi du 30 décembre 1882)	9	3	6	5	—	5	5	—	5	11	2	9	5	1	4
Rage canine (A. R. du 29 octobre 1908)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Protection des animaux (Loi du 22 mars 1929)	4	—	4	1	—	1	—	—	—	13	5	8	1	—	1
Protection des oiseaux insectivores, des goëlands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (Loi du 28 février 1882, art. 31. A. R. du 25 octobre 1929)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse (Loi du 28 février 1882, modifiée par loi du 4 avril 1900, sauf art. 31)	26	1	25	—	—	—	26	—	26	21	1	20	17	1	16
Pêche fluviale (Loi du 19 janvier 1883. Loi du 5 juillet 1899)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—

TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés																					
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	3	—	3	—	—	—	3	2	1	1	—	1	1	—	1	2	—	2	1	—	1
—	—	—	27	11	16	6	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—

chasse, pêche

—	—	—	3	2	1	2	—	2	2	—	2	—	—	—	5	—	5	5	—	5	—	—	—
—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	—	2	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	2	—	2	—	—	—	1	1	—	2	—	2	2	1	1	2	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15	6	9	11	5	6	9	4	5	2	—	2	9	—	9	16	5	11	15	3	12	42	13	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	6	—	6	6	—	6	12	7	5	—	—	—	10	1	9	21	6	15	6	3	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
53	3	50	14	1	13	25	2	23	44	4	40	38	6	32	21	6	15	59	10	49	21	2	19
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—

VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés																					
56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	19	5	14	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—

chasse, pêche

1	1	—	6	6	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	5	—	5	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	6	2	4	2	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	23	8	15	13	5	8	8	3	5	1	—	1	4	—	4	6	—	6	11	1	10
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	2	2	—	2	8	2	6	5	4	1	1	—	1	3	—	3	3	1	2	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	2	5	8	3	5	24	1	23	16	—	16	—	—	—	6	—	6	34	8	26	67	13	54
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus 2	Acquittés 3	Condamnés 4	Total des prévenus 5	Acquittés 6	Condamnés 7	Total des prévenus 8	Acquittés 9	Condamnés 10	Total des prévenus 11	Acquittés 12	Condamnés 13	Total des prévenus 14	Acquittés 15	Condamnés 16

6. — Transport, voirie,

Chemins de fer concédés ou Vicinaux (<i>Loi du 12 avril 1835. Loi du 24 juin 1885. Loi du 25 juillet 1891, etc.</i>)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation de la direction du roulage (<i>Arrêté du 30 août 1940</i>)	19	3	16	3	—	3	—	—	—	6	—	6	—	—	—
Voirie, roulage et messageries (<i>Réglementation</i>)	3	—	3	5	1	4	—	—	—	12	4	8	10	1	9
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (<i>Loi du 1^{er} août 1924, art. 3</i>)	2	—	2	4	—	4	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Police maritime (<i>Réglementation</i>)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—
Télégraphes et téléphones (<i>Loi du 1^{er} mars 1851. Loi du 14 mai 1930, sauf art. 3, b et c. Loi du 13 octobre 1930, sauf art. 17 à 19 et 24 à 27</i>)	1	1	—	1	—	1	—	—	—	11	7	4	2	1	1

RÉCAPITULATION DES INFRACTIONS

Crimes correctionnalisés prévus par le Code Pénal	991	115	876	147	17	130	101	16	85	528	131	397	83	22	61
Délits prévus par le Code Pénal	5587	775	4812	1294	112	1182	1056	142	914	4919	1109	3810	1331	356	975
Contraventions de police prévues par le Code Pénal	41	8	33	10	1	9	3	—	3	56	9	47	8	2	6
Infractions prévues par des lois spéciales.	3300	632	2668	1315	140	1175	473	62	411	3344	1227	2117	1381	351	1030
<i>Totaux :</i>	9919	1530	8389	2766	270	2496	1633	220	1413	8847	2476	6371	2803	731	2072
<i>Totaux en</i> { 1940	8945	832	8113	2611	93	2518	1117	144	973	9406	2270	7136	1630	197	1433
{ 1939	7220	765	6455	1722	105	1617	689	57	632	5631	1191	4440	1551	165	1386
{ 1938	7674	815	6859	1254	100	1154	646	74	572	5483	1059	4424	1191	227	964

TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés																					
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40

communications

—	—	—	—	—	—	3	—	3	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	1	1
3	1	2	2	1	1	7	3	4	—	—	—	—	—	—	13	1	12	1	—	1	3	2	1
2	—	2	7	3	4	7	1	6	9	—	9	7	3	4	3	2	1	9	2	7	13	6	7
—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
3	3	—	—	—	—	—	—	—	8	3	5	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—

JUGÉES EN PREMIER RESSORT

101	9	92	129	29	100	509	118	391	112	26	86	109	21	88	66	9	57	89	13	76	123	28	95
1355	267	1088	2969	573	2396	5036	958	4078	1152	257	895	2055	423	1632	1422	228	1194	2992	477	2515	2312	715	1597
12	1	11	28	11	17	12	3	9	14	1	13	30	4	26	14	4	10	70	21	49	77	17	60
1203	273	930	1039	283	756	1489	280	1209	788	112	676	1189	253	936	1968	786	1182	2345	749	1596	2158	849	1309
2671	550	2121	4165	896	3269	7046	1359	5687	2066	396	1670	3383	701	2682	3470	1027	2443	5496	1260	4236	4670	1609	3061
2141	209	1932	2767	357	2410	5077	745	4332	1276	198	1078	3051	504	2547	1940	417	1523	3082	617	2465	2532	522	2010
1133	175	958	2425	357	2068	2515	386	2129	848	139	709	3065	449	2616	1373	231	1142	3076	671	2405	3089	502	2587
1193	176	1017	2439	416	2023	2934	453	2481	844	183	661	2664	406	2258	1130	154	976	2567	523	2044	2556	608	1948

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés												
1bis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55

6. — Transport, voirie,

Chemins de fer concédés ou vicinaux (<i>Loi du 12 avril 1835. Loi du 24 juin 1885. Loi du 25 juillet 1891, etc.</i>)	2	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation de la direction du roulage (<i>Arrêté du 30 août 1940</i>)	1	—	1	3	—	3	10	—	10	31	—	31	—	—	—
Voirie, roulage et messageries (<i>Réglementation</i>)	17	5	12	3	—	3	5	1	4	7	1	6	—	—	—
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (<i>Loi du 1^{er} août 1924, art. 3</i>)	1	—	1	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—
Police maritime (<i>Réglementation</i>)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Télégraphes et téléphones (<i>Loi du 1^{er} mars 1851. Loi du 14 mai 1930, sauf art. 3, b et c. Loi du 13 octobre 1930, sauf art. 17 à 19 et 24 à 27</i>)	—	—	—	1	1	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—

RÉCAPITULATION DES INFRACTIONS

Crimes correctionnalisés prévus par le Code Pénal	133	23	110	36	6	30	32	3	29	350	29	321	111	15	96
Délits prévus par le Code Pénal	2185	359	1826	634	116	518	867	86	781	3066	235	2831	978	178	800
Contraventions de police prévues par le Code Pénal	71	9	62	8	1	7	26	1	25	10	2	8	8	2	6
Infractions prévues par des lois spéciales.	1037	174	863	506	209	297	474	69	405	1479	279	1200	659	145	514
<i>Totaux :</i>	3426	565	2861	1184	332	852	1399	159	1240	4905	545	4360	1756	340	1416
<i>Totaux en</i> { 1940	2471	246	2225	751	191	560	1512	193	1319	3765	268	3497	733	150	583
{ 1939	1535	290	1245	545	103	442	789	101	628	2633	273	2360	393	77	316
{ 1938	2053	308	1745	592	125	467	784	145	639	3228	252	2976	555	90	465

VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés																					
56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79

communications

—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
1	—	1	19	1	18	29	7	22	—	—	—	—	—	—	14	2	12	20	4	16	—	—	—
1	1	—	8	—	8	2	—	2	5	1	4	1	1	—	5	1	4	3	—	3	3	3	—
—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	3	1	2	8	—	8	1	—	1	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	—	—

JUGÉES EN PREMIER RESSORT

71	12	59	145	31	114	95	22	73	21	1	20	10	3	7	27	7	20	174	23	151	48	5	43
764	134	630	2446	488	1958	1301	316	985	516	72	444	435	86	349	493	124	369	1403	294	1109	1018	306	712
5	—	5	25	—	25	18	7	11	3	2	1	4	1	3	5	2	3	7	—	7	4	2	2
421	74	347	1239	352	887	1082	227	855	553	117	436	503	121	382	649	267	382	812	148	664	668	270	398
1261	220	1041	3855	871	2984	2496	572	1924	1093	192	901	952	211	741	1174	400	774	2396	465	1931	1738	583	1155
933	159	774	1945	327	1618	1314	158	1156	392	39	353	564	132	432	397	85	312	1423	205	1218	764	130	634
862	118	744	1267	222	1045	1091	217	874	339	37	302	263	50	213	494	109	385	901	137	764	572	94	478
1099	187	912	1320	190	1130	1140	271	869	349	43	306	282	48	234	481	84	397	878	142	736	752	182	570

Tableau n° 18bis. — PRÉVENUS JUGÉS EN DEGRÉ D'APPEL, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL
Récapitulation générale des prévenus jugés par chaque

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus 2	Acquittés 3	Condamnés 4	Total des prévenus 5	Acquittés 6	Condamnés 7	Total des prévenus 8	Acquittés 9	Condamnés 10	Total des prévenus 11	Acquittés 12	Condamnés 13	Total des prévenus 14	Acquittés 15	Condamnés 16
Infractions jugées en degré d'appel															
Délits prévus par le Code pénal	28	5	23	2	—	2	5	2	3	18	6	12	4	2	2
Contraventions de police prévues par le Code pénal	37	10	27	3	—	3	4	1	3	15	11	4	4	2	2
Infractions prévues par des lois spéciales	145	46	99	15	6	9	63	10	53	108	56	52	28	10	18
<i>Totaux :</i>	210	61	149	20	6	14	72	13	59	141	73	68	36	14	22
<i>Totaux des infractions jugées en premier ressort</i>	9919	1530	8389	2766	270	2496	1633	220	1413	8847	2476	6371	2803	731	2072
Récapitulation générale															
<i>Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel</i>	10129	1591	8538	2786	276	2510	1705	233	1472	8988	2549	6439	2839	745	2094
<i>Totaux en</i> { 1940	9273	944	8329	2638	104	2534	1165	150	1015	9613	2371	7242	1676	211	1465
{ 1939	7755	870	6885	1802	139	1663	773	82	691	6047	1392	4655	1612	184	1428
{ 1938	8325	1026	7299	1300	113	1187	759	110	649	5863	1224	4639	1274	254	1020

Tableau n° 18bis (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus 41	Acquittés 42	Condamnés 43	Total des prévenus 44	Acquittés 45	Condamnés 46	Total des prévenus 47	Acquittés 48	Condamnés 49	Total des prévenus 50	Acquittés 51	Condamnés 52	Total des prévenus 53	Acquittés 54	Condamnés 55
Infractions jugées en degré d'appel															
Délits prévus par le Code pénal	—	—	—	2	—	2	—	—	—	152	32	120	31	12	19
Contraventions de police prévues par le Code pénal	7	2	5	1	1	—	1	—	1	52	21	31	8	4	4
Infractions prévues par des lois spéciales	43	8	35	9	3	6	3	1	2	183	62	121	16	7	9
<i>Totaux :</i>	50	10	40	12	4	8	4	1	3	387	115	272	55	23	32
<i>Totaux des infractions jugées en premier ressort</i>	3426	565	2861	1184	332	852	1399	159	1240	4905	545	4360	1756	340	1416
Récapitulation générale															
<i>Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel</i>	3476	575	2901	1196	336	860	1403	160	1243	5292	660	4632	1811	363	1448
<i>Totaux en</i> { 1940	2555	282	2273	760	193	567	1531	197	1334	4208	394	3814	788	176	612
{ 1939	1671	329	1342	580	114	466	818	109	709	2642	515	2877	512	117	395
{ 1938	2207	349	1858	616	134	482	805	152	653	4043	440	3603	684	116	532

PENDANT L'ANNÉE, ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS et le RÉSULTAT DES POURSUITES
tribunal en premier ressort et en degré d'appel

TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés																					
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
3	—	3	10	—	10	51	11	40	18	5	13	26	12	14	2	1	1	2	1	1	1	1	—
7	1	6	8	4	4	11	4	7	9	5	4	14	10	4	5	5	—	7	1	6	11	6	5
15	4	11	32	12	20	55	19	36	14	5	9	57	25	32	20	10	10	27	9	18	13	6	7
25	5	20	50	16	34	117	34	83	41	15	26	97	47	50	27	16	11	36	11	25	25	13	12
2671	550	2121	4165	896	3269	7046	1359	5687	2066	396	1670	3383	701	2682	3470	1027	2443	5496	1260	4236	4670	1609	3061
2696	555	2141	4215	912	3303	7163	1393	5770	2107	411	1696	3480	748	2732	3497	1043	2454	5532	1271	4261	4695	1622	3073
2162	215	1947	2848	378	2470	5188	781	4407	1310	208	1102	3202	546	2656	1991	437	1554	3163	649	2514	2607	550	2057
1168	179	989	2577	415	2162	2748	467	2281	915	161	754	3326	543	2783	1431	254	1177	3199	712	2487	3262	548	2714
1229	188	1041	2637	497	2140	3223	552	2671	902	201	701	2909	490	2419	1188	183	1005	2679	568	2111	2750	668	2082

VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés																					
56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
23	7	16	2	—	2	17	5	12	4	1	3	3	—	3	11	4	7	51	14	27	17	10	7
9	3	6	6	3	3	5	—	5	1	—	1	1	—	1	1	—	1	10	4	6	13	7	6
25	13	12	14	2	12	17	10	7	6	4	2	1	—	1	5	3	2	33	16	17	22	15	7
57	23	34	22	5	17	39	15	24	11	5	6	5	—	5	17	7	10	94	34	60	52	32	20
1261	220	1041	3855	871	2984	2496	572	1924	1093	192	901	952	211	741	1174	400	774	2396	465	1931	1738	583	1155
1318	243	1075	3877	876	3001	2535	587	1948	1104	197	907	957	211	746	1191	407	784	2490	499	1991	1790	615	1175
981	171	810	1981	339	1642	1368	169	1199	415	49	366	570	132	438	421	95	326	1489	229	1260	799	136	663
1037	190	847	1328	240	1088	1174	239	935	363	39	324	296	63	233	549	134	415	1018	173	845	656	131	525
1271	243	1028	1392	206	1186	1256	314	942	388	54	334	318	67	251	537	110	427	1000	183	817	800	206	594

JUGEANT EN PREMIER RESSORT. — Prévenus classés suivant leurs antécédents judiciaires

CONDAMNÉS												CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT À			
À L'EMPRISONNEMENT								À L'AMENDE				l'interdiction	la mise à la disposition du gouvernement		
simple de								conditionnelle de		simple de			Loi du 27-11-1891 art. 14	Loi du 15-5-1912 art. 37	Loi du 9-4-1930 art. 25
5 ans et plus	3 ans à moins de 5 ans	1 an à moins de 3 ans	plus de 6 mois à moins de 1 an	3 mois à 6 mois	1 mois à moins de 3 mois	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	26 fr. et plus	moins de 26 fr.	26 fr. et plus	moins de 26 fr.				
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21				
6	16	199	85	360	319	151	2	838	52	1,700	46	66	1	—	—
20	36	291	120	507	548	300	2	68	6	1,423	29	57	1	—	35
26	52	490	205	867	867	451	4	906	58	3,123	75	123	2	—	35
—	2	51	17	36	16	8	—	368	24	746	3	23	—	3	—
1	—	41	19	66	90	82	—	30	3	459	8	5	—	—	8
1	2	92	36	102	106	90	—	398	27	1,205	11	28	—	3	8
4	1	25	9	42	38	35	—	282	39	228	4	14	—	—	—
2	2	18	13	50	53	63	—	21	8	175	9	1	—	—	1
6	3	43	22	92	91	98	—	303	47	403	13	15	—	—	1
4	5	52	17	111	201	70	—	650	189	1,543	267	42	2	—	—
2	13	96	32	198	384	188	4	54	19	1,279	148	30	—	—	7
6	18	148	49	309	585	258	4	704	208	2,822	415	72	2	—	7
1	2	19	3	25	20	9	—	344	25	738	4	6	—	—	—
1	2	24	6	31	67	59	—	33	2	383	24	6	—	—	1
2	4	43	9	56	87	68	—	377	27	1,121	28	12	—	—	1
—	2	12	5	27	42	28	—	443	60	611	22	5	—	—	—
—	—	18	11	59	76	55	—	49	3	386	18	5	—	—	1
—	2	30	16	86	118	83	—	492	63	997	40	10	—	—	1
—	—	20	12	76	57	33	—	739	138	356	15	14	—	1	—
2	5	17	14	114	141	175	—	93	5	559	47	10	—	—	1
2	5	37	26	190	198	208	—	832	143	915	62	24	—	1	1
—	1	37	16	121	69	33	—	2,038	43	662	8	19	—	—	—
3	8	35	46	155	314	163	1	246	2	1,142	26	22	—	—	1
3	9	72	62	276	383	196	1	2,284	45	1,804	34	41	—	—	1
—	2	21	1	108	29	31	—	257	40	320	7	7	—	—	—
1	—	7	11	77	106	116	—	27	—	206	15	8	—	—	4
1	2	28	12	185	135	147	—	284	40	526	22	15	—	—	4
—	—	47	27	48	33	14	—	451	32	683	16	14	—	—	—
—	4	39	21	107	110	92	—	57	3	591	28	14	—	—	—
—	4	86	48	155	143	106	—	508	35	1,274	44	28	—	—	—
—	—	19	3	46	57	37	—	345	24	938	14	4	—	—	—
1	1	30	18	49	60	61	—	23	—	494	18	1	—	—	—
1	1	49	21	95	117	98	—	368	24	1,432	32	5	—	—	—
—	—	23	16	42	42	29	1	736	239	1,489	53	7	—	1	—
—	—	25	18	57	86	91	1	50	9	901	80	3	—	—	—
—	—	48	34	99	128	120	2	786	248	2,390	133	10	—	1	—
—	—	22	17	35	35	23	—	811	195	548	68	12	—	—	1
—	—	39	21	62	98	60	—	58	12	579	58	6	—	—	—
—	—	61	38	97	133	83	—	869	207	1,127	126	18	—	—	1
—	1	27	8	97	33	11	—	591	59	549	25	23	—	—	—
1	5	24	36	125	89	65	—	51	8	686	63	12	—	—	—
1	6	51	44	222	122	76	—	642	67	1,235	88	35	—	—	—
—	—	4	1	21	15	2	—	120	27	206	17	3	—	—	—
—	—	1	7	27	48	14	—	5	2	216	26	1	—	—	1
—	—	5	8	48	63	16	—	125	29	422	43	4	—	—	1

Tableau n° 19 (suite).

ARRONDISSEMENTS	1	Totaux	Nombres	Nombres	conditionnel de					
		des	des	des	6 mois	3 mois à moins de 6 mois	1 mois à moins de 3 mois	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	
		préve- nus	acquit- tés	condam- nés						2
Ypres	}	Primaires	—	—	818	11	16	42	12	—
Récidivistes		—	—	421	—	2	1	—	—	
<i>Total :</i>		1,398	159	1,239	11	18	43	12	—	
Liège	}	Primaires	—	—	2,699	2	40	226	332	—
Récidivistes		—	—	1,661	2	3	18	22	—	
<i>Total :</i>		4,905	545	4,360	4	43	244	354	—	
Huy	}	Primaires	—	—	1,003	1	11	51	140	1
Récidivistes		—	—	413	1	—	2	12	—	
<i>Total :</i>		1,756	340	1,416	2	11	53	152	1	
Verviers	}	Primaires	—	—	682	—	13	65	58	—
Récidivistes		—	—	359	—	—	3	6	—	
<i>Total :</i>		1,261	220	1,041	—	13	68	64	—	
Tongres	}	Primaires	—	—	1,982	—	28	76	111	4
Récidivistes		—	—	1,002	—	—	4	5	—	
<i>Total :</i>		3,855	871	2,984	—	28	80	116	4	
Hasselt	}	Primaires	—	—	1,251	1	11	58	116	—
Récidivistes		—	—	673	—	—	3	7	—	
<i>Total :</i>		2,496	572	1,924	1	11	61	123	—	
Arlon	}	Primaires	—	—	637	8	14	35	49	—
Récidivistes		—	—	253	—	4	1	5	—	
<i>Total :</i>		1,082	192	890	8	18	36	54	—	
Marche-en-Famenne	}	Primaires	—	—	469	—	—	6	28	—
Récidivistes		—	—	272	—	—	2	2	—	
<i>Total :</i>		952	211	741	—	—	8	30	—	
Neufchâteau	}	Primaires	—	—	517	1	6	20	14	—
Récidivistes		—	—	257	1	1	2	1	—	
<i>Total :</i>		1,174	400	774	2	7	22	15	—	
Namur	}	Primaires	—	—	1,152	2	27	138	141	—
Récidivistes		—	—	779	—	1	17	14	—	
<i>Total :</i>		2,396	465	1,931	2	28	155	155	—	
Dinant	}	Primaires	—	—	727	5	13	31	55	1
Récidivistes		—	—	428	—	1	4	6	—	
<i>Total :</i>		1,738	583	1,155	5	14	35	61	1	
LE ROYAUME :	}	Primaires	—	—	43,289	93	1,226	3,230	3,148	10
Récidivistes		—	—	24,801	21	76	264	298	—	
<i>Total général :</i>		86,570	18,480	68,090	114	1,302	3,494	3,446	10	
Totaux généraux en	}	1940	62,539	9,388	53,151	49	827	2,128	2,261	19
1939		46,021	7,021	39,000	60	724	1,520	1,564	7	
1938		46,083	7,261	38,822	34	668	1,587	1,806	9	

Récapitulation des condamnés

Condamnés	}	à l'emprisonnement	}	conditionnel	}	de plus de 6 mois		
				sans condition			}	de 6 mois et moins
				à l'amende				

Total des condamnés :

CONDAMNÉS												CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT À			
À L'EMPRISONNEMENT								À L'AMENDE				l'interdiction	la mise à la disposition du gouvernement		
simple de								conditionnelle de		simple de			Loi du 27-11-1891 art. 14	Loi du 15-5-1912 art. 37	Loi du 9-4-1930 art. 25
5 ans et plus	3 ans à moins de 5 ans	1 an à moins de 3 ans	plus de 6 mois à moins de 1 an	3 mois à 6 mois	1 mois à moins de 3 mois	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	26 fr. et plus	moins de 26 fr.	26 fr. et plus	moins de 26 fr.				
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22			
—	—	5	4	14	18	17	—	174	124	350	31	6	—	—	—
—	1	6	3	29	43	23	1	8	10	230	64	6	—	—	—
—	1	11	7	43	61	40	1	182	134	580	95	12	—	—	—
—	1	21	6	108	128	53	—	1,058	182	535	7	19	—	—	—
3	2	35	19	191	264	221	—	67	9	765	40	23	—	—	10
3	3	56	25	299	392	274	—	1,125	191	1,300	47	42	—	—	10
—	—	4	—	26	27	49	2	324	71	286	10	4	—	—	—
—	1	9	5	23	55	80	1	17	4	178	25	4	—	—	—
—	1	13	5	49	82	129	3	341	75	464	35	8	—	—	—
—	—	—	4	16	28	1	—	313	18	154	12	6	—	1	—
1	—	8	4	23	59	48	—	20	4	173	10	1	—	—	1
1	—	8	8	39	87	49	—	333	22	327	22	7	—	1	1
—	1	10	6	81	77	46	—	698	167	624	53	6	—	—	—
—	2	13	12	109	83	92	—	39	10	555	78	2	—	—	—
—	3	23	18	190	160	138	—	737	177	1,179	131	8	—	—	—
—	—	25	13	54	62	52	—	230	69	536	24	6	—	—	—
—	1	13	14	51	83	102	—	14	1	357	27	9	—	—	—
—	1	38	27	105	145	154	—	244	70	893	51	15	—	—	—
—	—	6	2	84	18	16	—	170	26	199	10	5	—	—	—
—	1	5	8	36	34	29	1	7	1	115	6	3	—	—	—
—	1	11	10	120	52	45	1	177	27	314	16	8	—	—	—
—	—	3	—	4	15	19	—	155	38	124	77	—	—	—	—
—	—	1	—	8	22	23	—	9	4	110	91	2	—	—	—
—	—	4	—	12	37	42	—	164	42	234	168	2	—	—	—
—	—	1	—	18	14	3	—	160	46	230	4	2	—	—	—
—	2	2	1	29	13	8	—	12	6	165	14	1	—	—	—
—	2	3	1	47	27	11	—	172	52	395	18	3	—	—	—
—	—	9	3	54	98	52	—	177	28	405	18	14	—	—	—
—	—	20	9	81	161	102	—	12	1	338	23	13	—	—	1
—	—	29	12	135	259	154	—	189	29	743	41	27	—	—	1
—	—	3	1	73	45	38	2	124	48	258	30	9	—	—	—
—	—	3	2	63	44	51	—	17	5	199	33	2	—	—	—
—	—	6	3	136	89	89	2	141	53	457	63	11	—	—	—
15	34	665	276	1,727	1,536	860	7	12,596	2,003	15,018	845	336	3	6	1
38	86	820	470	2,327	3,131	2,363	11	1,087	137	12,664	1,008	247	1	—	72
53	120	1,485	746	4,054	4,667	3,223	18	13,683	2,140	27,682	1,853	583	4	6	73
48	123	670	503	2,883	4,163	3,165	30	11,508	3,526	18,617	2,631	542	10	2	75
35	144	844	452	2,486	3,074	2,510	41	9,103	2,630	11,498	2,308	1,001	11	8	105
48	117	663	362	2,098	3,070	2,537	27	9,717	3,308	10,155	2,636	892	13	17	58

jugés en premier ressort

En 1941	En 1940	En 1939	En 1938
8,366	5,284	3,875	4,084
2,404	1,344	1,475	1,190
11,962	10,241	8,111	7,732
15,823	15,034	11,733	13,025
29,535	21,248	13,806	12,795
68,090	53,151	39,000	38,822

Tableau n° 20. — RECHUTES APRÈS UNE CONDAMNATION CONDITIONNELLE

A. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle

PEINE NOUVELLE ENCOURUE Correctionnelle (ou criminelle) 1	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAL 8
	6 mois 2	1 an 3	2 ans 4	3 ans 5	4 ans 6	5 ans 7	
Amende	—	6	24	518	—	317	865
Emprisonnement de :							
8 jours à moins de 1 mois	—	—	3	74	—	51	128
1 mois à moins de 3 mois	—	2	4	99	—	99	204
3 mois à moins de 6 mois	—	—	—	55	—	53	108
6 mois et plus	—	—	—	47	—	30	77
<i>Total :</i>	—	8	31	793	—	550	1,382
<i>Totaux en</i> { 1940 .	1	18	20	574	—	389	1,002
1939 .	—	22	28	480	—	380	910
1938 .	—	8	32	594	—	503	1,138

B. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police

N. B. — Les recherches n'ont porté que sur les condamnations de police inscrites au casier judiciaire.

PEINE NOUVELLE ENCOURUE Correctionnelle (ou criminelle) 1	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAL 8
	3 mois et moins 2	plus de 3 mois à 6 mois 3	plus de 6 mois à 1 an 4	plus de 1 an à 2 ans 5	plus de 2 ans à 3 ans 6	plus de 3 ans 7	
Amende simple	—	4	56	2	—	—	62
» conditionnelle . . .	—	3	39	4	—	—	46
Emprisonnement simple . .	—	2	23	4	1	1	31
» conditionnel	—	2	26	1	—	—	29
<i>Total :</i>	—	11	144	11	1	1	168
<i>Totaux en</i> { 1940 .	2	5	76	6	—	—	89
1939 .	1	6	82	25	6	1	121
1938 .	—	12	128	28	6	1	175

COURS D'APPEL

Ces cours connaissent, en degré d'appel, des jugements rendus par les tribunaux correctionnels de leur ressort qui sont portés devant elles par le ministère public, le prévenu ou la partie civile (quant à ses intérêts civils seulement).

En vertu de l'arrêté du 18 novembre 1940, les affaires de la compétence de la Cour Militaire, leur sont déférées depuis la suspension du fonctionnement de celle-ci.

Elles jugent exceptionnellement en premier et en dernier ressort :

1° Certains magistrats et fonctionnaires, ainsi que leurs complices. Les causes, dans ces cas, sont portées à la chambre civile, présidée par le premier président. (Code d'instruction crimi-

nelle, art. 479, 481 et 483, loi du 20 avril 1810, art. 20; décret du 6 juillet 1810, art. 4);

2° Les auteurs de délits ou crimes commis à leur audience. (Code d'instruction criminelle, art. 507);

3° Les affaires évoquées en vertu des articles 213 et 215 du Code d'instruction criminelle.

Les cours d'appel sont au nombre de trois : celle de Bruxelles, qui étend sa juridiction sur les neuf arrondissements judiciaires des provinces de Brabant, Anvers et Hainaut; celle de Gand, qui a pour ressort les sept arrondissements judiciaires des deux Flandres; celle de Liège, de qui ressortissent les dix arrondissements judiciaires des provinces de Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.

Tableau n° 21. — AFFAIRES CORRECTIONNELLES PORTÉES DEVANT LES COURS D'APPEL.

NOMBRE ET NATURE DES ARRÊTS RENDUS

COURS D'APPEL	NOMBRE DES AFFAIRES							NOMBRE DES ARRÊTS				ARRÊTS		NOM- BRE des préve- nus jugés
	à juger			terminées			restant à juger à la fin de l'année	contra- dic- toires	par défaut	contra- dic- toires à l'égard de cer- tains préve- nus, par dé- faut à l'égard des autres	TOTAL	confir- matifs	infir- matifs en tout ou en partie	
	pen- dantes au 1 ^{er} jan- vier	portées devant la cour durant l'année	TOTAL	par arrêt	rayées du rôle, dispa- rues par junc- tion, etc.	TOTAL								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	383	2,635	3,018	2,538	7	2,545	473	2,327	112	99	2,538	1,289	1,249	3,478
Gand	706	1,943	2,649	2,050	—	2,050	599	1,638	263	149	2,050	874	1,176	3,297
Liège	87	1,270	1,357	1,278	—	1,278	79	1,058	157	63	1,278	463	815	1,935
<i>Totaux :</i>	1,176	5,848	7,024	5,866	7	5,873	1,151	5,023	532	311	5,866	2,626	3,240	8,710
<i>Totaux en</i> {	1940	1,021	4,136	5,157	3,981	—	3,981	1,176	3,411	336	3,981	1,660	2,321	5,793
	1939	987	4,341	5,328	4,300	7	4,307	1,021	3,693	422	4,300	2,177	2,123	6,612
	1938	975	4,694	5,669	4,682	—	4,682	987	4,062	425	4,682	2,422	2,260	6,836

COURS D'ASSISES

Les cours d'assises jugent les infractions que la loi punit d'une peine criminelle (mort, travaux forcés, détention, réclusion), à moins que les juridictions d'instruction (chambres du conseil, chambre des mises en accusation) n'aient relevé en faveur de l'accusé des circonstances atténuantes qui permettent de le renvoyer devant le tribunal correctionnel. Ces cours, jouissant d'une compétence générale, peuvent juger également des faits qui ne sont pas punissables d'une peine criminelle, si ces faits, à raison de leur connexité avec un crime, leur ont été déférés par la chambre des mises en accusation. Elles connaissent, en outre, exclusivement, des délits politiques et de presse.

Il y a une cour d'assises dans chaque province. Elle siège tous les trois mois, ou plus souvent si le besoin l'exige, au chef-lieu de la province. Cependant, dans le Limbourg, les assises se tiennent non au chef-lieu, mais à Tongres.

L'article 6 de la loi du 30 avril 1919 porte que « Si le nombre ou l'importance des affaires renvoyées devant une cour d'assises le requiert, il peut être formé plusieurs cour d'assises dans la même province. Ces cours siègent concurremment, soit au même chef-lieu, soit aux chefs-lieux des différents arrondissements judiciaires ».

Une cour d'assises se compose de trois juges, dont l'un, chargé de présider la session, doit être membre d'une cour d'appel. Si l'affaire est jugée contradictoirement, la cour doit être assistée d'un jury de douze membres, recrutés parmi les citoyens âgés d'au moins 30 ans, réunissant les conditions de cens et de capacité exigées par la loi.

Le jury est appelé à décider si l'accusé est ou non coupable du crime qu'on lui impute. Il se

prononce par un oui ou un non sur les questions qui lui sont posées par la cour. Sa décision est sans appel. Cependant, si l'accusé n'a été déclaré coupable qu'à la simple majorité des voix la cour peut, en se ralliant à la minorité des membres du jury, prononcer l'acquiescement.

La loi du 23 août 1919 a étendu les pouvoirs du jury en le faisant participer à l'application des peines. En vertu de cette loi, lorsque l'accusé a été déclaré coupable par le jury d'un fait défendu par une loi pénale, la cour se rend avec les jurés dans leur chambre. Le collège ainsi constitué, présidé par le président de la cour, délibère sur la peine à prononcer. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.

Si l'affaire est jugée par contumace, l'arrêt est rendu par la cour seule, sans intervention du jury. Tout accusé condamné de cette manière doit être jugé à nouveau, dans la forme ordinaire, s'il se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine ne soit éteinte par la prescription.

Rédaction des tableaux. — Dans les tableaux où le classement est établi d'après la nature des infractions figurant à l'arrêt de condamnation, les individus sont comptés à l'infraction qui leur a valu la peine la plus forte.

Pour le calcul des antécédents judiciaires, on additionne les différentes peines auxquelles l'accusé a été précédemment condamné. Par exemple un condamné ayant encouru trois condamnations à 2 mois d'emprisonnement est rangé dans la deuxième catégorie des récidivistes (6 mois d'emprisonnement et plus).

Les tableaux détaillés de la statistique ancienne ont été repris aux fins de donner, quant à l'activité des cours d'assises, tous les renseignements souhaitables. Ces tableaux sont comparatifs avec ceux de la publication décennale 1931-1940, dans les conditions qui y ont été exposées.

Tableau n° 22. — APERÇU GÉNÉRAL DES TRAVAUX DES COURS D'ASSISES

1° Nombre et nature des affaires jugées; nombre des individus poursuivis.

PROVINCES	NOMBRE total des affaires	AFFAIRES CRIMINELLES		DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE		NOMBRE total des individus poursuivis
		jugées contradictoirement	jugées par contumace	jugés contradictoirement	jugés par contumace	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	4	3	—	1	—	11
Anvers	2	2	—	—	—	2
Flandre orientale	5	5	—	—	—	6
Flandre occidentale	3*	3	—	—	—	3
Hainaut	4	4	—	—	—	4
Liège	2	2	—	—	—	2
Limbourg	1	1	—	—	—	1
Luxembourg	—	—	—	—	—	—
Namur	2	2	—	—	—	3
<i>Le Royaume :</i>	23	22	—	1	—	32
<i>Totaux en</i> { 1940	32	32	—	—	—	38
{ 1939	33	32	—	1	—	36
{ 1938	47	46	1	—	—	58

* Non compris 2 affaires concernant des jurés ne s'étant pas rendus à l'audience sur citation notifiée (art. 396 C. I. C.).

2° Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés.

PROVINCES	AFFAIRES CRIMINELLES														DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE						
	ACCUSÉS JUGÉS CONTRADICTOIREMENT												ACCUSÉS JUGÉS PAR CONTUMACE		DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE						
	Nombre total	Acquittés	Internés	Condamnés à la peine										Nombre total	Acquittés	Condamnés	Nombre total des prévenus	Acquittés	Condamnés		
				de mort	des travaux forcés			de la détention			de la réclusion	de l'emprisonnement							de l'amende	à l'emprisonnement	à l'amende
					à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps	ordinaire		de 6 mois et plus	de moins de 6 mois								
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
Brabant	3	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	2	6	—
Anvers	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut	6	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale	3	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre occidentale	4	2	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Le Royaume :</i>	24	9	—	—	3	4	3	—	—	—	1	4	—	—	—	—	—	8	2	6	—

Tableau n° 23. — AFFAIRES CRIMINELLES JUGÉES CONTRADICTOIREMENT

1° Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION 1	Total des accusés	Acquittés	Internés	Total des condamnés	CONDAMNÉS À LA PEINE													Condam- nés à la peine access- oire		
					de mort	des travaux forcés			de la détention		de la ré- clusion		de l'emprisonnement				de l'amende	de l'interdiction de la mise à dispos. du gouvernement	20	
						à perpétuité	de 15 ans et plus de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps		de 10 ans et plus de 5 ans à moins de 10 ans	de 3 ans et plus de 6 mois à moins de 3 ans de moins de 6 mois	18							
									extraordinaire	ordinaire				11	12					
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES																				
Crimes																				
Assassinat, 394	7	2	—	5	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—
Assassinat (tentative d'), 394, 52 .	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Empoisonnement (tentative d'), 397, 52	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticide d'enfant illégitime avec préméditation, 396	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Infanticide d'enfant légitime, 396 .	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Meurtre, 393	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Meurtre (tentative), 393, 52 . . .	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Meurtre pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 475	2	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Viol sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2 .	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	19	7	—	12	—	3	4	2	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	10	—
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS																				
Crimes																				
Incendie de lieux habités, 510 . . .	2	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Vol à l'aide de violences ou menaces, 468	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Contrefaçon de billets de banque, 173 à 176	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	5	2	—	3	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	—
Crimes contre les personnes	19	7	—	12	—	3	4	2	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	10	—
Crimes contre les propriétés	5	2	—	3	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	—
TOTAUX GÉNÉRAUX :	24	9	—	15	—	3	4	3	—	—	—	—	1	4	—	—	—	—	12	—

Tableau n° 23. — AFFAIRES CRIMINELLES

2° Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables,

NATURE DES FAITS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR	Total général des condamnés	ACCUSÉS SANS ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES										
		Total des condamnés	CONDAMNÉS À LA PEINE							Condam. à la peine access.		
			de mort	des trav. forcés		de la détention			de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'interdiction	de la mise à la disp. du gouver.
				à perpétuité	à temps	perpétuelle	à temps					
I	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES												
Crimes												
Assassinat, 394	2	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	
Infanticide avec préméditation, 396	2	2	—	—	1	—	—	—	1	2	—	
Meurtre, 393	5	2	—	—	1	—	—	—	1	1	—	
Meurtre (tentative de), 393, 52	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	
Meurtre pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, 475	1	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur enfant de moins de 16 ans, 373, § 3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
<i>Totaux :</i>	12	7	—	1	4	—	—	—	2	6	—	
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS												
Crimes												
Incendie la nuit, 510, 513	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	
Vol à l'aide de violences ou menaces	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	
Contrefaçon de billets de banque, 173 à 176	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	
<i>Totaux :</i>	3	3	—	—	1	—	—	1	1	2	—	
Crimes contre les personnes	12	7	—	1	4	—	—	—	2	6	—	
Crimes contre les propriétés	3	3	—	—	1	—	—	1	1	2	—	
TOTAUX GÉNÉRAUX :	15	10	—	1	5	—	—	1	3	8	—	

CONSEILS DE GUERRE ET COUR MILITAIRE

Le fonctionnement de ces juridictions est suspendu depuis le mois de mai 1940. Il y a lieu de se reporter à ce sujet à ce qui a été dit dans la « Statistique Judiciaire de la Belgique », publi-

cation décennale 1931-1940, pages 102 à 110.

Les numéros des tableaux 26 et 27 portant sur ces juridictions n'ont pas été attribués à d'autres matières, de sorte qu'ils restent réservés.

COUR DE CASSATION

Compétence. — Il y a pour tout le royaume une cour de cassation, divisée en deux chambres.

Sauf le cas prévu par la loi du 24 mai 1886, la première chambre connaît des pourvois en matière civile et la seconde des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police, ainsi que des autres affaires dont la loi attribue la connaissance à la cour de cassation. (Loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869, art. 132).

La cour se compose d'un premier président, d'un président de chambre et de quinze conseillers. (Art. 120.)

Les fonctions du ministère public sont exercées par un procureur général et trois avocats généraux. (Loi du 12 septembre 1913, art. 4.)

Il y a près de la cour un greffier en chef et deux greffiers adjoints. (Loi du 18 juin 1869, art. 122.)

Les greffiers adjoints portent le titre de greffiers. (Loi du 31 juillet 1920, art. 12.)

La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des réglements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie. (Loi du 25 mars 1876, art. 19.)

La cour ne connaît pas du fond des affaires, sauf le jugement des ministres. (Constitution, art. 95.)

Elle intervient, en vertu des articles 482, 485 et suivants du Code d'instruction criminelle, dans les poursuites pour crime ou délit dirigées contre certains magistrats.

Tableau n° 28. — COUR DE CASSATION (2^e chambre)

NATURE DES ARRÊTS	NOMBRE des arrêts		RÉSULTATS DES POURVOIS OU DEMANDES FORMÉS PAR		POURVOIS ou demandes restant à juger			
			le ministère public, le gouverneur de provinces, etc.	les parties				
1	2.		3	4	5			
Arrêts statuant au fond rendus en matière	criminelle	cassation	—	—	—	—		
		rejet	—	22	—	22	4	
	correctionnelle	cassation	49	—	—	49	—	
		rejet	—	408	—	408	122	
	de police	cassation	10	—	—	10	—	
		rejet	—	49	—	49	16	
	pénale militaire	cassation	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	de défense sociale	cassation	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	de milice	cassation	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	1	
	électorale	cassation	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
fiscale	cassation	14	—	4	10	43		
	rejet	—	38	3	35	43		
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière	criminelle	cassation	—	—	—	—		
		rejet	—	—	—	—		
	correctionnelle	cassation	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	de police	cassation	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
<i>Totaux :</i>			73	517	7	583	186	
Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	admission	7	—	7	—	—	
		rejet	—	2	—	2	—	
	en matière disciplinaire	admission	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	en renvoi pour cause de suspicion légitime	admission	49	—	49	—	—	
		rejet	—	1	—	1	—	
	en renvoi pour cause de sûreté publique	admission	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	en révision	admission	1	—	—	1	24	
		rejet	—	2	—	2	—	
en vertu de l'article 441, C. I. C.	admission	2	—	2	—	—		
	rejet	—	—	—	—	—		
en poursuite de magis- trats	admission	42	—	42	—	—		
	rejet	—	—	—	—	—		
<i>Totaux :</i>			101	5	100	6	* 24	
TOTAL GENERAL :			174	522	107	589	210	
TOTAUX GÉNÉRAUX EN			1940	73	414	39	448	152
			1939	105	770	31*	844*	87
			1938	100	759	56	803	212

* Chiffres rectifiés.

STATISTIQUE
SUR
L'APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE
DU 9 AVRIL 1930

Pour ce qui concerne l'exposé de cette loi, il y a lieu de se reporter à la page 15 : « Internement des anormaux », et à la page 37 : « Mise à la disposition du gouvernement des récidivistes et délinquants d'habitude ».

La méthode employée pour l'établissement de la statistique sur l'application de la loi, est greffée sur la tenue du casier judiciaire.

En ce qui concerne l'internement, des bulletins individuels spéciaux sont adressés au casier par le greffier de la juridiction compétente pour chaque cas.

En ce qui concerne la mise à la disposition du gouvernement, chaque mesure est annotée comme peine accessoire sur le bulletin de condamnation correspondant adressé au casier judiciaire.

Le dépouillement des bulletins spéciaux et

des peines accessoires portées aux bulletins de condamnation, a permis de confectionner :

Un tableau A dénombrant, par sexe et par terme d'internement, les inculpés et les condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentales, avec indication de la nature de l'infraction commise;

Un tableau B qui relève les décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiâtriques;

Un tableau C dénombrant, par sexe et par terme de mise à la disposition du gouvernement, les récidivistes ou délinquants d'habitude, avec indication de la nature de l'infraction faisant l'objet de la dernière condamnation;

Un tableau D répartissant d'après les juridictions, qui les ont ordonnées, les mesures prises en vertu de la loi de défense sociale.

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

A. — Décisions d'internement d'inculpés et de condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentales

JURIDIC- TIONS	NATURE DE L'INFRACTION COMMISE	INCUPLÉS INTERNÉS PAR APPLICATION DE L'ARTICLE 7									Condamnés internés (Art. 23)		TOTAL des internés en vertu de la loi du 9-4-1930				
		pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 15 ans		Totaux			H	F	H	F	E		
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	E*						H	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16		
d'instruction	<i>Crimes contre :</i>																
	La vie et l'intégrité corporelle	1	1	18	4	9	2	28	7	35							
	Les mœurs	16	—	16	—	—	—	32	—	32							
	La famille (avortement) . . .	1	—	—	—	—	—	1	—	1							
	Les biens :																
	Incendie	1	—	3	—	—	—	4	—	4							
	Faux en écritures	15	—	—	—	—	—	15	—	15							
	Vols qualifiés	60	2	1	—	—	—	61	2	63							
	Autres crimes	1	—	1	—	—	—	2	—	2							
	<i>Délits contre :</i>																
	L'intégrité corporelle	11	—	—	—	—	—	11	—	11							
	Les mœurs	28	2	—	—	—	—	28	2	30							
	Les biens :																
	Vol	43	2	1	—	—	—	44	2	46							
	Escroquerie	5	—	—	—	—	—	5	—	5							
Abus de confiance	7	—	—	—	—	—	7	—	7								
L'autorité	4	—	—	—	—	—	4	—	4								
Autres délits	23	1	—	—	—	—	23	1	24								
<i>Total :</i>																	
		216	8	40	4	9	2	265	14	279							
de jugement	<i>Crimes contre :</i>																
	La vie et l'intégrité corporelle	—	—	1	—	1	—	2	—	2							
	Les mœurs	4	—	1	—	—	—	5	—	5							
	Les biens :																
	Faux en écritures	3	1	—	—	—	—	3	1	4							
	Vols qualifiés	15	—	—	—	—	—	15	—	15							
	<i>Délits contre :</i>																
	L'intégrité corporelle	5	—	—	—	—	—	5	—	5							
	Les mœurs	4	—	—	—	—	—	4	—	4							
	Les biens :																
	Vol	10	2	—	—	—	—	10	2	12							
	Escroquerie	1	—	—	—	—	—	1	—	1							
	Abus de confiance	1	—	—	—	—	—	1	—	1							
	L'autorité	1	—	—	—	—	—	1	—	1							
	Autres délits	3	—	—	—	—	—	3	—	3							
<i>Total :</i>																	
		47	3	2	—	1	—	50	3	53							
	LE ROYAUME :	263	11	42	4	10	2	315	17	332	63	2	378	19	397		
<i>Totaux en</i>	1940	216	12	39	2	3	6	258	20	278	35	—	293	20	313		
	1939	302	23	79	4	13	4	394	31	425	42	1	436	32	468		
	1938	321	30	39	4	12	2	372	36	408	32	—	404	36	440		

* H = hommes, F = femmes, E = ensemble.

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

B. — Décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques

ANNÉES	NOMBRE de libérations définitives (Art. 20)	NOMBRE de libérations à l'essai (Art. 21)	NOMBRE de révocations (Art. 14 et 21)	NOMBRE de prolongations d'internement (Art. 22)
1	2	3	4	5
1941	15	243	34	9
1940	8	300	51	7
1939	25	333	86	19
1938	58	302	104	19

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

C. — Récidivistes ou délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement

NATURE DES INFRACTIONS DONT CONDAMNATION	EN VERTU DE L'ARTICLE 25				EN VERTU DE L'ARTICLE 24		TOTAUX		
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 20 ans		H	F	E*
	H*	F*	H	F	H	F			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>Crimes contre :</i>									
Les biens :									
Vols qualifiés	10	—	15	—	—	—	25	—	25
Faux en écritures	—	—	4	—	—	—	4	—	4
<i>Délits contre :</i>									
L'intégrité corporelle									
Les mœurs	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Les biens :									
Vol	10	1	11	1	—	—	21	2	23
Escroquerie	5	—	2	—	—	—	7	—	7
Abus de confiance	2	—	3	—	—	—	5	—	5
L'autorité	1	—	—	—	—	—	1	—	1
<i>Autres délits</i>	4	—	2	—	—	—	6	—	6
<i>Le Royaume :</i>									
	33	1	38	1	—	—	71	2	73
<i>Totaux en</i> {									
1940	16	2	31	2	—	—	47	4	51
1939	41	2	45	2	—	—	86	4	90
1938	37	3	33	2	—	—	70	5	75

* H = hommes; F = femmes; E = ensemble.

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

D. — Répartition des mesures d'internement et de mises à la disposition du Gouvernement, d'après les juridictions qui les ont ordonnées

SIÈGE 1	INTERNEMENTS			Mises à la disposition du gouvernement 5	ENSEMBLE des mesures en vertu de la loi 6
	Juridictions d'instruction 2	Juridictions de jugement 3	Total 4		
COURS D'ASSISES					
	—	—	—	—	—
COURS D'APPEL					
Bruxelles	23	14	37	—	37
Gand	7	5	12	—	12
Liège	2	—	2	—	2
<i>Total :</i>	32	19	51	—	51
TRIBUNAUX DE 1 ^{re} INSTANCE					
Bruxelles	62	12	74	35	109
Louvain	6	—	6	8	14
Nivelles	4	1	5	1	6
Anvers	59	5	64	7	71
Malines	5	2	7	1	8
Turnhout	8	1	9	1	10
Mons	20	—	20	1	21
Charleroi	11	2	13	1	14
Tournai	8	—	8	4	12
Gand	5	—	5	—	5
Audenarde	2	1	3	—	3
Termonde	4	—	4	—	4
Bruges	10	1	11	1	12
Courtrai	5	4	9	—	9
Furnes	1	—	1	1	2
Ypres	2	—	2	—	2
Liège	10	1	11	10	21
Huy	2	—	2	—	2
Verviers	—	1	1	1	2
Tongres	8	—	8	—	8
Hasselt	6	—	6	—	6
Arlon	1	—	1	—	1
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—
Neufchâteau	1	—	1	—	1
Namur	5	—	5	1	6
Dinant	2	3	5	—	5
<i>Total :</i>	247	34	281	73	354
LE ROYAUME :	279	53	332	73	405
<i>Totaux en</i> { 1940	—	—	—	—	329
1939	—	—	—	—	515
1938	—	—	—	—	483

La distinction entre les internements et les mises à la disposition du gouvernement n'a pas été établie pour les années antérieures à 1941.

DEUXIEME PARTIE

STATISTIQUE CRIMINELLE ⁽¹⁾

La statistique criminelle donne le nombre non plus des *condamnations individuelles*, mais celui des *individus condamnés*. Un délinquant condamné plusieurs fois durant l'année n'est compté qu'une fois et est inscrit dans les tableaux pour la dernière condamnation qu'il a encourue ou, s'il a été condamné à raison d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

Les condamnations passées en force de chose jugée sont seules inscrites dans la statistique criminelle. Il ne saurait donc y avoir de concordance, quant au nombre des condamnés, entre les chiffres de cette statistique et ceux de la statistique de l'administration de la justice.

L'unité employée dans la statistique criminelle est donc : *l'individu définitivement condamné*.

La statistique criminelle a pour matière les infractions suivantes :

1° Les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits;

En sont exceptés : *a)* certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'administration ou à l'absence d'une autorisation administrative; *b)* les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance;

2° Certaines infractions établies par des lois spéciales qui présentent un caractère d'étroite analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal;

3° Les contraventions que l'on peut considérer comme des délits diminués : tels sont les maraudages (art. 557⁶), les voies de fait (art. 563³), les dégradations de clôtures (art. 563²). Toutes les infractions présentant ce caractère n'ont pu cependant être admises dans la statistique criminelle, à raison du grand nombre de condamnations auxquelles elles donnent lieu. Y sont seules comprises, les trois espèces de contraventions qui viennent d'être indiquées, qu'on a jugées les plus importantes pour l'étude de la criminalité.

Les infractions rentrant dans la statistique criminelle sont énumérées en détail dans la nomenclature insérée ci-après :

(1) Lire dans le Bulletin de Statistique, 29^e année, n° 6, juin 1943, pages 203 et suiv. : « La statistique criminelle et ses méthodes ».

NOMENCLATURE EN USAGE POUR LA CONFECTION DE LA STATISTIQUE CRIMINELLE

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	<p>C. P. art. 101 à 133, 135bis et 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Arrêté Royal portant coordination de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, 15 février 1937, art. 78bis et 79. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, art. 18 à 20, 13 octobre 1930. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 7. Code électoral révisé par la loi du 26 avril 1929, art. 181 à 203. Loi électorale communale du 4 août 1932, art. 64. Loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales (modifiée par la loi du 26 avril 1929, art. 38. Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916, art. 8 et 11. Loi organique de l'enseignement primaire (<i>A. R. de coordination du 25 octobre 1921</i>), art. 12. Loi garantissant la liberté d'association, 24 mai 1921 (<i>remplaçant l'art. 310 du C. P.</i>). Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 66. Loi du 18 juin 1930, art. 58. Loi du 15 décembre 1937, art. 70.</p>
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc.	2	<p>C. P. art. 160 à 191, 488. Code Pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce; 1^{er} avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1886, art. 22 à 25.</p>
Faux en écritures	3	<p>C. P. art. 194 à 214. Loi sur les warrants, 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A. R. 30 novembre 1935, faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes : Code de Commerce. Livre I, Titre IX, art. 207 et 208. Loi relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie, 25 juin 1930, art. 36. Loi sur la collation des grades académiques, 21 mai 1929, art. 34. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38 § 3. Loi concernant les pensions de vieillesse, 20 août 1920, art. 11. Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 67. Loi du 18 juin 1930, art. 59.</p>
Faux témoignage ou serment	4	<p>C. P. art. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.</p>
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	<p>C. P. art. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913, art. 2. Loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur, 11 septembre 1933, art. 3 et 4.</p>

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	C. P. art. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, art. 38 § 1.
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	C. P. art. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295 § 1, 297 et 298, 309 à 314.
		Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 26. Loi sur l'hypnotisme, 30 mai 1892, art. 3.
Infractions contre la sécurité publique	9	C. P. art. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	C. P. art. 348 à 353.
Exposition ou délaisement d'enfants	11	C. P. art. 354 à 360bis.
Destruction ou supposition d'état	12	C. P. art. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	C. P. art. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols	14	C. P. art. 372 à 378.
	15	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	C. P. art. 379 à 382.
Outrage public aux bonnes mœurs	17	C. P. art. 383 à 386bis.
	18	Loi d'interdiction d'entrée en Belgique de certaines publications étrangères, 11 avril 1936, art. 2.
Adultère et bigamie	19	C. P. art. 387 à 391.
Abandon de famille	20	C. P. art. 391bis.
Meurtre	21	C. P. art. 393 à 397, 475.
	22	
Lésions corporelles volontaires	23	C. P. art. 398 à 414, 563 § 3.
	24	
	25	
Duel	26	C. P. art. 423 à 433.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile par des particuliers	27	C. P. art. 434 à 442.
Calomnies et injures	28	C. P. art. 443 à 452.
	29	
Violation de sépulture	30	C. P. art. 453.
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	C. P. art. 454 à 457.
Violation du secret professionnel	32	C. P. art. 458 et 459.
Violation du secret des lettres et autres communications	33	C. P. art. 460 et 460bis. Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 3, b) et c). Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 17.
	34	
	35	
	36	
Vols et maraudages	peines criminelles	C. P. art. 463 à 474, 557 § 6.
	peines correctionnelles	
	peines de police	
Banqueroute	37	C. P. art. 489 et 490. Arrêté sur le concordat judiciaire, 9 septembre 1940, art. 40 et 41.
	38	C. P. art. 491 à 504, 507 à 509bis. Loi sur la vente des effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A. R. 30 novembre 1935. Code de Commerce, Livre I, Titre IX, art. 200 à 206.
	39	Loi sur la falsification de denrées alimentaires, 4 août 1890, art. 4. Loi relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, 24 juillet 1921, art. 32 § 2. Arrêté Royal réglementant les Bourses de Commerce et la profession d'agent de change, 30 janvier 1935. Code de Commerce, Livre I, Titre V, art. 110 à 113. Arrêté relatif aux dommages de guerre, 30 juin 1941, art. 22.
Recel	40	C. P. art. 505 et 506.
	41	C. P. art. 510 à 518.
Incendie	42	
	Destructions et dommages	43
44		
45		Lois coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 24 et 25.

Ces infractions ont été classées suivant deux principes différents. Elles sont d'abord réparties, d'après leur nature, en trente-deux groupes distincts, placés, autant que possible, dans l'ordre adopté par le Code pénal. Les plus importants de ces groupes ont, en outre, été divisés en sous-catégories, d'après la gravité des peines infligées aux condamnés.

Pour l'année 1941, les dispositions pénales suivantes ont été ajoutées à celles déjà antérieurement admises dans la nomenclature :

— Au numéro d'ordre 1 :

L'article 135*bis* du Code pénal;

L'Arrêté Royal portant coordination de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, du 15 février 1937, art. 78 *bis* et 79.

— Au numéro d'ordre 5 :

La loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur du 11 septembre 1933, art. 3 et 4.

— Aux numéros d'ordre 17 et 18 :

La loi d'interdiction d'entrée en Belgique de certaines publications étrangères du 11 avril 1936, art. 2.

— Aux numéros d'ordre 38 et 39 :

L'Arrêté Royal réglementant les Bourses de

commerce et la profession d'agent de change du 30 juillet 1935, Code de commerce, livre I^{er}, titre V, art. 110 à 113;

L'Arrêté relatif aux dommages de guerre du 30 juin 1941, art. 22.

Ces ajoutés, décidés par le département de la Justice, ne constituent pas un enrichissement considérable de la matière analysée par la statistique criminelle, eu égard aux nombreux textes législatifs de nature répressive, qui ont vu le jour au cours des années 1940 et 1941.

Néanmoins, ces ajoutés au point de vue législatif d'une part, l'accroissement de la criminalité d'autre part, et peut-être aussi un meilleur soin apporté à la confection de la statistique, portent le nombre total des individus condamnés retenus par celle-ci en 1941, à 49,837, total qui dépasse de 50 % les 33,256 condamnés considérés en 1940; de sorte qu'il peut être admis, que l'œuvre de la statistique criminelle tend à compléter ses données, et à assurer une analyse meilleure de la criminalité dans son ensemble.

Le tableau des chiffres totaux qui suit et établit le rapport entre condamnés hommes et femmes, primaires et récidivistes pour les cinq dernières années, démontre l'intérêt d'une statistique aussi complète que possible.

INDIVIDUS CONDAMNÉS RETENUS PAR LA STATISTIQUE CRIMINELLE

ANNÉES	SEXES DES CONDAMNÉS	PRIMAIRES		RÉCIDIVISTES		PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES RÉUNIS	
		Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1	2	3	4	5	6	7	8
1937	Hommes	13,410	72.64	13,682	84.39	27,092	78.14
	Femmes	5,050	27.36	2,530	15.61	7,580	21.86
	<i>Ensemble</i> :	18,460	100.—	16,212	100.—	34,672	100.—
1938	Hommes	13,376	72.34	12,905	83.33	26,281	77.35
	Femmes	5,115	27.66	2,582	16.67	7,697	22.65
	<i>Ensemble</i> :	18,491	100.—	15,487	100.—	33,978	100.—
1939	Hommes	12,223	71.44	12,306	83.20	24,529	76.89
	Femmes	4,886	28.56	2,485	16.80	7,371	23.11
	<i>Ensemble</i> :	17,109	100.—	14,791	100.—	31,900	100.—
1940	Hommes	12,636	66.94	11,803	82.09	24,439	73.49
	Femmes	6,242	33.06	2,575	17.91	8,817	26.51
	<i>Ensemble</i> :	18,878	100.—	14,378	100.—	33,256	100.—
1941	Hommes	19,521	62.14	14,139	76.76	33,660	67.54
	Femmes	11,896	37.86	4,281	23.24	16,177	32.46
	<i>Ensemble</i> :	31,417	100.—	18,420	100.—	49,837	100.—

On constate en effet, depuis 1937, un accroissement proportionnel et progressif, tant chez les primaires que chez les récidivistes, qu'au sein des individus condamnés en général, de la criminalité féminine, accroissement qui se précipite en 1940, pour atteindre en 1941 des proportions très élevées, tandis que le nombre des individus condamnés retenus par la statistique criminelle a lui-même considérablement augmenté.

L'observation de phénomènes troublants d'une telle importance, fait ressortir toute l'utilité de la statistique criminelle, et convainc de la nécessité d'apporter le plus grand soin à son élaboration.

C'est dans cet esprit que l'Office Central de Statistique a, cette année, par l'addition de deux nouveaux tableaux, multiplié les aspects sous lesquels les individus condamnés sont envisagés.

Ces aspects d'intérêt social se succèdent comme suit :

1. Etat civil du condamné.
2. Profession du condamné.
3. Age du condamné.
4. Arrondissement où l'infraction a été commise.
5. Canton de naissance, du domicile et du lieu des faits.
6. Récidive générale et spéciale.
7. Ivrognerie.

Rédaction des tableaux. — La distinction entre condamnés primaires et condamnés récidivistes s'établit comme suit : on considère comme récidiviste tout individu qui, au moment où il commettait l'infraction pour laquelle il figure dans la statistique criminelle, avait déjà encouru une condamnation pour un fait rentrant dans le cadre de cette statistique. On le considère donc comme primaire s'il n'a subi auparavant que des condamnations dont la statistique criminelle ne tient pas compte : par exemple, des condamnations pour délits de chasse, fraude douanière, etc.

La méthode employée pour la présentation des tableaux n'est pas uniforme; il n'a, en effet, pas été possible d'intégrer partout dans un tableau unique à la fois la nature de l'infraction conformément à la nomenclature, la désignation du sexe du condamné, et son état de primaire ou de récidiviste.

Il a fallu, dans la confection des relevés, se soumettre aux possibilités, tout en ayant soin d'adapter la forme au maximum de convenance des consultants de la statistique.

C'est pourquoi, il a été jugé utile de faire précéder chaque tableau d'un exposé succinct, motivant la forme admise et contenant telles remarques qui s'imposent.

Il est à noter que dans aucun tableau le n° 26 de la nomenclature, afférent au duel, n'a été reproduit, faute de condamnation pour ce délit.

TABLEAU n° 30

Ce tableau constitue à la fois le bilan et le contrôle de la méthode employée pour arriver au dénombrement des individus définitivement condamnés.

A cet effet, les nombres des condamnations individuelles et des condamnations décomptées sont mis en rapport avec ceux des condamnés.

Les données doivent permettre un examen général des résultats de la statistique criminelle par sexe, par primaire et récidiviste et par nature d'infractions; il a donc semblé adéquat de consigner tous les éléments dans un tableau unique, plus complet que ceux antérieurement publiés, puisque l'ensemble des individus condamnés des deux sexes y est mentionné par infraction.

Il est à remarquer que le total des condamnations individuelles par groupe ou sous-groupe d'infractions ne peut pas, en général, dépasser le nombre de condamnations de l'espèce énumérées dans l'ensemble de la statistique de l'administration de la Justice.

Il y a lieu de tenir compte, pour la comparaison, des condamnations prononcées par les cours d'assises, les tribunaux correctionnels et les tribunaux de simple police.

Les condamnations des tribunaux de simple police ne sont pas publiées par nature d'infraction dans la statistique judiciaire, néanmoins ces éléments sont enregistrés par l'Office Central de Statistique et peuvent toujours y être obtenus.

**Tableau n° 30. — NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES
ET DES CONDAMNÉS PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES, PAR SEXE ET PAR NATURE D'INFRACTIONS**

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la no- men- cla- ture	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES		
			Pri- maires et réci- divistes réunis	Pri- maires	Réci- divistes	Pri- maires et réci- divistes réunis	Pri- maires	Réci- divistes	Pri- maires et réci- divistes réunis	Pri- maires	Réci- divistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes	9	6	3	9	6	3	—	—	—
		Femmes	2	1	1	2	1	1	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	11	7	4	11	7	4	—	—	—
Contrefaçon ou altéra- tion de : monnaies, effets publics, tim- bres, sceaux, etc.	2	Hommes	116	80	36	114	79	35	2	1	1
		Femmes	83	68	15	78	64	14	5	4	1
		<i>Ensemble</i> :	199	148	51	192	143	49	7	5	2
Faux en écritures	3	Hommes	616	387	229	593	380	213	23	7	16
		Femmes	164	134	30	156	131	25	8	3	5
		<i>Ensemble</i> :	780	521	259	749	511	238	31	10	21
Faux témoignage ou serment	4	Hommes	26	16	10	25	15	10	1	1	—
		Femmes	15	10	5	15	10	5	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	41	26	15	40	25	15	1	1	—
Usurpation de fonc- tions, de titre ou de nom	5	Hommes	213	148	65	201	144	57	12	4	8
		Femmes	67	61	6	63	59	4	4	2	2
		<i>Ensemble</i> :	280	209	71	264	203	61	16	6	10
Infractions contre l'or- dre public par des fonctionnaires ou mi- nistres des cultes	6	Hommes	38	33	5	37	32	5	1	1	—
		Femmes	1	1	—	1	1	—	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	39	34	5	38	33	5	1	1	—
Infractions contre l'or- dre public par des particuliers : <i>peines correctionn^{lles}</i>	7	Hommes	5,033	2,587	2,446	4,760	2,510	2,250	273	77	196
		Femmes	1,364	934	430	1,318	919	399	46	15	31
		<i>Ensemble</i> :	6,397	3,521	2,876	6,078	3,429	2,649	319	92	227
<i>peines de police</i>	8	Hommes	1,153	744	409	1,093	709	384	60	35	25
		Femmes	445	353	92	425	341	84	20	12	8
		<i>Ensemble</i> :	1,598	1,097	501	1,518	1,050	468	80	47	33
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes	265	106	159	249	103	146	16	3	13
		Femmes	43	25	18	42	25	17	1	—	1
		<i>Ensemble</i> :	308	131	177	291	128	163	17	3	14
Avortement	10	Hommes	13	6	7	13	6	7	—	—	—
		Femmes	76	53	23	75	53	22	1	—	1
		<i>Ensemble</i> :	89	59	30	88	59	29	1	—	1
Exposition ou délaisse- ment d'enfants	11	Hommes	62	22	40	56	20	36	6	2	4
		Femmes	42	30	12	42	30	12	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	104	52	52	98	50	48	6	2	4
Destruction ou supposi- tion d'état	12	Hommes	2	1	1	2	1	1	—	—	—
		Femmes	2	—	2	2	—	2	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	4	1	3	4	1	3	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	Hommes	16	10	6	15	9	6	1	1	—
		Femmes	8	5	3	7	5	2	1	—	1
		<i>Ensemble</i> :	24	15	9	22	14	8	2	1	1
Attentats à la pudeur et viols : <i>peines criminelles</i>	14	Hommes	1	—	1	1	—	1	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	1	—	1	1	—	1	—	—	—
<i>peines correctionn^{lles}</i>	15	Hommes	282	174	108	277	170	107	5	4	1
		Femmes	17	10	7	17	10	7	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	299	184	115	294	180	114	5	4	1

Tableau n° 30 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la no- men- cla- ture	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES		
			Pri- maires et réci- distes réunis	Pri- maires	vistes Réci- di-	Pri- maires et réci- distes réunis	Pri- maires	Réci- distes	Pri- maires et réci- distes réunis	Pri- maires	Réci- distes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Violation du secret des lettres et autres com- munications	33	Hommes	2	2	—	2	2	—	—	—	—
		Femmes	1	—	1	1	—	1	—	—	—
		Ensemble :	3	2	1	3	2	1	—	—	—
Vols et maraudages : <i>peines criminelles</i>	34	Hommes	2	2	—	2	2	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	2	2	—	2	2	—	—	—	—
<i>peines correctionnelles</i>	35	Hommes	11,470	6,442	5,028	10,784	6,201	4,583	686	241	445
		Femmes	5,091	3,725	1,366	4,905	3,633	1,272	186	92	94
		Ensemble :	16,561	10,167	6,394	15,689	9,834	5,855	872	333	539
<i>peines de police</i>	36	Hommes	2,855	2,016	839	2,710	1,947	763	145	69	76
		Femmes	1,827	1,399	428	1,747	1,362	385	80	37	43
		Ensemble :	4,682	3,415	1,267	4,457	3,309	1,148	225	106	119
Banqueroute	37	Hommes	50	35	15	49	35	14	1	—	1
		Femmes	10	5	5	10	5	5	—	—	—
		Ensemble :	60	40	20	59	40	19	1	—	1
Abus de confiance, es- croquerie, tromperie: <i>peines correctionnelles</i>	38	Hommes	4,128	2,331	1,797	3,865	2,255	1,610	263	76	187
		Femmes	1,767	1,379	388	1,714	1,351	363	53	28	25
		Ensemble :	5,895	3,710	2,185	5,579	3,606	1,973	316	104	212
<i>peines de police</i>	39	Hommes	87	59	28	86	59	27	1	—	1
		Femmes	44	36	8	42	34	8	2	2	—
		Ensemble :	131	95	36	128	93	35	3	2	1
Recel	40	Hommes	1,975	1,063	912	1,856	1,034	822	119	29	90
		Femmes	1,562	1,128	434	1,518	1,098	420	44	30	14
		Ensemble :	3,537	2,191	1,346	3,374	2,132	1,242	163	59	104
Incendie : <i>peines criminelles</i>	41	Hommes	1	—	1	1	—	1	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	1	—	1	1	—	1	—	—	—
<i>peines correctionnelles</i>	42	Hommes	2	1	1	2	1	1	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	2	1	1	2	1	1	—	—	—
Destructions et domma- ges : <i>peines criminelles</i>	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>peines correctionnelles</i>	44	Hommes	231	113	118	213	110	103	18	3	15
		Femmes	44	23	21	41	22	19	3	1	2
		Ensemble :	275	136	139	254	132	122	21	4	17
<i>peines de police</i>	45	Hommes	201	134	67	191	127	64	10	7	3
		Femmes	63	51	12	60	49	11	3	2	1
		Ensemble :	264	185	79	251	176	75	13	9	4
Totaux :		Hommes	35,713	20,217	15,496	33,660	19,521	14,139	2,053	696	1,357
		Femmes	16,791	12,194	4,597	16,177	11,896	4,281	614	298	316
		Ensemble :	52,504	32,411	20,093	49,837	31,417	18,420	2,667	994	1,673
Totaux d'ensemble en	1940		34,926	19,336	15,590	33,256	18,878	14,378	1,670	458	1,212
	1939		34,004	17,577	16,427	31,900	17,109	14,791	2,104	468	1,636
	1938		36,292	19,085	17,207	33,978	18,491	15,487	2,314	594	1,720

TABLEAU n° 31

Les tableaux portant les n°s 31 et 32 dans la publication de la statistique décennale (1931 à 1940) ont été fusionnés ici dans un tableau unique sous le n° 31.

La forme adoptée est similaire à celle du tableau n° 30 et convient particulièrement à l'examen de l'état-civil du condamné.

Elle permet, en effet, de répartir par groupes d'infractions les condamnés primaires et récidivistes en célibataires, mariés, veufs ou divorcés sans enfants ou ayant des enfants, non seulement pour chacun des deux sexes, mais aussi pour les deux sexes réunis, ce qui constitue un enrichissement des données des tableaux antérieurement publiés.

Il est à remarquer que les chiffres de l'année 1941 font ressortir une nouvelle augmentation des condamnés mariés ou veufs ayant des enfants, augmentation qui s'était déjà fait jour antérieurement et avait pris de larges proportions en 1940.

Ce phénomène est d'autant plus inquiétant à constater qu'un accroissement de criminalité dans ces catégories dénote un ébranlement moral de la société dans ses fondements même : la famille.

Les proportions à cet égard se présentent comme suit, les années 1931 et 1938 à 1941 étant prises en considération :

ÉTAT CIVIL DES CONDAMNÉS 1	1931		1938		1939		1940		1941	
	Chiffres absolus 2	% 3	Chiffres absolus 4	% 5	Chiffres absolus 6	% 7	Chiffres absolus 8	% 9	Chiffres absolus 10	% 11
Célibataires	14,025	36.66	10,510	30.94	9,576	30.02	8,432	25.35	12,596	25.28
Mariés :										
Sans enfants	5,959	15.57	6,093	17.93	5,820	18.24	5,748	17.29	8,220	16.49
Avec enfants	16,626	43.45	15,619	45.97	14,636	45.88	17,044	51.25	26,221	52.61
Veufs :										
Sans enfants	318	0.83	355	1.04	354	1.11	387	1.16	589	1.18
Avec enfants	760	1.99	652	1.92	720	2.26	914	2.75	1,430	2.87
Divorcés :										
Sans enfants	262	0.68	431	1.27	432	1.35	411	1.24	468	0.94
Avec enfants	244	0.64	262	0.77	325	1.02	274	0.82	310	0.62
Etat civil inconnu	68	0.18	56	0.16	37	0.12	46	0.14	3	0.01
<i>Total des individus condamnés :</i>	38,262	100. —	33,978	100. —	31,900	100. —	33,256	100. —	49,837	100. —

Tableau n° 31. — ÉTAT

NATURE DES INFRACTIONS 1	N° de la nomenclature 2	SEXE des condamnés 3	CÉLIBATAIRES		MARIÉS			
			Pri-maires 4	Réci-di-vistes 5	sans enfants		avec enfants	
					Pri-maires 6	Réci-di-vistes 7	Pri-maires 8	Réci-di-vistes 9
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes	1	—	3	1	2	2
		Femmes	—	—	—	—	1	1
		<i>Ensemble</i> :	1	—	3	1	3	3
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc. . .	2	Hommes	28	5	15	6	33	21
		Femmes	6	3	10	2	44	6
		<i>Ensemble</i> :	34	8	25	8	77	27
Faux en écritures	3	Hommes	90	42	87	48	184	96
		Femmes	22	7	24	4	75	12
		<i>Ensemble</i> :	112	49	111	52	259	108
Faux témoignage ou serment	4	Hommes	6	4	3	1	6	4
		Femmes	4	—	1	2	4	2
		<i>Ensemble</i> :	10	4	4	3	10	6
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	Hommes	89	20	7	8	43	28
		Femmes	27	—	7	2	23	2
		<i>Ensemble</i> :	116	20	14	10	66	30
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes	5	—	5	2	21	3
		Femmes	1	—	—	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	6	—	5	2	21	3
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes	766	441	302	393	1,364	1,283
		Femmes	159	34	118	59	582	265
		<i>Ensemble</i> :	925	475	420	452	1,946	1,548
peines de police	8	Hommes	257	67	100	69	334	227
		Femmes	69	11	79	18	185	45
		<i>Ensemble</i> :	326	78	179	87	519	272
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes	38	47	8	21	56	66
		Femmes	3	1	2	3	18	12
		<i>Ensemble</i> :	41	48	10	24	74	78
Avortement	10	Hommes	—	—	1	2	4	4
		Femmes	18	3	11	3	21	13
		<i>Ensemble</i> :	18	3	12	5	25	17
Exposition ou délaissement d'enfants	11	Hommes	—	—	1	4	17	27
		Femmes	7	1	1	—	20	11
		<i>Ensemble</i> :	7	1	2	4	37	38
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes	—	1	—	—	—	—
		Femmes	—	1	—	—	—	1
		<i>Ensemble</i> :	—	2	—	—	—	1
Enlèvement de mineurs	13	Hommes	5	1	1	—	3	4
		Femmes	—	—	—	—	5	2
		<i>Ensemble</i> :	5	1	1	—	8	6
Attentats à la pudeur et viols	14	Hommes	—	—	—	1	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	—	—	—	1	—	—
peines correctionn.	15	Hommes	104	33	17	18	42	48
		Femmes	3	2	4	1	3	3
		<i>Ensemble</i> :	107	35	21	19	45	51

CIVIL DES CONDAMNÉS

VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT-CIVIL INCONNU		TOTAL		
sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		Pri- maires	Récidi- vistes	Pri- maires	Récidi- vistes	Primaires et récidivistes réunis
Pri- maires 10	Récidi- vistes 11	Pri- maires 12	Récidi- vistes 13	Pri- maires 14	Récidi- vistes 15	Pri- maires 16	Récidi- vistes 17					
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	3	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	4	11
1	—	1	1	1	2	—	—	—	—	79	35	114
1	1	3	2	—	—	—	—	—	—	64	14	78
2	1	4	3	1	2	—	—	—	—	143	49	192
2	2	10	7	6	13	1	5	—	—	380	213	593
3	—	7	2	—	—	—	—	—	—	131	25	156
5	2	17	9	6	13	1	5	—	—	511	238	749
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	15	10	25
—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	10	5	15
—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	25	15	40
1	1	2	—	1	—	—	—	1	—	144	57	201
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	59	4	63
2	1	3	—	1	—	—	—	1	—	203	61	264
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	32	5	37
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	33	5	38
14	21	56	59	3	31	5	20	—	2	2,510	2,250	4,760
8	5	45	26	3	5	4	5	—	—	919	399	1,318
22	26	101	85	6	36	9	25	—	2	3,429	2,649	6,078
3	4	10	6	3	9	2	2	—	—	709	384	1,093
1	1	6	6	1	3	—	—	—	—	341	84	425
4	5	16	12	4	12	2	2	—	—	1,050	468	1,518
—	—	1	5	—	4	—	3	—	—	103	146	249
1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	25	17	42
1	—	2	6	—	4	—	3	—	—	128	163	291
—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	6	7	13
2	—	1	3	—	—	—	—	—	—	53	22	75
2	—	2	4	—	—	—	—	—	—	59	29	88
—	1	2	4	—	—	—	—	—	—	20	36	56
—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	30	12	42
—	1	4	4	—	—	—	—	—	—	50	48	98
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	3	4
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	9	6	15
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	7
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	14	8	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
1	1	5	6	1	1	—	—	—	—	170	107	277
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	10	7	17
1	1	5	7	1	1	—	—	—	—	180	114	294

Tableau n° 31 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	N° de la nomenclature 2	SEXE des condamnés 3	CÉLIBATAIRES		MARIÉS			
			Pri-maires 4	Réci-di-vistes 5	sans enfants		avec enfants	
					Pri-maires 6	Réci-di-vistes 7	Pri-maires 8	Réci-di-vistes 9
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes	12	8	18	17	26	24
		Femmes	30	7	34	38	63	41
		<i>Ensemble</i> :	42	15	52	55	89	65
Outrages publics aux mœurs { peines correctionn.	17	Hommes	101	25	21	23	32	34
		Femmes	132	9	17	5	30	18
		<i>Ensemble</i> :	233	34	38	28	62	52
Outrages publics aux mœurs { peines de police	18	Hommes	—	1	—	—	1	—
		Femmes	—	—	—	—	1	—
		<i>Ensemble</i> :	—	1	—	—	2	—
Adultère et bigamie	19	Hommes	162	102	233	198	212	166
		Femmes	—	—	224	59	354	111
		<i>Ensemble</i> :	162	102	457	257	566	277
Abandon de famille	20	Hommes	2	1	13	29	26	35
		Femmes	1	—	—	—	4	2
		<i>Ensemble</i> :	3	1	13	29	30	37
Meurtre { peines criminelles	21	Hommes	3	1	1	1	1	1
		Femmes	—	—	—	—	1	1
		<i>Ensemble</i> :	3	1	1	1	2	2
Meurtre { peines correctionn.	22	Hommes	—	—	—	—	—	—
		Femmes	1	—	—	—	2	—
		<i>Ensemble</i> :	1	—	—	—	2	—
Lésions corporelles volontaires { peines criminelles	23	Hommes	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires { peines correctionn.	24	Hommes	415	238	123	165	444	556
		Femmes	50	12	56	38	213	147
		<i>Ensemble</i> :	465	250	179	203	657	703
Lésions corporelles volontaires { peines de police	25	Hommes	475	149	228	198	709	576
		Femmes	185	27	178	109	804	384
		<i>Ensemble</i> :	660	176	406	307	1,513	960
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes	17	11	6	5	10	5
		Femmes	—	—	4	2	5	2
		<i>Ensemble</i> :	17	11	10	7	15	7
Calomnies et injures { peines correctionn.	28	Hommes	24	6	7	13	30	29
		Femmes	9	3	7	4	38	25
		<i>Ensemble</i> :	33	9	14	17	68	54
Calomnies et injures { peines de police	29	Hommes	17	6	8	12	47	15
		Femmes	27	3	22	10	93	42
		<i>Ensemble</i> :	44	9	30	22	140	57
Violation de sépulture	30	Hommes	—	—	—	—	—	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	—	—	—	—	—	1
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes	1	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	1	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	Hommes	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	—	—	—	—	—	—

Tableau n° 31 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	N° de la nomenclature 2	SEXE des condamnés 3	CÉLIBATAIRES		MARIÉS			
			Pri-maires 4	Récidi-vistes 5	sans enfants		avec enfants	
					Pri-maires 6	Récidi-vistes 7	Pri-maires 8	Récidi-vistes 9
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes Femmes Ensemble :	— — —	— — —	— — —	— — —	2 — 2	— 1 1
Vols et maraudages {	34	peines criminelles	—	—	1	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	—	1	—	—	—
peines correctionn.	35	Hommes	2,702	1,182	772	757	2,607	2,327
		Femmes	866	125	624	228	1,951	767
		Ensemble :	3,568	1,307	1,396	985	4,558	3,094
peines de police	36	Hommes	795	122	296	183	795	402
		Femmes	287	23	248	83	736	232
		Ensemble :	1,082	145	544	266	1,531	634
Banqueroute	37	Hommes	9	3	7	6	16	4
		Femmes	1	2	1	—	2	3
		Ensemble :	10	5	8	6	18	7
Abus de confiance, escroquerie, tromperie {	38	peines correctionn.	551	283	333	297	1,308	883
		Femmes	242	36	160	59	841	219
		Ensemble :	793	319	493	356	2,149	1,102
peines de police	39	Hommes	18	1	6	6	33	19
		Femmes	10	—	3	1	16	5
		Ensemble :	28	1	9	7	49	24
Recel	40	Hommes	210	90	146	129	640	542
		Femmes	130	19	145	57	733	278
		Ensemble :	340	109	291	186	1,373	820
Incendie	41	peines criminelles	—	1	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	1	—	—	—	—
peines correctionn.	42	Hommes	1	1	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	1	1	—	—	—	—
Destructions et dommages {	43	peines criminelles	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	—	—	—	—	—
peines correctionn.	44	Hommes	52	27	8	20	47	45
		Femmes	6	—	3	6	13	10
		Ensemble :	58	27	11	26	60	55
peines de police	45	Hommes	65	16	18	9	43	31
		Femmes	13	2	7	—	25	6
		Ensemble :	78	18	25	9	68	37
Totaux :		Hommes	7,021	2,935	2,795	2,642	9,138	7,508
		Femmes	2,309	331	1,990	793	6,906	2,669
		Ensemble :	9,330	3,266	4,785	3,435	16,044	10,177

VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT-CIVIL INCONNU		TOTAL		
sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		Pri-maires	Récidi-vistes	Pri-maires	Récidi-vistes	Primaires et récidivistes réunis
Pri-maires	Récidi-vistes	Pri-maires	Récidi-vistes	Pri-maires	Récidi-vistes	Pri-maires	Récidi-vistes					
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
33	80	64	118	15	85	8	34	—	—	6,201	4,583	10,784
37	34	124	62	15	25	16	31	—	—	3,633	1,272	4,905
70	114	188	180	30	110	24	65	—	—	9,834	5,855	15,689
22	23	37	28	2	4	—	1	—	—	1,947	763	2,710
19	11	59	23	6	8	7	5	—	—	1,362	385	1,747
41	34	96	51	8	12	7	6	—	—	3,309	1,148	4,457
—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	35	14	49
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	10
1	—	1	1	2	—	—	—	—	—	40	19	59
12	28	42	45	7	53	2	21	—	—	2,255	1,610	3,865
21	10	72	22	6	5	9	12	—	—	1,351	363	1,714
33	38	114	67	13	58	11	33	—	—	3,606	1,973	5,579
—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	59	27	86
—	1	4	—	—	—	1	1	—	—	34	8	42
—	1	6	—	—	1	1	1	—	—	93	35	128
7	14	26	29	5	11	—	7	—	—	1,034	822	1,856
15	11	64	40	8	5	3	10	—	—	1,098	420	1,518
22	25	90	69	13	16	3	17	—	—	2,132	1,242	3,374
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	2	2	6	—	—	—	3	—	—	110	103	213
—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	22	19	41
1	2	2	7	—	1	—	4	—	—	132	122	254
1	2	—	4	—	2	—	—	—	—	127	64	191
—	—	4	2	—	1	—	—	—	—	49	11	60
1	2	4	6	—	3	—	—	—	—	176	75	251
129	232	333	411	74	275	30	134	1	2	19,521	14,139	33,660
133	95	455	231	50	69	53	93	—	—	11,896	4,281	16,177
262	327	788	642	124	344	83	227	1	2	31,417	18,420	49,837

TABLEAU n° 32

Depuis la fondation de la « Statistique Judiciaire de la Belgique », donc depuis 1898, aucun essai n'avait été entrepris pour faire connaître l'individu condamné sous l'aspect de la profession qu'il exerçait au moment des faits délicieux; bien que, dès leur création, les bulletins de condamnation reposant au casier judiciaire central, faisaient mention de la profession.

La difficulté résidait dans le critère à adopter aux fins de pouvoir répartir en des groupements, l'activité économique ou l'état social signalés pour chaque individu.

Le problème n'a pu être résolu que grâce à l'expérience apportée en la matière par les spécialistes en statistique démographique de l'Office Central.

Quatre groupes déterminant chacun un domaine d'activité économique sont pris en considération, notamment : agriculture et forêts, pêche, industrie, commerce.

Trois groupes d'activité dans le domaine social suivent : les professions libérales, les fonctions publiques, et le service de la maison, des biens ou des personnes.

Constituent enfin des groupes principaux, les professions non déterminées et les absences de professions.

De sorte que la répartition totale se fait sur neuf groupes principaux.

En ce qui concerne les sous-groupes qui subdivisent les groupes principaux et y cherchent le domaine d'activité précise, il a fallu, au sein des quatre premiers groupes qui sont d'ordre nettement économique, établir l'état social des intéressés, à savoir s'ils sont patron, employé, ouvrier, aidant ou éventuellement d'état social indéterminable.

A partir du groupe V (professions libérales), la recherche de l'état social ne s'impose plus par sous-groupe, l'état social étant déterminé par la profession elle-même, et les VIII^e et IX^e groupes ne nécessitent aucune subdivision.

C'est selon cette méthode que le tableau n° 32 réparti d'après leur profession, successivement les hommes condamnés et les femmes condamnées.

Il n'a pas été cru indispensable de pousser la comparaison des professions exercées par chacun des deux sexes jusque dans le détail, ce qui eut imposé de nouvelles subdivisions dans chacun des sous-groupes et des états sociaux. Il a paru suffisant de terminer le tableau par une récapitulation, énonçant par groupe principal les chiffres pour chacun des sexes et celui des deux sexes réunis.

La nomenclature étendue des infractions n'a pas été suivie; la nomenclature générique restreinte à l'usage de l'établissement de la récidive spéciale a été adoptée (on trouvera le modèle et l'exposé de cette nomenclature à la page 169).

Il n'a pas été tenu compte non plus de la distinction des condamnés entre primaires et récidivistes.

Ce tableau, en somme intentionnellement confectionné sous une forme concise et simple, aborde la question de la profession des condamnés avec le souci de rendre sa répétition possible dans les années à venir, de sorte que les comparaisons futures des chiffres puissent apporter en la matière une clarté certaine, au cours d'une évolution, qui ne manquera pas d'intérêt.

Tableau n° 32. — HOMMES CONDAMNÉS, RÉPARTIS PAR PROFESSION, ÉTAT SOCIAL ET PAR GROUPE GÉNÉRIQUE DE L'INFRACTION COMMISE

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

I. — Agriculture — Forêts

Jardinage, culture maraîchère, arboriculture, horticulture, viticulture	Patrons	22	1	40	—	3	9	—	—	4	79
	Employés	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2
	Ouvriers	11	—	47	1	2	18	—	—	3	82
	Aidants	1	—	1	1	—	—	—	—	—	3
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Agriculture, élevage	Patrons	1,133	27	1,242	15	31	548	3	31	51	3,081
	Employés	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	112	12	535	19	22	151	—	6	20	877
	Aidants	7	1	11	—	—	7	—	—	1	27
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exploitation des forêts, défrichage, etc.	Patrons	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	7	—	43	2	—	7	—	1	—	60
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
<i>Total :</i>	Patrons	1,155	28	1,283	15	34	557	3	31	55	3,161
	Employés	—	—	3	—	1	—	—	—	—	4
	Ouvriers	130	12	625	22	24	176	—	7	23	1,019
	Aidants	8	1	12	1	—	7	—	—	1	30
	Indéterm.	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
		1,293	41	1,923	38	59	741	3	38	79	4,215

II. — Pêche

Pêche maritime	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	9	—	23	—	—	4	—	—	1	37
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche en eau douce, pisciculture, ostréiculture, mytiliculture, etc.	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	—	—	2	1	—	1	—	—	1	5
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	9	—	25	1	—	5	—	—	2	42
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		9	—	25	1	—	5	—	—	2	42

Tableau n° 32 (suite).

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patrons	3	—	15	—	4	1	—	—	—	23
	Employés	—	1	4	—	—	1	—	—	—	6
	Ouvriers	16	1	93	5	4	10	—	2	1	132
	Aidants	—	—	3	—	—	—	—	—	—	3
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patrons	1	—	11	3	—	3	—	1	—	19
	Employés	6	1	9	1	—	2	—	—	—	19
	Ouvriers	119	4	494	57	11	90	—	3	6	784
	Aidants	2	—	13	—	1	1	—	—	1	18
	Indéterm.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patrons	37	1	55	10	2	27	1	4	3	140
	Employés	66	2	144	31	5	39	—	1	4	292
	Ouvriers	449	—	1,543	149	31	292	3	12	35	2,514
	Aidants	1	—	8	—	—	1	—	—	—	10
	Indéterm.	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
<i>Total :</i>	Patrons	285	5	417	59	17	141	1	15	15	955
	Employés	89	6	206	39	9	53	—	1	4	407
	Ouvriers	2,080	95	9,396	663	224	1,852	26	69	139	14,544
	Aidants	29	—	185	8	6	15	1	2	9	255
	Indéterm.	3	—	5	—	—	—	—	—	—	8
		2,486	106	10,209	769	256	2,061	28	87	167	16,169

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patrons	664	19	1,331	100	50	357	1	25	51	2,598
	Employés	22	1	87	19	1	17	—	2	1	150
	Ouvriers	65	5	148	15	3	46	—	1	6	289
	Aidants	2	—	7	—	—	2	—	1	—	12
	Indéterm.	1	—	1	—	—	1	—	—	—	3
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patrons	109	1	133	14	26	40	2	6	3	334
	Employés	191	11	570	107	33	100	2	6	5	1,025
	Ouvriers	31	1	113	32	13	19	1	—	1	211
	Aidants	4	—	29	1	—	—	—	1	—	35
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	Patrons	773	20	1,464	114	76	397	3	31	54	2,932
	Employés	213	12	657	126	34	117	2	8	6	1,175
	Ouvriers	96	6	261	47	16	65	1	1	7	500
	Aidants	6	—	36	1	—	2	—	2	—	47
	Indéterm.	1	—	1	—	—	1	—	—	—	3
		1,089	38	2,419	288	126	582	6	42	67	4,657

Tableau n° 32 (suite).

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	10	—	15	9	—	11	1	—	—	46
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	15	—	24	17	5	8	—	—	1	70
Cultes	2	—	1	—	3	1	—	—	—	7
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes	6	—	5	2	—	1	—	—	—	14
Professions libérales diverses	8	1	15	5	—	3	—	—	—	32
<i>Total :</i>	41	1	60	33	8	24	1	—	1	169

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'État et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	16	—	56	7	2	15	—	—	2	98
Institutions d'assistance communales	1	—	3	2	1	2	—	—	—	9
Pouvoir judiciaire	4	—	3	—	—	1	—	—	—	8
Personnel enseignant	15	2	11	4	6	9	—	2	—	49
Armée	12	2	57	9	6	18	2	4	1	111
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	38	3	77	10	4	14	—	6	2	154
<i>Total :</i>	86	7	207	32	19	59	2	12	5	429

VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Gardé et gestion de propriétés	20	—	48	5	4	14	—	1	2	94
Service domestique et des personnes	15	3	103	7	4	19	—	—	4	155
Soins personnels	28	—	87	11	9	19	1	—	2	157
<i>Total :</i>	63	3	238	23	17	52	1	1	8	406

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

.	858	43	3,897	190	127	764	12	34	60	5,985
-----------	-----	----	-------	-----	-----	-----	----	----	----	-------

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

.	178	10	1,106	30	33	200	1	12	18	1,588
TOTAL GENERAL	6,103	249	20,084	1,404	645	4,488	54	226	407	33,660
DES HOMMES CONDAMNES	6,103	249	20,084	1,404	645	4,488	54	226	407	33,660

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patronnes	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2
	Employées	1	—	11	—	1	1	—	1	—	15
	Ouvrières	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patronnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	1	—	10	—	—	1	—	—	—	12
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises . . .	Patronnes	1	—	5	1	—	2	—	—	—	9
	Employées	1	—	2	—	—	—	—	—	—	3
	Ouvrières	6	—	22	2	—	4	—	—	2	36
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	Patronnes	11	—	37	5	4	10	—	1	—	68
	Employées	2	—	15	1	1	1	—	1	—	21
	Ouvrières	82	2	554	75	25	115	3	11	7	874
	Aidantes	2	—	12	—	1	1	—	—	—	16
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		97	2	618	81	31	127	3	13	7	979

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patronnes	159	2	381	27	43	93	1	12	5	723
	Employées	3	—	24	9	4	8	—	—	—	48
	Ouvrières	18	—	50	9	9	14	1	—	—	101
	Aidantes	—	—	2	2	—	—	—	—	—	4
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière . . .	Patronnes	56	—	74	17	68	31	—	7	3	256
	Employées	18	—	57	24	10	14	—	4	2	129
	Ouvrières	10	—	45	12	20	14	—	3	1	105
	Aidantes	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	Patronnes	215	2	455	44	111	124	1	19	8	979
	Employées	21	—	81	33	14	22	—	4	2	177
	Ouvrières	28	—	95	21	29	28	1	3	1	206
	Aidantes	—	—	2	3	—	—	—	—	—	5
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		264	2	633	101	154	174	2	26	11	1,367

Tableau n° 32 (suite).

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	—	—	4	1	—	1	—	1	—	7
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	3	—	3	2	1	—	—	—	—	9
Cultes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Professions libérales diverses	—	—	4	2	—	—	—	—	—	6
<i>Total :</i>	3	—	12	5	1	1	—	1	—	23

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'État et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	—	—	2	—	—	—	—	1	—	3
Institutions d'assistance communales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pouvoir judiciaire	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Personnel enseignant	3	—	4	—	—	4	—	—	—	11
Armée	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	1	—	2	—	—	2	—	—	—	5
<i>Total :</i>	4	—	8	1	—	6	—	1	—	20

VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	—	—	10	1	—	3	—	—	—	14
Service domestique et des personnes .	28	—	359	30	54	40	—	8	3	522
Soins personnels	14	—	68	17	11	13	—	2	1	126
<i>Total :</i>	42	—	437	48	65	56	—	10	4	662

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

.	140	4	920	148	58	192	—	19	13	1,494
-----------	-----	---	-----	-----	----	-----	---	----	----	-------

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

.	1,020	34	7,059	498	178	1,730	10	220	60	10,809
TOTAL GENERAL										
DES FEMMES CONDAMNEES :	1,810	42	10,185	833	489	2,352	15	300	101	16,177

RÉCAPITULATION

Tableau n° 32 (suite).

PROFESSIONS	SEXE	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. Agriculture et forêts	Hommes	1,293	41	1,923	38	59	741	3	38	79	4,215
	Femmes	240	—	498	1	2	66	—	10	6	823
	Ensemble	1,533	41	2,421	39	61	807	3	48	85	5,038
II. Pêche	Hommes	9	—	25	1	—	5	—	—	2	42
	Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ensemble	9	—	25	1	—	5	—	—	2	42
III. Industrie	Hommes	2,486	106	10,209	769	256	2,061	28	87	167	16,169
	Femmes	97	2	618	81	31	127	3	13	7	979
	Ensemble	2,583	108	10,827	850	287	2,188	31	100	174	17,148
IV. Commerce	Hommes	1,089	38	2,419	288	126	582	6	42	67	4,657
	Femmes	264	2	633	101	154	174	2	26	11	1,367
	Ensemble	1,353	40	3,052	389	280	756	8	68	78	6,024
V. Professions libérales	Hommes	41	1	60	33	8	24	1	—	1	169
	Femmes	3	—	12	5	1	1	—	1	—	23
	Ensemble	44	1	72	38	9	25	1	1	1	192
VI. Fonctions publiques	Hommes	86	7	207	32	19	59	2	12	5	429
	Femmes	4	—	8	1	—	6	—	1	—	20
	Ensemble	90	7	215	33	19	65	2	13	5	449
VII. Service de la maison, des biens et des personnes	Hommes	63	3	238	23	17	52	1	1	8	406
	Femmes	42	—	437	48	65	56	—	10	4	662
	Ensemble	105	3	675	71	82	108	1	11	12	1,068
VIII. Professions non déterminées	Hommes	858	43	3,897	190	127	764	12	34	60	5,985
	Femmes	140	4	920	148	58	192	—	19	13	1,494
	Ensemble	998	47	4,817	338	185	956	12	53	73	7,479
IX. Sans profession	Hommes	178	10	1,106	30	33	200	1	12	18	1,588
	Femmes	1,020	34	7,059	498	178	1,730	10	220	60	10,809
	Ensemble	1,198	44	8,165	528	211	1,930	11	232	78	12,397
Total hommes :		6,103	249	20,084	1,404	645	4,488	54	226	407	33,660
Total femmes :		1,810	42	10,185	883	489	2,352	15	300	101	16,177
TOTAL GENERAL :		7,913	291	30,269	2,287	1,134	6,840	69	526	508	49,837

TABLEAUX n°s 33 ET 34

Dans la statistique judiciaire décennale, le souci d'abrégier les tableaux avait conduit à publier l'âge des condamnés suivant deux principes différents.

Le tableau n° 33 s'était contenté d'une échelle restreinte des âges, ceux-ci étant considérés de décade en décade, avec, comme premier groupe les condamnés de moins de 21 ans et comme dernier groupe ceux de 60 ans et plus.

Il tenait compte de la nature de l'infraction et du sexe.

Il a paru souhaitable de maintenir ce tableau, qui énonce l'âge des condamnés des deux sexes réunis et qui permet un examen sommaire et rapide de la matière.

Les pourcentages des condamnés par groupes d'âge depuis 1937, reproduits ci-dessous, nous montrent le moyen de tirer aisément profit des données de ce tableau.

ANNÉES	POURCENTAGES DES CONDAMNÉS					
	de moins de 21 ans	de 21 ans à moins de 30 ans	de 30 ans à moins de 40 ans	de 40 ans à moins de 50 ans	de 50 ans à moins de 60 ans	de 60 ans et plus
1	2	3	4	5	6	7
HOMMES						
1937	6.48	29.72	32.01	18.56	9.18	4.05
1938	7.01	29.48	32.26	17.82	9.25	4.15
1939	7.23	25.23	33.37	19.77	10.07	4.28
1940	8.22	18.73	31.06	23.18	12.45	6.31
1941	11.51	19.74	28.52	20.47	12.27	7.46
FEMMES						
1937	6.50	26.20	32.85	20.83	9.77	3.84
1938	6.95	25.36	32.43	20.92	10.37	3.97
1939	7.31	24.09	32.63	21.18	10.18	4.57
1940	8.75	21.30	30.67	22.40	11.53	5.31
1941	10.46	20.07	29.50	22.36	11.64	5.95
ENSEMBLE						
1937	6.48	28.95	32.19	19.06	9.31	4.01
1938	7.—	28.55	32.30	18.52	9.51	4.11
1939	7.25	24.97	33.20	20.10	10.10	4.34
1940	8.36	19.41	30.99	22.97	12.21	6.05
1941	10.97	19.85	28.84	21.09	12.07	6.97

On constate, en effet, chez les individus de moins de 21 ans, un accroissement constant du taux proportionnel de criminalité avec une hausse considérable en 1941; l'accroissement est plus marqué chez les hommes que chez les femmes, sauf en 1939 et 1940.

Chez les individus de 21 à 30 ans, le recul de la criminalité est important, surtout en ce qui concerne les hommes.

Ce recul existe aussi dans le groupe d'âge allant de 30 à 40 ans mais avec une disproportion moindre entre hommes et femmes.

Dès le groupe d'âge allant de 40 à 50 ans, la criminalité est de nouveau proportionnellement en hausse à travers les années considérées; hausse modérée, provoquée surtout par les femmes de 40 à 50 ans, hausse plus prononcée dans le groupe d'âge allant de 50 à 60 ans, et marquant ainsi qu'au dernier groupe, un désavantage manifeste pour le comportement des hommes.

L'investigation pourrait être poussée plus loin en tenant compte de la nature des infractions

commises dans les divers groupes d'âge, ou bien la nécessité se manifesterait-elle d'une étude plus approfondie encore qui devrait alors s'appuyer sur le second tableau.

Ce tableau n° 34, d'une échelle beaucoup plus étendue, les groupes d'âge y étant en principe distancés de 5 en 5 ans, a l'avantage au surplus de faire la distinction entre primaires et récidivistes.

On y relève les condamnés par nature d'infractions et par sexe d'après l'âge, distribué en douze catégories, allant des condamnés de 16 ans à ceux de plus de 70 ans.

Ce tableau, qui dans la publication décennale ne portait que sur les chiffres totaux, a donc été à nouveau développé en recevant la forme qu'il revêtait jusqu'en 1930.

Chacun des deux tableaux prévoit une catégorie supplémentaire pour l'âge inconnu, de sorte que le tableau 33 porte sur sept catégories et le tableau 34 sur treize.

Tableau n° 33. — ÂGE DES CONDAMNÉS, EN SEPT CATÉGORIES, PAR SEXE ET PAR NATURE D'INFRACTIONS

NATURE DES INFRACTIONS 1	Numéros de la nomenclature 2	CONDAMNÉS ÂGÉS AU MOMENT DE L'INFRACTION														TOTAL		
		de moins de 21 ans		de 21 ans à moins de 30 ans		de 30 ans à moins de 40 ans		de 40 ans à moins de 50 ans		de 50 ans à moins de 60 ans		de 60 ans et plus		Âge inconnu		H 17	F 18	E* 19
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
		3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16			
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	1	—	3	—	1	—	4	2	—	—	—	—	—	—	9	2	11
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	10	7	20	13	32	19	24	21	14	7	4	—	—	114	78	192	
Faux en écritures	3	35	17	122	32	192	43	130	36	87	20	27	8	—	593	156	749	
Faux témoignage ou serment	4	1	—	4	6	12	4	5	3	2	2	1	—	—	25	15	40	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	54	24	62	17	43	14	24	5	13	3	5	—	—	201	63	264	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	3	—	7	1	9	—	9	—	7	—	2	—	—	37	1	38	
Infraction contre l'ordre public par des particuliers :																		
<i>peines correctionnelles</i>	7	281	71	896	212	1,404	395	1,148	340	650	204	379	96	2	4,760	1,318	6,078	
<i>peines de police</i>	8	125	36	206	92	308	131	237	98	144	52	73	16	—	1,093	425	1,518	
Infractions contre la sécurité publ.	9	20	2	35	4	88	14	58	10	32	9	16	3	—	249	42	291	
Avortement	10	—	11	1	21	4	10	5	15	2	7	1	11	—	13	75	88	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	1	6	12	23	26	6	14	2	3	—	—	—	—	56	42	98	
Destruction ou supposition d'état	12	—	1	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	2	4	
Enlèvement de mineurs	13	3	—	3	1	6	4	1	2	2	—	—	—	—	15	7	22	
Attentats à la pudeur et viols :																		
<i>peines criminelles</i>	14	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
<i>peines correctionnelles</i>	15	69	3	62	5	65	4	27	1	27	2	27	2	—	277	17	294	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	3	9	19	34	29	89	33	79	16	31	12	10	—	117	252	369	
Outrages publics aux mœurs :																		
<i>peines correctionnelles</i>	17	50	117	80	64	44	23	39	11	19	2	16	2	—	248	219	467	
<i>peines de police</i>	18	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	1	3	
Adultère et bigamie	19	23	19	267	271	520	326	290	116	87	16	15	2	—	1,202	750	1,952	
Abandon de famille	20	—	1	12	1	45	3	39	2	13	—	7	—	—	116	7	123	
Meurtre :																		
<i>peines criminelles</i>	21	2	—	1	1	3	—	3	—	—	—	—	1	—	9	2	11	
<i>peines correctionnelles</i>	22	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	3	3	
Lésions corporelles volontaires :																		
<i>peines criminelles</i>	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
<i>peines correctionnelles</i>	24	157	37	505	107	640	196	415	146	203	45	102	13	—	2,022	544	2,566	
<i>peines de police</i>	25	231	118	443	396	752	608	555	422	297	184	178	75	—	2,456	1,803	4,259	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particul.	27	10	1	15	4	18	6	8	4	3	—	—	—	—	54	15	69	
Calomnies et injures :																		
<i>peines correctionnelles</i>	28	10	7	18	13	36	24	22	32	19	14	12	1	—	117	91	208	
<i>peines de police</i>	29	7	17	12	36	25	53	28	52	24	30	13	21	—	109	209	318	
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	
Vols et maraudages :																		
<i>peines criminelles</i>	34	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	
<i>peines correctionnelles</i>	35	1,801	710	2,400	1,033	2,995	1,390	1,817	972	1,102	547	665	253	4	10,784	4,905	15,689	
<i>peines de police</i>	36	552	225	420	311	569	462	449	357	335	215	385	177	—	2,710	1,747	4,457	
Banqueroute	37	1	—	12	1	19	5	7	2	6	1	4	1	—	49	10	59	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie :																		
<i>peines correctionnelles</i>	38	223	120	651	248	1,092	449	907	470	640	273	350	154	2	3,865	1,714	5,579	
<i>peines de police</i>	39	9	5	8	6	26	7	20	16	14	6	9	2	—	86	42	128	
Recel	40	119	120	241	275	507	447	493	376	311	194	179	106	1	1,856	1,518	3,374	
Incendie :																		
<i>peines criminelles</i>	41	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
<i>peines correctionnelles</i>	42	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	
Destructions et dommages :																		
<i>peines criminelles</i>	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
<i>peines correctionnelles</i>	44	26	4	58	1	47	14	43	13	29	5	10	4	—	213	41	254	
<i>peines de police</i>	45	42	4	47	12	40	24	24	13	23	6	15	1	—	191	60	251	
Totaux :		3,873	1,693	6,645	3,247	9,600	4,773	6,892	3,618	4,131	1,883	2,510	963	9	33,660	16,177	49,837	

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

Tableau n° 34 — ÂGE DES HOMMES CONDAMNÉS, EN TREIZE CATÉGORIES,

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	ÂGE QUE LES									
		De 16 ans à moins de 18 ans		De 18 ans à moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 25 ans		De 25 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 35 ans	
		Pri- mai- res 3	Réci- di- vistes 4	Pri- mai- res 5	Réci- di- vistes 6	Pri- mai- res 7	Réci- di- vistes 8	Pri- mai- res 9	Réci- di- vistes 10	Pri- mai- res 11	Réci- di- vistes 12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques . . .	1	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	4	1	5	—	9	1	9	1	10	4
Faux en écritures	3	6	—	29	—	34	9	51	28	66	37
Faux témoignage ou serment	4	—	—	1	—	2	—	2	—	2	2
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	25	1	25	3	25	2	27	8	16	9
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	1	—	2	—	4	—	3	—	4	1
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	49	3	199	30	198	74	416	208	350	342
} peines correctionnelles	8	32	2	84	7	66	7	99	34	108	40
} » de police	9	7	1	9	3	6	7	12	10	14	28
Infractions contre la sécurité publique	10	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2
Avortement	11	—	—	1	—	1	1	5	5	4	9
Exposition ou délaissement d'enfants	12	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	13	1	—	2	—	1	—	1	1	2	—
Enlèvement de mineurs	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols	15	26	1	39	3	18	8	18	18	17	15
} peines criminelles	16	1	—	2	—	2	4	10	3	9	7
} » correctionnelles	17	17	—	29	4	35	3	29	13	12	10
Corruption de la jeunesse et prostitution	18	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
} peines correctionnelles	19	1	—	19	3	51	12	127	77	147	118
} » de police	20	—	—	—	—	2	2	5	3	5	11
Outrages publics aux mœurs	21	1	—	1	—	—	—	—	1	1	1
} peines criminelles	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
} » correctionnelles	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volon- taires	24	37	1	103	16	136	42	193	134	154	172
} peines criminelles	25	61	1	160	9	121	32	193	97	217	141
} » correctionnelles	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	2	—	6	2	4	3	6	2	2	8
Calomnies et injures	28	3	—	6	1	5	—	10	3	13	11
} peines correctionnelles	29	3	—	4	—	4	—	6	2	7	1
} » de police	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation de sépulture	31	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	33	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
Violation du secret des lettres et autres communicat.	34	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
} peines criminelles	35	657	29	958	157	709	246	843	602	800	723
} » correctionnelles	36	270	9	254	19	135	20	219	46	211	75
} » de police	37	—	—	1	—	1	1	7	3	9	3
Banqueroute	38	72	3	126	22	157	54	305	135	304	212
} peines correctionnelles	39	5	—	4	—	3	—	4	1	11	4
} » de police	40	38	—	74	7	54	24	99	64	126	75
Recel	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
} peines criminelles	42	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
} » correctionnelles	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
} peines criminelles	44	8	—	15	3	19	11	19	9	13	11
} » correctionnelles	45	18	—	24	—	17	2	23	5	12	11
} » de police											
Totaux :		1,345	52	2,185	291	1,821	565	2,745	1,514	2,647	2,083

PAR PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES ET PAR NATURE D'INFRACTIONS

CONDAMNÉS AVAIENT AU MOMENT OÙ ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION																			Numéros de la nomenclature 2bis
De 35 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 45 ans		De 45 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 55 ans		De 55 ans à moins de 60 ans		De 60 ans à moins de 70 ans		70 ans et plus		Âge inconnu		Total			
Primaires 13	Récidivistes 14	Primaires 15	Récidivistes 16	Primaires 17	Récidivistes 18	Primaires 19	Récidivistes 20	Primaires 21	Récidivistes 22	Primaires 23	Récidivistes 24	Primaires 25	Récidivistes 26	Primaires 27	Récidivistes 28	Primaires 29	Récidivistes 30	Prim. et réc. réunis 31	
—	1	1	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	3	9	1
13	5	11	7	3	3	9	2	3	7	2	3	1	1	—	—	79	35	114	2
53	36	54	34	24	18	32	24	16	15	9	5	6	7	—	—	380	213	593	3
4	4	1	—	2	2	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	15	10	25	4
6	12	8	5	3	8	4	2	3	4	2	1	—	2	—	—	144	57	201	5
3	1	5	—	3	1	2	2	3	—	1	—	1	—	—	—	32	5	37	6
325	387	283	372	211	282	158	225	112	155	130	99	79	71	—	2	2,510	2,250	4,760	7
100	60	61	65	52	59	38	42	32	32	27	24	10	12	—	—	709	384	1,093	8
14	32	16	19	7	16	5	13	8	6	2	9	3	2	—	—	103	146	249	9
2	—	—	3	1	1	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	6	7	13	10
4	9	4	6	—	4	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	20	36	56	11
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	12
1	3	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	9	6	15	13
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	14
14	19	8	8	4	7	3	9	7	8	5	6	11	5	—	—	170	107	277	15
6	7	11	12	8	7	5	3	3	5	1	7	1	3	—	—	59	58	117	16
10	12	13	12	5	9	1	6	4	8	1	8	3	4	—	—	159	89	248	17
—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	18
130	125	102	88	46	54	21	28	17	21	4	8	—	3	—	—	665	537	1,202	19
9	20	8	13	7	11	4	8	1	—	2	2	1	2	—	—	44	72	116	20
1	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	4	9	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
117	197	91	155	71	98	31	81	33	58	24	36	12	30	—	—	1,002	1,020	2,022	24
214	180	176	152	105	122	78	89	62	68	40	47	32	59	—	—	1,459	997	2,456	25
4	4	4	—	3	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	33	21	54	27
6	6	8	4	3	7	4	4	2	9	—	2	2	8	—	—	62	55	117	28
12	5	7	6	9	6	7	2	9	6	3	—	3	7	—	—	74	35	109	29
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	30
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	31
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	33
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	34
701	771	471	616	339	391	239	373	196	294	165	215	122	163	1	3	6,201	4,583	10,784	35
189	94	154	96	126	73	89	97	74	75	105	87	121	72	—	—	1,947	763	2,710	36
6	1	2	1	2	2	2	1	2	1	2	1	1	—	—	—	35	14	49	37
311	265	284	246	189	188	179	184	140	137	99	96	88	67	1	1	2,255	1,610	3,865	38
7	4	7	8	5	—	3	4	4	3	4	—	2	3	—	—	59	27	86	39
160	146	154	130	106	108	81	90	57	83	42	50	43	44	—	1	1,034	822	1,856	40
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	41
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	42
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
9	14	7	20	6	10	7	14	4	4	2	2	1	5	—	—	110	103	213	44
7	10	6	5	3	10	6	7	4	6	3	4	4	4	—	—	127	64	191	45
2,438	2,432	1,958	2,086	1,347	1,501	1,015	1,313	796	1,007	675	714	547	574	2	7	19,521	14,139	33,660	

Tableau n° 34 (suite) — ÂGE DES FEMMES CONDAMNÉES, EN TREIZE CATÉGORIES,

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	ÂGE QUE LES									
		De 16 ans à moins de 18 ans		De 18 ans à moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 25 ans		De 25 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 35 ans	
		Pri- mai- res 3	Réci- di- vistes 4	Pri- mai- res 5	Réci- di- vistes 6	Pri- mai- res 7	Réci- di- vistes 8	Pri- mai- res 9	Réci- di- vistes 10	Pri- mai- res 11	Réci- di- vistes 12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	—	5	—	3	—	8	2	7	4
Faux en écritures	3	5	—	11	1	12	1	14	5	18	4
Faux témoignage ou serment	4	—	—	—	—	—	—	5	1	2	—
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	12	—	11	1	6	1	9	1	8	—
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Infractions contre l'ordre public par des particuliers {	7	12	—	56	3	59	8	103	42	141	57
	8	11	—	25	—	28	2	53	9	55	18
Infractions contre la sécurité publique	9	2	—	—	—	2	—	2	—	3	3
Avortement	10	4	—	7	—	10	—	9	2	7	—
Exposition ou délaisement d'enfants	11	—	—	6	—	8	1	13	6	1	3
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—
Attentats à la pudeur et viols {	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	15	—	—	3	—	1	1	2	1	1	1
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	2	—	7	—	7	4	17	6	20	12
Outrages publics aux mœurs {	17	48	1	63	5	34	5	21	4	6	12
	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	—	—	16	3	70	10	155	36	162	37
Abandon de famille	20	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—
Meurtre {	21	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
	22	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Lésions corporelles volon- taires {	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	24	13	1	23	—	24	7	58	18	57	31
	25	29	—	83	6	98	27	211	60	231	91
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	—	—	1	—	1	—	2	1	3	1
Calomnies et injures {	28	—	—	7	—	2	1	8	2	5	2
	29	9	—	7	1	10	1	18	7	18	8
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communicat.	33	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Vols et maraudages {	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	35	229	8	436	37	357	49	521	106	559	182
	36	91	1	128	5	111	10	166	24	183	29
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—
Abus de confiance, eseroque- rie, tromperie {	38	33	—	80	7	73	12	144	19	168	36
	39	2	—	3	—	1	—	5	—	1	1
Recel	40	40	—	72	8	81	10	155	29	153	51
Incendie {	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction et dommages {	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	44	1	—	3	—	—	—	—	1	6	2
	45	1	—	3	—	2	2	7	1	10	1
Totaux :		546	11	1,058	78	1,001	153	1,709	384	1,832	586

PAR PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES ET PAR NATURE D'INFRACTIONS

CONdamnées AVAIENT AU MOMENT OÙ ELLES COMMIRENT LEUR INFRACTION

De 35 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 45 ans		De 45 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 55 ans		De 55 ans à moins de 60 ans		De 60 ans à moins de 70 ans		70 ans et plus		Âge inconnu		Total			Nombres de la nomenclature 2bis
Primaires 13	Récidivistes 14	Primaires 15	Récidivistes 16	Primaires 17	Récidivistes 18	Primaires 19	Récidivistes 20	Primaires 21	Récidivistes 22	Primaires 23	Récidivistes 24	Primaires 25	Récidivistes 26	Primaires 27	Récidivistes 28	Primaires 29	Récidivistes 30	Prim. et réc. réunis 31	
—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	1
6	2	10	2	9	—	8	2	3	1	2	1	1	—	—	—	64	14	78	2
15	6	18	2	15	1	10	3	6	1	4	1	3	—	—	—	131	25	156	3
2	—	—	1	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	10	5	15	4
6	—	3	1	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	59	4	63	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	6
143	54	118	83	87	52	84	40	48	32	39	15	29	13	—	—	919	399	1,318	7
49	9	46	14	27	11	26	9	12	5	4	4	5	3	—	—	341	84	425	8
5	3	4	4	1	1	4	2	1	2	1	2	—	—	—	—	25	17	42	9
2	1	4	3	5	3	2	2	—	3	2	3	1	5	—	—	53	22	75	10
—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30	12	42	11
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	12
1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	7	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
1	1	—	—	1	—	—	1	—	1	1	—	—	1	—	—	10	7	17	15
30	27	28	16	19	16	8	8	5	10	4	3	—	3	—	—	147	105	252	16
3	2	6	2	—	3	2	—	—	—	—	—	1	1	—	—	184	35	219	17
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	18
92	35	50	27	25	14	6	7	1	2	1	1	—	—	—	—	578	172	750	19
—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	7	20
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	2	21
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
61	47	56	41	18	31	11	18	4	12	6	4	2	1	—	—	333	211	544	24
193	93	144	107	95	76	58	62	33	31	32	19	15	9	—	—	1,222	581	1,803	25
2	—	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	5	15	27
11	6	12	8	5	7	4	4	4	2	—	—	—	1	—	—	58	33	91	28
23	4	17	9	15	11	9	6	8	7	7	2	10	2	—	—	151	58	209	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
459	190	358	205	249	160	186	128	131	102	97	61	51	44	—	—	3,633	1,272	4,905	35
199	51	136	52	111	58	78	44	60	33	54	35	45	43	—	—	1,362	385	1,747	36
1	2	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	5	5	10	37
199	46	196	59	160	55	112	44	79	38	59	15	48	32	—	—	1,351	363	1,714	38
4	1	4	3	8	1	3	—	1	2	1	—	1	—	—	—	34	8	42	39
170	73	133	64	120	59	69	49	39	37	35	23	31	17	—	—	1,098	420	1,518	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
3	3	4	3	2	4	1	1	1	2	1	2	—	1	—	—	22	19	41	44
11	2	4	2	5	2	1	—	4	1	1	—	—	—	—	—	49	11	60	45
1,692	663	1,354	711	983	570	686	432	441	324	351	193	243	176	—	—	11896	4,281	16177	

Tableau n° 34 (suite). — ÂGE DES CONDAMNÉS (hommes et femmes réunis)

NATURE DES INFRACTIONS	Nu- méros de la no- men- cla- ture	ÂGE QUE LES									
		De 16 ans à moins de 18 ans		De 18 ans à moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 25 ans		De 25 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 35 ans	
		Pri- mai- res	Réci- di- vistes								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	6	1	10	—	12	1	17	3	17	8
Faux en écritures	3	11	—	40	1	46	10	65	33	84	41
Faux témoignage ou serment	4	—	—	1	—	2	—	7	1	4	2
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	37	1	36	4	31	3	36	9	24	9
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	1	—	2	—	4	—	4	—	4	1
Infractions contre l'ordre public par des particuliers { peines correctionnelles	7	61	3	255	33	257	82	519	250	491	399
	8	43	2	109	7	94	9	152	43	163	58
Infractions contre la sécurité publique	9	9	1	9	3	8	7	14	10	17	31
Avortement	10	4	—	7	—	10	—	10	2	7	2
Exposition ou délaisement d'enfants	11	—	—	7	—	9	2	18	11	5	12
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	1	—	2	—	1	—	2	1	4	—
Attentats à la pudeur et viols { peines criminelles	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	15	26	1	42	3	19	9	20	19	18	16
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	3	—	9	—	9	8	27	9	29	19
Outrages publics aux mœurs { peines correctionnelles	17	65	1	92	9	69	8	50	17	18	22
	18	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	1	—	35	6	121	22	282	113	309	155
Abandon de famille	20	—	—	1	—	3	2	5	3	7	11
Meurtre { peines criminelles	21	1	—	1	—	—	—	1	1	1	1
	22	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Lésions corporelles volon- taires { peines criminelles	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	24	50	2	126	16	160	49	251	152	211	203
	25	90	1	243	15	219	59	404	157	448	232
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	2	—	7	2	5	3	8	3	5	9
Calomnies et injures { peines correctionnelles	28	3	—	13	1	7	1	18	5	18	13
	29	12	—	11	1	14	1	24	9	25	9
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communicat.	33	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—
Vols et maraudages { peines criminelles	34	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	35	886	37	1,394	194	1,066	295	1,364	708	1,359	905
	36	361	10	382	24	246	30	385	70	394	104
Banqueroute	37	—	—	1	—	1	1	7	4	11	3
Abus de confiance, escroque- rie, tromperie { peines correctionnelles	38	105	3	206	29	230	66	449	154	472	248
	39	7	—	7	—	4	—	9	1	12	5
Recel	40	78	—	146	15	135	34	254	93	279	126
Incendie { peines criminelles	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	42	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Destruction et dommages { peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	44	9	—	18	3	19	11	19	10	19	13
	45	19	—	27	—	19	4	30	6	22	12
Totaux :		1,891	63	3,243	369	2,822	718	4,454	1,898	4,479	2,669

EN TREIZE CATÉGORIES, PAR PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES ET PAR NATURE D'INFRACTIONS

CONDAMNÉS AVAIENT AU MOMENT OÙ ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION

De 35 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 45 ans		De 45 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 55 ans		De 55 ans à moins de 60 ans		De 60 ans à moins de 70 ans		70 ans et plus		Âge inconnu		Total			Nombres de la nomenclature		
Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Prim. et réc. réunis		2bis											
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31			
—	1	1	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	4	11	1		
19	7	21	9	12	3	17	4	6	8	4	4	2	1	—	—	143	49	192	2		
68	42	72	36	39	19	42	27	22	16	13	6	9	7	—	—	511	238	749	3		
6	4	1	1	3	3	1	2	—	1	—	1	—	—	—	—	25	15	40	4		
12	12	11	6	4	8	7	2	3	4	2	1	—	2	—	—	203	61	264	5		
3	1	5	—	3	1	2	2	3	—	1	—	1	—	—	—	33	5	38	6		
468	441	401	455	298	334	242	265	160	187	169	114	108	84	—	2	3,429	2,649	6,078	7		
149	69	107	79	79	70	64	51	44	37	31	28	15	15	—	—	1,050	468	1,518	8		
19	35	20	23	8	17	9	15	9	8	3	11	3	2	—	—	128	163	291	9		
4	1	4	6	6	4	4	2	—	3	2	4	1	5	—	—	59	29	88	10		
4	11	5	6	1	4	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	50	48	98	11		
—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	4	12		
2	4	1	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	14	8	22	13		
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	14	14	
15	20	8	8	5	7	3	10	7	9	6	6	11	6	—	—	180	114	294	15		
36	34	39	28	27	23	13	11	8	15	5	10	1	6	—	—	206	163	369	16		
13	14	19	14	5	12	3	6	4	8	1	8	4	5	—	—	343	124	467	17		
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	18		
222	160	152	115	71	68	27	35	18	23	5	9	—	3	—	—	1,243	709	1,952	19		
9	21	8	14	8	11	4	8	1	—	2	2	1	2	—	—	49	74	123	20		
1	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	6	5	11	21		
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	22		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	23	
178	244	147	196	89	129	42	99	37	70	30	40	14	31	—	—	1,335	1,231	2,566	24		
407	273	320	259	200	198	136	151	95	99	72	66	47	68	—	—	2,681	1,578	4,259	25		
6	4	5	—	3	4	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	43	26	69	27		
17	12	20	12	8	14	8	8	6	11	—	2	2	9	—	—	120	88	208	28		
35	9	24	15	24	17	16	8	17	13	10	2	13	9	—	—	225	93	318	29		
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	30	30	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	31	31	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	32	32	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	33	33	
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	34	34	
1,160	961	829	821	588	551	425	501	327	396	262	276	173	207	1	3	9,834	5,855	15,689	35		
388	145	290	148	237	131	167	141	134	108	159	122	166	115	—	—	3,309	1,148	4,457	36		
7	3	2	2	3	2	3	1	2	1	2	2	1	—	—	—	40	19	59	37		
510	311	480	305	349	243	291	228	219	175	158	111	136	99	1	1	3,606	1,973	5,579	38		
11	5	11	11	13	1	6	4	5	5	5	—	3	3	—	—	93	35	128	39		
330	219	287	194	226	167	150	139	96	120	77	73	74	61	—	1	2,132	1,242	3,374	40		
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	41	41	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	42	42	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	43
12	17	11	23	8	14	8	15	5	6	3	4	1	6	—	—	132	122	254	44	44	
18	12	10	7	8	12	7	7	8	7	4	4	4	4	—	—	176	75	251	45	45	
4,130	3,095	3,312	2,797	2,330	2,071	1,701	1,745	1,237	1,331	1,026	907	790	750	2	7	31,417	18,420	49,837			

TABLEAU n° 35

Ce tableau, repris sous sa forme ancienne, correspond aux tableaux n°s 35 et 36 de la statistique judiciaire décennale.

Il fait la répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction, en tenant compte de la nature de celle-ci.

Il détermine en même temps le sexe des condamnés et leur état de primaire ou de récidiviste.

Dans leur ensemble, ces renseignements constituent les données complètes d'une localisation par arrondissement du dernier délit dont les condamnés se sont rendus coupables dans l'année.

Cette localisation, tout en présentant un grand intérêt, dû surtout à la possibilité de comparaisons sur une longue série d'années, est pourtant une analyse géographique insuffisante de la criminalité dans le royaume, tant au point de vue du principe de base même, à l'appui duquel il convient d'envisager la question, qu'au point de vue de la délimitation trop vaste des conscriptions.

Le nouveau tableau n° 36, présenté plus loin, apporte à ces égards des éléments complémentaires, pour l'exposé desquels il y a lieu de se reporter au texte d'introduction précédant ce tableau.

Tableau n° 35. — RÉPARTITION DES CONDAMNÉS

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	BRUXELLES					LOUVAIN					NI		
		Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		
		Pri- mai- res 3	Réci- di- vistes 4	Pri- mai- res 5	Réci- di- vistes 6		Pri- mai- res 8	Réci- di- vistes 9	Pri- mai- res 10	Réci- di- vistes 11		Pri- mai- res 13	Réci- di- vistes 14	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	8	4	2	1	15	2	2	2	—	6	1	1	
Faux en écritures	3	165	98	44	6	313	14	3	3	—	20	12	8	
Faux témoignage ou serment	4	2	1	5	2	10	—	1	—	—	1	1	—	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	11	6	2	—	19	4	—	—	1	5	3	2	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	13	2	1	—	16	—	—	—	—	—	—	—	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	232	296	91	54	673	104	79	41	12	236	26	21	
														peines correctionnelles
» de police	8	17	8	9	—	34	3	2	3	—	8	20	7	
Infractions contre la sécurité publique	9	6	10	1	—	17	3	3	1	1	8	1	3	
Avortement	10	2	1	13	4	20	1	—	1	—	2	—	—	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	1	2	5	2	10	—	—	1	—	1	—	—	
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Enlèvement de mineurs	13	3	—	—	—	3	1	—	1	—	2	—	—	
Attentats à la pudeur et viols	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
														peines criminelles
» correctionnelles	15	16	21	2	2	41	12	2	1	—	15	11	—	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	17	10	42	15	84	5	3	8	3	19	—	—	
Outrages publics aux mœurs	17	35	17	14	3	69	8	2	18	—	28	6	2	
														peines correctionnelles
» de police	18	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	
Adultère et bigamie	19	282	189	208	48	727	10	5	8	3	26	12	5	
Abandon de famille	20	9	10	—	1	20	2	5	—	—	7	2	1	
Meurtre	21	2	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	
														peines criminelles
														» correctionnelles
Lésions corporelles volontaires	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
														peines criminelles
» correctionnelles	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	24	119	97	34	22	272	66	46	19	7	138	6	7	
														peines correctionnelles
» de police	25	54	27	44	15	140	17	4	23	4	48	25	20	
Calomnies et injures	28	3	1	3	—	7	1	2	2	1	6	—	—	
														peines correctionnelles
» de police	29	1	1	1	—	3	3	—	6	3	12	—	2	
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vols et maraudages	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
														peines criminelles
														» correctionnelles
» de police	35	609	542	400	130	1,681	170	109	58	25	362	200	118	
Banqueroute	36	108	31	82	17	238	74	16	103	36	229	38	22	
														peines correctionnelles
» de police	37	10	5	2	1	18	1	—	—	—	1	—	—	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	273	217	118	35	643	43	36	35	14	128	53	45	
														peines correctionnelles
» de police	39	—	—	1	—	1	1	1	—	—	3	3	4	
Recel	40	93	76	93	28	290	60	43	52	15	170	32	19	
Incendie	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
														peines criminelles
» correctionnelles	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Destructions et dommages	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
														peines criminelles
														» correctionnelles
» de police	44	8	12	4	3	27	1	5	1	—	7	—	1	
» de police	45	4	2	7	—	13	—	—	—	—	—	2	1	
Totaux :		2,107	1,687	1,232	390	5,416	606	371	388	125	1,490	454	289	

D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT OÙ ILS ONT COMMIS L'INFRACTION

VELLES			ANVERS					MALINES					TURNHOUT					MONS					Nu- méros de la no- men- cla- ture 2bis
Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total																
Pri- mai- res	Réci- di- vistes		Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes		Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes		Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes		Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes		
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	
-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
-	-	2	22	6	28	2	58	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	2	-	-	2	2
3	-	23	54	32	18	5	109	4	3	2	-	9	1	2	3	-	6	4	2	4	1	11	3
-	-	1	1	-	1	-	2	2	2	-	1	5	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	4
3	-	8	20	6	6	1	33	5	3	-	-	8	5	3	1	-	9	8	4	2	-	14	5
-	-	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	6
14	9	70	114	147	39	30	330	140	74	38	5	257	62	47	34	18	161	55	96	28	30	209	7
13	6	46	104	60	58	12	234	2	1	2	-	5	8	-	3	1	12	87	44	43	12	186	8
-	1	5	5	6	-	1	12	2	1	-	-	3	3	4	1	1	9	14	13	2	1	30	9
-	-	-	-	1	5	1	7	-	-	1	1	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	10
1	-	1	-	1	4	-	5	1	1	-	-	2	1	1	-	-	2	-	-	3	-	3	11
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12
-	-	-	-	1	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14
2	-	13	18	5	1	-	24	9	2	-	-	11	5	5	1	-	11	7	7	-	2	16	15
-	1	1	6	4	8	8	26	-	1	1	2	4	-	2	2	2	6	1	4	5	8	18	16
2	1	11	6	7	45	2	60	4	4	5	1	14	1	1	9	3	14	11	4	9	-	24	17
-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18
8	3	28	77	58	61	17	213	1	3	4	-	8	3	2	3	-	8	38	32	26	23	119	19
-	-	3	9	22	2	-	33	1	2	-	-	3	1	-	-	-	1	2	6	1	-	9	20
-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	21
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23
1	1	15	56	81	19	15	171	34	35	8	4	81	41	49	24	10	124	40	66	6	21	133	24
15	6	66	43	19	41	11	114	28	7	27	6	68	31	9	29	4	73	148	105	164	98	515	25
-	-	-	1	-	-	-	1	-	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	27
-	1	1	3	3	3	3	12	-	2	4	3	9	1	-	1	3	5	3	1	-	2	6	28
1	-	3	2	2	7	3	14	3	-	7	1	11	1	-	5	-	6	3	1	5	7	16	29
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32
-	-	-	-	-	-	1	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34
122	53	493	523	359	266	95	1,243	122	68	60	12	262	171	156	90	25	442	292	257	191	95	835	35
47	16	123	296	100	141	27	564	37	5	23	6	71	40	17	15	4	76	202	87	123	36	448	36
-	-	-	9	3	2	2	16	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	1	-	-	1	2	37
33	9	140	293	214	179	69	755	90	49	53	6	198	80	40	38	8	166	117	117	101	38	373	38
1	-	8	10	2	6	1	19	2	-	-	-	2	1	-	-	-	1	-	2	-	-	2	39
35	8	94	82	66	59	24	231	15	9	20	3	47	40	29	38	14	121	121	117	145	79	462	40
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43
-	-	1	7	7	-	1	15	4	1	2	1	8	2	1	1	-	4	1	7	1	1	10	44
-	-	3	11	3	2	1	17	3	-	2	-	5	2	-	1	1	4	11	2	4	2	19	45
301	115	1,159	1,776	1,216	1,002	332	4,326	512	275	259	52	1,098	502	368	299	95	1,264	1,167	976	865	457	3,465	

Tableau n° 35 (suite). — RÉPARTITION DES CONDAMNÉS

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	CHARLEROI					TOURNAI					HOMMES		
		Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Pri- mai- res 48	Réci- di- vistes 49	
		Pri- mai- res 38	Réci- di- vistes 39	Pri- mai- res 40	Réci- di- vistes 41		Pri- mai- res 43	Réci- di- vistes 44	Pri- mai- res 45	Réci- di- vistes 46				47
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	3	4	4	2	13	1	-	1	-	2	-	1	
Faux en écritures	3	22	17	10	3	52	7	1	3	-	11	9	6	
Faux témoignage ou serment	4	1	-	1	1	3	-	1	-	-	1	-	-	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	7	4	7	-	18	3	1	1	-	5	1	4	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou mi- nistres des cultes	6	3	1	-	-	4	-	-	-	-	-	-	1	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	121	180	47	38	386	71	99	20	15	205	161	136	
														peines correctionnelles
» de police	8	10	7	6	6	29	8	-	-	-	8	41	32	
Infractions contre la sécurité publique	9	5	13	7	3	28	7	6	-	-	13	2	6	
Avortement	10	-	2	7	5	14	1	2	5	-	8	-	-	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	1	3	4	3	11	-	-	-	1	1	1	-	
Destruction ou supposition d'état	12	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	
Enlèvement de mineurs	13	-	-	-	-	-	2	2	-	2	6	-	-	
Attentats à la pudeur et viols	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
														peines criminelles
» correctionnelles	15	8	8	-	-	16	1	1	-	-	2	12	11	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	6	5	16	17	44	-	3	5	4	12	1	1	
Outrages publics aux mœurs	17	7	2	1	5	15	1	-	-	-	1	6	9	
														peines correctionnelles
» de police	18	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Adultère et bigamie	19	93	72	91	19	275	12	9	19	1	41	27	32	
Abandon de famille	20	6	7	1	1	15	1	1	-	-	2	1	1	
Meurtre	21	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	
														peines criminelles
» correctionnelles	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Lésions corporelles volontaires	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
														peines criminelles
														» correctionnelles
» de police	24	26	56	12	15	109	14	16	3	5	38	53	45	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des parti- culiers	25	143	161	145	101	550	59	47	44	23	173	79	39	
														peines criminelles
» correctionnelles	26	10	4	2	-	16	2	3	-	1	6	2	-	
Calomnies et injures	27	-	1	2	-	3	1	1	1	-	3	5	4	
														peines correctionnelles
» de police	28	6	3	7	6	22	1	2	3	1	7	5	3	
Violation de sépulture	29	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Violation du secret professionnel	31	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Violation du secret des lettres et autres communications	32	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Vols et maraudages	33	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
														peines criminelles
														» correctionnelles
» de police	34	763	606	534	219	2,122	133	119	108	28	388	164	174	
Banqueroute	35	182	109	198	97	586	67	32	54	7	160	88	44	
														peines criminelles
» de police	36	2	1	1	-	4	-	-	-	-	-	1	1	
Abus de confiance, escroquerie, trom- perie	37	119	125	87	38	369	24	21	27	5	77	157	95	
														peines correctionnelles
» de police	38	2	2	3	-	7	4	-	1	1	6	2	2	
Recel	39	189	130	232	114	665	11	16	36	6	69	28	31	
Incendie	40	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
														peines criminelles
» correctionnelles	41	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Destructions et dommages	42	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
														peines criminelles
														» correctionnelles
» de police	43	3	6	3	2	14	2	3	-	-	5	5	4	
» de police	44	14	10	6	6	36	8	3	2	-	13	12	8	
Totaux :		1,752	1,540	1,434	702	5,428	441	390	333	100	1,264	863	690	

D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT OÙ ILS ONT COMMIS L'INFRACTION

GAND			AUDENARDE					TERMONDE					BRUGES					COURTRAI					Números de la nomenclature 2bis
Femmes			Hommes		Femmes																		
Prima- res	Réci- distes	Total	Prima- res	Réci- distes	Prima- res	Réci- distes	Total	Prima- res	Réci- distes	Prima- res	Réci- distes	Total	Prima- res	Réci- distes	Prima- res	Réci- distes	Total	Prima- res	Réci- distes	Prima- res	Réci- distes	Total	
50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
-	-	1	-	-	4	-	4	2	-	1	-	3	1	1	-	-	2	1	-	-	1	2	2
2	1	18	7	1	4	-	12	3	2	1	-	6	10	3	8	1	22	13	2	5	-	20	3
-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	4
2	-	7	12	4	7	1	24	15	5	8	-	28	9	-	1	-	10	3	5	1	-	9	5
-	-	1	1	-	-	-	1	2	-	-	-	2	1	-	-	-	1	1	-	-	-	1	6
52	9	358	145	75	52	6	278	352	207	125	27	711	101	95	25	9	230	128	116	49	18	311	7
21	1	95	9	2	6	1	18	37	9	8	1	55	29	11	12	1	53	6	5	1	-	12	8
1	2	11	7	4	1	1	13	10	5	-	-	15	2	5	-	-	7	6	10	-	2	18	9
6	5	11	1	1	2	-	4	-	-	3	2	5	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	10
1	-	2	1	1	1	1	4	-	-	-	-	-	3	2	2	1	8	-	1	-	-	1	11
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12
-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	13
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	14
-	1	24	2	2	-	-	4	7	4	-	-	11	5	4	-	1	10	7	3	1	-	11	15
2	2	6	-	1	-	-	1	-	1	-	-	1	3	2	8	6	19	3	3	9	5	20	16
3	-	18	3	3	4	-	10	2	4	9	1	16	17	7	14	5	43	6	5	4	1	16	17
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18
33	5	97	5	6	6	2	19	5	5	5	5	20	7	13	8	3	31	21	21	27	5	74	19
-	-	2	1	3	-	-	4	1	2	-	-	3	-	2	-	-	2	2	-	-	-	2	20
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	1	-	-	1	21
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23
17	5	120	49	51	26	7	133	73	69	29	11	182	91	60	30	10	191	114	94	47	31	286	24
44	13	175	10	5	13	4	32	42	22	53	8	125	29	11	20	3	63	14	7	10	3	34	25
-	-	2	-	-	-	-	-	2	2	-	-	4	1	1	1	1	4	-	-	-	-	-	27
3	2	14	6	4	6	-	16	5	3	1	1	10	3	7	10	1	21	8	9	6	5	28	28
15	1	24	2	1	2	-	5	10	-	13	3	26	-	-	1	-	1	-	-	1	-	1	29
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	31
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	33
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	34
89	26	453	136	100	120	24	380	333	189	125	36	683	261	143	95	24	523	176	145	96	20	437	35
42	10	184	64	14	33	2	113	128	63	59	12	262	43	13	22	2	80	28	17	31	6	82	36
-	-	2	1	-	-	-	1	2	-	-	-	2	2	2	-	-	4	1	-	-	-	1	37
79	11	342	99	32	53	5	189	186	84	169	21	460	71	37	32	6	146	127	100	82	13	322	38
3	7	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	-	-	3	6	-	1	-	-	1	39
36	5	100	20	12	17	2	51	35	16	17	9	77	46	26	21	12	105	40	34	33	12	119	40
-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43
1	-	10	4	6	2	1	13	12	12	1	3	28	12	8	2	1	23	15	13	1	3	32	44
2	-	22	1	-	3	-	4	9	3	2	-	14	4	1	-	-	5	1	2	1	-	4	45
455	99	2,107	586	329	364	57	1,336	1,273	708	630	140	2,751	755	454	314	90	1,613	724	595	406	125	1,850	

Tableau n° 35 (suite). — RÉPARTITION DES CONDAMNÉS

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	FURNES					YPRES					HOMMES	
		Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Pri- mai- res 83	Réci- di- vistes 84
		Pri- mai- res 73	Réci- di- vistes 74	Pri- mai- res 75	Réci- di- vistes 76		Pri- mai- res 78	Réci- di- vistes 79	Pri- mai- res 80	Réci- di- vistes 81			
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	-	-	-	-	-	1	1	1	-	3	27	7
Faux en écritures	3	2	-	1	-	3	3	1	3	-	7	21	16
Faux témoignage ou serment	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	-	-	-	-	-	7	2	-	-	9	5	3
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-
Infractions contre l'ordre public par { peines correctionnelles	7	53	19	12	7	91	70	37	23	8	138	121	142
des particuliers } » de police	8	2	2	1	-	5	7	8	5	2	22	84	75
Infractions contre la sécurité publique	9	-	2	-	-	2	2	6	-	-	8	11	17
Avortement	10	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-
Exposition ou délaisement d'enfants	11	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	5	15
Destruction ou supposition d'état	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Enlèvement de mineurs	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Attentats à la pudeur et viols { peines criminelles	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. } » correctionnelles	15	3	-	1	-	4	3	2	-	-	5	10	13
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	-	-	1	-	1	-	-	2	3	5	13	8
Outrages publics aux mœurs { peines correctionnelles	17	1	1	-	-	2	2	-	6	1	9	18	8
. } » de police	18	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère et bigamie	19	2	2	2	1	7	2	3	4	-	9	50	41
Abandon de famille	20	2	-	-	-	2	1	1	-	-	2	2	2
Meurtre { peines criminelles	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
. } » correctionnelles	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lésions corporelles volontaires { peines criminelles	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. } » correctionnelles	24	19	26	14	5	64	21	29	7	4	61	14	26
. } » de police	25	4	4	4	1	13	19	6	14	3	42	275	239
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2
Calomnies et injures { peines correctionnelles	28	1	1	1	3	6	4	-	5	1	10	1	3
. } » de police	29	4	1	13	3	21	-	-	2	1	3	5	6
Violation de sépulture	30	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation du secret professionnel	32	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation du secret des lettres et autres communications	33	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vols et maraudages { peines criminelles	34	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
. } » correctionnelles	35	83	57	26	8	174	87	52	25	8	172	598	440
. } » de police	36	2	-	5	2	9	27	1	7	2	37	222	76
Banqueroute	37	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Abus de confiance, escroquerie, tromperie { peines correctionnelles	38	26	15	15	3	59	79	40	24	8	151	70	105
. } » de police	39	1	2	-	-	3	4	1	3	-	8	1	-
Recel	40	18	12	20	4	54	25	14	19	4	62	24	26
Incendie { peines criminelles	41	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. } » correctionnelles	42	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destructions et dommages { peines criminelles	43	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. } » correctionnelles	44	2	2	-	1	5	3	4	-	-	7	9	1
. } » de police	45	2	1	-	-	3	1	-	-	-	1	11	14
Totaux :		228	147	117	38	530	368	209	153	45	775	1,602	1,290

D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT OÙ ILS ONT COMMIS L'INFRACTION

LIÈGE			HUY					VERVIERS					TONGRES					HASSELT					Nombres de la nomenclature 2bis
Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total																
Primaires	Récidivistes		Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes		Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes		Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes		Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes		
85	86	87	83	89	90	91	92	93	94	95	96	97	93	99	100	101	102	103	104	105	106	107	
1	1	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
16	6	56	4	2	2	1	9	1	1	1	-	3	-	1	-	-	1	2	2	1	-	5	2
3	3	43	-	-	1	-	1	7	-	2	-	9	4	3	1	1	9	8	2	5	-	15	3
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	3	-	-	11	4
4	1	13	4	-	1	-	5	2	1	3	-	6	5	1	3	-	9	6	1	4	-	11	5
-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	2	1	-	-	3	6
38	39	340	21	15	15	6	57	33	34	9	4	80	117	101	45	12	275	62	50	28	13	153	7
39	13	211	46	27	18	7	98	25	18	16	4	63	22	10	11	5	48	24	6	16	1	47	8
6	4	38	2	5	-	-	7	-	1	-	-	1	5	5	2	-	12	3	4	1	-	8	9
-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	-	1	10
3	3	26	1	4	-	-	5	1	1	1	-	3	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	11
-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12
-	-	2	-	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14
-	-	23	3	3	-	-	6	5	1	-	-	6	3	1	-	1	5	6	3	-	-	9	15
20	16	57	-	-	-	-	-	-	2	-	1	3	-	-	3	1	4	-	2	-	1	3	16
13	1	40	2	-	1	1	4	1	1	1	-	3	6	3	2	3	14	4	2	4	1	11	17
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18
41	23	155	2	4	1	2	9	2	8	2	5	17	1	1	-	2	4	-	7	4	2	13	19
-	-	4	1	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	1	1	-	2	-	2	-	-	2	20
-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	21
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	22
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23
4	8	52	4	6	1	1	12	6	12	2	4	24	72	74	8	12	166	46	31	9	6	92	24
242	154	910	64	48	31	30	173	57	26	30	13	126	63	31	27	13	134	80	26	64	19	189	25
-	-	3	6	1	-	-	7	-	-	1	-	1	3	4	1	1	9	-	-	-	-	-	27
1	1	6	1	-	-	-	1	-	1	2	1	4	7	3	6	2	18	-	1	-	-	1	28
17	8	36	4	4	9	2	19	1	-	3	8	12	2	-	5	-	7	4	2	8	1	15	29
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33
-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34
390	157	1,585	235	117	176	62	590	100	64	70	26	260	414	241	179	60	894	159	108	97	36	400	35
157	42	497	70	38	47	17	172	7	6	3	-	16	81	16	64	16	177	38	11	36	10	95	36
-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	37
28	15	218	17	20	16	2	55	43	33	27	8	111	64	36	28	8	136	25	15	13	3	56	38
-	-	1	6	4	4	2	16	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2	-	1	1	-	2	39
37	27	114	15	8	9	6	38	17	11	21	9	58	39	41	39	14	133	24	41	22	4	91	40
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41
-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43
-	1	11	1	1	-	-	2	1	-	-	1	2	9	2	2	-	13	4	4	-	-	8	44
5	1	31	3	3	-	-	6	1	1	2	-	4	11	5	1	-	17	5	-	3	-	8	45
1,066	527	4,485	513	313	332	139	1,297	311	222	196	84	813	933	580	430	151	2,094	511	325	317	97	1,250	

Tableau n° 35 (suite). — RÉPARTITION DES CONDAMNÉS

NATURE DES INFRACTIONS	Nu- méros de la no- men- cla- ture	ARLON					MARCHÉ					NEUF			
		Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes			
		Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes		Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes		Pri- mai- res	Réci- di- vistes		
2	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119			
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—		
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—		
Faux en écritures	3	2	1	—	1	4	3	—	—	—	3	1	1		
Faux témoignage ou serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	2	—		
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—		
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	peines correctionnelles		45	39	26	6	116	37	24	15	6	82	53	31
		» de police		8	17	2	8	—	27	8	5	4	1	18	7
Infractions contre la sécurité publique	9	1	3	1	—	3	2	—	—	—	2	—	4		
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Exposition ou délaisement d'enfants	11	—	1	1	1	3	—	—	—	—	—	—	1		
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Enlèvement de mineurs	13	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—		
Attentats à la pudeur et viols	14	peines criminelles		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		» correctionnelles		15	3	2	—	5	1	1	—	2	1	1	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—		
Outrages publics aux mœurs	17	peines correctionnelles		4	2	3	1	10	—	1	—	1	2	2	
		» de police		18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	3	2	3	1	9	—	—	—	—	—	—	1		
Abandon de famille	20	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—		
Meurtre	21	peines criminelles		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		» correctionnelles		22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Lésions corporelles volontaires	23	peines criminelles		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		» correctionnelles		24	6	5	1	12	8	10	3	2	23	4	8
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	25	» de police		35	20	28	10	93	20	14	7	3	44	19	22
		peines correctionnelles		27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Calomnies et injures	28	» de police		1	1	—	—	2	2	2	—	—	4	1	1
		peines correctionnelles		29	1	1	5	1	8	5	1	2	—	8	3
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Vols et maraudages	34	peines criminelles		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		» correctionnelles		35	34	33	16	9	92	47	34	44	13	138	44
Banqueroute	36	» de police		19	13	10	3	45	7	2	3	1	13	6	3
		peines correctionnelles		37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	» de police		56	30	29	5	120	13	10	3	3	29	38	16
		peines correctionnelles		39	2	1	—	—	3	1	1	—	—	2	2
Recel	40	8	4	13	1	26	3	4	3	2	12	2	3		
Incendie	41	peines criminelles		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		» correctionnelles		42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Destructions et dommages	43	peines criminelles		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		» correctionnelles		44	—	—	—	—	2	—	1	—	3	1	1
» de police	45	peines criminelles		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		» de police		5	2	1	—	8	—	1	—	1	2	2	
Totaux :		245	163	147	40	595	161	110	86	33	390	191	133		

* Dont un individu ayant commis le fait à bord d'un navire belge.

D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT OÙ ILS ONT COMMIS L'INFRACTION

CHÂTEAU			NAMUR						DINANT					À L'ÉTRANGER					TOTAL GÉNÉRAL					Numéros de la nomenclature 2bis
Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total		
Prima-res	Réci-divistes		Prima-res	Réci-divistes	Prima-res	Réci-divistes		Prima-res	Réci-divistes	Prima-res	Réci-divistes		Prima-res	Réci-divistes	Prima-res	Réci-divistes		Prima-res	Réci-divistes	Prima-res	Réci-divistes		Prima-res	
120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142		
-	-	-	1	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	3	1	1	11	1	
-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	79	35	64	14	192	2	
-	-	2	4	6	3	3	16	-	2	2	-	4	-	1	-	-	1	380	213	131	25	749	3	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	2	-	-	-	-	-	15	10	10	5	40	4	
-	-	2	4	2	1	-	7	3	-	1	-	4	-	-	-	-	-	144	57	59	4	264	5	
-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	32	5	1	-	38	6	
20	5	109	59	62	19	8	148	27	28	14	5	74	-	-	-	-	-	2,510	2,250	919	399	6,078	7	
1	-	11	49	25	17	6	97	37	15	20	4	76	-	-	-	-	-	709	384	341	84	1,518	8	
1	-	5	4	7	-	-	11	-	3	-	-	3	-	-	-	-	-	103	146	25	17	291	9	
-	-	-	1	-	3	2	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	7	53	22	88	10	
-	-	1	1	2	1	-	4	1	-	1	-	2	-	-	-	-	-	20	36	30	12	98	11	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	2	4	12	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	9	6	5	2	22	13	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	14
-	-	2	6	4	1	-	11	6	-	-	-	6	-	1	-	-	1	170	107	10	7	294	15	
-	1	1	4	6	12	8	30	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	59	58	147	105	369	16	
4	-	6	5	4	11	4	24	1	-	2	-	3	-	-	-	-	-	159	89	184	35	467	17	
-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	1	1	-	3	18	
-	-	1	6	13	12	1	32	4	3	2	1	10	-	-	-	-	-	665	537	578	172	1,952	19	
-	-	-	-	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	44	72	5	2	123	20	
-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	4	1	1	11	21	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	22	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23	
-	-	12	12	9	8	3	32	7	11	1	2	21	1	1*	-	-	2	1,002	1,020	333	211	2,566	24	
15	3	59	59	49	54	23	185	42	29	34	9	114	-	-	-	1	1	1,459	997	1,222	581	4,259	25	
-	-	2	1	-	-	-	1	-	-	1	1	2	-	-	-	-	-	33	21	10	5	69	27	
-	-	2	4	3	1	1	9	1	1	-	2	4	-	-	-	-	-	62	55	58	33	208	28	
7	4	15	6	1	3	5	15	2	3	3	-	8	-	-	-	-	-	74	35	151	58	318	29	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	30
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	31
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	1	3	33	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2	34	
20	5	102	213	211	134	48	606	100	91	92	24	307	34	17*	10	4	65	6,201	4,583	3,633	1,272	15,689	35	
4	2	15	43	12	30	8	93	30	14	23	4	74	-	1	-	-	1	1,947	763	1,362	385	4,457	36	
-	-	1	1	-	-	1	2	1	-	-	-	1	-	1	-	-	1	35	14	5	5	59	37	
22	6	82	43	36	40	13	132	41	34	19	10	104	8	7	1	1	17	2,255	1,610	1,351	363	5,579	38	
-	-	3	-	1	-	-	1	11	3	8	1	23	1	-	-	-	1	59	27	34	8	128	39	
6	1	12	14	15	28	6	63	28	16	43	11	98	5	3	4	-	12	1,034	822	1,098	420	3,374	40	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	41
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	2	42
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43
-	-	2	2	1	-	-	3	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	110	103	22	19	254	44	
1	-	5	3	-	3	-	6	1	-	1	-	2	-	-	-	-	-	127	64	49	11	251	45	
101	27	452	545	472	381	141	1,539	346	255	273	74	948	49	32	15	6	102	19,521	14,139	11,896	4,281	49,837		

TABLEAU n° 36

Ce tableau d'une conception nouvelle, tend à mettre à la disposition des consultants de la statistique, des éléments d'une localisation plus variée dans ses bases et plus étroitement circonscrite de la criminalité.

Il est à noter, en effet, que lors de la première édition de la statistique, en 1898, l'arrondissement de naissance du condamné était seul retenu; que dès 1901 ce renseignement fut abandonné dans la publication et remplacé par celui de l'arrondissement où les faits avaient été commis.

L'indication de l'arrondissement étant manifestement insuffisante, dès 1899 une statistique des infractions fut fondée dans le but de situer les faits criminels dans les communes classées en quatre catégories d'après le nombre de leurs habitants et en tenant compte de la nature de l'infraction. Cette statistique ne fut toutefois plus publiée à partir de 1920.

En 1907, d'autre part, et jusqu'en 1914, un tableau fut présenté étendant l'énonciation des arrondissements où les faits avaient été commis par la répartition des condamnés d'après les cantons des faits.

Ce sont ces diverses initiatives, pourtant successivement abandonnées, qui ont déterminé l'Office Central de Statistique à dresser, sur la base

du critère de l'individu condamné, un tableau d'ensemble qui permette de tirer profit des indications de localisation de la criminalité, contenues dans les bulletins individuels de condamnation.

Si pour l'étude de la criminalité, le lieu où les faits ont été commis importe, il ne fait pas de doute que le lieu de naissance et celui du domicile ou de la résidence du condamné ont également leur valeur, car il est tout aussi intéressant, en criminologie, de situer le lieu où les dispositions criminelles ont été conçues que de rechercher l'endroit où l'acte criminel s'est accompli.

La mise en regard du nombre de condamnés, nés, domiciliés ou qui ont perpétré leur délit dans un canton déterminé a semblé être le meilleur moyen pour arriver à un résultat permettant des comparaisons utiles.

Le tableau ci-après porte sur l'ensemble des condamnés sans énonciation de la nature de l'infraction.

La distinction entre les délinquants du sexe masculin et du sexe féminin est faite, mais le rapport du nombre des condamnés avec la population de chaque canton n'est établi qu'en ce qui concerne le chiffre d'ensemble, c'est-à-dire les deux sexes réunis.

Il n'est pas tenu compte de la division entre délinquants primaires et récidivistes.

Tableau n° 36. — RÉPARTITION DES CONDAMNÉS PAR CANTON DE NAISSANCE, DE DOMICILE ET DE LIEU OÙ LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS, EN RAPPORT AVEC LE CHIFFRE DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1940

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<i>Bruxelles</i> (*)	1,633	599	2,232	2.76	2,561	1,052	3,613	4.47	1,862	843	2,705	3.34
Assche	161	63	224	4.21	120	33	153	2.87	82	32	114	2.14
Hal	203	100	303	5.46	165	96	261	4.70	123	76	199	3.58
Saint-Gilles	116	30	146	2.44	219	116	335	5.61	133	72	205	3.43
Schaerbeek	214	83	297	1.94	456	196	652	4.27	263	105	368	2.41
Sint-Kwintens Lennik.	149	53	202	5.26	98	37	135	3.51	91	38	129	3.36
Vilvorde	137	59	196	3.39	144	61	205	3.54	135	41	176	3.04
Wolvertem	103	39	142	2.94	103	29	132	2.73	84	25	109	2.26
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	1	—	1	—	1,021	390	1,411	—
<i>Louvain</i>	429	179	608	4.95	362	149	511	4.16	374	154	528	4.30
Aarschot	153	100	253	7.42	117	88	205	6.01	109	81	190	5.57
Diest	191	84	275	7.09	126	55	181	4.66	120	55	175	4.51
Glabbeek	74	51	125	6.73	45	24	69	3.72	30	21	51	2.75
Haacht	103	41	144	4.48	74	21	95	2.95	83	20	103	3.20
Tirlemont	223	152	375	8.11	192	147	339	7.33	205	150	355	7.68
Léau	89	49	138	8.09	56	37	93	5.45	55	32	87	5.10
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
<i>Nivelles</i>	276	180	456	6.96	328	199	527	8.04	320	192	512	7.81
Genappe	92	59	151	8.52	91	57	148	8.35	99	57	156	8.80
Jodoigne	108	63	171	6.26	69	43	112	4.10	79	47	126	4.61
Perwez	66	34	100	5.59	50	26	76	4.25	46	27	73	4.08
Wavre	204	88	292	5.62	188	95	283	5.44	166	78	244	4.69
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	33	15	48	—
<i>Anvers</i>	1,153	437	1,590	5.07	1,393	642	2,035	6.49	1,516	748	2,264	7.22
Berchem	121	49	170	1.95	200	86	286	3.28	184	57	241	2.76
Boom	158	86	244	4.52	141	59	200	3.71	106	41	147	2.73
Borgerhout	338	128	466	3.30	529	229	758	5.38	387	169	556	3.94
Brecht	136	52	188	4.70	119	38	157	3.92	125	37	162	4.05
Ekeren	278	119	397	5.74	380	185	565	8.18	393	170	563	8.15
Kontich	116	48	164	3.89	141	53	194	4.60	135	56	191	4.53
Zandhoven	146	57	203	5.64	130	45	175	4.86	133	49	182	5.05
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	13	7	20	—
<i>Malines</i>	293	118	411	4.48	253	109	362	3.95	224	102	326	3.55
Duffel	154	60	214	5.65	158	54	212	5.60	170	54	224	5.92
Heist-op-den-Berg	181	69	250	5.95	168	59	227	5.40	159	54	213	5.07
Lierre	174	79	253	6.20	133	56	189	4.63	150	60	210	5.15
Puurs	105	61	166	5.17	88	45	133	4.14	84	41	125	3.89
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

* Y compris les cantons d'Anderlecht, Ixelles, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Josse-ten-Noode et Uccle.

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<i>Turnhout</i>	240	98	338	7.06	225	81	306	6.39	213	82	295	6.16
<i>Arendonk</i>	64	27	91	3.95	61	25	86	3.74	79	23	102	4.43
<i>Herentals</i>	203	60	263	5.65	165	60	225	4.84	175	61	236	5.07
<i>Hoogstraten</i>	77	32	109	5.09	54	16	70	3.27	65	20	85	3.97
<i>Mol</i>	301	176	477	8.22	227	143	370	6.37	210	137	347	5.98
<i>Westerloo</i>	166	102	268	7.78	135	71	206	5.98	128	71	199	5.78
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Mons</i>	367	243	610	7.72	449	296	745	9.43	452	301	753	9.53
<i>Boussu</i>	401	258	659	8.81	474	291	765	10.23	449	279	728	9.73
<i>Chièvres</i>	59	52	111	6.80	52	52	104	6.37	51	58	109	6.67
<i>Dour</i>	168	86	254	7.32	191	88	279	8.04	211	93	304	8.76
<i>Enghien</i>	64	32	96	6.28	59	23	82	5.36	58	21	79	5.17
<i>La Louvière</i>	207	118	325	6.16	253	176	429	8.13	249	183	432	8.19
<i>Lens</i>	122	67	189	7.27	125	58	183	7.04	135	66	201	7.74
<i>Pâturages</i>	188	140	328	7.39	226	136	362	8.16	208	139	347	7.82
<i>Rœulx</i>	103	73	176	4.84	149	89	238	6.55	159	86	245	6.74
<i>Soignies</i>	143	79	222	6.18	174	97	271	7.55	171	96	267	7.44
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Charleroi</i>	619	338	957	6.64	817	513	1,330	9.22	804	579	1,383	9.59
<i>Beaumont</i>	68	33	101	8.04	79	43	122	9.71	94	50	144	11.46
<i>Binche</i>	324	216	540	8.02	369	257	626	9.29	352	233	585	8.68
<i>Châtelet</i>	309	234	543	8.11	414	294	708	10.58	386	269	655	9.79
<i>Chimay</i>	71	44	115	7.47	86	57	143	9.29	87	48	135	8.77
<i>Fontaine-l'Évêque</i>	243	217	460	8.65	324	270	594	11.17	305	241	546	10.27
<i>Gosselies</i>	256	153	409	8.62	318	170	488	10.28	278	159	437	9.21
<i>Jumet</i>	160	100	260	6.71	223	158	381	9.83	199	143	342	8.83
<i>Marchienne-au-Pont</i>	171	122	293	7.34	246	139	385	9.65	241	121	362	9.07
<i>Merbes-le-Château</i>	59	26	85	4.83	90	62	152	8.63	108	65	173	9.82
<i>Seneffe</i>	197	107	304	6.94	200	116	316	7.21	192	95	287	6.55
<i>Thuin</i>	77	43	120	5.13	99	41	140	5.98	117	39	156	6.67
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	129	94	223	—
<i>Tournai</i>	145	74	219	4.37	152	79	231	4.61	151	81	232	4.61
<i>Antoing</i>	102	64	166	6.08	114	49	163	5.97	111	49	160	5.86
<i>Ath</i>	69	34	103	5.67	66	31	97	5.34	75	29	104	5.72
<i>Celles</i>	37	17	54	4.17	25	7	32	2.47	25	7	32	2.47
<i>Flobecq</i>	34	15	49	4.01	14	5	19	1.56	12	4	16	1.31
<i>Frasnes-lez-Buissenal</i>	24	18	42	3.88	25	21	46	4.25	26	23	49	4.52
<i>Lessines</i>	103	32	135	5.62	88	35	123	5.12	83	31	114	4.75
<i>Leuze</i>	69	37	106	5.36	63	37	100	5.05	59	38	97	4.90
<i>Péruwelz</i>	82	34	116	5.04	94	50	144	6.26	108	59	167	7.26
<i>Quevaucamps</i>	91	69	160	6.96	120	80	200	8.70	110	76	186	8.09
<i>Templeuve</i>	56	16	72	3.59	69	31	100	4.98	71	36	107	5.33
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Gand</i>	490	163	653	3.69	553	219	772	4.36	591	265	856	4.83
<i>Assenede</i>	79	23	102	4.30	70	22	92	3.88	70	19	89	3.75
<i>Deinze</i>	98	30	128	5.20	90	26	116	4.71	84	26	110	4.47

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Eekloo	142	41	183	4.95	125	37	162	4.38	121	35	156	4.22
Evergem	134	44	178	3.98	157	52	209	4.67	132	43	175	3.91
Kaprijke	69	18	87	5.21	62	18	80	4.79	63	18	81	4.85
Kruishoutem	99	48	147	7.40	61	22	83	4.18	65	19	84	4.23
Ledeberg	84	45	129	3.19	80	38	118	2.91	60	38	98	2.42
Loochristi	82	25	107	3.99	67	16	83	3.10	66	17	83	3.10
Nazareth	79	24	103	5.06	47	19	66	3.24	54	15	69	3.39
N vele	97	32	129	6.62	76	22	98	5.03	78	19	97	4.98
Oosterzele	118	67	185	4.55	80	39	119	2.93	72	22	94	2.31
Waarschoot	47	18	65	4.64	33	8	41	2.93	39	9	48	3.43
Zomergem	92	31	123	5.79	54	14	68	3.20	54	9	63	2.97
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—
<i>Audenarde</i>	177	59	236	6.42	139	53	192	5.23	156	55	211	5.74
Grammont	181	71	252	7.96	136	62	198	6.25	128	62	190	6.—
Herzele	143	70	213	5.34	142	73	215	5.39	146	66	212	5.32
Nederbrakel	70	34	104	5.92	51	11	62	3.53	58	13	71	4.04
Ninove	224	111	335	7.83	210	110	320	7.48	220	116	336	7.86
Renaix	95	44	139	4.48	87	43	130	4.19	92	40	132	4.26
Sint-Maria-Horebeke	62	30	92	5.46	28	17	45	2.67	31	17	48	2.85
Zottegem	122	55	177	6.54	90	50	140	5.18	84	52	136	5.03
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Termonde</i>	214	86	300	5.26	173	66	239	4.19	174	58	232	4.07
Alost	446	204	650	6.73	394	181	575	5.95	403	179	582	6.03
Beveren-Waas	227	81	308	10.73	192	55	247	8.61	175	47	222	7.73
Hamme	164	74	238	8.41	143	62	205	7.24	134	55	189	6.68
Lokeren	153	66	219	6.96	145	59	204	6.48	139	58	197	6.26
Sint-Gillis-Waas	235	85	320	9.87	206	61	267	8.24	185	59	244	7.53
Saint-Nicolas	262	94	356	6.85	256	84	340	6.55	280	87	367	7.07
Tamise	207	90	297	8.25	182	78	260	7.22	196	88	284	7.89
Wetteren	203	86	289	7.94	148	66	214	5.88	125	61	186	5.11
Zelee	174	69	243	7.68	150	61	211	6.67	131	43	174	5.50
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	39	35	74	—
<i>Bruges</i>	623	215	838	4.84	533	191	724	4.18	580	214	794	4.58
Ardooie	64	15	79	5.08	36	8	44	2.83	35	11	46	2.96
Gistel	117	39	156	5.32	72	17	89	3.04	70	22	92	3.14
Ostende	275	87	362	6.22	331	105	436	7.49	329	99	428	7.35
Ruiselede	48	13	61	4.70	22	11	33	2.54	25	10	35	2.70
Tielt	74	34	108	5.91	55	12	67	3.67	62	11	73	4.—
Torhout	178	65	243	4.83	117	40	157	3.12	108	37	145	2.88
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Courtrai</i>	329	137	466	5.09	270	125	395	4.32	295	147	442	4.83
Avelgem	50	20	70	4.67	35	8	43	2.87	33	7	40	2.67
Harelbeke	120	45	165	4.26	99	31	130	3.36	98	24	122	3.15
Izegem	81	31	112	3.64	69	26	95	3.09	71	25	96	3.12
Menin	156	59	215	3.94	210	85	295	5.40	194	90	284	5.20
Meulebeke	63	34	97	5.67	51	19	70	4.09	48	17	65	3.80

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Mouscron	164	74	238	4.36	333	160	493	9.02	334	160	494	9.04
Moorsele	64	26	90	3.96	53	20	73	3.21	55	14	69	3.03
Oostrozebeke	61	12	73	4.11	51	17	68	3.83	44	18	62	3.49
Roulers	135	50	185	4.80	147	30	177	4.60	147	29	176	4.57
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Furnes</i>	108	48	156	5.57	119	44	163	5.82	131	52	183	6.54
Dixmude	85	37	122	4.98	74	28	102	4.16	91	26	117	4.77
Haringe	54	23	77	5.08	32	18	50	3.30	38	19	57	3.76
Nieuport	85	41	126	5.82	100	54	154	7.11	115	58	173	7.99
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Ypres</i>	209	63	272	6.03	168	48	216	4.79	176	49	225	4.99
Hooglede	45	14	59	3.43	45	12	57	3.31	49	11	60	3.49
Messines	54	23	77	4.46	96	33	129	7.47	97	33	130	7.52
Passchendale	62	20	82	4.60	54	17	71	3.98	51	16	67	3.76
Poperinge	69	24	93	5.88	54	20	74	4.67	70	24	94	5.94
Wervik	109	49	158	5.41	122	64	186	6.37	134	65	199	6.82
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Liège (*)</i>	1,106	595	1,701	10.57	1,589	945	2,534	15.75	1,518	836	2,354	14.63
Dalhem	87	32	119	5.83	87	26	113	5.54	97	29	126	6.17
Fexhe-Slins	175	110	285	8.84	211	130	341	10.58	253	187	440	13.65
Fléron	160	99	259	4.80	196	74	270	5.—	169	50	219	4.05
Hollogne-aux-Pierres	366	222	588	7.49	445	266	711	9.06	395	245	640	8.16
Louveigné	88	36	124	6.24	75	37	112	5.64	75	35	110	5.54
Seraing-sur-Meuse	280	157	437	6.59	314	162	476	7.18	253	125	378	5.70
Waremme	92	81	173	8.46	85	66	151	7.38	126	85	211	10.31
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	7	—
<i>Huy</i>	278	123	401	8.77	278	119	397	8.68	230	105	335	7.33
Ferrières	18	9	27	5.80	10	9	19	4.08	11	10	21	4.51
Hannut	108	50	158	7.96	89	37	126	6.35	98	44	142	7.16
Héron	88	67	155	10.69	104	56	160	11.04	104	64	168	11.59
Jehay-Bodegnée	79	63	142	8.29	75	51	126	7.35	98	60	158	9.22
Landen	154	99	253	12.92	137	105	242	12.36	135	104	239	12.21
Nandrin	121	52	173	7.59	115	53	168	7.37	150	84	234	10.26
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Verviers</i>	219	93	312	6.29	218	112	330	6.65	211	109	320	6.45
Aubel	46	26	72	8.81	21	3	24	2.94	30	7	37	4.53
Dison	59	22	81	4.10	64	26	90	4.56	47	24	71	3.60
Herve	63	16	79	6.74	48	20	68	5.80	43	20	63	5.37
Limbourg	48	24	72	5.52	23	16	39	2.99	33	16	49	3.76
Spa	115	72	187	5.23	142	78	220	6.15	131	72	203	5.68
Stavelot	42	29	71	4.69	28	28	56	3.70	38	31	69	4.55
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—

* Y compris les cantons de Grivegnée, Herstal et Saint-Nicolas.

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<i>Tongres</i>	211	105	316	10.79	194	79	273	9.32	213	89	302	10.31
<i>Bilzen</i>	177	72	249	4.70	401	152	553	10.44	472	152	624	11.78
<i>Looz</i>	224	119	343	11.46	169	100	269	8.98	183	107	290	9.68
<i>Bree</i>	139	45	184	9.69	156	38	194	10.21	165	42	207	10.90
<i>Maaseik</i>	168	56	224	9.10	146	62	208	8.45	145	59	204	8.29
<i>Mechelen</i>	161	42	203	5.33	250	64	314	8.25	261	66	327	8.59
<i>Zichen-Z.-B.</i>	71	60	131	9.50	65	54	119	8.63	72	66	138	10.—
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—
<i>Hasselt</i>	200	73	273	5.83	195	78	273	5.83	217	77	294	6.28
<i>Beringen</i>	196	96	292	5.72	215	104	319	6.25	215	107	322	6.31
<i>Herek-la-Ville</i>	125	50	175	6.93	100	25	125	4.95	88	22	110	4.35
<i>Neerpelt</i>	123	55	178	5.05	102	44	146	4.14	91	45	136	3.86
<i>Peer</i>	45	20	65	3.69	41	16	57	3.24	33	15	48	2.73
<i>Saint-Trond</i>	258	175	433	10.77	180	131	311	7.73	192	148	340	8.46
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Arlon</i>	99	49	148	7.05	95	57	152	7.24	92	60	152	7.24
<i>Etalle</i>	54	22	76	5.26	55	20	75	5.19	53	18	71	4.91
<i>Fauvillers</i>	22	17	39	8.86	13	7	20	4.55	16	5	21	4.77
<i>Florenville</i>	33	12	45	4.27	32	18	50	4.75	32	19	51	4.84
<i>Messancy</i>	52	36	88	5.22	101	51	152	9.02	101	50	151	8.96
<i>Virton</i>	91	31	122	6.58	113	33	146	7.88	114	35	149	8.04
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Marche-en-Famenne</i>	86	46	132	10.14	98	46	144	11.06	110	49	159	12.21
<i>Durbuy</i>	34	14	48	5.95	23	12	35	4.34	26	14	40	4.96
<i>Erezée</i>	30	12	42	6.68	21	7	28	4.45	22	7	29	4.61
<i>Houffalize</i>	41	14	55	5.84	20	5	25	2.66	37	11	48	5.10
<i>La Roche</i>	51	32	83	8.54	28	10	38	3.91	30	15	45	4.63
<i>Nassogne</i>	24	16	40	8.78	16	13	29	6.37	13	11	24	5.27
<i>Vielsalm</i>	37	18	55	6.86	28	11	39	4.87	31	11	42	5.24
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	—
<i>Neufchâteau</i>	51	40	91	5.53	54	28	82	4.99	60	32	92	5.60
<i>Bastogne</i>	52	21	73	6.13	58	20	78	6.55	68	25	93	7.82
<i>Bouillon</i>	36	10	46	6.22	41	12	53	7.17	40	10	50	6.76
<i>Paliseul</i>	56	22	78	7.04	49	27	76	6.86	56	28	84	7.59
<i>Saint-Hubert</i>	55	25	80	7.24	27	13	40	3.62	38	14	52	4.70
<i>Sibret</i>	52	26	78	9.54	33	14	47	5.75	41	14	55	6.73
<i>Wellin</i>	18	16	34	5.93	25	3	28	4.88	21	5	26	4.53
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Namur</i>	380	177	557	6.02	418	229	647	6.99	442	230	672	7.26
<i>Andenne</i>	141	74	215	10.46	127	67	194	9.44	114	66	180	8.76
<i>Eghezée</i>	62	38	100	4.79	55	25	80	3.83	58	26	84	4.03
<i>Fosse</i>	232	120	352	7.34	236	124	360	7.51	231	118	349	7.28
<i>Gembloux</i>	138	95	233	8.01	131	62	193	6.64	155	71	226	7.77
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	17	11	28	—

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<i>Dinant</i>	124	67	191	7.58	118	71	189	7.51	131	77	208	8.26
<i>Beauraing</i>	57	27	84	6.48	47	32	79	6.10	43	32	75	5.79
<i>Ciney</i>	99	60	159	7.27	88	53	141	6.44	100	54	154	7.04
<i>Couvin</i>	73	66	139	8.10	85	64	149	8.68	74	49	123	7.16
<i>Florennes</i>	71	31	102	8.—	66	22	88	6.90	67	29	96	7.53
<i>Gedinne</i>	43	31	74	6.76	28	18	46	4.20	32	19	51	4.66
<i>Philippeville</i>	46	24	70	6.80	40	23	63	6.12	42	29	71	6.89
<i>Rochefort</i>	62	34	96	6.60	54	35	89	6.12	53	30	83	5.71
<i>Walcourt</i>	57	29	86	5.23	55	31	86	5.23	55	26	81	4.93
<i>Canton inconnu dans l'arrondissement</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	6	—

Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'Appel

<i>Bruxelles</i>	2,716	1,026	3,742	2.94	3,867	1,620	5,487	4.30	3,794	1,622	5,416	4.25
<i>Louvain</i>	1,262	656	1,918	6.19	972	521	1,493	4.82	977	513	1,490	4.81
<i>Nivelles</i>	746	424	1,170	6.48	726	420	1,146	6.35	743	416	1,159	6.42
<i>Anvers</i>	2,446	976	3,422	4.37	3,033	1,337	4,370	5.58	2,992	1,334	4,326	5.52
<i>Malines</i>	907	387	1,294	5.30	800	323	1,123	4.59	787	311	1,098	4.49
<i>Turnhout</i>	1,051	495	1,546	6.68	867	396	1,263	5.46	870	394	1,264	5.46
<i>Mons</i>	1,822	1,148	2,970	7.15	2,152	1,306	3,458	8.32	2,143	1,322	3,465	8.34
<i>Charleroi</i>	2,554	1,633	4,187	7.34	3,265	2,120	5,385	9.44	3,292	2,136	5,428	9.51
<i>Tournai</i>	812	410	1,222	5.06	830	425	1,255	5.20	831	433	1,264	5.24
<i>Ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles</i>	14,316	7,155	21,471	5.05	16,512	8,468	24,980	5.88	16,429	8,481	24,910	5.86
<i>Gand</i>	1,710	609	2,319	4.40	1,555	552	2,107	4.—	1,553	554	2,107	4.—
<i>Audenarde</i>	1,074	474	1,548	6.36	883	419	1,302	5.35	915	421	1,336	5.49
<i>Termonde</i>	2,285	935	3,220	7.48	1,989	773	2,762	6.42	1,981	770	2,751	6.39
<i>Bruges</i>	1,379	468	1,847	5.16	1,166	384	1,550	4.33	1,209	404	1,613	4.51
<i>Courtrai</i>	1,223	488	1,711	4.49	1,318	521	1,839	4.82	1,319	531	1,850	4.85
<i>Furnes</i>	332	149	481	5.38	325	144	469	5.25	375	155	530	5.93
<i>Ypres</i>	548	193	741	5.20	539	194	733	5.15	577	198	775	5.44
<i>Ressort de la Cour d'Appel de Gand</i>	8,551	3,316	11,867	5.46	7,775	2,987	10,762	4.96	7,929	3,033	10,962	5.05
<i>Liège</i>	2,354	1,332	3,686	6.33	3,002	1,706	4,708	8.09	2,892	1,593	4,485	7.70
<i>Huy</i>	846	463	1,309	9.07	808	430	1,238	8.58	826	471	1,297	8.99
<i>Verviers</i>	592	282	874	5.71	544	283	827	5.40	533	280	813	5.31
<i>Tongres</i>	1,151	499	1,650	7.95	1,381	549	1,930	9.29	1,513	581	2,094	10.08
<i>Hasselt</i>	947	469	1,416	6.55	833	398	1,231	5.70	836	414	1,250	5.78
<i>Arlon</i>	351	167	518	6.04	409	186	595	6.94	408	187	595	6.94
<i>Marche-en-Famenne</i>	303	152	455	7.68	234	104	338	5.70	271	119	390	6.58
<i>Neufchâteau</i>	320	160	480	6.69	287	117	404	5.63	324	128	452	6.29
<i>Namur</i>	953	504	1,457	6.91	967	507	1,474	6.99	1,017	522	1,539	7.29
<i>Dinant</i>	632	369	1,001	7.04	581	349	930	6.54	601	347	948	6.67
<i>Ressort de la Cour d'Appel de Liège</i>	8,449	4,397	12,846	6.86	9,046	4,629	13,675	7.30	9,221	4,642	13,863	7.40
<i>Totaux :</i>	31,316	14,868	46,184	5.57	33,333	16,084	49,417	5.96	33,579	16,156	49,735	6.—
<i>A l'étranger</i>	2,344	1,309	3,653	0.44	298	90	388	0.05	81	21	102	0.01
<i>Inconnu</i>	—	—	—	—	29	3	32	—	—	—	—	—
TOTAUX GENERAUX :	33,660	16,177	49,837	6.01	33,660	16,177	49,837	6.01	33,660	16,177	49,837	6.01

TABLEAU n° 37

DE LA RÉCIDIVE GÉNÉRALE ET DE LA RÉCIDIVE SPÉCIALE

Pour la rédaction de ce tableau, on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres tableaux de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le clas-

sement des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous :

DÉNOMINATION DES GROUPEs	Nos d'ordre	Nos D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui rentrent dans chaque groupe
1	2	3
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique . . .	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles . . .	4	10, 11, 12, 13, 19, 20.
Crimes et délits contre la moralité publique . .	5	14, 15, 16, 17, 18.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires . . .	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

La forme adoptée pour le tableau n° 37 est la même que celle attribuée aux tableaux 30 et 31, ce aux fins de permettre l'étude des récidivistes spécialistes par sexe, et dans leur ensemble.

Tableau n° 37. — RÉCIDIVISTES RÉPARTIS EN SPÉCIALISTES ET NON SPÉCIALISTES

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	SEXE des condamnés. 3	1 ^{er} DEGRÉ			2 ^e DEGRÉ			3 ^e DEGRÉ			4 ^e DEGRÉ		
			2 condamnations			3 condamnations			4 condamnations			5 condamnations		
			Spé- cia- lis- tes 4	Non spé- cialis- tes 5	Total 6	Spé- cia- lis- tes 7	Non spé- cialis- tes 8	Total 9	Spé- cia- lis- tes 10	Non spé- cialis- tes 11	Total 12	Spé- cia- lis- tes 13	Non spé- cialis- tes 14	Total 15
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes . Femmes . Ensemble:	1 — 1	1 — 1	2 — 2	— — —	— 1 1	— 1 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Hommes . Femmes . Ensemble:	6 2 8	14 6 20	20 8 28	4 2 6	1 4 5	5 6 11	— — —	3 — 3	3 — 3	1 — 1	— — —	
Faux en écritures	3	Hommes . Femmes . Ensemble:	40 5 45	62 8 70	102 13 115	23 5 28	9 — 9	32 5 37	14 2 16	5 1 6	19 3 22	8 — 8	4 — 4	
Faux témoignage ou serment	4	Hommes . Femmes . Ensemble:	— — —	2 2 4	2 2 4	— — —	2 1 3	2 1 3	— — —	2 1 3	2 1 3	— — —	1 — 1	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	Hommes . Femmes . Ensemble:	— — —	22 3 25	22 3 25	— 1 1	15 — 15	15 1 16	— — —	5 — 5	5 — 5	— — —	4 — 4	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes . Femmes . Ensemble:	1 — 1	2 — 2	3 — 3	— — —	1 — 1	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes . Femmes . Ensemble:	199 35 234	682 163 845	881 198 1,079	163 22 185	260 46 306	423 68 491	45 5 50	221 45 266	266 50 316	40 5 45	129 21 150	169 26 195
» de pol.	8	Hommes . Femmes . Ensemble:	41 2 43	158 45 203	199 47 246	19 5 24	62 12 74	81 17 98	5 2 7	38 7 45	43 9 52	— — —	11 2 13	11 2 13
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes . Femmes . Ensemble:	2 1 3	48 10 58	50 11 61	2 — 2	30 2 32	32 2 34	1 1 2	21 1 22	22 2 24	1 — 1	10 — 10	11 — 11
Avortement	10	Hommes . Femmes . Ensemble:	1 1 2	4 8 12	5 9 14	— 2 2	— 3 5	— 5 1	— 1 4	1 3 4	1 4 5	— — —	— 2 2	— 2 2
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes . Femmes . Ensemble:	4 1 5	10 8 18	14 9 23	3 — 3	4 2 6	7 2 9	— — —	7 1 8	7 1 8	1 — 1	1 — 1	2 — 2
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes . Femmes . Ensemble:	— — —	— 2 2	— 2 2	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	
Enlèvement de mineurs	13	Hommes . Femmes . Ensemble:	— — —	— — —	— — —	1 — 1	1 2 3	2 2 4	— — —	2 — 2	2 — 2	— — —	— — —	
Attentats à la pudeur et viols	14	Hommes . Femmes . Ensemble:	— — —	— — —	— — —	— — —	1 — 1	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
» correct.	15	Hommes . Femmes . Ensemble:	11 — 11	38 4 42	49 4 53	2 — 2	18 — 18	20 — 20	1 — 1	17 — 17	18 — 18	— 1 1	3 — 3	3 1 4

ET D'APRÈS LE NOMBRE DE CONDAMNATIONS QU'ILS ONT ENCOURUES

5° DEGRÉ — 6 condamnations			6° DEGRÉ — 7 condamnations			7° DEGRÉ — 8 condamnations			8° DEGRÉ — 9 condamnations			9° DEGRÉ — 10 condamnations			10° DEGRÉ et au delà 11 condamnations et plus			AU TOTAL			
Spé- cia- lis- tes 16	Non spé- cialis- tes 17	Total 18	Spé- cia- lis- tes 19	Non spé- cialis- tes 20	Total 21	Spé- cia- lis- tes 22	Non spé- cialis- tes 23	Total 24	Spé- cia- lis- tes 25	Non spé- cialis- tes 26	Total 27	Spé- cia- lis- tes 28	Non spé- cialis- tes 29	Total 30	Spé- cia- lis- tes 31	Non spé- cialis- tes 32	Total 33	Spé- cia- lis- tes 34	Non spé- cialis- tes 35	Total 36	
-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	3	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3	4	
1	1	2	2	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	14	21	35	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	10	14	
1	1	2	2	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	18	31	49	
6	7	13	3	2	5	4	6	10	4	2	6	3	3	6	5	3	8	110	103	213	
-	-	-	1	1	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	15	10	25	
6	7	13	4	3	7	5	6	11	4	2	6	3	3	6	6	3	9	125	113	238	
-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	10	10	
-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	5	
-	2	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	15	15	
-	3	3	-	4	4	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	3	3	-	57	57	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3	4	
-	3	3	-	4	4	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	3	3	1	60	61	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	1	4	5	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	1	4	5	
23	105	128	21	68	89	10	49	59	2	45	47	7	42	49	16	123	139	526	1,724	2,250	
-	15	15	-	11	11	3	6	9	-	5	5	1	4	5	1	11	12	72	327	399	
23	120	143	21	79	100	13	55	68	2	50	52	8	46	54	17	134	151	598	2,051	2,649	
-	17	17	2	7	9	-	6	6	-	4	4	-	1	1	2	11	13	69	315	384	
-	2	2	-	1	1	-	3	3	-	-	-	-	-	-	-	3	3	9	75	84	
-	19	19	2	8	10	-	9	9	-	4	4	-	1	1	2	14	16	78	390	468	
-	9	9	1	5	6	1	2	3	-	3	3	-	5	5	-	5	5	8	138	146	
-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	15	17	
-	10	10	1	6	7	1	2	3	-	3	3	-	5	5	-	5	5	10	153	163	
-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	6	7	
-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	4	18	22	
-	1	1	-	-	-	-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	5	24	29	
-	-	-	-	2	2	1	-	1	-	-	-	-	1	1	-	2	2	9	27	36	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	11	12	
-	-	-	-	2	2	1	-	1	-	-	-	-	1	1	-	2	2	10	38	48	
-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	
-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	3	
-	1	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	5	6	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	
-	1	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	7	8	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	
1	5	6	2	-	2	-	-	-	-	2	2	-	1	1	1	5	6	18	89	107	
-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1	6	7	
1	5	6	2	-	2	-	1	1	-	3	3	-	1	1	1	5	6	19	95	114	

Tableau n° 37 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	SEXE des condamnés 3	1 ^{er} DEGRÉ			2 ^e DEGRÉ			3 ^e DEGRÉ			4 ^e DEGRÉ				
			2 condamnations			3 condamnations			4 condamnations			5 condamnations				
			Spé- cia- lis- tes 4	Non spé- cialis- tes 5	Total 6	Spé- cia- lis- tes 7	Non spé- cialis- tes 8	Total 9	Spé- cia- lis- tes 10	Non spé- cialis- tes 11	Total 12	Spé- cia- lis- tes 13	Non spé- cialis- tes 14	Total 15		
Corruption de la jeunesse et prostitution .	16	Hommes . Femmes . Ensemble:	- 9 9	26 59 85	26 68 94	2 4 6	11 17 28	13 21 34	- - -	5 6 11	5 6 11	- - -	3 6 9	3 6 9		
Outrages publics aux mœurs .	17	peines correct.	Hommes . Femmes . Ensemble:	7 1 8	26 23 49	33 24 57	6 - 6	12 3 15	18 3 21	2 - 2	10 6 16	12 6 18	4 - 4	6 1 7	10 1 11	
		» de pol.	Hommes . Femmes . Ensemble:	- - -	1 - 1	1 - 1	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -
			Hommes . Femmes . Ensemble:	72 42 114	202 81 283	274 123 397	41 14 55	79 15 94	120 29 149	2 - 2	40 9 49	42 9 51	2 1 3	34 5 39	36 6 42	
Adultère et bigamie	19	Hommes . Femmes . Ensemble:	17 - 17	8 2 10	25 2 27	17 - 17	5 - 5	22 - 22	3 - 3	8 - 8	11 - 11	2 - 2	5 - 5	7 - 7		
Abandon de famille	20	peines crimin.	Hommes . Femmes . Ensemble:	- - -	- - -	- - -	1 - 1	- 1 1	1 1 2	- - -	1 - 1	1 - 1	- - -	- - -	- - -	
		» correct.	Hommes . Femmes . Ensemble:	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	
			Hommes . Femmes . Ensemble:	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -
Lésions corporelles volontaires	21	peines crimin.	Hommes . Femmes . Ensemble:	209 59 268	186 49 235	395 108 503	133 29 162	61 13 74	194 42 236	71 5 76	70 7 77	141 12 153	47 10 57	29 5 34	76 15 91	
		» correct.	Hommes . Femmes . Ensemble:	224 156 380	235 147 382	459 303 762	139 85 224	52 27 79	191 112 303	61 35 96	54 35 89	115 70 185	41 21 62	23 12 35	64 33 97	
			Hommes . Femmes . Ensemble:	224 156 380	235 147 382	459 303 762	139 85 224	52 27 79	191 112 303	61 35 96	54 35 89	115 70 185	41 21 62	23 12 35	64 33 97	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	22	peines crimin.	Hommes . Femmes . Ensemble:	- - -	20 17 37	20 18 38	1 3 4	5 6 11	6 9 15	- - -	6 3 9	6 3 9	- - -	5 2 7	5 2 7	
		» correct.	Hommes . Femmes . Ensemble:	1 4 5	16 30 46	17 34 51	1 - 1	4 7 11	5 7 12	- 1 1	5 7 12	5 8 13	- - -	2 3 5	2 3 5	
			Hommes . Femmes . Ensemble:	1 4 5	16 30 46	17 34 51	1 - 1	4 7 11	5 7 12	- 1 1	5 7 12	5 8 13	- - -	2 3 5	2 3 5	
Calomnies et injures	23	peines crimin.	Hommes . Femmes . Ensemble:	- 1 1	20 17 37	20 18 38	1 3 4	5 6 11	6 9 15	- - -	6 3 9	6 3 9	- - -	5 2 7	5 2 7	
		» correct.	Hommes . Femmes . Ensemble:	1 4 5	16 30 46	17 34 51	1 - 1	4 7 11	5 7 12	- 1 1	5 7 12	5 8 13	- - -	2 3 5	2 3 5	
			Hommes . Femmes . Ensemble:	1 4 5	16 30 46	17 34 51	1 - 1	4 7 11	5 7 12	- 1 1	5 7 12	5 8 13	- - -	2 3 5	2 3 5	
Violation de sépulture	24	peines crimin.	Hommes . Femmes . Ensemble:	- - -	20 17 37	20 18 38	1 3 4	5 6 11	6 9 15	- - -	6 3 9	6 3 9	- - -	5 2 7	5 2 7	
		» correct.	Hommes . Femmes . Ensemble:	1 4 5	16 30 46	17 34 51	1 - 1	4 7 11	5 7 12	- 1 1	5 7 12	5 8 13	- - -	2 3 5	2 3 5	
			Hommes . Femmes . Ensemble:	1 4 5	16 30 46	17 34 51	1 - 1	4 7 11	5 7 12	- 1 1	5 7 12	5 8 13	- - -	2 3 5	2 3 5	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	25	peines crimin.	Hommes . Femmes . Ensemble:	- - -	20 17 37	20 18 38	1 3 4	5 6 11	6 9 15	- - -	6 3 9	6 3 9	- - -	5 2 7	5 2 7	
		» correct.	Hommes . Femmes . Ensemble:	1 4 5	16 30 46	17 34 51	1 - 1	4 7 11	5 7 12	- 1 1	5 7 12	5 8 13	- - -	2 3 5	2 3 5	
			Hommes . Femmes . Ensemble:	1 4 5	16 30 46	17 34 51	1 - 1	4 7 11	5 7 12	- 1 1	5 7 12	5 8 13	- - -	2 3 5	2 3 5	

Tableau n° 37 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Nu- méros de la no- men- cla- ture	SEXE des condamnés	1 ^{er} DEGRÉ			2 ^e DEGRÉ			3 ^e DEGRÉ			4 ^e DEGRÉ			
			2 condamnations			3 condamnations			4 condamnations			5 condamnations			
			Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Violation du secret professionnel	32	Hommes . Femmes . Ensemble:	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes . Femmes . Ensemble:	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vols et maraudages	34	Hommes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Femmes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Ensemble:	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
» correct.	35	Hommes .	776	1,082	1,858	523	339	862	232	285	517	165	152	317	
		Femmes .	331	359	690	156	83	239	53	84	137	38	23	61	
		Ensemble:	1,107	1,441	2,548	679	422	1,101	285	369	654	203	175	378	
» de pol.	36	Hommes .	154	233	387	86	50	136	27	49	76	24	31	55	
		Femmes .	88	129	217	51	27	78	8	23	31	14	17		
		Ensemble:	242	362	604	137	77	214	35	72	107	38	34	72	
Banqueroute	37	Hommes .	3	3	6	2	-	2	3	1	4	-	-	-	
		Femmes .	1	3	4	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
		Ensemble:	4	6	10	2	-	2	4	1	5	-	-	-	
Abus de confiance, es- croquerie, tromperie	38	Hommes .	300	386	686	191	99	290	79	107	186	55	54	109	
		Femmes .	93	115	208	45	29	74	16	15	31	9	9	18	
		Ensemble:	393	501	894	236	128	364	95	122	217	64	63	127	
» de pol.	39	Hommes .	6	8	14	2	4	6	4	2	6	-	-	-	
		Femmes .	1	4	5	-	-	-	-	-	-	1	1	2	
		Ensemble:	7	12	19	2	4	6	4	2	6	1	1	2	
Recel	40	Hommes .	106	225	331	92	81	173	29	73	102	30	34	64	
		Femmes .	85	141	226	54	38	92	12	27	39	8	15	23	
		Ensemble:	191	366	557	146	119	265	41	100	141	38	49	87	
Incendie	41	Hommes .	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	
		Femmes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble:	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	
» correct.	42	Hommes .	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Femmes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble:	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Destructions et dom- mages	43	Hommes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Femmes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble:	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
» correct.	44	Hommes .	5	41	46	2	14	16	-	9	9	1	11	12	
		Femmes .	-	11	11	-	6	6	-	1	1	-	1	1	
		Ensemble:	5	52	57	2	20	22	-	10	10	1	12	13	
» de pol.	45	Hommes .	2	26	28	3	5	8	-	7	7	-	5	5	
		Femmes .	-	7	7	-	-	-	-	1	1	-	2	2	
		Ensemble:	2	33	35	3	5	8	-	8	8	-	7	7	
Totaux :	}	Hommes .	2,188	3,776	5,964	1,459	1,229	2,688	579	1,057	1,636	422	558	980	
		Femmes .	918	1,440	2,358	478	347	825	142	283	425	108	113	221	
		Ensemble:	3,106	5,216	8,322	1,937	1,576	3,513	721	1,340	2,061	530	671	1,201	

5° DEGRÉ — 6 condamnations			6° DEGRÉ — 7 condamnations			7° DEGRÉ — 8 condamnations			8° DEGRÉ — 9 condamnations			9° DEGRÉ — 10 condamnations			10° DEGRÉ et au delà 11 condamnations et plus			AU TOTAL			
Spé- cia- lis- tes 16	Non spé- cialis- tes 17	Total 18	Spé- cia- lis- tes 19	Non spé- cialis- tes 20	Total 21	Spé- cia- lis- tes 22	Non spé- cialis- tes 23	Total 24	Spé- cia- lis- tes 25	Non spé- cialis- tes 26	Total 27	Spé- cia- lis- tes 28	Non spé- cialis- tes 29	Total 30	Spé- cia- lis- tes 31	Non spé- cialis- tes 32	Total 33	Spé- cia- lis- tes 34	Non spé- cialis- tes 35	Total 36	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
103	139	242	88	92	180	66	64	130	54	44	98	44	31	75	168	136	304	2,219	2,364	4,583	
22	13	35	14	11	25	11	11	22	6	4	10	4	7	11	25	17	42	660	612	1,272	
125	152	277	102	103	205	77	75	152	60	48	108	48	38	86	193	153	346	2,879	2,976	5,855	
8	22	30	4	10	14	5	13	18	6	7	13	2	3	5	14	15	29	330	433	763	
2	4	6	2	4	6	7	2	9	2	2	4	1	1	2	11	4	15	186	199	385	
10	26	36	6	14	20	12	15	27	8	9	17	3	4	7	25	19	44	516	632	1,148	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	10	4	14	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	3	5	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	12	7	19	
37	50	87	27	26	53	18	18	36	20	9	29	11	10	21	76	37	113	814	796	1,610	
7	7	14	2	1	3	2	1	3	2	1	3	-	2	2	3	4	7	179	184	363	
44	57	101	29	27	56	20	19	39	22	10	32	11	12	23	79	41	120	993	980	1,973	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	13	14	27	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	2	6	8	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	1	-	1	15	20	35	
14	30	44	10	6	16	12	12	24	7	6	13	2	3	5	21	29	50	323	499	822	
4	13	17	3	7	10	3	1	4	1	2	3	1	-	1	4	1	5	175	245	420	
18	43	61	13	13	26	15	13	28	8	8	16	3	3	6	25	30	55	498	744	1,242	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	4	4	-	1	1	-	2	2	-	3	3	-	5	5	-	5	5	8	95	103	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19	19	19
-	4	4	-	1	1	-	2	2	-	3	3	-	5	5	-	5	5	8	114	122	
-	3	3	-	2	2	-	2	2	-	1	1	-	-	-	-	8	8	5	59	64	
-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11	11	11
-	4	4	-	2	2	-	2	2	-	1	1	-	-	-	-	8	8	5	70	75	75
236	497	733	201	277	478	142	219	361	117	149	266	86	128	214	352	467	819	5,782	8,357	14,139	
49	78	127	31	48	79	29	35	64	18	22	40	13	19	32	56	54	110	1,842	2,439	4,281	
285	575	860	232	325	557	171	254	425	135	171	306	99	147	246	408	521	929	7,624	10,796	18,420	

TABLEAU n° 38

Il a semblé utile de faire de ce tableau également un tableau unique, réunissant dans un même cadre les hommes et les femmes d'une part, les primaires et les récidivistes d'autre part.

Il importe en effet de pouvoir suivre l'influence de l'ivrognerie sur la criminalité non seulement par groupes de criminels mais aussi

et antérieurement à toute étude détaillée pour l'ensemble de ceux-ci.

L'expérience est édifiante, car elle permet d'établir rapidement le taux d'intervention de l'ivrognerie sous ses divers aspects réunis, dans les causes de la criminalité.

Les chiffres ci-dessous en donnent les proportions pour les onze dernières années :

ANNÉES	NOMBRE TOTAL des individus retenus par la statistique criminelle	TOTAL DES INDIVIDUS auquel un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	
		Chiffres absolus	%
1931	38,262	9,483	24.78
1932	38,150	9,179	24.06
1933	37,997	8,808	23.18
1934	39,653	8,756	22.08
1935	38,518	8,271	21.47
1936	36,966	8,403	22.73
1937	34,672	7,990	23.04
1938	33,978	7,266	21.38
1939	31,900	6,878	21.56
1940	33,256	6,077	18.27
1941	49,837	4,965	9.96

On constate un mouvement décroissant constant sauf pour les années d'euphorie 1936 et 1937. En 1940 la chute est déjà plus forte, en 1941 elle est particulièrement profonde.

Tableau n° 38. — IVROGNERIE

NATURE DE L'INFRACTION 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	SEXE des condamnés 3	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri- maires 4	Réci- distes 5	Pri- maires 6	Réci- distes 7	Pri- maires 8	Réci- distes 9	Pri- maires 10	Réci- distes 11
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	
Contrefaçon ou altération de mon- naies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	2 1 3	6 — 6	— — —	— — —	2 1 3	6 — 6	— — —	
Faux en écritures	3	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	3 — 3	28 — 28	— — —	— — —	3 — 3	28 — 28	— — —	
Faux témoignage ou serment . . .	4	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	— — —	2 1 3	— — —	— — —	— — —	2 1 3	— — —	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	3 — 3	14 — 14	— — —	— — —	3 — 3	11 — 11	— — 3	
Infractions contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	2 — 2	— — —	— — —	— — —	2 — 2	— — —	— — —	
Infractions contre l'ordre public par des parti- culiers	7	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	232 13 245	882 45 927	3 1 4	2 — 2	66 2 68	548 22 570	163 10 173	332 23 355
» de pol.		{ Hommes . Femmes . Ensemble :	60 1 61	110 9 119	2 — 2	— — —	15 — 15	67 4 71	43 1 44	43 5 48
Infractions contre la sécurité publi- que	9	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	4 — 4	48 1 49	— — —	— — —	3 — 3	41 1 42	1 — 1	7 — 7
Avortement	10	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	
Exposition ou délaisement d'en- fants	11	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	1 — 1	12 — 12	— — —	— — —	1 — 1	12 — 12	— — —	
Destruction ou supposition d'état .	12	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	
Enlèvement de mineurs	13	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —	1 — 1	— — —	

Tableau n° 38 (suite).

NATURE DE L'INFRACTION 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	SEXE des condamnés 3	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique 4 5		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson 6 7		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique 8 9		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson 10 11	
			Pri- maires 4	Réci- distes 5	Pri- maires 6	Réci- distes 7	Pri- maires 8	Réci- distes 9	Pri- maires 10	Réci- distes 11
Attentat à la pu- deur et viols	14	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	—	—	—	—	—	—	—
» correct.	15	Hommes	4	24	—	—	4	23	—	1
		Femmes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Ensemble :	4	25	—	—	4	24	—	1
Corruption de la jeunesse et pros- titution	16	Hommes	1	11	—	—	1	10	—	1
		Femmes	—	9	—	—	—	9	—	—
		Ensemble :	1	20	—	—	1	19	—	1
Outrages publics aux mœurs	17	Hommes	4	32	—	—	2	21	2	11
		Femmes	1	4	—	—	—	—	1	4
		Ensemble :	5	36	—	—	2	21	3	15
» de pol.	18	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	26	Hommes	24	108	—	—	24	108	—	—
		Femmes	2	6	—	—	2	6	—	—
		Ensemble :	26	114	—	—	26	114	—	—
Abandon de famille	20	Hommes	—	6	—	—	—	6	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	6	—	—	—	6	—	—
Meurtre	21	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	—	—	—	—	—	—	—
» correct.	22	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporel- les volontaires	23	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	—	—	—	—	—	—	—
» correct.	24	Hommes	47	363	1	1	29	306	17	56
		Femmes	—	12	—	—	—	8	—	4
		Ensemble :	47	375	1	1	29	314	17	60
» de pol.	25	Hommes	52	255	—	—	25	210	27	45
		Femmes	9	34	—	—	8	26	1	8
		Ensemble :	61	289	—	—	33	236	28	53
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers .	27	Hommes	2	11	—	—	1	10	1	1
		Femmes	1	—	—	—	—	—	1	—
		Ensemble :	3	11	—	—	1	10	2	1

Tableau n° 38 (suite).

NATURE DE L'INFRACTION 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	SEXE des condamnés 3	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri- maires 4	Réci- distes 5	Pri- maires 6	Réci- distes 7	Pri- maires 8	Réci- distes 9	Pri- maires 10	Réci- distes 11
Destructions et dommages	} peines crimin.	{ Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		{ Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		{ Ensemble :	—	—	—	—	—	—	—	—
	} » correct.	{ Hommes	11	36	—	—	2	29	9	7
		{ Femmes	1	4	—	—	—	1	1	3
		{ Ensemble :	12	40	—	—	2	30	10	10
} » de pol.	{ Hommes	7	25	—	—	3	13	4	12	
	{ Femmes	1	1	—	—	1	—	—	1	
	{ Ensemble :	8	26	—	—	4	13	4	13	
Total :	{ Hommes	782	3,920	6	7	502	3,374	274	539	
	{ Femmes	45	218	1	1	29	166	15	51	
	{ Ensemble :	827	4,138	7	8	531	3,540	289	590	

Tableau n° 39. — INFRACTIONS AUX ARTICLES 1^{er} § 1 ET 3 DE L'ARRÊTÉ-LOI

DU 14 NOVEMBRE 1939 SUR LA RÉPRESSION DE L'IVRESSE

jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises

CATÉGORIES DE CONTRAVENTIONS 1	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS commis à une époque incon- nue ou indé- termi- née 14	TO- TAUX 15
	Jan- vier 2	Fé- vrier 3	Mars 4	Avril 5	Mai 6	Juin 7	Juillet 8	Août 9	Sep- tembre 10	Octo- bre 11	Nov- embre 12	Dé- cembre 13		
Faits d'ivresse connexes à un délit	57	28	54	52	42	72	100	133	137	94	108	103	2	982
Faits d'ivresse commis iso- lément	183	126	197	146	140	114	166	257	271	271	340	292	2	2,505
Total des deux catégories ci-dessus	240	154	251	198	182	186	266	390	408	365	448	395	4	3,487

Il y a lieu de se reporter pour ce tableau à ce qui a été dit dans la publication décennale de la statistique judiciaire (1).

On peut constater que depuis 1940 une nouvelle baisse de l'ordre de 54 % s'est produite dans les faits d'ivresse jugés.

(1) Cfr. aussi *Bulletin de Statistique*, 27^e année, n^{os} 10-11, octobre-novembre 1941, pp. 112-113 : Statistique des infractions à la loi sur l'ivresse 1931 à 1940.

SECTION II

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

ET DE LA

JURIDICTION DU TRAVAIL

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Les données de la statistique de la justice civile et commerciale sont inscrites, pour chaque juridiction, par les soins des greffiers, dans des formulaires, issus du Ministère de la Justice et dont les textes respectifs ont été arrêtés depuis de nombreuses années par ce département.

Ces documents, appelés états statistiques ou compte-rendus, sont dressés à la fin de chaque année.

Pour les divorces et les faillites, des listes nominatives sont en outre établis par les greffes.

Une circulaire ministérielle du 8 décembre 1934 stipule que les fonctionnaires intéressés

doivent faire toutes les annotations nécessaires pour que la statistique soit établie avec la plus parfaite exactitude.

Après vérification de ces états, comptes ou listes nominatives, le département de la Justice les transmet à l'Office Central de Statistique.

Celui-ci compulse les éléments statistiques dans des cahiers de dépouillement, qui permettent une nouvelle vérification et la totalisation des différentes données.

Les tableaux statistiques présentés ci-après sont extraits de ces cahiers de dépouillement.

1° JUSTICES DE PAIX

Compétence. — Jusqu'en mai 1940, les arrondissements judiciaires du Royaume étaient divisés en 230 cantons de justice de paix. Le ressort de la cour d'appel de Bruxelles en comprenait 88, celui de Gand 65, celui de Liège 77.

Depuis, il y a lieu de tenir compte de la soustraction à l'administration belge des territoires comportant les cantons de : Eupen, Malmédy et Saint-Vith, les cantons du Royaume étant ainsi réduits à 227 et ceux du ressort de la cour d'appel de Liège à 74.

Dans chaque canton, il y a un juge de paix assisté d'un greffier. Auprès de chaque juge de paix, il est nommé des suppléants.

Une place de greffier adjoint peut être créée par le Roi dans les justices de paix où, par suite de l'importance du service, un commis-greffier doit faire habituellement les fonctions de greffier.

Les greffiers peuvent avoir des commis, qui prêtent serment devant le juge de paix.

Le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu. Le juge reçoit, dans ce cas, le traitement attribué aux juges de paix des cantons ayant une population égale à la population des deux cantons réunis.

En matière civile, les juges de paix ont à remplir une double mission; ils agissent : 1° comme juges; 2° comme officiers publics.

Les résultats de leur activité, en matière contentieuse, sont consignés dans le tableau n° 40.

Juridiction contentieuse. — L'Arrêté Royal du 13 janvier 1935 modifiant la loi du 25 mars 1876 détermine comme suit la compétence du juge de paix :

Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1,000 francs et en premier ressort jusqu'à la valeur de 5,000 francs, en outre des contestations relatives aux actes réputés commerciaux par la loi, mais seulement en dernier ressort et jusqu'à la valeur de 1,000 francs.

Ils connaissent des demandes en pension alimentaire n'excédant pas, en totalité, 5,000 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil, et, dans les mêmes limites, des demandes en pension alimentaire fondées sur l'article 212 du Code civil, si ces demandes ne sont pas connexes à une instance en séparation de corps ou à une instance en divorce. (Ils statuent en premier ou en dernier ressort, suivant que le montant de la demande, déterminé conformément à l'article 27 des lois sur la compétence, dépasse ou ne dépasse pas 1,000 francs.)

Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1,000 francs, et en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions énumérées à l'article 3 de la loi du 25 mars 1876 (modifié par l'art. 2 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935 et par l'Arrêté Royal du 30 mars 1935) étant les contestations relatives aux baux à ferme et à loyer, aux obligations de copropriétaires, aux servitudes, aux droits de passage; les actions possessoires, les contestations relatives aux engagements de travail, sous réserve de la juridiction des prud'hommes; les actions réhabilitoires dans les ventes ou échanges d'animaux, les actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes, les contestations relatives aux ventes de semences, engrais, nourritures d'animaux, si l'acheteur n'a pas fait acte de commerce; les oppositions frappant l'épargne de la femme mariée et du mineur.

En outre, en vertu des art. 8 et 21 du Code rural, ils connaissent des indemnités relatives au droit de fouille et aux droits d'irrigation et de dessèchement.

Selon l'art. 1^{er}, al. 1^{er} de la loi du 19 juillet 1935 remplaçant l'art. 59 des lois coordonnées sur les mines, les juges de paix connaissent des actions en réparation des dommages causés, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 15,000 francs et en premier ressort jusqu'à la valeur de 40,000 francs.

En cas d'accord avec les concessionnaires sur le principe et sur le partage entre eux de leur responsabilité, ils sont compétents en der-

nier ressort jusqu'à la valeur de 8,000 francs, en premier ressort jusqu'à la valeur de 20,000 francs (art. 59 A. R. Mines, coord. 15 septembre 1919, modifié par la loi du 15 septembre 1928).

L'art. 6 de la loi du 25 mars 1841 donne compétence aux juges de paix pour connaître des demandes en validité et en main-levée des saisies-gageries et des saisies-foraines.

Le juge de paix du canton où un accident du travail s'est produit est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux ouvriers ou à leurs ayants droit, ... ainsi que des demandes en revision de ces indemnités; il statue, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1,000 francs, et, en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever. (A. R. du 28 septembre 1931 coordonnant les lois sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, modifié par A. R. du 31 mars 1936 art. 24.)

Il a la même compétence en ce qui concerne la réparation des accidents du travail dans les causes desquels est intervenu un fait de guerre (Arrêté du 9 août 1941, art. 15).

De même le juge de paix du canton dans le ressort duquel se trouve le port d'attache du navire ou bâtiment est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux gens de mer ou aux ayants droit ainsi que des demandes en revision de ces indemnités; il statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 200 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

En vertu de l'art. 17 de la loi du 24 juillet 1927 les recours contre les décisions du Fonds de prévoyance sont portés devant le juge de paix, qui statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 300 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

La loi du 9 août 1887 a réglé la procédure en expulsion de locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer. Lorsque le montant du loyer de maisons ou appartements n'excède pas 150 francs par an dans les communes de moins de 5,000 habitants, et 300 francs dans les autres communes, le juge de paix statue sur les demandes en expulsion de locataires par une ordonnance mise au bas de l'exploit original de citation.

Les dispositions légales exceptionnelles en

matière de loyer et de fermage ont également attribué la compétence des contestations au juge de paix de la situation de l'immeuble. A cet égard il y a lieu de citer :

En ce qui concerne les *baux à loyer* :

L'arrêté du 20 septembre 1940, dont les effets furent successivement prorogés par les arrêtés du 24 décembre 1940 et du 26 février 1941;

L'arrêté modificatif du 28 avril 1941;

La compétence du juge de paix est en dernier ressort si le loyer annuel n'excède pas 2,500 francs (art. 12 de l'A. du 29-9-1940).

En ce qui concerne les *baux à ferme* :

Les arrêtés du 26 novembre et du 4 décembre 1940 qui, muets sur la compétence, laissent leur application intégrale aux lois sur la compétence en la matière.

Juridiction gracieuse. — Les juges de paix sont aussi chargés de convoquer les conseils de famille, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés, d'assister à la vente et au partage des biens de mineurs, de recevoir les actes d'adoption et d'émancipation, de délivrer des actes de notoriété, de constater l'accord des parties relativement aux indemnités à allouer en matière d'accidents du travail.

Notariat. — Le notariat est régi par la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803), modifiée par les lois des 16 décembre 1922 et 16 avril 1927, et par l'Arrêté Royal du 13 décembre 1935.

En vertu de l'article 2 de la loi du 16 avril 1927, le nombre des notaires, leur placement et leur résidence seront déterminés par le gouvernement, de manière qu'il y ait un notaire au plus par 6,500 habitants dans les agglomérations de Bruxelles, Liège, Anvers, Gand et Charleroi et un notaire au plus par 6,000 habitants dans les autres cantons avec minimum de deux notaires par canton.

Toutefois, dans les cantons qui ont une population dépassant 35,000 habitants, le nombre de notaires ne pourra être supérieur à six.

Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 26^e année, n° 7, novembre 1940, pp. 131 et suiv. : Modifications apportées en 1935 à la compétence et au ressort en matière civile et commerciale, procédures nouvelles en justice de paix. — Résultats statistiques.

Tableau n° 40. — JUSTICE DE PAIX. — ÉTAT, PAR CANTON, DES TRAVAUX DES JUGES DE PAIX

CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE					CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Bruxelles 1 ^{er} cant.	2,032	195	372	1,855	107	Malines (Nord) .	360	20	43	337	20
» 2 ^e »	3,639	621	1,115	3,145	149	» (Sud) .	469	34	43	460	43
» 3 ^e »	4,360	2,722	2,990	4,092	70	Duffel	191	9	15	185	20
» 4 ^e »	1,252	141	272	1,121	70	Heist-op-den-Berg	196	2	10	188	7
Anderlecht	2,119	1,081	851	2,349	79	Lierre	281	9	16	274	12
Assche	296	354	378	272	42	Puurs	147	6	9	144	43
Hal	423	29	30	422	61	<i>Totaux :</i>	1,644	80	136	1,588	145
Ixelles 1 ^{er} canton .	1,466	25	90	1,401	48	Turnhout	256	170	178	248	19
» 2 ^e »	1,370	14	271	1,113	202	Arendonk	88	361	404	45	8
Molenbeek - St-Jean	2,372	606	871	2,107	343	Herentals	252	383	389	246	18
Saint-Gilles	1,457	334	628	1,163	65	Hoogstraaten	49	91	94	46	16
St-Josse-ten-Noode	2,455	595	805	2,245	229	Mol	298	26	37	287	127
Schaerbeek 1 ^{er} cant.	1,604	418	424	1,598	110	Westerloo	106	—	12	94	17
» 2 ^e »	1,384	337	383	1,338	64	<i>Totaux :</i>	1,049	1,031	1,114	966	205
Sint-Kwintens-Lennik	188	5	27	166	43	Mons	1,132	31	156	1,007	130
Uccle	2,318	592	740	2,170	116	Boussu	758	14	78	694	130
Vilvorde	693	29	27	695	27	Chièvres	103	93	103	93	15
Wolvertem	199	250	266	183	—	Dour	221	331	327	225	24
<i>Totaux :</i>	29,627	8,348	10,540	27,435	1,825	Enghien	88	1	14	75	12
Louvain 1 ^{er} cant. .	591	664	699	556	40	La Louvière	654	1,643	1,482	815	49
» 2 ^e »	532	860	929	463	69	Lens	179	241	244	176	11
Aarschot	140	429	428	141	—	Pâturages	359	266	326	299	22
Diest	209	4	39	174	31	Rœulx	234	469	458	245	12
Glabbeek	78	117	129	66	23	Soignies	355	628	630	353	18
Haaht	132	252	269	115	11	<i>Totaux :</i>	4,083	3,717	3,818	3,982	423
Tirlemont	375	648	679	344	55	Charleroi (Nord)	870	2,278	2,327	821	83
Léau	75	130	146	59	18	» (Sud) .	1,386	1,453	779	2,060	52
<i>Totaux :</i>	2,132	3,104	3,318	1,918	247	Beaumont	87	117	117	87	37
Nivelles	558	756	730	584	59	Binche	598	1,426	1,429	595	84
Genappe	115	203	224	94	30	Châtelet	572	1,908	1,933	547	93
Jodoigne	137	268	156	249	43	Chimay	146	1	—	147	55
Perwez	84	135	98	121	16	Fontaine-l'Évêque	359	24	18	365	33
Wavre	486	765	845	406	179	Gosselies	490	481	499	472	40
<i>Totaux :</i>	1,380	2,127	2,053	1,454	327	Jumet	491	14	38	467	29
Anvers 1 ^{er} canton .	1,141	735	955	921	99	Marchienne-au-Pont	372	1,299	1,267	404	34
» 2 ^e »	1,921	593	829	1,685	124	Merbes-le-Château	135	283	282	136	14
» 3 ^e »	1,564	970	971	1,563	61	Seneffe	287	1,410	1,417	280	117
» 4 ^e »	1,073	191	76	1,188	168	Thuin	174	6	7	173	7
Berchem	1,357	295	380	1,272	79	<i>Totaux :</i>	5,967	10,700	10,113	6,554	678
Boom	380	504	515	369	22						
Borgerhout	2,162	—	186	1,976	93						
Brecht	112	228	233	107	9						
Ekeren	656	11	67	600	62						
Kontich	425	389	446	368	53						
Zandhoven	270	181	164	287	12						
<i>Totaux :</i>	11,061	4,097	4,822	10,336	782						

CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE					CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Tournai	527	925	912	540	110	Brugés 1 ^{er} cant.	329	844	928	245	19
Antoing	136	15	8	143	31	» 2 ^e »	420	976	989	407	13
Ath	168	485	500	153	23	» 3 ^e »	246	662	662	246	14
Celles	51	1	4	48	12	Ardooie	24	96	102	18	6
Flobecq	40	110	116	34	12	Gistel	68	1	12	57	14
Frasnes	41	1	8	34	12	Ostende	651	1,112	1,174	589	48
Lessines	200	473	476	197	12	Ruiselede	16	75	60	31	3
Leuze	98	—	—	98	11	Tielt	37	163	145	55	—
Péruwelz	117	325	335	107	19	Torhout	138	449	467	120	64
Quevaucamps	141	380	373	148	21	<i>Totaux :</i>	1,929	4,378	4,539	1,768	181
Templeuve	98	4	5	97	59	Courtrai 1 ^{er} cant.	167	153	167	153	111
<i>Totaux :</i>	1,617	2,719	2,737	1,599	322	» 2 ^e »	372	345	340	377	25
Gand 1 ^{er} canton	630	51	24	657	18	Avelgem	44	77	77	44	2
» 2 ^e »	691	4	37	658	41	Harelbeke	134	368	377	125	3
» 3 ^e »	610	49	29	630	142	Izegem	144	194	202	136	11
Assenede	117	141	151	107	2	Menin	297	—	38	259	9
Deinze	61	119	125	55	7	Meulebeke	58	109	123	44	25
Eekloo	130	231	237	124	9	Mouscron	399	1,288	1,273	414	30
Evergem	240	5	64	181	19	Moorseele	53	4	13	44	6
Kapryke	27	88	71	44	2	Oostroozebeke	49	73	76	46	2
Kruishoutem	57	62	70	49	5	Roulers	247	279	311	215	14
Ledeberg	258	24	34	248	10	<i>Totaux :</i>	1,964	2,890	2,997	1,857	238
Loochristi	78	—	16	62	5	Furnes	112	11	21	102	9
Nazareth	71	5	9	67	4	Dixmude	74	141	83	132	12
Nevele	35	3	—	38	5	Haringe	26	5	5	26	8
Oosterzele	112	303	314	101	3	Nieuport	95	206	218	83	19
Waarschot	21	3	8	16	1	<i>Totaux :</i>	307	363	327	343	48
Zomergem	51	130	137	44	2	Ypres 1 ^{er} canton	39	198	212	25	5
<i>Totaux :</i>	3,189	1,218	1,326	3,081	275	» 2 ^e »	67	334	343	58	2
Audenarde	105	423	422	106	13	Hooglede	46	67	68	45	13
Grammont	127	305	342	90	21	Messines	70	133	134	69	32
Herzele	148	2	47	103	26	Passchendale	36	111	113	34	7
Nederbrakel	43	95	106	32	3	Poperinge	45	109	80	74	14
Ninove	274	740	771	243	25	Wervik	130	294	326	98	4
Renaix	195	631	645	181	10	<i>Totaux :</i>	433	1,246	1,276	403	77
Sint-Maria-Horebeke	44	100	99	45	7	Liège 1 ^{er} canton	1,607	719	844	1,482	85
Zottegem	78	2	22	58	7	» 2 ^e »	2,278	808	1,161	1,925	244
<i>Totaux :</i>	1,014	2,298	2,454	858	112	Dalhem	139	143	138	144	4
Termonde	238	20	—	258	15	Fexhe-Slins	197	16	27	186	18
Alost	641	884	1,017	508	74	Fléron	323	17	48	292	29
Beveren	110	231	233	108	6	Grivegnée	716	731	795	652	17
Hamme	125	303	301	127	13	Herstal	435	609	594	450	53
Lokeren	233	15	14	234	6	Hollogne-aux-Pierres	826	652	519	959	58
Sint-Gillis-Waas	83	260	230	113	12	Louveigné	133	194	179	148	14
Saint-Nicolas	285	996	917	364	31	Saint-Nicolas	439	26	56	409	46
Tamise	182	355	362	175	23	Seraing	814	502	493	823	88
Wetteren	172	6	9	169	4	Waremmes	130	188	157	161	—
Zelee	89	4	10	83	13	<i>Totaux :</i>	8,037	4,605	5,011	7,631	656
<i>Totaux :</i>	2,158	3,074	3,093	2,139	197						

Tableau n° 40 (suite).

CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE					CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE					
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond	
			à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement		
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6	
Huy	348	660	668	340	36	Marche-en-Famenne	72	279	302	49	55	
Ferrières	16	38	39	15	5	Durbuy	25	57	61	21	6	
Hannut	66	139	142	63	9	Erezée	20	43	38	25	—	
Héron	76	64	60	80	13	Houffalize	40	53	62	31	24	
Jehay-Bodegnée	55	76	78	53	5	Laroche	54	73	84	43	9	
Landen	94	286	295	85	17	Nassogne	24	83	92	15	5	
Nandrin	124	212	217	119	18	Vielsalm	26	4	6	24	2	
<i>Totaux :</i>	779	1,475	1,499	755	103	<i>Totaux :</i>	261	592	645	208	101	
Verviers	370	697	729	338	41	Neufchâteau	94	170	186	78	8	
Aubel	42	58	65	35	7	Bastogne	45	—	10	35	—	
Dison	98	182	107	173	14	Bouillon	12	51	40	23	7	
Herve	53	51	44	60	8	Paliseul	52	126	145	33	14	
Limbours	50	103	111	42	8	Saint-Hubert	51	107	124	34	2	
Spa	182	357	119	420	17	Sibret	33	46	6	73	13	
Stavelot	43	7	—	50	5	Wellin	23	2	4	21	5	
<i>Totaux :</i>	838	1,455	1,175	1,118	100	<i>Totaux :</i>	310	502	515	297	49	
Tongres	126	14	28	112	12	Namur 1 ^{er} c. (N.)	713	45	62	696	76	
Bilzen	232	585	617	200	29	» 2 ^e » (S.)	429	27	81	375	59	
Looz	90	236	249	77	12	Andenne	171	220	209	182	24	
Bree	42	2	9	35	7	Eghezée	136	7	39	104	32	
Maaseik	67	7	7	67	9	Fosses	318	58	47	329	27	
Mechelen	149	238	262	125	17	Gembloux	210	395	265	340	33	
Zichen-Zussen-Bolder	45	143	144	44	9	<i>Totaux :</i>	1,977	752	703	2,026	251	
<i>Totaux :</i>	751	1,225	1,316	660	95	Dinant	205	4	27	182	14	
Hasselt	406	363	375	394	28	Beauraing	71	220	228	63	11	
Beringen	177	22	13	186	15	Ciney	128	281	296	113	18	
Herck-la-Ville	45	208	213	40	12	Couvin	81	1	11	71	30	
Neerpelt	108	19	29	98	8	Florennes	85	184	195	74	16	
Peer	56	52	54	54	4	Gedinne	15	3	8	10	4	
Saint-Trond	151	538	534	155	9	Philippeville	48	121	123	46	4	
<i>Totaux :</i>	943	1,202	1,218	927	76	Rochefort	42	—	6	36	17	
Arlon	161	201	217	145	50	Walcourt	63	208	211	60	4	
Etalle	30	97	77	50	10	<i>Totaux :</i>	738	1,022	1,105	655	118	
Fauvillers	80	145	134	91	19	LE ROYAUME :	84,626	65,296	68,902	81,020	7,748	
Florenville	40	110	115	35	2	Le	1940	83,271	67,377	70,391	80,257	5,691
Messancy	78	166	165	79	17	Royaume	1939	112,222	61,819	68,923	105,118	8,268
Virton	49	357	344	62	19	en	1938	112,381	61,576	69,709	104,248	9,109
<i>Totaux :</i>	438	1,076	1,052	462	117							

La statistique a, depuis l'année 1938, fait la distinction entre les affaires de nature civile et les affaires de nature commerciale dont les juges de paix avaient à connaître en vertu des dispositions nouvelles de l'Arrêté Royal du 13 juillet 1935.

Dans le total des affaires introduites devant les juges de paix, pour le Royaume, les affaires commerciales tiennent les proportions ci-dessous :

ANNÉES	TOTAL des affaires à juger	NOMBRE des affaires commerciales à juger	PROPORTION %
1	2	3	4
1941	158,110	12,852	8.1
1940	160,208	15,205	9.5
1939	181,595	31,936	17.6
1938	181,165	31,987	17.6

Tableau n° 41. — CERTAINES ACTIVITÉS DE JURIDICTION GRACIEUSE DES JUGES DE PAIX

ANNÉES	NOMBRE de conseils de famille présidés	ACTES d'émancipation reçus	ACTES de notoriété reçus	NOMBRE de levées de scellés	RÉCEPTIONS de déclarations d'accidents de travail
1	2	3	4	5	6
1941	19,828	3,656	16,258	919	91,063
1940	19,265	3,592	15,004	654	64,254
1939	18,897	2,774	14,455	795	93,982
1938	18,363	2,321	14,833	796	106,087

Tableau n° 42. — ACTES NOTARIÉS ET DROITS D'ENREGISTREMENT Y PERÇUS, PAR CANTON ET PAR ARRONDISSEMENT (1)

CANTONS	ACTES notariés — Nombre	DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS	CANTONS	ACTES notariés — Nombre	DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS
1	2	3	1	2	3
Bruxelles (4 cantons)	22,108	106,411,574	Turnhout	1,554	4,288,020
Anderlecht	3,646	13,135,429	Arendonk	541	764,893
Assche	1,713	2,292,592	Herentals	1,849	2,818,268
Hal	1,770	3,496,049	Hoogstraaten	638	1,101,433
Ixelles (2 cantons)	4,672	19,234,683	Mol	2,080	2,010,956
Molenbeek-Saint-Jean	3,645	11,846,837	Westerloo	981	1,096,224
Saint-Gilles	2,134	9,246,530			
Saint-Josse-ten-Noode	5,546	19,519,912	<i>Total :</i>	7,643	12,079,794
Schaerbeek (2 cantons)	7,143	25,617,641			
Sint-Kwintens-Lennik	1,335	1,830,653	Mons	3,279	5,924,803
Uccle	5,092	18,153,378	Boussu	1,997	1,644,854
Vilvorde	2,046	3,881,632	Chièvres	526	369,988
Wolvertem	2,381	5,352,287	Dour	1,673	1,287,299
<i>Total :</i>	63,231	240,019,197	Enghien	422	605,338
			La Louvière	1,890	3,429,239
Louvain (2 cantons)	5,967	11,779,616	Lens	1,064	1,192,953
Aarschot	994	719,620	Pâturages	1,588	2,135,061
Diest	1,130	1,758,672	Rœulx	867	986,268
Glabbeek	493	604,417	Soignies	1,343	2,424,310
Haacht	1,179	2,158,653			
Tirlemont	1,632	2,996,870	<i>Total :</i>	14,649	20,000,113
Léau	224	270,116			
<i>Total :</i>	11,619	20,287,964	Charleroi (2 cantons)	5,840	11,344,097
			Beaumont	600	1,149,867
Nivelles	3,105	8,582,696	Binche	1,935	2,580,325
Genappe	1,030	1,350,302	Châtelet	2,760	3,470,155
Jodoigne	1,139	1,405,803	Chimay	884	1,252,141
Perwez	506	641,974	Fontaine-l'Evêque	1,414	1,931,499
Wavre	2,528	5,305,457	Gosselies	1,610	1,734,205
<i>Total :</i>	8,308	17,286,232	Jumet	1,834	2,293,850
			Marchienne-au-Pont	842	1,458,547
Anvers (4 cantons)	22,160	77,882,170	Merbes-le-Château	574	886,152
Berchem	1,371	3,694,297	Seneffe	1,252	1,505,551
Boom	1,086	1,678,900	Thuin	872	883,787
Borgerhout	3,677	9,634,220			
Brecht	1,626	2,338,734	<i>Total :</i>	20,417	30,490,176
Ekeren	2,765	5,386,658			
Kontich	1,237	2,139,734	Tournai	1,891	3,814,048
Zandhoven	1,572	2,545,090	Antoing	665	666,234
<i>Total :</i>	35,494	105,299,803	Ath	739	846,779
			Celles	501	433,070
Malines (2 cantons)	3,944	10,283,406	Flobecq	376	397,786
Duffel	1,463	1,684,925	Frasnes	588	441,642
Heist-op-den-Berg	1,249	1,309,137	Lessines	1,138	1,411,740
Lierre	1,228	2,232,598	Leuze	665	805,658
Puurs	1,028	852,049	Péruwelz	780	633,396
<i>Total :</i>	8,912	16,362,115	Quevaucamps	690	813,864
			Templeuve	619	631,705
			<i>Total :</i>	8,652	10,895,922

(1) Lire « Bulletin de Statistique », 28^e année, n° 12, décembre 1942, pp. 225 et 226 : « Les actes notariés en 1941. »

Tableau n° 42 (suite).

CANTONS 1	ACTES notariés — Nombre 2	DROITS D'ENREGISTRE- MENT PERÇUS 3	CANTONS 1	ACTES notariés — Nombre 2	DROITS D'ENREGISTRE- MENT PERÇUS 3
Gand (3 cantons)	7,593	26,766,847	Courtrai (2 cantons)	2,946	7,263,840
Assenede	631	1,028,854	Avelgem	303	787,195
Deinze	625	1,288,878	Harelbeke	1,062	1,627,082
Eekloo	1,010	1,974,214	Izegem	657	1,670,082
Evergem	1,459	3,242,936	Menin	1,054	2,183,735
Kapryke	461	1,012,740	Meulebeke	570	1,730,220
Kruishoutem	461	1,307,798	Mouscron	1,804	2,023,906
Ledeberg	1,185	2,356,939	Moorsele	478	689,603
Loochristi	619	1,406,819	Oostroozebeke	249	512,890
Nazareth	652	1,356,993	Roulers	1,134	3,413,563
Nevele	281	457,743	<i>Total :</i>	10,257	21,902,116
Oosterzele	745	1,042,560	Furnes	817	2,092,138
Waarschoot	420	509,296	Dixmude	385	427,608
Zomergem	562	1,179,498	Haringe	387	670,526
<i>Total :</i>	16,704	44,932,115	Nieuport	481	1,438,479
Audenarde	1,253	2,992,840	<i>Total :</i>	2,070	4,628,751
Grammont	961	1,703,668	Ypres (2 cantons)	802	1,659,664
Herzele	1,386	1,531,181	Hooglede	268	522,727
Nederbrakel	401	573,405	Messines	352	329,267
Ninove	1,786	3,436,862	Passchendalé	400	1,112,780
Renaix	987	3,187,888	Poperinge	435	424,640
Sint-Maria-Horebeke	183	252,204	Wervik	539	675,118
Zottegem	545	1,106,289	<i>Total :</i>	2,796	4,724,196
<i>Total :</i>	7,502	14,784,337	Liège (2 cantons)	7,636	25,463,354
Termonde	998	1,635,963	Dalhem	675	1,365,245
Alost	2,573	5,746,517	Fexhe-Slins	1,746	2,409,080
Beveren	812	1,620,016	Fléron	1,719	2,149,382
Hamme	947	1,291,121	Grivegnée	2,597	7,623,467
Lokeren	835	1,918,976	Herstal	1,434	3,112,786
Sint-Gillis-Waas	1,620	1,762,616	Hollogne-aux-Pierres	1,636	2,346,188
Saint-Nicolas	1,857	5,025,350	Louveigné	714	2,203,110
Tamise	1,081	1,376,158	Saint-Nicolas	1,152	2,411,854
Wetteren	888	1,598,856	Seraing	2,300	2,862,130
Zele	810	1,014,998	Waremme	750	737,441
<i>Total :</i>	12,421	22,990,571	<i>Total :</i>	22,359	52,684,037
Bruges (3 cantons)	5,971	19,302,107	Huy	1,798	3,124,664
Ardooie	346	746,973	Ferrières	303	344,453
Gistel	666	1,002,155	Hannut	905	990,533
Ostende	1,360	4,309,556	Héron	490	478,133
Ruiselede	207	487,376	Jehay-Bodegnée	714	816,817
Tielt	588	1,918,177	Landen	545	473,647
Torhout	1,405	2,642,711	Nandrin	672	998,860
<i>Total :</i>	10,543	30,409,055	<i>Total :</i>	5,427	7,227,107

Tableau n° 42 (suite).

CANTONS 1	ACTES notariés — Nombre 2	DROITS D'ENREGISTRE- MENT PERÇUS 3	CANTONS 1	ACTES notariés — Nombre 2	DROITS D'ENREGISTRE- MENT PERÇUS 3
Verviers	2,432	6,611,649	Marche-en-Famenne	568	1,173,607
Aubel	174	555,132	Durbuy	512	862,974
Dison	892	2,702,170	Erezée	176	142,397
Herve	623	1,261,315	Houffalize	329	563,523
Limbourg	239	606,298	La Roche	351	562,750
Spa	1,181	2,800,229	Nassogne	277	333,983
Stavelot	621	1,551,559	Vielsalm	418	835,281
<i>Total :</i>	6,162	16,088,352	<i>Total :</i>	2,631	4,474,515
Tongres	980	1,513,666	Neufchâteau	640	893,594
Bilzen	1,260	1,944,096	Bastogne	391	675,054
Looz	1,064	1,512,473	Bouillon	214	172,255
Bree	379	333,969	Paliseul	345	388,007
Maaseik	661	1,194,880	Saint-Hubert	467	999,952
Mechelen	813	1,070,196	Sibret	298	706,273
Zichen-Zussen-Bolder	577	395,079	Wellin	256	360,594
<i>Total :</i>	5,734	7,964,359	<i>Total :</i>	2,611	4,195,729
Hasselt	1,347	2,975,488	Namur (2 cantons)	4,740	8,801,135
Beringen	973	1,399,767	Andenne	1,018	1,750,836
Herck-la-Ville	647	703,116	Eghezée	873	982,651
Neerpelt	908	1,100,195	Fosses	1,365	1,726,742
Peer	381	607,989	Gembloux	1,599	2,591,996
Saint-Trond	1,206	2,061,039	<i>Total :</i>	9,595	15,853,360
<i>Total :</i>	5,462	8,847,594	Dinant	1,404	2,294,155
Arlon	874	1,582,122	Beauraing	555	540,112
Etalle	272	509,787	Ciney	1,008	1,298,788
Fauvillers	158	205,596	Couvin	1,846	1,330,992
Florenville	392	403,741	Florennes	523	825,545
Messancy	453	675,037	Gedinne	396	316,810
Virton	609	602,342	Philippeville	561	493,217
<i>Total :</i>	2,758	3,978,625	Rochefort	435	1,023,140
			Walcourt	544	781,097
			<i>Total :</i>	7,272	8,903,856
			TOTAL GENERAL :	311,229	747,309,991
			TOTAUX 1940	170,331	237,698,152
			GENERAUX 1939	289,982	307,534,065
			EN 1938	350,480	354,018,614

2° TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE ⁽¹⁾

Compétence. — Il y a dans le Royaume 26 tribunaux de première instance ou tribunaux civils d'arrondissement.

Dans les arrondissements où les affaires sont nombreuses, le tribunal se divise en plusieurs chambres, composées chacune d'un président ou d'un vice-président, de juges titulaires et de juges suppléants.

La loi du 25 octobre 1919 modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions prorogées et complétées par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, sont applicables à partir du 1^{er} décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, porte que « les tribunaux forment une ou plusieurs chambres composées de trois juges et, s'il y a lieu, une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un juge ».

Il y a, dans chaque tribunal de première instance, un greffier, assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints.

Le greffier porte le titre de greffier en chef; les greffiers adjoints portent le titre de greffier.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

Cependant, d'après le paragraphe VI de la loi du 25 octobre 1919 prorogée, modifiée par la loi du 12 mai 1937, « le juge appelé à siéger seul ne statue qu'après avoir entendu l'avis du ministère public. Les chambres ordinaires siègent en matière civile, au nombre de trois juges.

» Elles ne siègent avec l'assistance du ministère public que dans les cas suivants :

» 1^o Lorsqu'elles connaissent soit de demandes en divorce ou en séparation de corps, soit d'autres causes concernant l'état des personnes, soit de demandes en interdiction;

» 2^o Lorsqu'elles connaissent des actions civiles mues en raison d'un délit de presse;

» 3^o Lorsque le ministère public est partie principale ou intervenante dans l'instance. »

Les tribunaux civils connaissent de toutes les matières, ils ne peuvent se dessaisir des litiges dévolus aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes, sauf lorsque la partie défenderesse le demande. (Loi du 15 mars 1932, art. 1^{er}, formant l'art. 8 des lois sur la compétence.)

Ils connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix. (Art. 9.)

En vertu de l'Arrêté Royal portant coordination de la loi du 31 décembre 1929 prorogeant et modifiant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer et des textes de la loi du 28 décembre 1926 qui lui sont rendus applicables, l'appel des jugements prononcés par les juges de paix, en la matière, est porté devant un juge, membre du tribunal de première instance, désigné par le Roi, et statuant sans intervention du ministère public.

Cette disposition d'appel devant un juge unique a été maintenue dans les divers textes légaux de prorogation en matière de loyers, et reprise par les lois et arrêtés royaux ultérieurs, réglant exceptionnellement ou temporairement les droits des parties en matière de loyer et de fermage.

Ils statuent, enfin, sur les décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale.

Le taux du dernier ressort est fixé à 12,500 francs pour les jugements et pour les ordonnances de référé. (Art. 16, modifié par l'article 5 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935.)

Les ordonnances de référé sont rendues par le président du tribunal. (Loi du 26 décembre 1891, art. 11 des lois sur la compétence.)

En matière gracieuse, les tribunaux de première instance ont des attributions assez nombreuses. Leur intervention est surtout fréquente dans les actes relatifs aux personnes. (Livre 1^{er} du Code civil, état civil, adoption, absence, tutelle, etc.)

(1) Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 26^e année, n^o 7, novembre 1940, pages 131 et suivantes : Modifications apportées en 1935 à la compétence et au ressort en matière civile et commerciale. — Résultats statistiques.

Tableau n° 43. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES CIVILES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

ARRONDISSEMENTS	NATURE DES AFFAIRES										Nombre des affaires restant à juger	AFFAIRES TERMINÉES PAR DES JUGEMENTS				
	AFFAIRES À JUGER					AFFAIRES TERMINÉES						qui accueillent la demande	qui rejettent la demande	rendus par une chambre de trois juges	rendus par le juge unique	rendus après communication au ministère public
	anciennes			Nouvelles introduites pendant l'année	Nombre total des affaires à juger	par des jugements			par décretement transaction, abandon, jonction ou radiation	Nombre total des affaires terminées						
	pendantes au commencement de l'année	réinscrites au rôle	sur opposition à des jugements par défaut			concordataires	par défaut	Nombre total des affaires terminées par des jugements								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles . . .	4,091	135	81	5,196	9,503	2,178	1,371	3,549	1,588	5,137	4,366	2,921	628	1,857	1,692	2,570
Louvain . . .	581	11	4	502	1,098	184	146	330	188	518	580	238	92	326	4	88
Nivelles . . .	265	4	—	322	591	178	78	256	46	302	289	152	104	229	27	63
Anvers . . .	1,736	40	24	2,453	4,253	992	771	1,763	964	2,727	1,526	1,162	601	1,290	473	960
Malines . . .	346	2	1	312	661	137	91	228	34	262	399	180	48	133	95	149
Turnhout . . .	140	7	4	201	352	127	43	170	56	226	126	107	63	163	7	17
Mons . . .	488	10	10	653	1,161	338	201	539	123	662	499	376	163	406	133	485
Charleroi . . .	1,149	25	15	1,200	2,389	497	418	915	90	1,005	1,384	803	112	827	88	426
Tournai . . .	418	—	—	331	749	149	85	234	58	292	457	146	88	172	62	120
Gand . . .	1,263	2	13	893	2,171	498	216	714	267	981	1,190	511	203	567	147	364
Audenarde . . .	303	—	2	244	549	111	70	181	94	275	274	109	72	180	1	29
Termonde . . .	309	41	1	344	695	204	99	303	151	454	241	197	106	270	33	115
Bruges . . .	714	16	1	737	1,468	300	228	528	125	653	815	398	130	465	63	178
Courtrai . . .	678	3	10	417	1,108	185	147	332	240	572	536	249	83	327	5	109
Furnes . . .	76	—	1	112	189	68	15	83	25	108	81	40	43	65	18	25
Ypres . . .	61	2	1	91	155	57	19	76	12	88	67	58	18	64	12	43
Liège . . .	2,157	11	7	1,257	3,432	636	383	1,019	377	1,396	2,036	860	159	528	491	973
Huy . . .	210	—	1	185	396	115	42	157	17	174	222	121	36	109	48	95
Verviers . . .	283	9	13	326	631	156	100	256	57	313	318	189	67	229	27	142
Tongres . . .	92	—	2	137	231	68	40	108	7	115	116	85	23	108	—	3
Hasselt . . .	185	14	1	210	410	150	41	191	45	236	174	136	55	182	9	23
Arlon . . .	142	—	3	117	262	43	45	88	12	100	162	59	29	52	36	69
Marche-en-Fam.	99	—	—	61	160	33	18	51	14	65	95	39	12	50	1	6
Neufchâteau . . .	284	—	—	93	377	19	32	51	3	54	323	45	6	51	—	18
Namur . . .	914	—	7	409	1,330	228	102	330	72	402	928	222	108	286	44	94
Dinant . . .	316	6	7	280	609	135	50	185	58	243	366	137	48	165	20	71
Ressort de la Cour d'appel de :																
Bruxelles . . .	9,214	234	139	11,170	20,757	4,780	3,204	7,984	3,147	11,131	9,626	6,085	1,899	5,403	2,581	4,878
Gand . . .	3,404	64	29	2,838	6,335	1,423	794	2,217	914	3,131	3,204	1,562	655	1,938	279	863
Liège . . .	4,682	40	41	3,075	7,838	1,583	853	2,436	662	3,098	4,740	1,893	543	1,760	676	1,494
<i>Le Royaume :</i>	17,300	338	209	17,083	34,930	7,786	4,851	12,637	4,723	17,360	17,570	9,540	3,097	9,101	3,536	7,235
<i>Le Royaume en :</i>																
1940 . . .	16,970	388	186	11,191	28,735	5,342	3,358	8,700	2,735	11,435	17,300	6,598	2,102	5,995	2,705	5,452
1939 . . .	18,393	498	386	17,465	36,742	8,860	5,695	14,555	5,217	19,772	16,970	10,966	3,589	9,370	5,185	9,691
1938 . . .	19,015	507	328	19,372	39,222	9,160	6,188	15,348	5,481	20,829	18,393	12,007	3,341	9,862	5,486	10,226

Tableau n° 44. — JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND
AFFAIRES SUR REQUÊTE. — RÉFÉRÉS

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE des jugements rendus avant de statuer au fond	AFFAIRES SUR REQUÊTE				NOMBRE des jugements statuant sur des demandes de pro deo (1) 7	RÉFÉRÉS JUGÉS 8
		accordées 3	rejetées 4	sans suite 5	Total 6		
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	771	5,883	74	309	6,266	2,376	476
Louvain	77	557	18	4	579	239	85
Nivelles	43	301	16	4	321	112	28
Anvers	445	2,450	68	63	2,581	630	327
Malines	55	293	7	—	300	61	30
Turnhout	42	211	—	—	211	31	9
Mons	160	777	23	25	825	272	156
Charleroi	186	1,701	113	—	1,814	936	239
Tournai	48	249	21	—	270	108	64
Gand	152	881	20	14	915	346	93
Audenarde	58	239	5	3	247	81	19
Termonde	59	308	10	1	319	77	30
Bruges	106	567	—	—	567	175	86
Courtrai	84	561	10	12	583	184	44
Furnes	18	187	3	—	190	29	5
Ypres	64	219	—	—	219	46	3
Liège	319	1,818	44	41	1,903	599	280
Huy	53	345	6	—	351	85	56
Verviers	123	472	15	7	494	248	65
Tongres	10	141	2	3	146	27	8
Hasselt	47	162	5	—	167	15	14
Arlon	26	164	1	—	165	36	13
Marche-en-Famenne	24	69	2	—	71	15	10
Neufchâteau	26	187	—	—	187	3	7
Namur	85	474	10	—	484	105	55
Dinant	72	342	7	—	349	57	33
Ressort de la Cour d'appel de							
{ Bruxelles	1,827	12,422	340	405	13,167	4,765	1,414
{ Gand	541	2,962	48	30	3,040	938	280
{ Liège	785	4,174	92	51	4,317	1,190	541
<i>Le Royaume :</i>	3,153	19,558	480	486	20,524	6,893	2,235
<i>Le Royaume en</i> { 1940	2,642	12,918	456	247	13,621	4,274	1,341
{ 1939	4,364	16,861	729	569	18,159	7,331	2,181
{ 1938	4,866	18,517	675	486	19,678	7,609	2,287

(1) Les chiffres de cette colonne indiquant par arrondissement le nombre de jugements statuant sur des demandes de « pro Deo » sont déjà compris dans les chiffres des colonnes 3 à 6 où sont comptées toutes les affaires sur requêtes.

DIVORCE ET SÉPARATION DE CORPS

Les dispositions législatives récentes dont il y a lieu de tenir compte et qui ont influé sur le nombre et la nature des divorces et des séparations de corps sont les suivantes :

Loi du 16 avril 1935 : Cette loi modifie l'art. 298 du Code civil, permet à l'époux coupable d'adultère et à son complice de contracter mariage après un délai de trois années à dater de la prononciation du divorce, et donne au tribunal le pouvoir d'abrèger ce délai.

Loi du 14 décembre 1935 et Arrêté Royal du 7 février 1936 : Ces dispositions nouvelles modifient la procédure du divorce et de la séparation de corps en revisant les articles 239bis à 244, 247 à 258, 262 à 264, 266, 266bis et 268 du Code civil : La comparution personnelle des parties n'est plus obligatoire dans toutes les phases de la procédure; la partie demanderesse résidant à l'étranger peut se faire représenter par un mandataire spécial; la constitution d'avoué devient facultative; l'instruction de la cause se fait dans la forme ordinaire; les parties comparaisant peuvent se faire accompagner de leur conseil et d'amis jusqu'au nombre de trois; les témoignages sont facilités et élargis; la faculté est réservée, pendant tout le cours de l'instance, de

modifier, sans autre forme de procédure, le divorce en séparation de corps; l'action reconventionnelle en divorce ou en séparation de corps est admise au moyen de simples conclusions; la procédure d'appel aussi est facilitée et les débats devant la cour se font sous la forme d'affaire urgente; la publicité des débats par voie de presse est interdite, la formalité de la comparution des parties devant l'officier de l'état civil est supprimée.

Loi du 7 avril 1936, modifiant l'article 286 et 287 du Code civil et simplifiant la procédure du divorce par consentement mutuel.

Loi du 12 mai 1937; soumettant la procédure du divorce et de la séparation de corps à une chambre composée de trois juges et assistée du ministère public.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux n^{os} 45 et 46, respectivement consacrés aux divorces et aux séparations de corps, font la répartition par arrondissement de ces actions et de leurs modalités. Ils permettent la comparaison avec toutes les données des tableaux publiés sous les n^{os} 45, 46 et 47 dans la statistique judiciaire décennale 1931-1940.

Tableau n° 45. – DIVORCES.**RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT****Tableau n° 46. – SEPARATIONS DE CORPS.****RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT**

Tableau n° 45. — DIVORCES. —

RENSEIGNEMENTS DIVERS		Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Demandes	accueillies	767	52	22	369	32	5	139	300	36	116	
	rejetées	124	6	5	47	5	—	8	37	9	19	
	abandonnées	—	5	1	—	—	2	1	—	—	4	
	<i>Totaux :</i>	891	63	28	416	37	7	148	337	45	139	
	Demandes doubles formées par chacun des époux	71	1	3	45	1	—	12	52	—	11	
	Demandes réintroduites la même année après rejet ou bifurcation d'une précédente demande	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Nombre de ménages en instance	820	62	25	371	36	7	136	285	45	128	
Demandes formées	par le mari	363	33	16	177	17	4	89	171	22	66	
	par la femme	467	29	9	218	18	3	54	152	21	68	
	par consentement mutuel	61	1	3	21	2	—	5	14	2	5	
Situation de famille : Epoux	ayant 1 enfant	169	24	5	115	12	3	50	85	15	35	
	ayant 2 enfants	66	14	2	49	4	1	12	19	5	12	
	ayant 3 enfants	9	2	3	10	3	—	6	12	1	1	
	ayant 4 enfants	2	—	2	4	1	—	1	2	1	1	
	ayant 5 enfants	2	—	—	2	—	—	1	3	1	—	
	ayant 6 enfants ou plus	1	—	—	2	—	—	—	1	—	—	
	n'ayant pas ou plus d'enfants	570	22	13	188	16	3	65	163	22	41	
	situation inconnue	1	—	—	1	—	—	1	—	—	38	
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	
	De 1 à 5 ans	65	15	5	42	7	—	20	32	9	6	
	De 5 à 10 ans	235	15	6	87	9	1	33	71	14	41	
	De 10 à 20 ans	374	24	8	168	16	6	58	140	17	61	
	De 20 à 30 ans	129	5	6	60	4	—	21	33	3	20	
	De 30 à 40 ans	13	2	—	12	—	—	2	5	1	—	
	De 40 à 50 ans	1	—	—	1	—	—	—	3	1	—	
	Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Durée inconnue	3	—	—	—	—	—	2	1	—	—	
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves	accueillies	429	31	12	234	23	3	94	143	19	63
		rejetées et abandonnées	123	11	6	46	5	2	9	36	9	21
	Adultère du mari	accueillies	140	7	—	58	3	—	17	54	2	23
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
	Adultère de la femme	accueillies	129	11	7	56	4	1	22	89	12	25
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
	condamnation à une peine criminelle	du mari	accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—
			rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		de la femme	accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—
			rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Conversion de séparation de corps	accueillies	8	2	—	—	—	1	1	—	1	—
		rejetées et abandonnées	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	Par consentement mutuel	accueillies	61	1	3	21	2	—	5	14	2	5
		rejetées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Les totaux des demandes en divorce pour le Royaume étaient : en 1940 de 2,492; en 1939 de 3,968; en 1938

RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT

Audenarde 12	Termonde 13	Bruges 14	Courtrai 15	Furnes 16	Ypres 17	Liège 18	Huy 19	Verviers 20	Tongres 21	Hasselt 22	Arlon 23	Marche- en-Famenne 24	Neufchâteau 25	Namur 26	Dinant 27	Par ressort de la Cour d'appel de			LE ROYAUME 31
																Bru- xelles 28	Gand 29	Liège 30	
17	24	45	69	3	18	299	20	64	—	8	11	2	4	41	10	1,722	292	459	2,473
—	2	5	9	—	—	31	7	16	—	—	1	—	—	11	—	241	35	66	342
—	—	—	8	—	—	1	—	19	—	—	—	—	—	—	—	9	12	20	41
17	26	50	86	3	18	331	27	99	—	8	12	2	4	52	10	1,972	339	545	2,856
—	2	8	6	—	1	11	4	12	—	—	—	—	—	8	—	185	28	35	248
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
17	24	42	80	3	17	320	23	87	—	8	12	2	4	44	10	1,787	311	510	2,608
11	13	24	38	2	8	131	14	39	—	2	7	—	2	24	7	892	162	226	1,280
6	13	23	48	1	10	151	10	57	—	4	5	2	2	23	3	971	169	257	1,397
—	—	3	—	—	—	49	3	3	—	2	—	—	—	5	—	109	8	62	179
8	9	7	34	2	4	100	9	39	—	2	6	—	2	21	5	478	99	184	761
2	4	7	7	—	3	35	—	10	—	1	1	—	2	2	—	172	35	51	258
1	2	2	6	—	—	6	1	3	—	—	1	—	—	1	—	46	12	12	70
1	—	2	2	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	13	8	2	23
—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	9	—	3	12
—	—	—	2	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	4	2	2	8
5	9	24	28	1	8	178	12	34	—	3	4	2	—	19	4	1,062	116	256	1,434
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	39	—	42
—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	4
3	1	1	9	—	2	30	6	21	—	—	—	—	—	4	1	195	22	62	279
6	4	15	27	2	2	77	5	31	—	4	4	1	2	11	3	471	97	138	706
6	15	18	31	—	12	164	11	24	—	3	6	1	1	20	4	811	143	234	1,188
2	3	4	9	1	1	42	1	8	—	—	2	—	1	8	1	261	40	63	364
—	1	3	4	—	—	5	—	1	—	1	—	—	—	1	1	35	8	9	52
—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	2	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	6
12	11	29	41	2	14	181	12	52	—	2	6	2	2	13	4	988	172	274	1,434
—	2	4	14	—	—	29	7	34	—	—	1	—	—	10	—	247	41	81	369
1	5	4	14	1	1	21	2	2	—	2	1	—	1	7	—	281	49	36	366
—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	1	4
4	8	9	13	—	3	50	3	6	—	2	4	—	—	16	6	331	62	87	480
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	13	—	2	15
—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	2	1	2	5
—	—	3	1	—	—	47	3	3	—	2	—	—	—	5	—	109	9	60	178
—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2

Tableau n° 46. — SÉPARATIONS DE CORPS. —

RENSEIGNEMENTS DIVERS		Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Demandes	{ accueillies rejetées abandonnées	40	5	4	9	—	—	19	7	7	9	
		11	2	2	1	—	—	3	2	5	8	
		—	3	—	—	—	2	1	—	—	3	
	<i>Totaux :</i>		51	10	6	10	—	2	23	9	12	20
Demandes doubles formées par chacun des époux		2	1	—	—	—	—	1	—	—	1	
Demandes réintroduites la même année après rejet ou bif- fure d'une précédente demande		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Nombre de ménages en instance		49	9	6	10	—	2	22	9	12	19	
Demandes formées	{ par le mari par la femme	7	3	—	1	—	—	4	3	2	3	
		44	7	6	9	—	2	19	6	10	17	
Situation de famille : Epoux	{ ayant 1 enfant ayant 2 enfants ayant 3 enfants ayant 4 enfants ayant 5 enfants ayant 6 enfants ou plus n'ayant pas ou plus d'enfants situation inconnue	7	5	1	2	—	—	6	3	5	5	
		6	2	3	3	—	—	5	—	2	3	
		—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	
		—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	
		—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	
		—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	
		35	2	2	5	—	—	8	6	3	8	
1	—	—	—	—	—	1	—	—	3			
Durée du mariage au moment de la demande	{ Moins de 1 an De 1 à 5 ans De 5 à 10 ans De 10 à 20 ans De 20 à 30 ans De 30 à 40 ans De 40 à 50 ans Plus de 50 ans Durée inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		—	1	—	1	—	—	2	—	1	4	
		6	1	1	4	—	—	5	2	3	—	
		23	5	5	2	—	1	6	2	6	8	
		15	1	—	2	—	—	7	2	2	4	
		4	—	—	1	—	—	2	2	—	3	
		1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	
		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves	accueillies	29	4	4	8	—	—	18	6	7	7
		rejetées et abandonnées	11	5	2	1	—	2	4	2	5	11
		accueillies	9	—	—	1	—	—	—	—	—	2
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Adultère du mari	accueillies	2	1	—	—	—	—	1	1	—	—
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Adultère de la femme	accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle	du mari	accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de la femme	accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

Les totaux des demandes en séparation de corps pour le Royaume étaient : en 1940 de 183; en 1939 de 291;

RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT

Audenarde 12	Termonde 13	Bruges 14	Courtrai 15	Furnes 16	Ypres 17	Liège 18	Huy 19	Verviers 20	Tongres 21	Hasselt 22	Arlon 23	Marche- en-Famenne 24	Neuchâteau 25	Namur 26	Dinant 27	Par ressort de la Cour d'appel de			LE ROYAUME 31
																Bruxelles 28	Gand 29	Liège 30	
4	3	5	6	1	3	9	7	7	—	—	2	—	—	4	1	91	31	30	152
1	1	3	3	—	1	2	3	2	—	—	—	—	—	2	—	26	17	9	52
—	—	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	6	6	3	15
5	4	8	12	1	4	11	10	12	—	—	2	—	—	6	1	123	54	42	219
—	—	4	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	4	5	2	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	4	4	12	1	4	11	9	12	—	—	2	—	—	5	1	119	49	40	208
—	1	4	1	—	—	2	2	3	—	—	—	—	—	2	—	20	9	9	38
5	3	4	11	1	4	9	8	9	—	—	2	—	—	4	1	103	45	33	181
1	—	—	4	1	—	—	5	6	—	—	—	—	—	3	1	29	11	15	55
2	—	4	2	—	1	—	1	3	—	—	2	—	—	1	—	21	12	7	40
—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	3	7
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	1	3
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	3
2	4	—	5	—	2	10	—	2	—	—	—	—	—	—	—	61	21	12	94
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	—	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	2	—	1	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	1	—	5	8	5	18
1	1	—	3	—	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	22	7	3	32
3	1	2	8	1	1	4	4	5	—	—	—	—	—	3	—	50	24	17	91
—	—	2	—	—	—	4	3	2	—	—	—	—	—	1	—	29	6	10	45
—	—	—	—	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	1	9	4	4	17
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	4	—	1	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	3	5	6	1	2	7	6	5	—	—	1	—	—	4	1	76	27	24	127
1	1	3	6	—	1	2	3	5	—	—	—	—	—	2	—	32	23	12	67
1	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	1	—	—	—	—	10	3	4	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	1	2	8
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

ADOPTION

La loi du 22 mars 1940, modifiant les articles 343 à 360 du Code Civil est venue, dans une large mesure, adoucir les conditions auxquelles l'adoption était soumise.

Celle-ci, tenue pour un contrat dérogeant aux règles naturelles de l'hérédité, était encore considérée avec méfiance par le Code Civil. Les conditions pour faire naître le contrat, les formes à observer pour lui donner sa valeur étaient rigoureuses :

L'adoptant devait être âgé d'au moins 50 ans, et dépasser d'au moins 15 ans l'âge de l'adopté; il ne pouvait avoir ni enfant ni descendant légitime et devait avoir fourni à l'adopté des secours ou des soins ininterrompus pendant au moins 6 ans de la minorité de celui-ci.

L'adopté devait être âgé d'au moins 21 ans, et était tenu de rapporter les consentements de ses père et mère s'il n'avait pas atteint sa 25^e année.

L'acte devait être passé devant le juge de paix et ratifié par le tribunal de première instance et par la Cour d'Appel.

La loi du 22 mars 1940, s'inspirant de l'intérêt de l'adopté et de justes motifs, apporte les allègements suivants :

La condition d'âge dans le chef de l'adopté est supprimée; un enfant peut être adopté. Le consentement des parents ou du représentant légal n'est plus nécessaire si l'adopté a atteint sa majorité.

Le minimum d'âge requis dans le chef de l'adoptant est réduit à 35 ans; il n'est plus besoin que celui-ci ait presté des secours ou soins antérieurement à la personne qu'il désire adopter.

L'acte d'adoption peut être passé soit devant le juge de paix, soit devant notaire; la seule homologation par le tribunal de première instance suffit pour la validité de l'acte, la Cour d'Appel n'intervenant plus qu'en cas de recours par requête, soit de la part des parties contractantes, soit de la part du procureur du Roi.

Les dispositions de la loi nouvelle apportent aux homologations d'adoption prononcées par les tribunaux de première instance une importance statistique qu'il eut été regrettable de négliger.

Le tableau n° 47 ci-après dénombre une première fois pour l'année 1941 ces homologations, en tenant compte :

Dans le chef des adoptants : de l'adoption isolée par sexe, de l'adoption par des époux.

Dans le chef des adoptés : de leur sexe et de leur âge.

Outre l'intérêt spécial que cette statistique présente en elle-même, elle servira également, par sa juxtaposition avec les statistiques démographiques relevant les transcriptions des adoptions dans les registres de l'état civil, aux études comparatives que la matière comporte.

Les chiffres du tableau établissent qu'en 1941 homologation a été donnée pour l'adoption par 322 adoptants de 364 adoptés.

Il est à remarquer, en considérant les adoptants, qu'il y a eu 155 cas d'époux agissant conjointement.

Les adoptés mineurs sont de loin les plus nombreux : 219 adoptés en-dessous de 21 ans pour 145 adoptés ayant atteint leur majorité.

Tableau n° 47. — ADOPTIONS HOMOLOGUÉES PAR LES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

ARRONDISSEMENTS	ADOPTANTS				ADOPTÉS												
	Hommes seuls	Femmes seules	Epoux	Au total	de moins de 5 ans		de 5 ans à moins de 10 ans		de 10 ans à moins de 16 ans		de 16 ans à moins de 21 ans		Plus de 21 ans		Total des adoptés		
					Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Hommes	Femmes	du sexe masculin	du sexe féminin	des deux sexes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles	42	16	50	108	14	11	12	14	9	12	2	5	19	24	56	66	122
Louvain	1	6	10	17	1	2	1	2	4	5	1	—	1	4	8	13	21
Nivelles	1	4	8	13	—	—	—	2	3	—	—	2	4	4	7	8	15
Anvers	5	6	12	23	4	2	2	2	5	1	1	3	4	3	16	11	27
Malines	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	1	2
Turnhout	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	1	2
Mons	2	4	10	16	—	1	1	—	1	5	—	—	5	4	7	10	17
Charleroi	4	—	7	11	2	1	1	1	1	—	3	2	1	—	8	4	12
Tournai	3	—	2	5	1	1	—	2	—	—	—	—	—	1	1	4	5
Gand	3	2	5	10	—	—	—	2	1	1	1	1	3	2	5	6	11
Audenarde	1	1	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	1	—	3	—	3
Termonde	1	1	1	3	1	—	1	—	1	1	—	—	1	—	4	1	5
Bruges	3	2	10	15	1	2	2	1	—	4	2	2	1	4	6	13	19
Courtrai	—	3	4	7	—	2	—	1	—	1	1	—	1	1	2	5	7
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	2	1	3
Liège	6	10	22	38	—	1	4	1	4	4	6	—	7	12	21	18	39
Huy	3	7	—	10	—	1	—	—	1	—	—	—	3	7	4	8	12
Verviers	1	2	6	9	—	1	—	—	3	1	—	3	2	2	5	7	12
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	1	2	—	3	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	2	1	3
Arlon	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	2	3	5
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2
Namur	3	5	1	9	—	2	—	—	1	2	—	—	—	4	1	8	9
Dinant	1	5	4	10	—	—	—	—	1	1	3	2	1	3	5	6	11
Par ressort de Cour d'Appel de :																	
Bruxelles	58	38	101	197	22	18	17	23	23	23	7	12	36	42	105	118	223
Gand	8	11	21	40	2	4	5	4	2	7	4	3	9	8	22	26	48
Liège	17	35	33	85	—	5	4	1	11	8	9	5	16	34	40	53	93
<i>Le Royaume :</i>	83	84	155	322	24	27	26	28	36	38	20	20	61	84	167	197	364

3° TRIBUNAUX DE COMMERCE

Compétence : Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Celle-ci règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers. (Constitution, art. 105, 2° alinéa.)

Lorsqu'aucun tribunal de commerce n'est établi dans un arrondissement, le tribunal de première instance y exerce la juridiction commerciale. Dans ce cas, il juge sans l'assistance du ministère public, conformément aux dispositions qui régissent les tribunaux de commerce. (Titre 1^{er}, chapitre III, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869, modifiée par la loi du 10 avril 1934.)

Lorsqu'un tribunal de commerce se trouve dans l'impossibilité de fonctionner par suite d'absence ou d'empêchement de ses membres, le tribunal de première instance est chargé d'exercer la juridiction commerciale dans son ressort. (Arrêté du 23 juillet 1940.)

Les tribunaux de commerce et les tribunaux civils siégeant commercialement, connaissent :

1° des contestations relatives aux actes réputés commerciaux par la loi et spécialement des actions dirigées par les tiers contre les facteurs

ou commis de marchands, à raison de leur trafic;

(Sont toutefois exceptés à cet égard les contestations jusqu'à la valeur de 1,000 francs attribuées à la juridiction de premier et de dernier ressort des juges de paix, suivant l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935, article 1 § 2.)

2° des contestations entre associés ou entre administrateurs et associés, pour raison d'une société de commerce;

3° des contestations relatives au transport des marchandises et objets de toute nature par les chemins de fer de l'Etat;

4° de tout ce qui concerne les faillites, conformément à ce qui est prescrit au livre III du Code de commerce.

(Art. 12 des lois sur la compétence.)

Le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de commerce est fixé à 12,500 fr. par l'article 16 du titre préliminaire du Code de procédure civile (25 mars 1876) modifié par l'art. 5 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935.

En vertu de la loi du 26 décembre 1891, les présidents des tribunaux de commerce statuent en référé comme les présidents des tribunaux civils.

Tableau n° 48. — APERÇU GÉNÉRAL DES CAUSES COMMERCIALES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

TRIBUNAUX		NATURE DES CAUSES										CAUSES restant à juger	JUGEMENTS rendus avant de statuer au fond
		CAUSES À JUGER					CAUSES TERMINÉES						
		anciennes			Nouvelles introduites pendant l'année	Total des causes à juger	par jugements			par décret, transaction, abandon, jonction ou radiation	Total des causes terminées		
pendantes au commencement de l'année	réinscrites après avoir été rayées comme terminées	poursuivies sur opposition à des jugements par défaut	contradictoires	par défaut			Total						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
	Bruxelles . . .	4,998	364	385	5,639	11,386	2,439	1,807	4,246	3,495	7,741	3,645	574
	Louvain . . .	290	3	12	253	558	110	77	187	241	428	130	43
Nivelles . . .		69	6	3	127	205	43	59	102	59	161	44	18
	Anvers . . .	5,077	15	8	2,464	7,564	1,141	446	1,587	2,443	4,030	3,534	241
Malines . . .		321	7	13	246	587	107	72	179	45	224	363	53
Turnhout . . .		195	2	—	122	319	75	41	116	105	221	98	28
	Mons . . .	261	19	28	487	795	209	184	393	186	579	216	96
Charleroi . . .		574	15	24	707	1,320	245	186	431	161	592	728	58
	Tournai . . .	386	2	10	160	558	77	44	121	223	344	214	33
	Gand . . .	1,891	6	23	848	2,768	442	196	638	1,554	2,192	576	95
Audenarde . . .		241	—	1	77	319	38	18	56	69	125	194	5
	Alost . . .	182	3	11	178	374	76	52	128	150	278	96	32
	Saint-Nicolas . . .	207	3	11	145	366	81	34	115	29	144	222	79
Termonde . . .		131	11	—	75	217	39	16	55	18	73	144	5
	Bruges . . .	263	8	10	233	514	116	69	185	68	253	261	46
	Ostende . . .	228	—	3	103	334	44	28	72	16	88	246	19
	Courtrai . . .	567	15	4	408	994	159	103	262	406	668	326	110
Furnes . . .		33	—	—	43	76	35	6	41	15	56	20	5
Ypres . . .		62	—	1	55	118	28	8	36	24	60	58	22
	Liège . . .	303	156	46	1,427	1,932	577	479	1,056	282	1,338	594	100
Huy . . .		261	—	3	117	381	60	24	84	57	141	240	12
	Verviers . . .	348	—	—	143	491	83	44	127	—	127	364	10
Tongres . . .		94	1	3	70	168	27	14	41	18	59	109	4
Hasselt . . .		87	9	2	154	252	55	47	102	60	162	90	20
Arlon . . .		111	—	1	47	159	7	11	18	53	71	88	8
Marche-en-Fam. . .		91	—	—	39	130	17	13	30	11	41	89	4
Neufchâteau . . .		209	—	—	44	253	6	18	24	4	28	225	6
Namur (1) . . .		508	4	11	238	761	130	65	195	314	509	252	55
Dinant . . .		229	2	5	106	342	50	24	74	34	108	234	13

(1) A noter le transfert temporaire de la juridiction du tribunal de commerce de Namur au Tribunal de 1^{re} Instance de cette ville (Arrêté du 24 juillet 1940).

Tableau n° 48 (suite).

TRIBUNAUX ET RESSORTS		NATURE DES CAUSES										CAUSES restant à juger	JUGE- MENTS rendus avant de statuer au fond
		CAUSES À JUGER					CAUSES TERMINÉES						
		anciennes			Nouvelles introduites pendant l'année	Total des causes à juger	par jugements			par décrète- ment, trans- action, aban- don, jonc- tion ou radia- tion	Total des causes ter- minées		
		pen- dantes au com- mence- ment de l'année	réin- scrites après avoir été rayées comme ter- minées	pour- suivies sur oppo- sition à des juge- ments par défaut			con- tradic- toires	par défaut	Total				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Ressort de la Cour d'appel de	Bruxelles . . .	12,171	433	483	10,205	23,292	4,446	2,916	7,362	6,958	14,320	8,972	1,144
	Gand	3,805	46	64	2,165	6,080	1,058	330	1,588	2,349	3,937	2,143	418
	Liège	2,241	172	71	2,385	4,869	1,012	739	1,751	833	2,584	2,285	232
TRIBUNAUX													
civils		3,216	57	67	2,267	5,607	962	622	1,584	1,047	2,631	2,976	316
de commerce		15,001	594	551	12,488	28,634	5,554	3,563	9,117	9,093	18,210	10,424	1,478
<i>Totaux :</i>		18,217	651	618	14,755	34,241	6,516	4,185	10,701	10,140	20,841	13,400	1,794
Totaux en	1940	17,878	407	761	16,585	35,631	6,888	5,938	12,826	4,588	17,414	18,217	1,175
	1939	17,119	974	1,910	39,537	59,540	16,037	15,820	31,857	9,803	41,660	17,880	2,314
	1938	21,148	4,258	1,811	37,200	64,417	16,354	16,895	33,249	11,225	44,474	19,943	2,922

Un nouveau recul du nombre des causes commerciales introduites au cours de l'année 1941, ressort du tableau n° 48.

Les tableaux 49 et 50 ci-dessous donnent des renseignements globaux en ce qui concerne les ordonnances de référé rendues par les présidents des juridictions commerciales, et en ce qui concerne le nombre et la valeur des lettres de change acceptées, qui ont été protestées et dont les tableaux ont été dressés et communiqués conformément à l'article 443 du Code de commerce :

Tableau n° 49. — ORDONNANCES DE RÉFÉRÉ
DES JURIDICTIONS COMMERCIALES

SPÉCIFICATION	1941	1940	1939	1938
1	2	3	4	5
Nombre des ordonnances de référé rendues	367	380	581	644

Tableau n° 50.
LETTRES DE CHANGE ACCEPTÉES PROTESTÉES

ANNÉES	NOMBRE des protêts	MONTANT TOTAL des valeurs protestées en francs
1	2	3
1941	5,608	9,762,661
1940	26,864	30,036,249
1939	128,600	173,497,045
1938	101,214	111,473,282

En ce qui concerne les lettres de change, il est à remarquer qu'un arrêté du 4 octobre 1940, modifié par les arrêtés des 26 novembre 1940 et 18 janvier 1941 a suspendu les délais en matière civile et commerciale et a sursis aux actes d'exécution, de sorte qu'une série de protêts n'ont pas été portés au tableau pour l'année 1941.

CONCORDATS JUDICIAIRES

Le débiteur commerçant peut éviter la déclaration de faillite (faculté réservée même après le décès du débiteur) en obtenant de la majorité de ses créanciers un concordat.

Ce concordat n'a d'effet que moyennant l'homologation du tribunal de commerce.

L'homologation n'est accordée qu'en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi. L'homologation du concordat le rend obligatoire pour tous les créanciers; il ne s'applique qu'aux engagements contractés antérieurement à son obtention.

Le concordat ne profite point aux codébiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion. Il est sans effet relativement :

- 1° aux impôts et autres charges publiques, ainsi qu'aux contributions pour les digues et polders;
- 2° aux créances garanties par des privilèges, hypothèques ou nantissements;
- 3° aux créances dues à titre d'aliments. Celui qui a obtenu le concordat est tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer intégralement ses créanciers.

L'arrêté du 9 septembre 1940 relatif au concordat judiciaire, a abrogé et remplacé la loi du 29 juin 1887.

Les réformes apportées par la législation nouvelle sont les suivantes :

1° Le calcul des majorités créancières permettant au débiteur malheureux et de bonne foi d'obtenir le bénéfice du concordat est modifié.

La proportion des deux tiers de toutes les sommes dues est suffisante.

2° La notion de bonne foi dans le chef de certaines sociétés est précisée.

3° Des avantages et des garanties de procédure supplémentaires sont accordés au débiteur, savoir :

a) le bénéfice du sursis de paiement dès le dépôt de la requête;

b) la délégation obligatoire d'un juge;

c) la substitution d'une procédure contentieuse à la juridiction gracieuse.

4° La loi a été adaptée aux circonstances de fait pour les débiteurs à créanciers multiples : faculté de supprimer l'assemblée des créanciers.

5° Le mandat des liquidateurs est plus étendu.

Pour le restant les principes qui avaient été érigés par l'ancienne loi du 29 juin 1887 ont été maintenus.

Tableau n° 51. — CONCORDATS JUDICIAIRES

ANNÉES	Nombre de demandes de concordat		DEMANDES DE CONCORDAT JUDICIAIRE						
			accueillies et suivies d'homologation	rejetées		admises par les créanciers, mais non suivies d'homologation	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure	retirées	tenues en suspens
	antérieures à l'année	introduites durant l'année		avant toute procédure	pour défaut de majorité				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1941	76	31	34	1	—	—	3	4	65
1940	98	114	93	7	15	—	9	12	76
1939	68	342	174	25	36	2	51	17	98
1938	118	270	200	32	42	3	25	25	68

Tableau n° 52. — CONCORDATS CLÔTURÉS PAR LIQUIDATION APRÈS ABANDON D'ACTIF
Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	PASSIF								TOTAL	
	de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Rien	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Moins de 10 %	—	—	—	1	1	1	—	—	3	
De 10 à 20 %	—	1	2	—	—	—	—	—	3	
De 20 à 30 %	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
De 30 à 50 %	—	1	—	1	3	1	—	—	6	
De 50 à 75 %	—	—	1	—	3	2	1	1	8	
De 75 % et plus	—	—	—	—	1	—	—	—	1	
Païement intégral	—	—	1	2	2	2	—	—	7	
Inconnu	—	—	—	—	1	—	—	—	1	
<i>Total :</i>	—	2	4	4	11	6	2	1	30	
Totaux en	1940	—	5	8	11	16	4	5	4	53
	1939	—	2	4	7	5	1	4	1	24
	1938	—	2	2	7	6	2	6	—	25

FAILLITES

Tout commerçant qui cesse ses paiements et dont le crédit se trouve ébranlé est en état de faillite.

Celui qui n'exerce plus le commerce peut être déclaré en faillite, si la cessation de ses paiements remonte à une époque où il était encore commerçant.

La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de paiement.

La faillite est qualifiée banqueroute simple

et punie correctionnellement si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de faute grave prévus par le chapitre 1^{er} du titre II de la loi du 18 avril 1851.

Elle est qualifiée banqueroute frauduleuse et punie criminellement si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de fraude prévus par le chapitre II du même titre de loi.

Le failli qui a intégralement acquitté, en principal, intérêts et frais, toutes les sommes par lui dues, peut obtenir sa réhabilitation.

Tableau n° 53. — FAILLITES. — APERÇU GÉNÉRAL

TRIBUNAUX	NOMBRE DE FAILLITES															
	anté- rieures à l'année	DÉCLARÉES PENDANT L'ANNÉE					RÉOUVERTES			Total des failli- tes	TERMINÉES					restant à ter- miner à la fin de l'année
		sur aveu du failli	à la poursuite des créanciers		d'of- fice	Total	après clôture pour défaut d'actif	après révo- cation du concor- dat	par concor- dat		par liqui- da- tion	révo- quées	closes à défaut d'actif	Total		
			sur as- signa- tion	sur re- quête												
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
Bruxelles	479	8	15	5	7	35	—	—	514	13	40	*6	68	127	387	
Louvain	23	—	—	—	—	—	—	—	23	—	4	—	8	12	11	
Nivelles	14	—	—	—	—	—	—	—	14	—	—	—	—	—	14	
Anvers	525	1	8	2	1	12	—	—	537	8	16	2	25	51	486	
Malines	53	—	1	—	—	1	—	—	54	5	2	—	1	8	46	
Turnhout	13	—	—	—	—	—	—	—	13	—	—	—	—	—	13	
Mons	50	2	—	5	2	9	—	—	59	1	11	—	2	14	45	
Charleroi	231	—	—	1	1	2	—	—	233	3	2	—	3	8	225	
Tournai	65	—	1	—	—	1	—	—	66	—	5	—	1	6	60	
Gand	**145	—	4	—	—	4	—	—	149	2	22	—	12	36	113	
Audenarde	11	—	—	—	—	—	—	—	11	—	1	—	—	1	10	
Alost	26	—	—	—	—	—	—	—	26	—	6	—	2	8	18	
Saint-Nicolas	26	1	1	1	—	3	—	—	29	—	4	1	1	6	23	
Termonde	25	—	—	—	—	—	—	—	25	—	8	—	—	8	17	
Bruges	63	—	—	—	1	1	—	—	64	—	12	—	3	15	49	
Ostende	24	—	—	—	1	1	—	—	25	1	5	—	3	9	16	
Courtrai	111	1	1	—	1	3	—	—	114	1	5	—	1	7	107	
Furnes	12	—	1	—	—	1	—	—	13	—	—	—	—	—	13	
Ypres	11	—	—	—	—	—	—	—	11	—	1	—	—	1	10	
Liège	51	—	1	—	—	1	—	—	52	—	15	1	1	17	35	
Huy	21	—	1	—	—	1	—	—	22	—	—	—	1	1	21	
Verviers	35	—	1	—	2	3	—	—	38	1	1	—	2	4	34	
Tongres	10	—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	—	—	—	10	
Hasselt	11	—	—	1	—	1	—	—	12	—	1	—	—	1	11	
Arlon	27	—	—	—	—	—	—	—	27	—	1	—	2	3	24	
Marche-en-Famenne	7	—	—	—	—	—	—	—	7	—	2	—	1	3	4	
Neufchâteau	32	—	—	—	—	—	—	—	32	—	—	—	—	—	32	
Namur	33	—	1	1	—	2	—	—	35	2	7	1	1	11	24	
Dinant	29	—	—	—	—	—	—	—	29	—	2	—	5	7	22	
Cour d'appel de																
{ Bruxelles	1,453	11	25	13	11	60	—	—	1,513	30	80	8	108	226	1,287	
{ Gand	**454	2	7	1	3	13	—	—	467	4	64	1	22	91	376	
{ Liège	256	—	4	2	2	8	—	—	264	3	29	2	13	47	217	
<i>Totaux généraux :</i>	2,163	13	36	16	16	81	—	—	2,244	37	173	11	143	364	1,880	
<i>Totaux généraux en</i>																
{ 1940	2,249	101	64	13	49	227	—	2	2,478	16	133	7	164	320	2,158	
{ 1939	2,121	346	249	71	79	745	5	5	2,876	35	241	22	301	603	2,273	
{ 1938	2,185	271	235	72	89	667	1	—	2,853	51	303	31	347	732	2,121	

* Dont une faillite close à défaut de passif.

** Chiffres rectifiés.

Tableau n° 54. — FAILLITES DÉCLARÉES. — MONTANT DU PASSIF

TRIBUNAUX	NOMBRE total des faillites déclarées	MONTANT DU PASSIF								
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus	encore inconnu
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	35	—	4	6	5	4	6	1	—	9
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	12	—	5	1	1	2	1	2	—	—
Malines	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	9	—	5	2	1	—	—	—	—	1
Charleroi	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—
Tournai	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Gand	4	2	—	1	—	—	—	1	—	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Alost	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	3	—	1	1	—	—	—	—	—	1
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Ostende	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	3	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Furnes	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Huy	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	3	—	—	2	—	—	—	—	—	1
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	2	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cour d'appel en										
{ Bruxelles	60	—	16	9	8	6	7	3	—	11
{ Gand	13	3	2	3	1	1	1	1	—	1
{ Liège	8	—	2	2	2	—	—	—	—	2
<i>Totaux généraux :</i>	81	3	20	14	11	7	8	4	—	14
<i>Totaux généraux en</i>										
{ 1940	227	7	58	44	29	31	17	14	2	25
{ 1938	745	23	163	114	113	96	49	52	6	129
{ 1939	667	35	172	114	110	100	26	21	2	87

Tableau n° 55. — FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT
Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUÉS	PASSIF								TOTAL
	de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Moins de 10 %	—	—	2	2	1	—	—	—	5
De 10 à 20 %	—	—	3	2	2	2	1	—	10
De 20 à 30 %	—	1	2	1	1	1	—	—	6
De 30 à 50 %	—	—	—	1	2	—	—	—	3
De 50 à 75 %	—	1	3	1	—	1	1	—	7
De 75 % et plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Paiement intégral	—	—	1	2	—	—	—	—	3
Inconnu	—	3	—	—	—	—	—	—	3
<i>Total :</i>	—	5	11	9	6	4	2	—	37

Tableau n° 56. — FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION
Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUÉS	PASSIF								TOTAL
	de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien	—	2	—	1	2	—	—	—	5
Moins de 10 %	—	10	21	20	14	9	6	1	81
De 10 à 20 %	—	7	2	5	5	6	2	2	29
De 20 à 30 %	—	2	3	1	2	1	2	1	12
De 30 à 50 %	—	2	2	3	3	2	1	—	13
De 50 à 75 %	—	2	5	2	—	—	—	1	10
De 75 % et plus	1	3	1	—	—	—	—	—	5
Paiement intégral	1	5	1	—	1	—	—	—	8
Inconnu	—	5	—	3	1	—	1	—	10
<i>Total :</i>	2	38	35	35	28	18	12	5	173

Tableau n° 57. — FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION
Emploi de l'actif réalisé

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif 1	NOMBRE des faillites 2	PASSIF chirographaire 3	ACTIF réalisé 4	FRAIS de tout genre 5	HONORAIRES des curateurs 6	PAIEMENTS AUX CRÉANCIERS	
						privilégiés 7	chirographaires 8
Moins de 10,000 francs . . .	2	14,462	16,967	2,950	800	397	12,820
De 10,000 à — 50,000 fr.	38	1,140,367	777,298	103,042	78,157	267,068	329,031
De 50,000 à — 100,000 fr.	35	2,584,925	1,091,688	105,659	107,821	386,165	492,043
De 100,000 à — 200,000 fr.	35	5,181,512	1,082,643	182,707	118,545	254,093	527,298
De 200,000 à — 500,000 fr.	28	9,241,393	3,245,392	626,624	253,990	1,090,145	1,274,633
De 500,000 à — 1,000,000 fr.	18	12,772,944	3,672,181	377,985	171,034	1,699,575	1,423,587
De 1,000,000 à — 5,000,000 fr.	12	23,505,137	4,773,056	260,133	286,780	1,513,144	2,712,999
De 5,000,000 fr. et plus . . .	5	69,243,487	33,117,789	996,505	877,745	11,391,177	19,852,362
Total des faillites terminées par liquidation . . .	173	123,684,227	47,777,014	2,655,605	1,894,872	16,601,764	26,624,773

SURSIS DE PAIEMENT

Le sursis de paiement n'est accordé qu'au commerçant qui, par suite d'événements extraordinaires et imprévus, est contraint de cesser temporairement ses paiements, mais qui, d'après son bilan dûment vérifié, a des biens ou moyens suffisants pour satisfaire tous ses créanciers en principal et intérêts.

Tableau n° 58. — NOMBRE DES DÉCISIONS DE JUSTICE
ACCORDANT DES SURSIS PROVISOIRES OU DÉFINITIFS

SPÉCIFICATIONS 1	ANNÉES			
	1938 2	1939 3	1940 4	1941 5
Sursis provisoires . . .	—	3	—	—
Sursis définitifs . . .	—	—	—	—
Total :	—	3	—	—

4^o COURS D'APPEL

Compétence. — L'organisation des cours d'appel est réglée par le chapitre IV du titre I de la loi d'organisation judiciaire.

Elles ne peuvent juger en matière civile qu'au nombre fixe de cinq conseillers, y compris le président.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

La loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions prorogées et complétées par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, sont applicables à partir du 1^{er} décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, porte que « les cours d'appel jugent au nombre

fixe de trois conseillers, y compris le président. L'assistance du ministère public est requise, sauf les exceptions prévues dans les lois en vigueur ».

Les cours d'appel connaissent, en matière civile, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et par les tribunaux de commerce. Elles connaissent aussi de l'appel des ordonnances de référé, des jugements d'arbitres et des décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats.

L'appel des décisions du conseil des prises est porté devant la cour d'appel de Bruxelles siégeant toutes chambres réunies.

Les cours d'appel statuent, en outre, sur certains recours en matière électorale et fiscale.

Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 26^e année, n^o 7, novembre 1940, pp. 131 et suiv. : Modifications apportées en 1935 à la compétence et au ressort en matière civile et commerciale. — Résultats statistiques.

Tableau n° 59. — COURS D'APPEL. — AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES
CAUSES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées)	CAUSES À JUGER			CAUSES TERMINÉES					Causes restant à juger	Arrêts rendus avant de statuer au fond
	pen- dantes au com- mence- ment de l'année	intro- duites pendant l'année	Total	par arrêt au fond		Total des arrêts	par trans- action, abandon ou autres motifs	Total général des causes ter- minées		
				contra- dic- toire	par défaut					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

COUR D'APPEL DE BRUXELLES

Tribunaux de première instance en matière civile	1,464	905	2,369	811	55	866	280	1,146	1,223	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale	65	36	101	25	1	26	11	37	64	—
Tribunaux de commerce	636	327	963	294	19	313	87	400	563	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation).	—	3	3	1	—	1	—	1	2	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	3	3	2	1	3	—	3	—	—
Appels de jugements d'arbitres	10	6	16	6	—	6	4	10	6	—
Référés	81	124	205	45	4	49	34	83	122	—
Affaires portées directement devant la Cour	8	11	19	7	—	7	8	15	4	—

COUR D'APPEL DE GAND

Tribunaux de première instance en matière civile	238	210	448	158	12	170	60	230	218	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale	19	15	34	14	2	16	2	18	16	—
Tribunaux de commerce	109	114	223	66	4	70	25	95	128	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation).	1	2	3	—	1	1	—	1	2	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	2	2	1	—	1	—	1	1	—
Appels de jugements d'arbitres	1	—	1	1	—	1	—	1	—	—
Référés	7	25	32	16	2	18	4	22	10	—

COUR D'APPEL DE LIÈGE

Tribunaux de première instance en matière civile	597	273	870	207	10	217	39	256	614	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale	49	15	64	14	—	14	9	23	41	—
Tribunaux de commerce	239	62	301	56	1	57	9	66	235	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation).	2	1	3	—	—	—	—	—	3	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—
Appels de jugements d'arbitres	3	3	6	3	—	3	—	3	3	—
Affaires portées directement devant la Cour	11	32	43	28	—	28	4	32	11	—

Tableau n° 59 (suite).

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées) 1	CAUSES À JUGER			CAUSES TERMINÉES					Causés restant à juger 10	Arrêts rendus avant de statuer au fond 11
	pen- dantes au com- mence- ment de l'année 2	intro- duites pendant l'année 3	Total 4	par arrêt au fond		Total des arrêts 7	par trans- action, abandon ou autres motifs 8	Total général des causes ter- minées 9		
				contra- dic- toire 5	par défaut 6					

TOTAUX POUR LES TROIS COURS D'APPEL

Tribunaux de première instance en matière civile	2,299	1,388	3,687	1,176	77	1,253	379	1,632	2,055	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale	133	66	199	53	3	56	22	78	121	—
Tribunaux de commerce	984	503	1,487	416	24	440	121	561	926	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation).	3	6	9	1	1	2	—	2	7	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	6	6	3	1	4	—	4	2	—
Appels de jugements d'arbitres	14	9	23	10	—	10	4	14	9	—
Référés	99	181	280	89	6	95	42	137	143	—
Affaires portées directement devant la Cour	8	11	19	7	—	7	8	15	4	—
Totaux par ressort										
{ Bruxelles	2,264	1,415	3,679	1,191	80	1,271	424	1,695	1,984	91
{ Gand	375	368	743	256	21	277	91	368	375	13
{ Liège	901	387	1,288	308	11	319	61	380	908	52
<i>Totaux généraux :</i>	3,540	2,170	5,710	1,755	112	1,867	576	2,443	3,267	156
<i>Totaux généraux en</i>										
{ 1940	3,896	1,417	5,313	1,315	93	1,408	365	1,773	3,540	118
{ 1939	4,072	2,716	6,788	2,095	184	2,279	613	2,892	3,896	217
{ 1938	4,219	3,132	7,351	2,419	168	2,587	692	3,279	4,072	197

La proportion entre les affaires en matière civile et les affaires en matière commerciale, soumises aux cours d'appel s'établit comme suit pour les trois ressorts réunis :

COURS D'APPEL

ANNÉES 1	TOTAL DES CAUSES À JUGER		APPELS EN MATIÈRE CIVILE		APPELS EN MATIÈRE COMMERCIALE	
	Chiffres absolus 2	% 3	Chiffres absolus 4	% 5	Chiffres absolus 6	% 7
1941	5,708	100	4,004	70.—	1,704	30.—
1940	5,313	100	3,662	69.—	1,651	31.—
1939	6,788	100	4,677	69.—	2,111	31.—
1938	7,351	100	4,965	67.50	2,386	32.50

Tableau n° 60. — COURS D'APPEL. — AFFAIRES FISCALES

COUR D'APPEL de 1	AFFAIRES À JUGER			Arrêts interlocu- toires 6	AFFAIRES TERMINÉES			Affaires restant à juger 10
	pendantes au commen- ment de l'année 3	introduites pendant l'année 4	Total 5		par arrêt au fond 7	par radiation, trans- action, etc. 8	Total 9	
Bruxelles	451	283	734	4	200	76	276	458
Gand	7	38	45	—	21	4	25	20
Liège	130	70	200	1	49	13	62	138
<i>Le Royaume :</i>	588	391	979	5	270	93	363	616
<i>Le Royaume en</i> { 1940	708	308	1,016	5	307	121	428	588
{ 1939	664	473	1,137	8	307	122	429	708
{ 1938	1,009	392*	1,401*	7*	503*	234*	737*	664

* Chiffres rectifiés.

JURIDICTION DU TRAVAIL

Les données de la statistique des Juridictions du Travail sont inscrites pour chacun des conseils de prud'hommes et des conseils de prud'hommes d'appel, par les soins des greffiers, dans des formulaires issus du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis par ce département à l'Office Central de Statistique, ces documents y sont vérifiés et dépouillés en tant qu'ils concernent l'administration de la justice et les actes spéciaux de ces juridictions.

A) CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Il y avait dans le Royaume 47 conseils de prud'hommes dont celui d'Eupen a été soustrait à partir de fin mai 1940.

Conformément à la loi organique des conseils de prud'hommes du 9 juillet 1926, modifiée par les lois des 25 juin 1927, 30 mai 1928 et 22 janvier 1931, art. 1 :

« Les conseils de prud'hommes sont institués dans le but de vider par voie de conciliation ou, à défaut de conciliation, par voie de jugement, les contestations relatives au travail qui s'élèvent :

» soit entre les employeurs, d'une part, et leurs ouvriers ou employés, d'autre part;

» soit entre ouvriers, entre employés ou entre ouvriers et employés. »

Tout conseil de prud'hommes est divisé en deux chambres; l'une pour ouvriers, l'autre pour employés (art. 7).

Une chambre mixte est chargée de résoudre les questions de compétence (art. 65).

Les conseils connaissent des demandes de leur compétence jusqu'à 500 francs sans appel, et, à charge d'appel au delà de cette somme (art. 45).

Les conseillers prud'hommes sont nommés par voie d'élection (art. 10).

Deux présidents issus, l'un du groupe de prud'hommes employeurs, l'autre du groupe de prud'hommes ouvriers ou employés sont nommés par le Roi et siègent alternativement (art. 25).

Le Roi nomme en outre auprès de chaque chambre un docteur en droit, en qualité d'assesseur juridique (art. 26) et auprès de chaque conseil un greffier et éventuellement des greffiers-adjoints (art. 28).

Chaque chambre forme dans son sein un bureau qui a pour mission de concilier les parties (art. 50), ses membres sont renouvelés tous les trois mois.

Toutes les affaires portées au greffe du conseil des prud'hommes sont soumises au bureau de conciliation, dont la mission consiste, soit à concilier les parties, soit à les renvoyer devant le conseil, soit à trancher le différend si la valeur

du litige est inférieure à 200 francs. Dans ce dernier cas, le bureau de conciliation s'adjoint l'assesseur juridique et s'appelle bureau de jugement (art. 50 à 54).

Les décisions rendues par le bureau de jugement ne sont pas susceptibles d'appel (art. 54).

La chambre compétente du conseil ne statue par jugement, qu'après avoir épuisé les moyens de conciliation (art. 55).

Par Arrêté Royal du 10 mai 1927 modifié par celui du 10 décembre 1928, il a été créé auprès du conseil de prud'hommes d'Anvers et à titre provisoire une chambre spéciale, chargée de trancher les litiges afférents au contrat de travail des ouvriers du port.

Cette chambre spéciale est la seule qui ait été créée en Belgique en vertu du pouvoir accordé à cet effet au Roi, par les dispositions de l'article 7 de la loi organique.

En dehors de leur mission juridictionnelle, les conseils de prud'hommes peuvent être appelés par le gouvernement à donner leur avis sur des questions ou projets relatifs au travail (art. 1^{er} in fine).

Ils sont en outre chargés des mesures conservatrices de la propriété des dessins et modèles industriels (art. 1^{er}, § 4 de la loi organique et art. 1^{er} de l'Arrêté Royal du 10 décembre 1884), et de la réception du dépôt des règlements d'atelier (art. 7 § 6 de la loi du 15 juin 1896).

A défaut de conseil de prud'hommes, les contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail et de ceux qui les emploient sont de la compétence des juges de paix (A. R. du 13 janvier 1935, art. 2, 6^o — Lois sur la compétence.)

Rédaction du tableau. — Le tableau statistique a été établi d'après les états fournis par les conseils de prud'hommes au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis à l'Office Central de Statistique, ces états y sont vérifiés et compulsés dans des cahiers de dépouillement, permettant l'étude et la totalisation des résultats.

Tableau n° 61. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES
APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

SIÈGE DE JURIDICTION	CHAM- BRE	BUREAU DE CONCILIATION					BUREAU DE JUGEMENT					CONSEIL				
		Nombre d'affaires					Nombre d'affaires					Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	O*	1,226	359	27	795	45	27	4	19	—	4	464	33	386	—	45
	E*	960	201	4	701	54	4	1	3	—	—	797	130	603	—	64
Hal	O	4	2	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	E	5	—	—	5	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—
Vilvorde	O	10	8	—	2	—	—	—	—	—	—	3	—	2	—	1
	E	15	—	—	10	5	—	—	—	—	—	10	—	9	1	—
Louvain	O	50	14	3	16	17	4	—	4	—	—	23	—	21	—	2
	E	20	6	—	9	5	—	—	—	—	—	15	—	14	—	1
Nivelles	O	12	4	—	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	E	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	4	1	2	—	1
Tubize	O	3	1	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
	E	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Wavre	O	17	5	—	5	7	—	—	—	—	—	5	1	4	—	—
	E	4	—	—	3	1	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—
Anvers	O	388	80	—	267	35	—	—	—	—	—	86	5	76	3	2
	E	280	46	—	215	14	—	—	—	—	—	225	10	202	7	6
	S*	39	4	—	32	3	—	—	—	—	—	21	—	20	1	—
Malines	O	70	23	—	31	9	—	—	—	—	—	37	1	30	—	6
	E	23	3	—	14	2	—	—	—	—	—	23	—	18	—	5
Turnhout	O	20	9	—	11	—	—	—	—	—	—	9	2	6	—	1
	E	8	3	—	5	—	—	—	—	—	—	8	—	6	—	2
Mons	O	82	19	3	58	2	5	2	3	—	—	73	—	59	—	14
	E	68	11	—	54	3	—	—	—	—	—	67	3	38	—	26
Dour	O	24	9	—	5	10	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
	E	3	1	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
La Louvière	O	531	274	32	119	106	10	4	6	—	—	35	30	5	—	—
	E	85	48	—	13	24	—	—	—	—	—	22	13	9	—	—
Pâturages	O	63	15	3	7	37	3	—	3	—	—	7	1	6	—	—
	E	13	—	—	4	9	—	—	—	—	—	4	—	2	—	2
Soignies	O	3	1	—	1	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
	E	4	—	—	3	1	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—
Charleroi	O	2,121	555	10	181	1,375	10	—	10	—	—	181	4	177	—	—
	E	288	82	2	113	90	2	—	2	—	—	118	3	115	—	—
Binche	O	87	46	5	19	17	3	2	1	—	—	16	4	11	—	1
	E	13	2	—	10	1	—	—	—	—	—	10	3	6	—	1
Font.-l'Evêque	O	90	3	—	80	7	1	—	—	—	1	10	1	8	—	1
	E	9	—	—	9	—	—	—	—	—	—	6	—	5	—	1

* O = Pour ouvriers; E = Pour employés; S = Spéciale pour ouvriers du port.

Tableau n° 61 (suite).

SIÈGE DE JURIDICTION	CHAM- BRE	BUREAU DE CONCILIATION					BUREAU DE JUGEMENT					CONSEIL				
		Nombre d'affaires					Nombre d'affaires					Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Tournai	O	13	1	2	8	2	2	—	2	—	—	10	—	5	4	1
	E	10	2	—	8	—	—	—	—	—	—	7	—	5	2	—
Lessines	O	7	4	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	E	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
Gand	O	247	38	50	159	—	32	16	16	—	—	47	4	26	—	17
	E	131	18	1	112	—	1	—	1	—	—	82	12	51	—	19
Eekloo	O	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	3	1	—	2	—
	E	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Audenarde	O	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
	E	4	—	—	4	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—
Renaix	O	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	E	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
Termonde	O	19	—	9	2	8	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
	E	7	—	4	3	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—
Alost	O	19	5	—	10	3	—	—	—	—	—	7	—	3	2	2
	E	24	1	—	22	1	—	—	—	—	—	16	—	10	4	2
Saint-Nicolas	O	29	20	—	2	4	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—
	E	19	5	—	12	—	—	—	—	—	—	16	1	12	—	3
Bruges	O	37	29	—	8	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	—
	E	23	6	—	17	—	—	—	—	—	—	17	—	17	—	—
Ostende	O	58	23	4	28	3	3	—	3	—	—	21	6	14	—	1
	E	23	6	—	17	—	—	—	—	—	—	19	—	5	—	14
Tielt	O	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	E	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	1	1	1
Courtrai	O	25	15	—	7	3	—	—	—	—	—	7	4	2	—	1
	E	21	6	—	15	—	—	—	—	—	—	19	2	13	—	4
Mouscron	O	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	7	1	—	—	6
	E	7	2	—	4	1	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—
Roulers	O	18	6	1	4	7	1	—	1	—	—	6	2	4	—	—
	E	13	2	—	5	6	—	—	—	—	—	6	—	5	—	1
Ypres	O	15	11	1	2	—	1	1	—	—	—	3	—	3	—	—
	E	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Liège	O	336	76	60	172	28	46	8	38	—	—	156	4	142	—	10
	E	251	20	—	205	26	—	—	—	—	—	225	3	213	—	9
Comblain-au-P..	O	7	2	—	2	3	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—
	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Fléron	O	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jemappe	O	40	12	7	17	4	4	2	2	—	—	16	2	9	—	5
	E	10	2	—	8	—	—	—	—	—	—	11	1	4	—	6
Huy	O	88	8	—	45	35	—	—	—	—	—	73	—	73	—	—
	E	16	4	—	12	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—

SIÈGE DE JURIDICTION	CHAM- BRE	BUREAU DE CONCILIATION					BUREAU DE JUGEMENT					CONSEIL				
		Nombre d'affaires					Nombre d'affaires					Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Verviers	O	34	5	1	6	22	2	—	1	—	1	23	—	12	—	11
	E	21	5	—	8	8	—	—	—	—	—	28	—	19	—	9
Hasselt	O	93	14	—	53	13	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
	E	20	3	—	16	—	—	—	—	—	—	14	—	10	—	4
Namur	O	48	25	8	6	9	8	—	8	—	—	9	4	5	—	—
	E	28	2	3	23	—	3	2	1	—	—	25	1	20	—	4
Andenne	O	73	49	—	7	17	—	—	—	—	—	7	1	6	—	—
	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auvclais	O	27	22	2	1	2	2	—	—	—	2	4	—	4	—	—
	E	5	2	—	1	2	—	—	—	—	—	3	—	1	—	2
Dinant	O	20	7	—	6	7	—	—	—	—	—	7	3	3	—	1
	E	7	1	—	5	1	—	—	—	—	—	8	—	5	—	3
Philippeville	O	41	35	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	E	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	1
Le Royaume :	O	6,109	1,842	228	2,155	1,851	164	39	117	—	8	1,377	116	1,121	11	129
	E	2,454	496	14	1,673	257	10	3	7	—	—	1,849	184	1,459	15	191
	S	39	4	—	32	3	—	—	—	—	—	21	—	20	1	—
Au total :		8,602	2,342	242	3,860	2,111	174	42	124	—	8	3,247	300	2,600	27	320
Au total en	1940	10873	3,463	386	4,467	2,473	185	53	121	1	10	3,541	299	2,640	212	402
	1939	14589	4,372	652	6,729	2,813	440	72	329	4	18	5,361	524	3,943	224	433
	1938	15367	5,462	796	6,762	2,725	580	98	425	1	11	5,632	596	4,368	227	421

Il est à remarquer que l'activité générale des conseils de prud'hommes pendant l'année 1941 est encore en régression relativement à celle de 1940, qui elle-même marquait déjà une diminution sensible de ses chiffres par rapport aux années précédentes.

C'est surtout le bureau de conciliation par lequel doivent passer les affaires nouvelles, qu'il y a lieu d'observer à cet égard :

De 1939 à 1940 le total des affaires au rôle des bureaux de conciliation pour ouvriers tom-

bait de 10,168 à 6,798, tandis que celui des affaires au rôle des mêmes bureaux pour employés ne subissait guère de modification importante : 4,356 en 1939 pour 4,024 en 1940.

De 1940 à 1941 c'est, au contraire, le nombre des affaires au rôle des bureaux de conciliation pour employés qui fléchit de 4,024 à 2,454, tandis que les affaires au rôle des bureaux pour ouvriers conservent une certaine stabilité : 6,798 en 1940 pour 6,109 en 1941.

Pour l'étude de la matière sur un plus grand

nombre d'années, on pourrait utilement consulter les numéros 12, décembre 1942, et 10, octobre 1943, du *Bulletin de Statistique*, publiant respectivement la statistique des juridictions du travail de 1937 à 1941 et de 1938 à 1942.

*
**

En ce qui concerne le dépôt des règlements d'ateliers et celui des dessins et modèles indus-

triels aux greffes des conseils de prud'hommes, les nombres au complet par siège de juridiction en sont reproduits ci-après.

La comparaison des chiffres avec ceux des années précédentes n'offre qu'un intérêt relatif quant au dépôt des règlements d'ateliers, pour les motifs énoncés dans la publication de la statistique judiciaire décennale, p. 252.

SIÈGE DE JURIDICTION 1	NOMBRE de dépôts de règlements d'atelier 2	NOMBRE de dépôts de dessins et modèles industriels 3	SIÈGE DE JURIDICTION 1	NOMBRE de dépôts de règlements d'atelier 2	NOMBRE de dépôts de dessins et modèles industriels 3
Bruxelles	845	56	Termonde	67	—
Hal	8	—	Alost	166	2
Vilvorde	24	1	Saint-Nicolas	155	1
Louvain	146	3	Bruges	185	—
Nivelles	8	1	Ostende	40	—
Tubize	6	—	Thielt	15	—
Wavre	52	—	Courtrai	261	4
Anvers	604	12	Mousseron	7	—
Malines	89	3	Roulers	83	1
Turnhout	103	1	Ypres	75	—
Mons	62	5	Liège	297	9
Dour	11	—	Comblain-au-Pont	3	—
La Louvière	38	3	Fléron	—	—
Pâturages	31	—	Jemeppe	14	—
Soignies	31	1	Huy	52	—
Charleroi	251	1	Verviers	106	4
Binche	49	—	Hasselt	24	3
Fontaine-l'Évêque	1	—	Namur	27	2
Tournai	67	—	Andenne	4	—
Lessines	12	—	Auvélais	2	1
Gand	433	4	Dinant	2	1
Eekloo	82	—	Philippeville	24	—
Audenarde	64	—			
Renaix	36	—			
			<i>Le Royaume :</i>	4,662	119

B) CONSEIL DE PRUD'HOMMES D'APPEL

Il y a dans le Royaume sept conseils de prud'hommes d'appel dont les sièges sont fixés respectivement à Anvers, Bruxelles, Bruges, Gand, Mons, Liège et Namur, et dont la juridiction s'étend aux provinces dont les sièges sont les chefs-lieux. (Loi du 25 juin 1913.)

L'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes d'appel sont régis par les articles 116 et suivants de la loi organique des conseils de prud'hommes.

Les conseillers sont élus par des collèges électoraux spéciaux.

Chaque conseil de prud'hommes d'appel comprend une chambre pour ouvriers et une chambre pour employés.

Une chambre mixte tranche les contestations entre ouvriers et employés, et résoud les questions de compétence.

Le Roi nomme près de chaque conseil d'appel deux présidents avec détermination de la chambre à laquelle chaque président est attaché.

Ces présidents doivent être docteurs en droit.

Tableau n° 62. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL. — APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

RESSORT DE	CHAMBRE	AFFAIRES À JUGER			AFFAIRES TERMINÉES			AFFAIRES restant à juger
		Pendantes au début de l'année	Nouvelles intro- duites pendant l'année	Total	par arrêt au fond	par radiation, abandon, etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	pour ouvriers	92	76	168	51	8	59	109
	pour employés	299	279	578	216	61	277	301
	mixte	44	29	73	23	4	27	46
Anvers	pour ouvriers	12	14	26	15	5	20	6
	pour employés	93	106	199	64	16	80	119
	mixte	4	18	22	3	1	4	18
Mons	pour ouvriers	13	8	21	5	9	14	7
	pour employés	30	29	59	23	12	35	24
	mixte	1	6	7	2	1	3	4
Gand	pour ouvriers	2	6	8	6	—	6	2
	pour employés	9	33	42	26	5	31	11
	mixte	1	1	2	—	—	—	2
Bruges	pour ouvriers	1	49	50	50	—	50	—
	pour employés	6	3	9	9	—	9	—
	mixte	—	—	—	—	—	—	—
Liège	pour ouvriers	32	35	67	24	37	61	6
	pour employés	27	92	119	99	10	109	10
	mixte	5	7	12	8	—	8	4
Namur	pour ouvriers	—	2	2	2	—	2	—
	pour employés	4	17	21	19	—	19	2
	mixte	—	—	—	—	—	—	—
<i>Le Royaume :</i>	pour ouvriers	152	190	342	153	59	212	130
	pour employés	468*	559	1,027	456	104	560	467
	mixte	55	61	116	36	6	42	74
	<i>Total :</i>	675*	810	1,485	645	169	814	671
Total en	1940	507	677	1,184	499	9	508	676
	1939	613	835	1,448	906	30	936	512
	1938	590	677	1,590	945	31	976	614

* Chiffres rectifiés.

COUR DE CASSATION

Compétence. — La composition de la cour de cassation a été donnée précédemment. (Voir Statistique pénale.)

Aux termes des articles 19 et 20 du 25 mars 1876, sa compétence est réglée comme suit :

Art. 19. — La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des réglemens de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie.

Art. 20. — Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déférés à la cour de cassation pour contravention à la loi ou pour

violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La cour de cassation prononce aussi sur les demandes en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort en matière civile et commerciale par les tribunaux de première instance et par les cours d'appel du Congo belge.

Un décret détermine, dans les limites de la compétence de la cour de cassation de Belgique, les autres demandes dont elle aura à connaître. (Loi du 15 avril 1924, art. 1^{er}.)

Le ministère public est entendu dans toutes les affaires. (Loi du 4 août 1832, art. 28.)

La cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la cour ou au tribunal qui doit en connaître.

Tableau n° 63. — COUR DE CASSATION (1^{re} Chambre). — POURVOIS EN MATIÈRE CIVILE

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	CAUSES À JUGER			d'in- struc- tion	ARRÊTS				TOTAL des arrêts	ARRÊTS rendus sur les conclusions du ministère public (1)		CAUSES restant à juger
	pen- dantes au com- men- cement de l'année	intro- duites pen- dant l'année	TOTAL		AU FOND		DÉCRÉTANT			con- formes	con- traires	
					Cas- sation	Rejet	là déché- ance	le désiste- ment				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
COURS D'APPEL												
a) <i>Jugeant en matière civile :</i>												
Bruxelles	15	31	46	—	6	19	—	4	29	—	—	16*
Gand	27	5	32	—	—	10	—	1	11	—	—	21
Liège	16	11	27	—	6	7	—	—	13	—	—	13*
Elisabethville	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—
<i>Totaux :</i>	59	47	106	—	12	37	—	5	54	—	—	50
b) <i>Jugeant en matière commerciale :</i>												
Bruxelles	12	3	15	—	2	5	—	—	7	—	—	8
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Elisabethville	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
<i>Totaux :</i>	15	3	18	—	2	5	—	—	7	—	—	11

(1) Les éléments pour les colonnes 11 et 12 n'ont pas été communiqués.

* Une cause éliminée par jonction.

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	CAUSES À JUGER			ARRÊTS					TOTAL des arrêts	ARRÊTS rendus sur les conclusions du ministère public (1)		CAUSES restant à juger	
	pen- dantes au com- mencement de l'année	intro- duites pend- ant l'année	TOTAL	d'in- struc- tion	AU FOND		DÉCRÉTANT			11	con- formes		12
					Cas- sation	Rejet	la déché- ance	le désiste- ment					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE (2)													
a) <i>Jugeant en premier degré :</i>													
Bruxelles	6	3	9	—	2	2	—	—	4	—	—	4*	
Nivelles	1	1	2	—	1	—	—	—	1	—	—	1	
Anvers	2	5	7	—	—	—	—	—	—	—	—	7	
Mons	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Charleroi	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Gand	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	
Termonde	2	—	2	—	1	—	—	—	1	—	—	1	
Audenarde	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Bruges	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Liège	2	1	3	—	—	1	—	—	1	—	—	2	
Verviers	2	—	2	1**	—	2	—	—	3	—	—	—	
Marche-en-Famenne	2	—	2	—	1	1	—	—	2	—	—	—	
Namur	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
<i>Totaux :</i>	20	14	34	1	5	6	—	—	12	—	—	22	
b) <i>Jugeant en degré d'appel :</i>													
Bruxelles	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	4	
Louvain	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Anvers	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3	
Charleroi	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Gand	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	
Liège	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Verviers	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Namur	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
<i>Totaux :</i>	6	8	14	—	—	—	—	—	—	—	—	14	
TRIBUNAUX DE COMMERCE	2	2	4	—	1	1	—	—	2	—	—	2	
JUSTICES DE PAIX	2	1	3	—	2	—	—	—	2	—	—	1	
COURS ET TRIBUNAUX DE DOMMAGES DE GUERRE	2	4	6	—	—	2	—	—	2	—	—	4	
CONSEILS DE PRUD'HOM- MES	2	—	2	—	—	2	—	—	2	—	—	—	
<i>Totaux généraux :</i>	108	79	187	1	22	53	—	5	81	—	—	104	
Totaux généraux en	1940 .	139	47	186	—	15	61	1	1	78	78	—	108
	1939 .	123	92	215	—	19	54	—	3	76	76	—	139
	1938 .	124	101	225	—	19	61	—	4	84	84	—	123

(1) Les éléments pour les colonnes 11 et 12 n'ont pas été communiqués.

(2) Les tribunaux, dont aucun jugement n'a été attaqué, ne sont pas mentionnés.

* Une cause éliminée par jonction.

** Un arrêt préparatoire non compté dans les causes introduites.

SECTION III

STATISTIQUE

DE LA

PROTECTION DE L'ENFANCE

RAPPORT SUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 15 MAI 1912

Le chapitre 1^{er} de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance est relatif à la déchéance de la puissance paternelle. Les tableaux A à D analysent le nombre de déchéances prononcées, le nombre de parents qui ont été réintégrés dans les droits de la puissance paternelle et le nombre d'enfants qui ont fait l'objet d'une mesure.

Le tableau E établit le mouvement de la population et la situation au 31 décembre des mineurs, dont les parents ont été déclarés déchus de la puissance paternelle, et qui sont confiés soit à des particuliers, soit à des établissements d'éducation privés, soit à des établissements spéciaux privés.

Le tableau F s'occupe de la situation au 31 décembre, des enfants dont les parents sont déchus de la puissance paternelle, et qui sont moralement abandonnés ou martyrs et adultérins de guerre.

Le chapitre II de la loi est attribué aux enfants traduits en justice pour mendicité, vagabondage, inconduite ou faits qualifiés infractions par la loi.

Les tableaux G à K relèvent le nombre de mineurs dont les parquets ou les juges d'instruction ont dû s'occuper et ceux qui ont été mis en garde provisoire ou en observation avant jugement.

Les tableaux L à N indiquent le nombre de mineurs qui ont comparu devant les juges des enfants, ainsi que la nature des faits qu'ils avaient commis, leur âge et le résultat des poursuites.

Le tableau O donne les résultats définitifs des affaires terminées pendant l'année, la nature et le pourcentage des décisions intervenues.

L'article 31 de la loi du 15 mai 1912 permet au juge de modifier, suivant les besoins de l'éducation du mineur, les mesures qui ont été prises à son égard; celles-ci doivent, en tout cas, faire l'objet d'une révision tous les trois ans.

Le tableau P traite des ordonnances ou jugements modificatifs et des révisions triennales.

Les tableaux Q à S reflètent le mouvement de la population et la situation, au 31 décembre, des mineurs placés dans des établissements d'observation officiels ou privés, laissés en liberté surveillée dans leur famille, confiés à des particuliers, placés dans des établissements d'éducation ou des établissements spéciaux privés, confiés à des établissements d'éducation ou à des établissements spéciaux de l'Etat.

Le tableau T récapitule par arrondissement la situation, au 31 décembre, de tous les mineurs qui ont fait l'objet d'une mesure prise par le juge des enfants.

Le tableau U classe les anciens mineurs de justice ayant atteint leur 26^e année et qui ont subi une ou plusieurs condamnations depuis leur majorité.

Le chapitre III de la loi du 15 mai 1912 aggrave les peines de certains crimes ou délits commis par des majeurs à l'égard des enfants. L'application de ces dispositions est relevée dans la Statistique de l'administration de la justice pénale.

Présentation des tableaux :

Le tableau E nouvellement introduit dans la présente publication n'a pas de base de comparaison dans le volume de la statistique décennale 1931-1940.

Les tableaux J et K forment l'ancien tableau I scindé.

Le tableau O a unifié les deux parties de l'ancien tableau M.

Il s'ensuit que les lettres indices des tableaux ne correspondent plus avec celles de la publication décennale.

Aux fins, toutefois, de permettre une mise en rapport facile des tableaux des deux éditions, il n'a pas été donné de numéro d'ordre au tableau E, de sorte qu'il a été possible de conserver à tous les autres tableaux leur numérotation ancienne.

CHAPITRE PREMIER

DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

Tableau n° 64. — NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS DÉCLARÉS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE. — ARTICLE 1^{er}, 3 ET 4

A

ARRONDISSEMENTS	DÉCHÉANCE de droit (Art. 1 ^{er})		DÉCHÉANCE FACULTATIVE (Art. 3 et 4)				TOTAL (Art. 1 ^{er} 3 et 4)		RÉQUISITIONS du ministère public non suivies de déchéance (Art. 3 et 4)	
	Hommes	Femmes	En tout		En partie		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
			Hommes	Femmes	Hommes	Femmes				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	1	—	9	14	—	—	10	14	—	1
Louvain	—	—	3	8	—	—	3	8	3	1
Nivelles	—	—	8	9	—	—	8	9	—	—
Anvers	1	—	3	5	—	—	4	5	3	—
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Turnhout	—	—	—	2	—	—	—	2	1	—
Mons	4	2	1	6	—	—	5	8	—	—
Charleroi	3	—	3	7	—	—	6	7	—	1
Tournai	—	—	—	5	—	—	—	5	—	—
Gand	1	—	1	2	—	—	2	2	—	—
Audenarde	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	—	—	5	6	—	—	5	6	—	—
Courtrai	—	—	2	2	—	—	2	2	—	—
Furnes	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
Ypres	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Liège	—	—	18	37	—	—	18	37	—	—
Huy	1	—	6	4	—	—	7	4	—	1
Verviers	—	1	1	2	—	—	1	3	—	—
Tongres	—	—	4	3	—	—	4	3	—	—
Hasselt	1	—	3	3	—	—	4	3	—	—
Arlon	—	—	—	3	1	2	1	5	—	—
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—
Neufchâteau	—	—	2	4	—	2	2	6	2	1
Namur	—	—	6	5	3	8	9	13	—	—
Dinant	1	—	5	5	—	—	6	5	—	2
<i>Totaux :</i>	13	3	81	134	4	13	98	130	13	9
<i>Totaux en</i> { 1940	22	9	98	78	2	2	122	89	14	14
1939	26	5	138	87	2	5	166	97	20	20
1938	19	8	111	103	7	4	137	115	26	21
APPEL { Bruxelles	—	—	1	—	—	—	1	—	4	4
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	—	—	3	1	—	—	3	1	3	4
<i>Totaux :</i>	—	—	4	1	—	—	4	1	7	8
<i>Totaux en</i> { 1940	—	—	1	2	—	—	1	2	—	—
1939	—	—	5	2	2	2	7	4	2	1
1938	—	—	2	2	—	1	2	3	1	1

Tableau n° 65. — NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS RÉINTÉGRÉS DANS LES DROITS DE LA PUISSANCE PATERNELLE. — ARTICLE 7

B

ARRONDISSEMENTS	DEMANDES EN RÉINTÉGRATION ACCUEILLIES								DEMANDES en réintégration rejetées	
	DÉCHÉANCE de droit (Art. 1 ^{er}) (*)		DÉCHÉANCE FACULTATIVE (Art. 3 et 4)				TOTAL (Art. 1 ^{er} 3 et 4)		Hommes	Femmes
	Hommes	Femmes	En tout		En partie		Hommes	Femmes		
			Hommes	Femmes	Hommes	Femmes			Hommes	Femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi	—	—	1	2	—	—	1	2	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	—	—	1	2	—	—	1	2	—	—
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—
Dinant	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
<i>Totaux :</i>	—	—	4	5	—	—	4	5	—	—
<i>Totaux en</i> { 1940	—	—	3	6	—	—	3	6	1	1
1939	—	—	4	5	—	—	4	5	1	—
1938	—	—	7	6	—	—	7	6	—	1
APPEL { Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux en</i> { 1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1939	—	—	1	1	—	—	1	1	—	—
1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

* Dans le cas de l'article 1^{er}, la réintégration n'est recevable qu'après un délai de dix ans.

Tableau n° 66. — DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.
MESURES PRISES À L'ÉGARD DES ENFANTS. — NATURES DES DÉCISIONS.
NOMBRE ET SEXE DES ENFANTS. — ARTICLES 5 ET 6

C

NATURE DES DÉCISIONS 1	ENFANTS CONFIÉS À LA MÈRE		Enfants confiés à une per- sonne autre que la mère, une société ou une insti- tution de charité ou d'en- seignement, publique ou privée.		TOTAL PAR SEXE		TOTAL GÉNÉRAL 8
	Garçons 2	Filles 3	Garçons 4	Filles 5	Garçons 6	Filles 7	
I. Mesures de garde . . .	8	4	119	98	127	102	229
II. Décisions définitives :							
A. Du conseil de famille	9	18	58	64	67	82	149
B. Du tribunal	2	1	97	73	99	74	173
III. Décisions modificatives .	2	2	192	143	194	145	339
<i>Totaux :</i>	21	25	466	378	487	403	890
<i>Totaux en</i> { 1940	45	53	326	368	371	421	792
1939	71	90	295	320	366	410	776
1938	39	52	375	392	414	444	858

ENFANTS DE PARENTS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE.
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE DES PLACEMENTS FAMILIAUX ET

E

NATURE DU PLACEMENT 1	ENTRÉS			SORTIS			
	Présents au 1 ^{er} jan- vier 2	Entrés pendant l'année 3	TOTAL 4	Soumis à une autre mesure ou ren- dus en liberté par déci- sion du procu- reur du Roi 5	Evadés 6	Décédés 7	Aliénés 8
Placements familiaux	Garçons	299	64	363	15	—	—
	Filles	302	71	373	72	4	—
	<i>Ensemble :</i>	601	135	736	87	4	—
Etablissements d'éducation privés	Garçons	862	158	1,020	84	8	4
	Filles	993	153	1,146	69	1	5
	<i>Ensemble :</i>	1,855	311	2,166	153	9	9
Etablissements spéciaux privés	Garçons	102	33	135	—	—	5
	Filles	143	34	177	35	1	4
	<i>Ensemble :</i>	245	67	312	35	1	9
<i>Total</i>	Garçons	1,263	255	1,518	99	8	9
	Filles	1,438	258	1,696	176	6	9
	<i>Ensemble :</i>	2,701	513	3,214	275	14	18
<i>Totaux d'ensemble en</i>	1940	2,718	375	3,093	245	17	6
	1939	2,564	569	3,133	300	2	8
	1938	2,448	475	2,923	243	3	7

Tableau n° 67. — DÉCISIONS DES COURS D'APPEL RELATIVES À LA DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

D

COUR D'APPEL	déclarant la déchéance		rejetant la déchéance	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	modifiant le choix de la personne, so- ciété ou insti- tution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	accordant la réintégration	refusant la réintégration	TOTAL
	en tout	en partie						
1	2	3	4	5	6	7	8	9

CONFIRMATIVES

Bruxelles . . .	1	—	—	1	—	—	—	2
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	2	—	2	—	—	—	—	4
<i>Totaux :</i>	3	—	2	1	—	—	—	6
<i>Totaux en</i> { 1940 . . .	2	—	—	—	—	—	1	3
{ 1939 . . .	5	—	—	—	—	—	—	5
{ 1938 . . .	4	1	1	—	—	—	—	6

INFIRMATIVES

Bruxelles . . .	—	—	—	—	—	—	1	1
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	1	—	4	—	—	—	—	5
<i>Totaux :</i>	1	—	4	—	—	—	1	6
<i>Totaux en</i> { 1940 . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
{ 1939 . . .	1	3	2	—	—	—	—	6
{ 1938 . . .	—	—	—	—	—	—	—	—

— MOUVEMENT DE LA POPULATION PENDANT L'ANNÉE. —
DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION ET SPÉCIAUX PRIVÉS

				RESTANT AU 31 DÉCEMBRE, LA MESURE AYANT À CETTE DATE UNE DURÉE DE :												TOTAL des mineurs restant au 31 dé- cembre
Entrés à l'armée	Rapa- triés	Sortis par expira- tion de terme	TOTAL des sortis	Moins de 1 an	1 an à moins de 2 ans	2 ans à moins de 3 ans	3 ans à moins de 4 ans	4 ans à moins de 5 ans	5 ans à moins de 6 ans	6 ans à moins de 7 ans	7 ans à moins de 8 ans	8 ans à moins de 9 ans	9 ans à moins de 10 ans	10 ans et plus		
9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	
—	—	53	68	47	33	43	30	31	26	17	8	12	17	31	295	
—	1	2	79	61	47	29	21	12	16	20	9	17	16	46	294	
—	1	55	147	108	80	72	51	43	42	37	17	29	33	77	589	
—	2	21	121	139	109	113	71	69	71	47	50	48	42	140	899	
—	1	42	122	137	114	100	119	97	97	64	58	47	56	135	1,024	
—	3	63	243	276	223	213	190	166	168	111	108	95	98	275	1,923	
—	—	1	6	35	10	20	15	16	7	2	3	8	4	9	129	
—	—	10	50	25	19	11	18	15	14	5	2	3	5	10	127	
—	—	11	56	60	29	31	33	31	21	7	5	11	9	19	256	
—	2	75	195	221	152	176	116	116	104	66	61	68	63	180	1,323	
—	2	54	251	223	180	140	158	124	127	89	69	67	77	191	1,445	
—	4	129	446	444	332	316	274	240	231	155	130	135	140	371	2,768	
14	4	102	392	376	375	314	284	267	175	141	147	153	109	360	2,701	
5	—	97	415	457	348	314	316	213	166	176	164	115	123	326	2,718	
5	2	99	359	387	350	365	239	189	202	180	134	134	98	286	2,564	

Tableau n° 68. — ENFANTS DE PARENTS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE
(non compris ceux confiés à la mère), MORALEMENT ABANDONNÉS OU MARTYRS ET ADULTÉRINS
DE GUERRE. — SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE,

F

ARRONDISSEMENTS (Autorités ou comités dont les enfants dépendent)	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'État			Total	Enfants moral. aband. rec. par les comités de patron. et les soc. prot. des enf. mart.	Enfants adult- térins de guerre
	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spé- cial	d'édu- cation	Total			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	13	27	40	164	14	178	19	10	29	1	1	2	249	9	—
Louvain	1	7	8	36	4	40	4	—	4	1	—	1	53	—	—
Nivelles	6	22	28	47	11	58	2	—	2	—	—	—	88	1	—
Anvers	5	4	9	61	3	64	8	—	8	—	—	—	81	2	—
Malines	—	6	6	69	23	92	1	—	1	—	1	1	100	36	5
Turnhout	—	—	—	20	—	20	4	—	4	3	1	4	28	2	—
Mons	7	6	13	133	13	146	30	2	32	11	4	15	206	61	—
Charleroi	4	41	45	181	13	194	20	1	21	—	—	—	260	45	—
Tournai	5	6	11	49	36	85	2	—	2	2	—	2	100	51	1
Gand	—	8	8	1	1	2	—	—	—	3	—	3	13	10*	—
Audenarde	—	2	2	20	—	20	—	—	—	—	—	—	22	184	—
Termonde	—	6	6	31	—	31	—	—	—	—	1	1	38	2	—
Bruges	2	18	20	55	14	69	5	1	6	—	1	1	96	—	—
Courtrai	—	6	6	11	2	13	—	—	—	—	—	—	19	—	—
Furnes	—	2	2	12	—	12	—	—	—	—	—	—	14	—	—
Ypres	—	6	6	13	1	14	1	—	1	2	—	2	23	4	—
Liège	16	60	76	305	16	321	64	8	72	—	—	—	469	21	—
Huy	—	28	28	51	10	61	7	3	10	—	—	—	99	14	—
Verviers	7	26	33	60	—	60	8	—	8	—	1	1	102	8	—
Tongres	—	9	9	20	5	25	2	1	3	1	—	1	38	12	—
Hasselt	5	18	23	20	10	30	1	1	2	1	—	1	56	4	—
Arlon	6	2	8	26	1	27	5	—	5	—	—	—	40	12	—
Marche-en-Famenne	—	14	14	11	1	12	2	—	2	—	1	1	29	—	—
Neufchâteau	1	14	15	47	1	48	5	—	5	1	3	4	72	—	—
Namur	35	108	143	144	14	158	34	—	34	2	2	4	339	36	—
Dinant	2	28	30	117	26	143	4	1	5	—	2	2	180	38	—
<i>Totaux :</i>	115	474	589	1,704	219	1,923	228	28	256	28	18	46	2,814	552*	6
<i>Totaux en</i> { 1940	119	482	601	1,646	209	1,855	215	30	245	17**	23	40**	2,741**	601	5
{ 1939	110	493	603	1,647	240	1,887	196	32	228	23	27	50	2,768	571	5
{ 1938	109	465	574	1,561	225	1,786	174	30	204	22	29	51	2,615	738	2

* Non compris les mineurs recueillis par la Société protectrice des Enfants Martyrs, à Gand, qui n'a pas fourni ce renseignement.

** Chiffres rectifiés.

CHAPITRE II

MINEURS TRADUITS EN JUSTICE

Tableau n° 69. — MINEURS SIGNALÉS AUX PARQUETS. — ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	Impliqués dans les affaires entrées au parquet avant le 1 ^{er} janvier		IMPLIQUÉS DANS LES AFFAIRES ENTRÉES AU PARQUET PENDANT L'ANNÉE, POUR :										TOTAL des mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper	
			mendicité et vagabondage (Art. 13)		inconduite (Art. 14)		prostitution débauche, jeu, occupations et trafics dangereux (Art. 15)		faits qualifiés infractions (Art. 16)		TOTAL			
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	428	371	552	471	516	318	373	491	4,133	1,304	5,574	2,584	6,002	2,955
Louvain	5	3	38	26	20	19	—	3	744	156	802	204	807	207
Nivelles	24	6	15	11	50	32	—	12	437	87	502	142	526	148
Anvers	33	11	301	91	389	163	9	367	2,366	102	3,065	723	3,098	734
Malines	8	6	7	4	13	8	—	3	746	306	766	321	774	327
Turnhout	—	—	3	—	4	11	—	—	641	207	648	218	648	218
Mons	39	13	211	73	203	147	72	37	1,320	325	1,806	582	1,845	595
Charleroi	7	6	168	94	108	106	—	47	1,823	394	2,099	641	2,106	647
Tournai	—	—	6	4	28	13	—	3	451	94	485	114	485	114
Gand	—	—	32	7	47	36	1	3	931	210	1,011	256	1,011	256
Audenarde	24	4	2	—	13	21	—	2	494	95	509	118	533	122
Termonde	40	33	18	7	19	27	16	15	942	245	995	294	1,035	327
Bruges	27	2	18	4	28	5	—	6	150	41	196	56	223	58
Courtrai	98	15	11	3	19	15	—	11	683	171	713	200	811	215
Furnes	10	1	1	1	5	10	—	1	133	29	139	41	149	42
Ypres	21	4	2	—	5	1	—	4	295	81	302	86	323	90
Liège	101	94	724	181	237	160	249	248	1,212	597	2,422	1,186	2,523	1,280
Huy	12	3	8	5	6	7	—	—	359	104	373	116	385	119
Verviers	4	1	17	3	53	29	1	7	268	28	339	67	343	68
Tongres	17	3	20	5	22	11	—	1	974	212	1,016	229	1,033	232
Hasselt	—	—	8	1	21	26	—	1	698	214	727	242	727	242
Arlon	1	—	23	12	3	13	4	2	274	59	304	86	305	86
Marche-en-Famenne	—	—	8	5	15	8	1	3	52	9	76	25	76	25
Neufchâteau	2	—	—	—	—	5	—	—	113	13	113	18	115	18
Namur	—	—	3	6	9	4	—	2	464	69	476	81	476	81
Dinant	—	—	2	—	6	1	—	7	157	22	165	30	165	30
<i>Totaux :</i>	901	576	2,198	1,014	1,839	1,196	726	1,276	20,860	5,174	25,623	8,660	26,524	9,236
<i>Totaux en</i> { 1940	542	277	875	485	837	680	330	549	12,492	3,081	14,534	4,795	15,076	5,072
{ 1939	417	173	530	316	671	563	233	432	9,501	2,304	10,935	3,615	11,352	3,788
{ 1938	403	184	841	346	830	578	277	407	10,472	2,115	12,420	3,446	12,823	3,630

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 70. — AFFAIRES SOLUTIONNÉES PAR LE PARQUET. — ARTICLE 12

H

ARRONDISSEMENTS	MINEURS impliqués dans les affaires laissées sans suite par le parquet		MINEURS déférés au juge d'instruction		MINEURS déférés au juge des enfants		MINEURS impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre		TOTAL	
	Garçons 2	Filles 3	Garçons 4	Filles 5	Garçons 6	Filles 7	Garçons 8	Filles 9	Garçons 10	Filles 11
1										
Bruxelles	4,527	2,125	1	—	833	358	641	472	6,002	2,955
Louvain	709	169	20	8	70	25	8	5	807	207
Nivelles	303	91	16	5	185	50	22	2	526	148
Anvers	2,917	614	3	—	105	83	73	37	3,098	734
Malines	647	244	2	4	107	62	18	17	774	327
Turnhout	587	203	4	—	57	15	—	—	648	218
Mons	1,590	503	4	—	190	60	61	32	1,845	595
Charleroi	1,786	478	8	—	281	160	31	9	2,106	647
Tournai	363	57	9	1	113	56	—	—	485	114
Gand	852	214	11	1	148	41	—	—	1,011	256
Audenarde	330	76	7	2	182	40	14	4	533	122
Termonde	787	258	9	4	190	43	49	22	1,035	327
Bruges	144	25	3	2	47	21	29	10	223	58
Courtrai	638	147	10	3	67	29	96	36	811	215
Furnes	99	34	7	1	41	5	2	2	149	42
Ypres	230	81	1	—	80	8	12	1	323	90
Liège	1,705	903	26	13	605	318	187	46	2,523	1,280
Huy	253	71	15	12	94	33	23	3	385	119
Verviers	204	29	7	—	122	38	10	1	343	68
Tongres	193	60	1	—	815	166	24	6	1,033	232
Hasselt	609	196	6	2	110	43	2	1	727	242
Arlon	182	57	2	—	108	28	13	1	305	86
Marche-en-Famenne	52	13	2	1	22	11	—	—	76	25
Neufchâteau	79	12	2	—	34	6	—	—	115	18
Namur	401	56	9	2	66	23	—	—	476	81
Dinant	72	9	6	4	87	17	—	—	165	30
<i>Totaux :</i>	20,259	6,725	191	65	4,759	1,739	1,315	707	26,524	9,236
<i>Totaux en</i> { 1940	11,263	3,420	137	59	2,775	1,017	901	576	15,076	5,072
{ 1939	8,634	2,713	137	55	2,039	743	542	277	11,352	3,788
{ 1938	10,218	2,660	107	32	2,081	765	417	173	12,823	3,630

Tableau n° 71. — MINEURS DONT LES JUGES D'INSTRUCTION ONT EU À S'OCCUPER.
RÉSULTATS. — ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	MINEURS DÉFÉRÉS AUX JUGES D'INSTRUCTION						MINEURS renvoyés des poursuites par le juge d'instruction		MINEURS déférés au juge des enfants par le juge d'instruction		MINEURS au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre	
	Avant le 1 ^{er} janvier		Pendant l'année		TOTAL		Garçons 8	Filles 9	Garçons 10	Filles 11	Garçons 12	Filles 13
	Garçons 2	Filles 3	Garçons 4	Filles 5	Garçons 6	Filles 7						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Louvain	—	3	20	8	20	11	—	1	17	8	3	2
Nivelles	2	—	16	5	18	5	1	—	15	5	2	—
Anvers	4	4	3	—	7	4	—	—	7	4	—	—
Malines	—	—	2	4	2	4	1	1	1	3	—	—
Turnhout	2	—	4	—	4	—	—	—	2	—	4	—
Mons	3	1	4	—	7	1	1	1	3	—	3	—
Charleroi	—	—	8	—	8	—	—	—	6	—	2	—
Tournai	1	—	9	1	10	1	6	1	3	—	1	—
Gand	—	—	11	1	11	1	—	—	8	1	3	—
Audenarde	1	—	7	2	8	2	2	—	4	1	2	1
Termonde	7	7	9	4	16	11	2	6	1	3	13	2
Bruges	—	—	3	2	3	2	—	—	3	2	—	—
Courtrai	3	—	10	3	13	3	1	—	6	2	6	1
Furnes	—	—	7	1	7	1	—	—	7	1	—	—
Ypres	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Liège	4	1	26	13	30	14	—	—	16	11	14	3
Huy	4	—	15	12	19	12	7	3	12	5	—	4
Verviers	—	—	7	—	7	—	—	—	5	—	2	—
Tongres	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Hasselt	7	3	6	2	13	5	7	—	3	2	3	3
Arlon	—	1	2	—	2	1	—	—	2	1	—	—
Marche-en-Famenne	—	—	2	1	2	1	—	—	2	1	—	—
Neufchâteau	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—
Namur	—	—	9	2	9	2	—	—	9	2	—	—
Dinant	—	1	6	4	6	5	—	—	6	4	—	1
<i>Totaux :</i>	38	21	191	65	229	86	28	13	143	56	58	17
<i>Totaux en</i> { 1940	35	7	136	59	171	66	23	7	110	38	38	21
{ 1939	32	7	137	55	169	62	21	8	113	47	35	7
{ 1938	45	23	107	32	152	55	21	17	99	31	32	7

Tableau n° 72. — I. — MESURES DE GARDE PROVISOIRE ORDONNÉES
DURÉE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN. — ARTICLES 28, 29, 30 ET 32, § 5

J

ARRONDISSEMENTS	MESURES ORDONNÉES										DURÉE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN													
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt		Total		Moins de 1 mois		1 à 3 mois		3 à 6 mois		6 à 9 mois		9 à 12 mois		1 an et plus		Total	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles . . .	1	1	53	50	47	1	2	—	103	52	7	4	18	7	37	20	10	7	—	—	—	—	72	38
Louvain . . .	—	—	3	6	—	—	—	—	3	6	2	3	—	—	—	3	2	—	—	1	—	—	4	7
Nivelles . . .	2	—	2	1	—	1	—	—	4	2	4	1	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	5	4
Anvers . . .	6	—	26	2	3	1	15	—	50	3	14	1	10	3	7	2	—	—	—	—	—	—	31	6
Malines . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Turnhout . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Mons . . .	—	1	7	12	5	1	1	—	13	14	5	2	3	4	1	1	—	2	—	—	—	—	9	9
Charleroi . . .	6	7	61	50	2	—	1	—	70	57	7	7	32	24	8	5	2	1	—	—	—	—	49	37
Tournai . . .	—	—	3	19	1	—	5	—	9	19	6	9	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	6	17
Gand . . .	10	—	1	6	—	—	—	—	11	6	4	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	4	2
Audenarde . . .	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Termonde . . .	—	—	—	6	1	—	—	—	1	6	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	3
Bruges . . .	—	—	6	19	5	—	—	—	11	19	—	1	1	4	1	—	1	1	—	—	—	—	3	6
Courtrai . . .	1	1	6	5	—	—	1	3	8	9	2	1	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	6	3
Furnes . . .	—	—	—	2	1	—	—	—	1	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Ypres . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Liège . . .	1	—	11	6	8	1	2	—	22	7	8	1	1	1	8	1	—	—	1	—	—	—	18	3
Huy . . .	—	—	—	—	2	—	1	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Verviers . . .	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt . . .	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Arlon . . .	—	1	—	2	—	—	4	2	4	5	3	4	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	4	6
Marche-en-Fam. Neufchâteau . . .	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Namur . . .	—	—	3	8	1	—	—	—	4	8	—	2	3	1	—	1	—	—	—	—	—	—	3	4
Dinant . . .	—	—	2	4	—	—	—	—	2	4	—	1	—	4	—	1	—	—	—	—	—	—	—	6
<i>Totaux :</i>	27	11	185	199	77	5	37	5	326	220	64	37	71	69	65	42	15	12	1	1	—	—	216	161
<i>Totaux en</i> { 1940 . . .	4	14	111	118	26	9	31	7	172	148	32	24	41	36	15	22	5	8	—	1	—	—	93	91
{ 1939 . . .	15	8	89	114	12	1	12	3	128	126	31	26	45	55	24	26	3	4	1	2	—	1	104	114
{ 1938 . . .	5	11	87	84	12	1	17	4	121	100	18	16	41	35	18	29	2	—	—	1	—	1	79	82

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 72. — II. — MISES EN OBSERVATION AVANT JUGEMENT ORDONNÉES.
DURÉE DES OBSERVATIONS QUI ONT PRIS FIN. — ARTICLE 21, § 1^{er}

K

ARRONDISSEMENTS	OBSERVATIONS ORDONNÉES								DURÉE DES OBSERVATIONS QUI ONT PRIS FIN													
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'État		Total		moins de 1 mois		1 à 3 mois		3 à 6 mois		6 à 9 mois		9 à 12 mois		1 an et plus		Total	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Bruxelles	—	—	—	76	158	32	158	108	6	13	49	5	53	53	38	30	2	6	—	—	148	107
Louvain	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Nivelles	—	—	—	17	21	3	21	20	—	3	19	3	6	9	—	4	—	—	—	—	25	19
Anvers	—	—	—	45	45	1	45	46	5	4	13	16	13	15	—	1	—	—	—	—	31	36
Malines	—	—	—	7	12	—	12	7	—	—	1	—	7	5	1	—	—	—	—	—	9	5
Turnhout	—	—	—	1	1	—	1	1	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	2
Mons	—	—	—	21	21	3	21	24	—	2	10	1	7	3	5	2	—	1	—	1	22	10
Charleroi	—	—	—	—	31	22	31	22	—	2	6	2	9	11	—	1	—	—	—	—	15	16
Tournai	—	—	—	—	14	—	14	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Gand	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Termonde	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—	2	4
Bruges	—	—	—	4	4	4	4	8	—	—	—	1	2	3	2	—	—	—	—	—	4	4
Courtrai	—	—	—	3	8	1	8	4	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	3	1
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—
Ypres	—	—	—	—	3	1	3	1	—	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Liège	—	—	66	57	22	2	88	59	6	3	17	6	16	15	3	5	—	4	—	—	42	33
Huy	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Verviers	—	—	—	—	2	1	2	1	1	1	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	3	2
Tongres	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	2	1	2	1	—	—	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	2	2
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	5	2	5	2	—	—	1	2	1	1	—	—	—	—	—	—	2	3
Dinant	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	—	—	66	234	354	76	420	310	20	29	125	40	122	123	51	43	2	11	—	1	320	247
<i>Totaux en</i> { 1940	—	—	38	160	168	44	206	204	15	16	56	33	41	61	10	14	1	5	1	—	124	129
1939	—	—	50	140	204	45	254	185	14	4	68	27	98	101	9	4	2	2	—	—	191	138
1938	—	—	46	148	164	52	210	200	19	4	44	31	97	108	5	7	—	1	—	—	165	151

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 73. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES
Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne

ARRONDISSEMENTS	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15, 17)		
	Garçons 2	Filles 3	Garçons 4	Filles 5	Garçons 6	Filles 7	Garçons 8	Filles 9	
1									
Bruxelles	534	213	12	4	248	60	—	—	
Louvain	71	22	4	—	20	3	—	—	
Nivelles	109	41	4	1	57	5	2	2	
Anvers	305	109	4	1	110	33	3	—	
Malines	131	39	7	2	78	26	—	1	
Turnhout	42	10	—	—	37	5	—	—	
Mons	162	50	8	1	78	13	—	—	
Charleroi	148	107	11	10	37	31	1	4	
Tournai	97	37	19	3	56	8	1	1	
Gand	355	82	23	5	235	36	—	1	
Audenarde	150	30	9	—	98	16	—	—	
Termonde	159	40	27	8	107	15	—	—	
Bruges	56	20	11	1	34	8	—	—	
Courtrai	73	32	8	4	32	11	—	—	
Furnes	45	6	1	—	35	4	—	—	
Ypres	74	8	6	1	46	1	—	1	
Liège	455	176	27	11	173	39	1	1	
Huy	81	36	4	2	50	11	—	3	
Verviers	123	23	4	—	18	1	—	—	
Tongres	105	27	—	—	75	20	—	—	
Hasselt	68	27	14	7	30	9	1	1	
Arlon	9	9	—	—	—	—	1	—	
Marche-en-Famenne	5	9	—	2	5	5	—	—	
Neufchâteau	33	6	10	1	22	2	—	—	
Namur	52	16	2	1	30	4	—	—	
Dinant	61	24	2	1	32	5	—	—	
<i>Totaux :</i>	3,503	1,199	217	66	1,743	371	10	15	
<i>Totaux en</i> {	1940	1,733	580	121	40	934	171	14	14
	1939	1,398	631	133	49	541	128	12	18
	1938	1,469	624	136	56	660	115	8	21
Appel {	Bruxelles	5	—	—	—	1	—	—	—
	Gand	5	1	2	—	1	—	—	—
	Liège	4	3	—	—	2	1	—	—
<i>Totaux :</i>		14	4	2	—	4	1	—	—
<i>Totaux en</i> {	1940	4	7	1	—	2	2	—	—
	1939	24	5	1	—	—	1	—	—
	1938	25	16	1	—	1	5	—	—

N. B. — Les mineurs jugés en appel sont déjà comptés dans le tableau dressé par arrondissement.

PAR ARRONDISSEMENT. — ARTICLES 13 À 19, 21 § 2, 22, 23 ET 37

sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave

Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15, 17, 22, 23, 37)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 6 à 17		Mis à la disposition du gouvernement après condamnation correctionnelle (Art. 37)	
Garçons 10	Filles 11	Conditionnellement (liberté surveillée)		Non conditionnellement		Garçons 16	Filles 17	Garçons 18	Filles 19	Garçons 20	Filles 21
		Garçons 12	Filles 13	Garçons 14	Filles 15						
26	75	194	57	48	11	6	6	522	209	—	—
7	13	23	2	16	4	1	—	67	22	—	—
2	5	25	17	19	7	—	4	105	40	—	—
29	36	124	32	35	4	—	3	301	108	—	—
—	7	34	1	12	2	—	—	124	37	—	—
—	3	2	2	3	—	—	—	42	10	—	—
—	9	54	19	22	6	—	2	154	49	1	—
34	27	36	16	28	15	1	4	137	97	—	—
3	19	—	—	18	2	—	4	78	34	—	—
10	14	65	21	21	4	1	1	332	77	—	—
1	9	25	4	17	1	—	—	141	30	—	—
—	4	10	9	15	3	—	1	132	32	1	—
2	8	1	1	8	2	—	—	45	19	—	—
2	9	18	5	13	3	—	—	65	28	—	—
—	1	5	1	4	—	—	—	44	6	—	—
—	2	19	1	3	1	—	1	68	7	—	—
41	36	195	74	17	7	1	8	428	165	—	—
1	2	24	15	2	3	—	—	77	34	—	—
7	3	67	12	27	6	—	1	119	23	—	—
3	3	14	4	13	—	—	—	105	27	—	—
2	3	17	6	4	—	—	1	54	20	—	—
—	2	2	1	6	6	—	—	9	9	—	—
—	2	—	—	—	—	—	—	5	7	—	—
—	3	—	—	1	—	—	—	23	5	—	—
4	5	8	2	7	4	1	—	50	15	—	—
4	11	13	4	10	2	—	1	59	23	—	—
178	311	975	306	369	93	11	37	3,286	1,133	2	—
74	146	384	138	198	52	8	19	1,612	540	4	—
124	211	360	128	220	69	8	28	1,265	582	4	—
128	181	325	142	207	75	5	34	1,333	568	21	1
—	—	3	—	1	—	—	—	5	—	—	—
—	1	2	—	—	—	—	—	3	1	1	—
—	—	—	—	2	2	—	—	4	3	—	—
—	1	5	—	3	2	—	—	12	4	1	—
—	3	—	—	1	2	—	—	3	7	1	—
3	2	13	1	6	1	1	—	23	5	—	—
—	1	11	8	11	1	1	1	24	16	1	—

Tableau n° 74. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC L'ÂGE.
ARTICLES 13 À 19, 21 § 2, 22 ET 23

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

ÂGE AU MOMENT OÙ LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des pour- suites		Répriman- dés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)				Placés dans un asile ou dans un éta- blissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 6 à 17	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Moins de 10 ans	452	68	32	5	260	34	1	—	50	13	84	15	24	1	1	—	420	63
De 10 à moins de 11 ans	336	58	26	4	186	31	2	—	29	10	73	11	19	—	1	2	310	54
De 11 à moins de 12 ans	365	70	25	6	193	39	2	—	26	10	84	11	33	2	2	2	340	64
De 12 à moins de 13 ans	509	114	20	3	282	59	1	2	24	17	141	29	39	3	2	1	489	111
De 13 à moins de 14 ans	580	139	29	7	309	53	3	2	18	25	156	45	63	5	2	2	551	132
De 14 à moins de 15 ans	506	210	29	9	243	75	—	2	13	54	153	52	66	14	2	4	477	201
De 15 à moins de 16 ans	550	292	34	7	253	68	1	4	12	85	181	87	69	31	—	10	516	285
De 16 à moins de 17 ans	121	126	11	14	10	4	—	4	2	42	64	32	33	27	1	3	110	112
De 17 ans à moins de 18 ans	84	122	11	11	7	8	—	1	4	55	39	24	23	10	—	13	73	111
Totaux :	3,503	1,199	217	66	1,743	371	10	15	178	311	975	306	369	93	11	37	3,286	1,133

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 75. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES
EN RAPPORT AVEC LES FAITS COMMIS

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

NATURE DES FAITS COMMIS	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des pour- suites		Répriman- dés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)				Placés dans un asile ou dans un éta- blissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 6 à 17	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Vagabondage ou mendicité	180	124	7	4	71	38	—	3	24	27	45	27	32	15	1	10	173	120
Inconduite	576	423	31	21	16	8	7	10	83	191	279	125	152	47	8	21	545	402
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité	33	86	8	9	5	10	—	1	1	30	17	22	2	9	—	5	25	77
Faits qualifiés infractions :																		
contre l'autorité	18	2	1	—	10	1	—	—	1	—	6	1	—	—	—	—	17	2
contre les mœurs	77	76	10	4	38	23	—	—	3	19	16	24	9	6	1	—	67	72
contre les personnes : { crimes	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	2	1
délits	123	17	15	3	94	13	—	—	—	1	11	—	3	—	—	—	108	14
contre les propriétés : { incendies	131	3	20	1	95	2	—	—	1	—	14	—	1	—	—	—	111	2
vols	2,216	424	118	22	1,314	248	1	1	58	37	560	101	164	14	1	1	2,098	402
escroqueries	19	15	—	—	8	9	—	—	1	1	7	5	3	—	—	—	19	15
d'autre nature	54	13	4	1	47	10	1	—	—	—	1	1	1	1	—	—	50	12
Infraction à la loi scolaire	74	15	3	1	45	9	1	—	6	5	18	—	1	—	—	—	71	14
Totaux :	3,503	1,199	217	66	1,743	371	10	15	178	311	975	306	369	93	11	37	3,286	1,133

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 76. — RÉSULTATS DÉFINITIFS DES AFFAIRES TERMINÉES.
NATURE ET POURCENTAGE DES DÉCISIONS INTERVENUES

NATURE DES DÉCISIONS 1	NOMBRE	POURCENTAGE
	2	3
Affaires laissées sans suite par les parquets et par les juges	27,308	86.1
Mineurs réprimandés (liberté surveillée)	2,114	6.7
Mineurs placés chez un particulier	25	0.1
» » dans une institution privée	489	1.5
» » conditionnellement dans un établissement de l'Etat (liberté surveillée)	1,281	4.0
» » dans un établissement de l'Etat	462	1.4
» » dans un établissement approprié à leur état	48	0.2
<i>Totaux :</i>	31,727	100

Tableau n° 77. — ORDONNANCES ET JUGEMENTS MODIFICATIFS, RÉVISIONS TRIENNALES
RENDUS À L'ÉGARD DES MINEURS. — NATURE DE LA DÉCISION NOUVELLE. — ARTICLE 31

ARRONDISSEMENTS 1	Maintenant la situation		Ordonnant la mise en liberté pure et simple		Ordonnant la liberté surveillée		Plaçant chez un particulier		Plaçant dans une société ou une institution		Plaçant dans un établissement de l'État		Plaçant dans un établissement spécial		TOTAL		
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	
Bruxelles	33	41	—	1	60	50	11	27	44	44	84	24	6	35	238	222	
Louvain	1	3	—	—	17	8	—	4	1	10	5	4	2	2	26	31	
Nivelles	3	14	12	5	18	7	6	12	5	14	14	3	2	5	60	60	
Anvers	6	5	—	—	42	21	7	8	6	11	32	9	1	8	94	62	
Malines	12	6	12	9	8	4	—	2	—	6	6	—	—	1	38	28	
Turnhout	—	—	—	—	4	3	—	—	—	—	1	—	—	—	5	3	
Mons	2	4	84	29	5	8	5	4	1	2	10	14	3	6	110	67	
Charleroi	22	21	41	21	56	53	21	39	18	22	41	18	7	15	206	189	
Tournai	4	9	—	—	7	1	14	7	2	—	10	2	5	7	42	26	
Gand	3	4	—	—	18	8	3	4	1	8	14	1	2	3	41	28	
Audenarde	—	—	—	—	2	2	1	1	—	—	—	—	1	1	4	4	
Termonde	5	1	—	—	5	3	—	—	—	1	3	—	—	—	13	5	
Bruges	6	—	25	3	8	5	1	2	—	2	2	1	1	5	43	18	
Courtrai	2	1	—	—	13	9	2	1	—	1	7	2	—	2	24	16	
Furnes	—	—	—	—	1	2	—	1	—	—	—	—	—	1	1	4	
Ypres	5	—	—	—	4	1	3	1	—	2	3	2	—	—	15	6	
Liège	51	21	2	4	52	50	19	30	36	47	37	3	19	27	216	182	
Huy	9	—	—	—	2	3	4	2	2	2	5	—	3	—	25	7	
Verviers	2	7	—	—	28	8	9	9	—	4	25	11	—	4	64	43	
Tongres	2	1	—	—	6	1	1	—	—	—	3	1	—	—	12	3	
Hasselt	4	2	11	3	12	9	1	1	1	1	9	6	—	2	38	24	
Arlon	2	4	—	—	4	2	1	7	—	2	—	—	—	1	7	16	
Marche-en-Fam. Neufchâteau	—	3	—	1	3	1	2	2	2	2	5	—	—	—	12	9	
Namur	—	2	—	—	1	2	2	2	—	—	2	—	—	—	5	6	
Dinant	4	4	—	2	9	13	7	7	—	4	7	2	2	3	29	35	
	3	1	—	1	4	7	1	2	1	3	4	1	—	5	13	20	
<i>Totaux :</i>	181	154	187	79	389	281	121	175	120	188	329	104	54	133	1,381	1,114	
<i>Totaux en</i>	1940	190	151	101	62	404	385	84	139	86	208	283	87	41	80	1,189	1,112
	1939	229	232	184	72	393	312	151	229	145	235	245	81	55	117	1,402	1,278
	1938	231	220	185	65	346	260	132	216	108	166	250	92	47	118	1,299	1,137

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 78. — I. — MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES

ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS 1	ENTRÉS			SORTIS						
	Présents au 1 ^{er} jan- vier 2	Entrés pendant l'année 3	Total des mineurs observés 4	À LA SUITE D'UNE DÉCISION DU JUGE DES ENFANTS					Total 10	
				Rendus à leurs parents 5	Confiés à un particu- lier 6	Confiés à une société ou à une institu- tion 7	Placés dans un établis- sment de l'État 8	Placés dans un établis- sment spécial approprié à leur état 9		
GRIVEGNEE (poste d'observation de la Fédération des orphelinats; garçons)	50	126	176	41	9	13	40	—	103	
ANVERS (Institut Sainte-Marguerite de Cortone, quartier d'observation pour filles)	22	153	175	20	2	117	6	10	155	
WANDRE (Home Saint-Benoit, quartier d'observation pour filles)	13	90	103	13	1	49	5	7	75	
EVERE (Institut du Bon Pasteur, quartier d'observation pour filles)	18	82	100	5	—	65	4	6	80	
<i>Totaux :</i>	103	451	554	79	12	244	55	23	413	
<i>Totaux en</i> {	1940	138	339	477	144	12	137	53	10	356
	1939	126	296	422	51	11	149	47	15	273
	1938	129	287	416	50	12	126	60	28	276

Tableau n° 78. — II. — MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES

ÉTABLISSEMENTS DE L'ÉTAT 1	ENTRÉS			SORTIS						
	Présents au 1 ^{er} jan- vier 2	Entrés pendant l'année 3	Total des mineurs observés 4	À LA SUITE D'UNE DÉCISION DU JUGE DES ENFANTS OU DU MINISTRE DE LA JUSTICE					Total 10	
				Rendus à leurs parents 5	Confiés à un particu- lier 6	Confiés à une société ou à une institu- tion 7	Placés dans un établis- sment de l'État 8	Placés dans un établis- sment spécial approprié à leur état 9		
MOL (garçons)	151	770	921	190	19	18	508	27	762	
SAINT-SERVAIS (filles)	42	201	243	21	6	3	120	22	172	
<i>Totaux :</i>	193	971	1,164	211	25	21	628	49	934	
<i>Totaux en</i> {	1940	146	693	839	87	36	12	435	18	588
	1939	186	646	832	107	7	20	368	160	662
	1938	168	705	873	117	14	33	353	147	664

ÉTABLISSEMENTS D'OBSERVATION PRIVÉS. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE

Évadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Sortis par expira- tion de terme (majeurs)	Total des sorties	RESTANT							
							au 31 décembre, l'observation ayant à cette date une durée de :							
							Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 mois à moins de 2 mois	2 mois à moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Total
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
11	1	—	—	—	—	115	3	2	2	6	13	18	17	61
2	—	—	—	—	—	157	4	5	9	—	—	—	—	18
2	—	1	—	4	—	82	6	4	6	4	1	—	—	21
1	—	—	—	—	—	81	1	3	6	8	1	—	—	19
16	1	1	—	4	—	435	14	14	23	18	15	18	17	119
11	—	2	5	—	—	374	18	18	21	12	16	6	12	103
9	—	—	1	1	—	284	19	12	16	4	19	13	55	138
7	—	—	3	2	2	290	12	10	22	3	16	13	50	126

ÉTABLISSEMENTS D'OBSERVATION DE L'ÉTAT. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE

Évadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Sortis par expira- tion de terme (majeurs)	Total des sorties	RESTANT							
							au 31 décembre, l'observation ayant à cette date une durée de :							
							Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 mois à moins de 2 mois	2 mois à moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Total
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
6	—	1	—	3	—	772	32	17	21	26	27	19	7	149
8	—	2	—	4	—	186	7	7	11	11	20	1	—	57
14	—	3	—	7	—	958	39	24	32	37	47	20	7	206
45	—	3	6	4	—	646	26	37	47	35	29	11	8	193
1	—	9	4	8	2	686	22	25	40	26	26	6	1	146
1	—	8	3	11	—	687	33	29	49	47	20	4	4	186

Tableau n° 79. — MOUVEMENT DE LA POPULATION
Liberté surveillée. — Placements familiaux. — Établissements
Établissements d'éducation de l'État.

S

NATURE DE LA MESURE	ENTRÉS			SORTIS					
	Présents au 1 ^{er} jan- vier	Entrés pendant l'année	TOTAL	Mineurs qui par décision du juge des enfants ont été soumis à une autre mesure ou rendus à la liber- té pure et simple	Evadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapa- triés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Liberté surveillée	8,373	3,066	11,439	601	—	—	—	—	—
{ Garçons	8,373	3,066	11,439	601	—	—	—	—	—
{ Filles	2,380	1,006	3,386	305	—	—	—	—	—
Placements familiaux	145	152	297	80	10	1	—	—	—
{ Garçons	145	152	297	80	10	1	—	—	—
{ Filles	160	189	349	108	4	—	—	—	—
Etablissements d'éducation pri- vés	261	348	609	184	27	—	—	—	—
{ Garçons	261	348	609	184	27	—	—	—	—
{ Filles	495	476	971	268	12	1	—	—	2
Etablissements spéciaux privés	89	158	247	123	9	3	—	—	—
{ Garçons	89	158	247	123	9	3	—	—	—
{ Filles	231	474	705	415	—	4	1	—	—
Etablissements d'éducation de l'Etat :									
Ruisselede-Wingene (garçons)	135	248	383	100	5	—	1	—	—
Saint-Hubert (garçons)	110	319	429	143	37	—	—	—	—
Mol (garçons)	61	181	242	98	15	—	—	—	3
Saint-Servais (filles)	48	120	168	60	9	—	2	3	1
Bruges (quartier de discipline pour filles)	24	20	44	14	—	—	—	—	—
Etablissements spéciaux de l'Etat :									
Mol (établissement pour anormaux avec co- lonie familiale pour garçons)	89	244	333	137	12	—	7	—	1
Elsuim-Geel (colonie familiale pour anormaux)	33	30	63	13	—	—	2	—	—
{ Garçons	33	30	63	13	—	—	2	—	—
{ Filles	6	4	10	2	—	—	—	—	—
Bruges (asile-clinique pour jeunes filles atteintes de maladies vénériennes)	80	63	143	22	3	1	—	—	—
{ Mineures	80	63	143	22	3	1	—	—	—
{ Nourrissons	12	15	27	6	—	—	—	—	—
<i>Totaux</i> { Garçons	9,296	4,746	14,042	1,479	115	4	10	—	4
{ Filles	3,424	2,352	5,776	1,194	28	6	3	3	3
{ Nourrissons	12	15	27	6	—	—	—	—	—
<i>Totaux généraux :</i>	12,732	7,113	19,845	2,679	143	10	13	3	7
<i>Totaux généraux en</i> { 1940	12,471	4,477	16,948	2,355	98	12	11	224	1
{ 1939	12,166	4,051	16,217	2,512	52	19	7	78	10
{ 1938	11,896	3,785	15,681	2,258	65	9	10	75	9

N. B. — Pour le calcul de la durée, les placements successifs dans des établissements de même espèce sont cumulés. — Les etc., ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

PENDANT L'ANNÉE. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE.

d'éducation privés. — Établissements spéciaux privés.

— Établissements spéciaux de l'État.

			RESTANT AU 31 DÉCEMBRE, LA MESURE AYANT À CETTE DATE UNE DURÉE DE :												TOTAL des mineurs restant au 31 décem- bre
Sortis par expira- tion de terme	Transfé- rés dans un autre éta-blis- sement de l'État	TOTAL des sortis	Moins de 1 an	1 an à moins de 2 ans	2 ans à moins de 3 ans	3 ans à moins de 4 ans	4 ans à moins de 5 ans	5 ans à moins de 6 ans	6 ans à moins de 7 ans	7 ans à moins de 8 ans	8 ans à moins de 9 ans	9 ans à moins de 10 ans	10 ans et plus		
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
1,109	—	1,710	2,865	1,593	994	897	989	779	567	360	263	163	259	9,729	
475	—	780	878	538	317	247	199	167	95	60	35	23	47	2,606	
16	—	107	94	23	27	23	6	9	2	—	—	—	2	190	
49	—	161	114	31	23	13	5	2	—	—	—	—	—	188	
11	—	222	219	60	36	15	26	20	4	4	1	—	2	387	
25	—	308	408	129	54	32	17	8	7	2	2	2	2	663	
4	—	139	59	22	10	7	6	4	—	—	—	—	—	108	
10	—	430	178	35	14	21	14	6	4	1	—	1	1	275	
—	41	147	176	54	1	3	—	2	—	—	—	—	—	236	
3	21	204	176	30	10	3	1	3	1	1	—	—	—	225	
1	10	127	96	16	3	—	—	—	—	—	—	—	—	115	
—	7	82	56	26	3	—	1	—	—	—	—	—	—	86	
2	4	20	13	7	4	—	—	—	—	—	—	—	—	24	
—	82	239	86	4	2	1	1	—	—	—	—	—	—	94	
—	—	15	24	6	11	2	2	—	2	—	—	—	1	48	
—	—	2	4	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	8	
			Moins de 1 mois	1 à moins de 2 mois	2 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 à moins de 9 mois	9 à moins de 12 mois	12 à moins de 15 mois	15 à moins de 18 mois	18 mois à moins de 2 ans	2 ans à moins de 2½ ans	2½ ans et plus	TOTAL	
11	11	48	2	3	2	13	14	21	27	5	4	3	1	95	
3	—	9	1	2	—	3	6	1	3	1	1	—	—	18	
1,144	154	2,910	3,795	1,808	1,094	951	1,031	817	576	367	264	165	264	11,132	
572	22	1,831	1,653	769	419	328	250	204	133	68	41	29	51	3,945	
3	—	9	1	2	—	3	6	1	3	1	1	—	—	18	
1,719	176	4,750	5,449	2,579	1,513	1,282	1,287	1,022	712	436	306	194	315	15,095	
1,384	131	4,216	3,533	1,904	1,552	1,521	1,298	979	614	434	297	242	358	12,732	
1,021	47	3,746	2,974	2,035	1,851	1,560	1,275	836	596	420	348	250	324	12,471	
1,013	76	3,515	2,812	2,296	1,865	1,496	1,053	789	544	444	355	203	309	12,166	

transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation,

Tableau n° 80. — SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE
DES MINEURS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE MESURE PRISE PAR LE JUGE DES ENFANTS

T

ARRONDISSEMENTS	En liberté surveillée dans leur famille	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'État			Totaux
		avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spécial	d'éducation	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	1,911	3	48	51	221	8	229	114	1	115	90	116	206	2,512
Louvain	285	—	5	5	46	2	48	2	2	4	15	20	35	377
Nivelles	249	1	25	26	25	1	26	15	—	15	24	26	50	366
Anvers	991	2	10	12	81	—	81	25	2	27	33	59	92	1,203
Malines	355	—	3	3	15	—	15	4	1	5	14	15	29	407
Turnhout	215	—	—	—	5	—	5	—	—	—	6	1	7	227
Mons	395	—	15	15	40	—	40	16	—	16	44	28	72	538
Charleroi	717	—	64	64	151	9	160	20	—	20	74	61	135	1,096
Tournai	263	—	26	26	31	—	31	18	—	18	20	37	57	395
Gand	1,000	—	16	16	55	2	57	6	1	7	18	30	48	1,128
Audenarde	442	—	3	3	11	—	11	2	—	2	1	15	16	474
Termonde	458	—	—	—	19	—	19	2	1	3	4	22	26	506
Bruges	127	—	4	4	28	—	28	4	—	4	6	19	25	188
Courtrai	282	—	4	4	15	—	15	9	—	9	7	21	28	338
Furnes	104	—	2	2	3	—	3	—	—	—	—	3	3	112
Ypres	197	—	4	4	5	—	5	3	—	3	5	9	14	223
Liège	2,205	1	50	51	125	8	133	102	—	102	28	54	82	1,573
Huy	388	—	13	13	8	2	10	2	—	2	5	9	14	427
Verviers	350	—	15	15	20	—	20	13	—	13	20	60	80	478
Tongres	614	—	5	5	17	—	17	1	—	1	3	11	14	651
Hasselt	163	—	4	4	4	1	5	2	1	3	7	9	16	191
Arlon	45	1	15	16	14	1	15	1	—	1	3	8	11	88
Marche-en-Famenne	65	—	14	14	11	1	12	—	—	—	2	2	4	95
Neufchâteau	92	—	4	4	12	—	12	3	—	3	—	5	5	116
Namur	157	—	13	13	25	—	25	4	—	4	8	17	25	224
Dinant	265	—	8	8	27	1	28	6	—	6	5	11	16	323
<i>Totaux :</i>	12,335	8	370	378	1,014	36	1,050	374	9	383	442	668	1,110	14,256
<i>Totaux en</i> { 1940	10,753	3	302	305	729	27	756	308	12	320	396*	355	751*	12,885*
{ 1939	9,929	2	434	436	947	42	989	407	12	419	343	451	794	12,567
{ 1938	9,601	1	398	399	877	40	917	421	9	430	378	574	952	12,299

* Chiffres rectifiés.

Tableau n° 81. — ANCIENS MINEURS DE JUSTICE AYANT ATTEINT LEUR 26^e ANNÉE.
CONDAMNATIONS ENCOURUES AU 31 DÉCEMBRE, DEPUIS LEUR MAJORITÉ

RÉGIME LE PLUS SÉVÈRE APPLIQUÉ PENDANT LA MINORITÉ	Nombre de mineurs auxquels ce régime a été appliqué	INDIVIDUS QUI, DEPUIS LEUR MAJORITÉ, ONT ÉTÉ CONDAMNÉS À											Individus qui n'ont subi aucune condamna- tion après leur majorité	
		une ou plusieurs con- damnations de police	une condamnation correctionnelle	deux condamnations correctionnelles	trois condamnations correctionnelles	quatre condamnations correctionnelles	cinq condamnations correctionnelles	plus de cinq condamnations correctionnelles	Condamnés par une cour d'assises	Internés pour vagabondage	Condamnés par une juridiction militaire	Condamnés par plusieurs cours et tribunaux		Total des individus qui ont été condamnés après leur majorité
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15

HOMMES

Liberté surveillée	919	52	75	10	5	1	2	—	—	—	17	46	208	711
Placement chez un particu- lier	18	2	3	—	—	—	—	—	—	—	1	2	8	10
Placement dans une institu- tion privée	119	3	10	—	2	—	—	1	—	—	2	8	26	93
Placement dans un établisse- ment spécial privé	21	1	1	1	2	—	—	—	—	—	—	2	7	14
Placement dans un établisse- ment de l'Etat	322	19	31	10	3	3	—	5	—	—	22	37	130	192
<i>Totaux :</i>	1,399	77	120	21	12	4	2	6	—	—	42	95	379	1,020
<i>Totaux en</i> { 1940	1,563	95	149	22	20	5	—	5	—	2	20	132	450	1,113
{ 1939	1,611	103	145	38	8	4	—	5	—	1	29	124	457	1,154
{ 1938	1,722	107	160	26	13	5	4	2	2	2	13	163	497	1,225

FEMMES

Liberté surveillée	247	11	19	2	—	—	—	—	—	—	—	4	36	211
Placement chez un particu- lier	12	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	11
Placement dans une institu- tion privée	206	4	13	1	1	2	—	1	—	—	—	6	28	178
Placement dans un établisse- ment spécial privé	28	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	24
Placement dans un établisse- ment de l'Etat	121	8	9	3	—	—	—	—	—	—	—	4	24	97
<i>Totaux :</i>	614	25	44	6	1	2	—	1	—	—	—	14	93	521
<i>Totaux en</i> { 1940	643	31	35	7	2	—	—	—	—	—	—	10	85	558
{ 1939	795	42	43	6	2	—	—	—	—	1	—	18	112	683
{ 1938	801	44	49	3	5	1	1	—	—	1	—	18	122	679

SECTION IV

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

La statistique du vagabondage et de la mendicité relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage, et aux souteneurs de filles publiques. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

*
**

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891 (1). En voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. — Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.

Art. 2. — Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrant habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont, en vertu de la loi du 15 mai 1912, déferés au juge des enfants institué par la dite loi.

Les maisons de refuge dont il est fait mention au même article seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Art. 3. — Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestre et échevins autorisant leur admission.

Art. 4. — Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.

Art. 5. — Les individus âgés de moins de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Art. 6. — Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la Justice fixera, pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés, le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

Art. 7. — Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal. Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

Art. 8. — Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Sont assimilés aux vagabonds les souteneurs de filles publiques.

Toutefois, la décision du juge de paix, en ce qui concerne cette dernière catégorie d'individus, sera susceptible d'opposition ou d'appel dans les délais prévus par le Code d'instruction criminelle.

Art. 9. — Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Art. 12. — Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Art. 13. — Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Art. 14. — Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Art. 15. — Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Art. 16. — Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Art. 17. — Les individus internés dans les maisons de refuge seront mis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la Justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Art. 18. — Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le ministre de la Justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Art. 28. — Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Rédaction des tableaux. — La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement au département de la justice par les directeurs des divers établissements.

La population moyenne donnée dans la colonne 16 du tableau n° 82, est établie en divisant les journées d'entretien par 365.

Les tableaux n°s 83, 84 et 85 fournissent avec quelque amélioration les renseignements sur les reclus, qui étaient publiés jusqu'en 1930.

Tableau n° 82. — MOUVEMENT DE LA POPULATION DES DÉPÔTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE

ÉTABLISSEMENTS	ENTRÉES								SORTIES					Popu- lation au 31 dé- cembre	Popu- lation moyen- ne	
	ENTRÉES RÉELLES					Entrées par trans- fert	Entrées après évasion	TOTAL des entrées	Elargis	Trans- férés	Évadés	Décé- dés	TOTAL			
	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891			TOTAL												
	Article 13	Article 14	Article 16													
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
<i>Hommès :</i>																
Dépôt de Merksplas .	—	203	5	—	208	36	60	304	231	68	83	27	409	409	452	
Refuge de Merksplas .	—	—	—	424	424	25	29	478	227	80	38	49	394	384	344	
<i>Totaux :</i>	—	203	5	424	632	61	89	782	458	148	121	76	803	793	796	
<i>Femmes :</i>																
Dépôt de Sint-Andries.	—	37*	—	—	37	6	—	43	41	12	1	1	55	62	72	
Refuge de Sint-Andries	1	—	—	51**	52	10	—	62	35	19	—	1	55	54	50	
<i>Totaux :</i>	1	37	—	51	89	16	—	105	76	31	1	2	110	116	122	
<i>Totaux généraux :</i>	1	240	5	475	721	77	89	887	534	179	122	78	913	909	918	
<i>Totaux généraux en</i>	1940 .	—	411	6	455	872	176	131	1,179	1,430	209	237	67	1,943	935	1,152
	1939 .	5	624	6	1,076	1,711	264	220	2,195	1,548	342	299	58	2,247	1,716	1,729
	1938 .	1	626	4	1,089	1,720	312	224	2,256	1,519	382	296	61	2,258	1,757	1,716

* Non compris 3 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.

** Non compris 5 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.

Tableau n° 83. — RÉPARTITION D'APRÈS LEURS ANTÉCÉDENTS DES RECLUS
COMPOSANT LA POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS AU 31 DÉCEMBRE

ÉTABLISSEMENTS 1	RECLUS MIS À LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL 7
	la première fois 2	la deuxième fois 3	la troisième fois 4	la quatrième fois 5	la cinquième fois ou plus 6	

CHIFFRES ABSOLUS

HOMMES						
Dépôt de Merksplas	23	26	41	40	279	409
Refuge de Merksplas	85	45	27	23	204	384
<i>Totaux :</i>	108	71	68	63	483	793
FEMMES						
Dépôt de Sint-Andries	28	6	2	4	22	62
Refuge de Sint-Andries.	36	3	6	1	8	54
<i>Totaux :</i>	64	9	8	5	30	116
<i>Totaux généraux :</i>	172	80	76	68	513	909
<i>Totaux généraux en</i> { 1940	161	79	82	64	549	935
1939	420	216	167	152	761	1,716
1938	364	228	178	196	791	1,757

POURCENTAGES

HOMMES						
Dépôt de Merksplas	5.62	6.36	10.02	9.78	68.22	100.—
Refuge de Merksplas	22.14	11.72	7.03	5.99	53.12	100.—
<i>Totaux :</i>	13.62	8.95	8.58	7.94	60.91	100.—
FEMMES						
Dépôt de Sint-Andries	45.16	9.68	3.23	6.45	35.48	100.—
Refuge de Sint-Andries.	66.67	5.56	11.11	1.85	14.81	100.—
<i>Totaux :</i>	55.17	7.76	6.90	4.31	25.86	100.—
<i>Totaux généraux :</i>	18.92	8.80	8.36	7.48	56.44	100.—
<i>Totaux généraux en</i> { 1940	17.22	8.45	8.77	6.84	58.72	100.—
1939	24.47	12.59	9.73	8.86	44.35	100.—
1938	20.72	12.98	10.13	11.15	45.02	100.—

Tableau n° 84. — RÉPARTITION PAR ÂGE DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS AU 31 DÉCEMBRE

ÉTABLISSEMENTS 1	de 18 à 20 ans	de 21 à 24 ans	de 25 à 29 ans	de 30 à 34 ans	de 35 à 39 ans	de 40 à 44 ans	de 45 à 49 ans	de 50 à 54 ans	de 55 à 59 ans	de 60 à 69 ans	de 70 ans et plus	TOTAL 13
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13

CHIFFRES ABSOLUS

HOMMES												
Dépôt de Merksplas	—	8	19	20	33	37	37	41	76	121	17	409
Refuge de Merksplas	34	14	14	8	3	14	42	28	51	119	57	384
<i>Totaux :</i>	34	22	33	28	36	51	79	69	127	240	74	793
FEMMES												
Dépôt de Sint-Andries	12	7	5	8	7	1	4	3	6	8	1	62
Refuge de Sint-Andries.	16	5	4	3	2	5	4	7	—	4	4	54
<i>Totaux :</i>	28	12	9	11	9	6	8	10	6	12	5	116
<i>Totaux généraux :</i>	62	34	42	39	45	57	87	79	133	252	79	909
<i>Totaux généraux en</i> { 1940	49	21	43	36	46	60	108	93	156	244	79	935
{ 1939	67	42	109	132	178	161	181	195	227	329	95	1,716
{ 1938	47	66	128	135	153	154	181	210	244	341	98	1,757

POURCENTAGES

HOMMES												
Dépôt de Merksplas	—	1.96	4.65	4.89	8.07	9.05	9.05	10.02	18.57	29.58	4.16	100.—
Refuge de Merksplas	8.85	3.65	3.65	2.08	0.78	3.65	10.94	7.29	13.28	30.99	14.84	100.—
<i>Totaux :</i>	4.29	2.77	4.16	5.53	4.54	6.43	9.96	8.71	16.02	30.26	9.33	100.—
FEMMES												
Dépôt de Sint-Andries	19.35	11.29	8.06	12.90	11.29	1.61	6.46	4.84	9.68	12.91	1.61	100.—
Refuge de Sint-Andries.	29.63	9.26	7.41	5.55	3.70	9.26	7.41	12.96	—	7.41	7.41	100.—
<i>Totaux :</i>	24.14	10.34	7.76	9.49	7.76	5.17	6.90	8.62	5.17	10.34	4.31	100.—
<i>Totaux généraux :</i>	6.82	3.74	4.62	4.29	4.95	6.27	9.58	8.69	14.63	27.72	8.69	100.—
<i>Totaux généraux en</i> { 1940	5.24	2.25	4.60	3.85	4.91	6.42	11.55	9.95	16.68	26.10	8.45	100.—
{ 1939	3.90	2.45	6.35	7.69	10.37	9.38	10.55	11.36	13.23	19.18	5.54	100.—
{ 1938	2.68	3.76	7.29	7.68	8.71	8.76	10.30	11.95	13.89	19.40	5.58	100.—

Tableau n° 85. — DURÉE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ÉTABLISSEMENTS

A. — Dépôts de mendicité

RECLUS	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 12 mois	De 12 mois à moins de 15 mois	De 15 mois à moins de 18 mois	De 18 mois à moins de 21 mois	De 21 mois à moins de 24 mois	De 2 ans à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	De 5 ans à moins de 6 ans	De 6 ans à moins de 7 ans	De 7 ans	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
HOMMES															
Elargis par expiration de terme	1	1	4	8	7	5	3	2	158	—	—	—	—	—	189
Elargis par décision du Ministre: terme d'internement prononcé:															
de 1 à 2 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 2 à 3 ans	5	7	7	3	3	5	4	1	—	—	—	—	—	—	35
de 3 à 4 ans	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
de 4 à 7 ans	—	—	1	—	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	4
Conduits à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférés	26	14	11	4	4	2	—	5	—	—	—	—	—	—	66
Evadés	42	18	8	6	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	77
Décédés	6	2	5	3	3	3	3	2	—	—	—	—	—	—	27
<i>Souteneurs :</i>															
Elargis par expiration de terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elargis par décision du Ministre: terme d'internement prononcé:															
de 2 à 3 ans	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
de 3 à 4 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 4 à 7 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Conduits à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférés	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Evadés	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Décédés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	87	46	36	24	19	16	11	10	160	—	—	—	—	—	409
FEMMES															
Elargies par expiration de terme	—	—	—	—	—	—	—	—	27	1	—	—	—	—	28
Elargies par décision du Ministre: terme d'internement prononcé:															
de 1 à 2 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 2 à 3 ans	—	1	2	1	—	2	2	4	—	—	—	—	—	—	12
de 3 à 4 ans	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
de 4 à 7 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Conduites à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférées	6	2	1	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	12
Evadées	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Décédées	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
<i>Totaux :</i>	6	4	4	2	1	2	3	5	27	1	—	—	—	—	55

Tableau n° 85. — DURÉE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ÉTABLISSEMENTS

B. — Maisons de refuge

RECLUS	Moins de 1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 4 mois	De 4 mois à moins de 5 mois	De 5 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 7 mois	De 7 mois à moins de 8 mois	De 8 mois à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 10 mois	De 10 mois à moins de 11 mois	De 11 mois à moins de 12 mois	De 12 mois (expiration de terme)	Plus de 12 mois (par autorisation ministérielle)	Total	Sortis avant l'expiration du terme	Sortis à l'expiration du terme et au delà	Total
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
HOMMES																		
Elargis par expiration de terme	—	—	—	—	—	—	—	2	3	—	—	5	65	39	114	10	104	114
Elargis par décision du Ministre	1	10	13	6	7	6	5	2	5	—	1	—	—	—	56	56	—	56
Conduits à la frontière	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1
Transférés	23	17	11	9	3	3	2	—	2	1	—	1	—	7	79	72	7	79
Evadés	16	7	4	6	4	—	—	—	—	1	—	—	—	—	38	38	—	38
Décédés	4	3	4	4	2	2	1	2	6	3	2	4	—	12	49	37	12	49
Renvoyés par mesure disciplinaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elargis en vertu art. 17, L. 27-11-1891	—	—	—	—	—	1	1	7	8	11	16	13	—	—	57	57	—	57
<i>Total :</i>	44	38	32	25	16	12	9	13	24	16	19	23	65	58	394	271	123	394
FEMMES																		
Elargies par expiration de terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	3	26	—	26	26
Elargies par décision du Ministre	—	—	—	2	4	—	1	—	—	2	—	—	—	—	9	9	—	9
Conduites à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférées	4	1	1	1	—	3	—	1	1	1	—	—	3	3	19	13	6	19
Evadées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Décédées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Renvoyées par mesure disciplinaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	4	1	1	3	4	3	1	1	1	3	—	—	26	7	55	22	33	55

ANNEXES
À LA
STATISTIQUE JUDICIAIRE
DE LA BELGIQUE
DE
L'ANNEE 1941

ANNEXE I

Statistique
de l'Administration des Services de Contrôle
en ce qui concerne l'instruction
des procès-verbaux dressés en matière de ravitaillement,
de rationnement et de prix

INTRODUCTION

I. — ADMINISTRATION DES SERVICES DE CONTRÔLE — Législation

A. — Services de contrôle antérieurement à l'instauration de leur administration

Aux fins de pouvoir exercer une surveillance efficace et permanente sur l'exécution des nombreuses dispositions exceptionnelles contenues dans les lois et arrêtés en matière de ravitaillement, de rationnement et de prix, l'autorité supérieure de l'Administration s'est vue dans l'obligation d'instituer, dès septembre 1940, des organismes spéciaux de contrôle.

Ces organismes érigés à des époques variées et ressortissant à plusieurs départements ministériels peuvent être désignés par ordre chronologique comme suit :

- 1) *Le Service d'Inspection du ravitaillement et du rationnement*, dépendant du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement, créé par arrêté du 30 septembre 1940, modifié par celui du 15 mai 1941 (*Moniteur* du 30 novembre 1940 et du 5 juin 1941), est chargé de rechercher et de constater les infractions à l'arrêté-loi du 27 octobre 1939 et aux mesures complémentaires ou modificatives subséquentes prises pour assurer l'approvisionnement du pays et pour prévenir les abus dans le commerce de certaines denrées ou marchandises;
- 2) *Les Services de Contrôle et d'Enquête* du Commissariat aux Prix et aux Salaires, institués par arrêté du 5 octobre — art. 5 à 14 — (*Moniteur* du 6 octobre 1940), chargés de surveiller l'application de la réglementation des prix et salaires;
- 3) *Services régionaux du Ravitaillement et du Rationnement*, dépendant, soit du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement, soit du Ministère des Affaires économiques, d'après que leur activité est relative à des produits comestibles ou à des produits non comestibles. Créés par arrêté du 29 octobre 1940 (*Moniteur* du 1^{er} novembre 1940), ces services sont chargés d'assurer l'exécution des mesures réglementant le ravitaillement et le rationnement.

B. — Institution et organisation de l'Administration des Services de Contrôle

Aux fins que l'action de ces organismes de contrôle soit plus efficace et que ceux-ci puissent bénéficier d'une unité plus grande dans leur activité et leur organisation, il fut jugé indispensable de mettre fin à la dispersion des services et des compétences.

C'est par arrêté du 20 août 1941 (*Moniteur* du 31 août 1941) que l'Administration des Services de Contrôle fut instituée, centralisant dans son sein toutes les compétences et les attributions des services préexistants, et établie sous la dépendance du Ministère de l'Intérieur et de la Santé publique (art. 1^{er} et 2).

L'extension de compétence de l'Administration nouvelle au delà de celle dont les services extérieurs étaient investis est déterminée par l'art. 3 et porte sur la recherche et la constatation des infractions contre les règlements et ordonnances édictés par les pouvoirs subordonnés, les établissements publics ou les organismes pa-

rastataux. Il est à remarquer, en outre, qu'un service intérieur spécial instruit les dossiers et les transmet aux juridictions compétentes, ce qui permet de comparer à cet égard l'activité de l'Administration des Services de Contrôle à celle d'un Parquet.

La haute direction est assumée par un Directeur général, assisté de deux inspecteurs généraux, un de chaque rôle linguistique; ceux-ci sont chargés de la direction et de l'inspection des services dans les provinces et les districts (art. 4).

Les limites des districts coïncident en principe avec celles des arrondissements administratifs (art. 5).

Les services provinciaux ont à leur tête un directeur, les services de district, un directeur-adjoint. Ces fonctionnaires agissent, les premiers, sous la responsabilité des gouverneurs de province, les seconds sous celle des commissaires d'arrondissement ou des bourgmestres désignés pour les grandes agglomérations (art. 6).

Des fonctionnaires commis à cet effet sont chargés d'assurer la liaison technique indispen-

sable entre l'Administration d'une part et les départements ministériels intéressés d'autre part (art. 7).

L'arrêté du 29 août 1941 (*Moniteur* du 31 août 1941) étend aux agents commissionnés par le Commissariat aux Prix et aux Salaires et aux fonctionnaires et agents de l'Administration des Services de Contrôle, le droit de recherche et de constatation des infractions à l'arrêté-loi du 27 octobre 1939, reconnu antérieurement aux seuls agents énoncés à l'art. 6, § 1^{er} de cet arrêté-loi.

Deux autres arrêtés du 29 août 1941 (*Moniteur* du 31 août 1941) portent détermination des agglomérations visées dans l'art. 6 de l'arrêté organique et désignent les bourgmestres compétents. Les arrondissements de Bruges et d'Ostende sont réunis en un seul district, ainsi que les arrondissements de Furnes et de Dixmude et ceux d'Arlon et de Virton.

L'Administration des Services de Contrôle compte ainsi 42 districts (dont 4 agglomérations : Bruxelles, Anvers, Gand et Liège) pour 41 arrondissements administratifs.

II. — FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE CONTRÔLE EN CE QUI CONCERNE L'INSTRUCTION DES PROCÈS-VERBAUX

L'Administration des Services de Contrôle commença son activité le 1^{er} septembre 1941.

Les procès-verbaux dressés par les agents de l'Administration, la gendarmerie et la police locale sont d'abord soumis dans chaque district à l'examen du Service intérieur de l'Administration des Services de Contrôle, au lieu d'être, comme par le passé, directement adressés à la juridiction administrative.

Cette nouvelle procédure permet un triage préalable des affaires.

Les affaires de peu d'importance peuvent être classées sans suite par l'Administration, tandis que d'autres, vu la nature du délit, ou sous l'effet de leur gravité, sont déférées aux tribunaux ordinaires, et cela sans que la juridiction administrative ait à en prendre connaissance.

Les juridictions administratives se voient ainsi, grâce à l'institution de l'Administration des Services de Contrôle, déchargées de nombreuses affaires qui, sinon, ne faisaient qu'entraver et retarder leur activité.

STATISTIQUE

de

l'activité de l'Administration des Services de Contrôle en ce qui concerne l'instruction des procès-verbaux

Rédaction des tableaux. — La statistique ci-après est empruntée aux tableaux que l'Administration des Services de Contrôle a dressés elle-même concernant son activité à partir de son institution.

Les procès-verbaux soumis à examen de l'Administration sont détaillés dans les tableaux n^{os} 1 à 4 qui suivent.

Les deux premiers tableaux donnent un aperçu des procès-verbaux reçus et traités; les deux derniers tableaux se rapportent à la distribution des affaires examinées aux diverses juridictions.

Les tableaux n^{os} 1 et 3 donnent à ces égards les chiffres mensuels pour le Royaume, tandis que les tableaux 2 et 4 répartissent les totaux par district.

Ces districts ne concordent pas toujours dans leur délimitation avec les sièges des juridictions administratives.

Aux fins de rendre la comparaison possible, les districts ont été énumérés dans un ordre concordant avec celui des sièges de juridiction dans la statistique des juridictions administratives.

Pour la comparaison, il y a lieu de tenir compte :

- 1° Que l'agglomération de Charleroi ne forme pas un district en elle-même;
- 2° Que les arrondissements de Gand et d'Eekloo sont deux districts séparés, ainsi que les arrondissements de Termonde et Saint-Nicolas, de Roulers et Tielt, et enfin de Hasselt et Maaseik.

**Tableau n^o 1. — APERÇU GÉNÉRAL DES PROCÈS-VERBAUX REÇUS ET TRAITÉS.
TOTAUX MENSUELS POUR LE ROYAUME**

MOIS	NOMBRE DE PROCÈS-VERBAUX ENTRÉS				NOMBRE DE PROCÈS-VERBAUX TRAITÉS		
	par les Services de Contrôle des Districts et de l'Administration Centrale	par la gendarmerie	par d'autres organismes	Total	Classés	Déférés à une juridiction	Total
1	2	3	4	5	6	7	8
Septembre	7,519	1,915	84	9,518	197	2,434	2,631
Octobre	11,405	2,377	268	14,050	441	5,583	6,024
Novembre	13,144	3,452	137	16,733	599	7,539	8,138
Décembre	14,268	4,888	158	19,314	735	9,906	10,641
<i>Total en 1941 :</i>	46,336	12,632	647	59,615	1,972	25,462	27,434

Des 59,615 procès-verbaux entrés pendant les quatre derniers mois de l'année 1941, 27,434, soit 46 %, avaient été traités au 31 décembre.

Le nombre des procès-verbaux entrés va en croissant de mois en mois, pour atteindre en décembre le double de celui du mois de septembre.

Le nombre des procès-verbaux traités augmente d'une façon plus rapide encore, atteignant en décembre cinq fois la quantité de septembre.

Dans le tableau n^o 2 qui suit, les procès-verbaux entrés et traités sont répartis par district.

Tableau n° 2. — PROCÈS-VERBAUX ENTRÉS ET TRAITÉS. — TOTAUX PAR DISTRICT

DISTRICTS OU PROVINCES	PROCÈS-VERBAUX ENTRÉS				PROCÈS-VERBAUX TRAITÉS		
	par les services de contrôle	par la gendar- merie	par d'autres organismes	Total	Classés	Transmis à une juridiction	Total
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	1,416	571	40	2,027	93	365	458
Bruxelles (agglomération)	3,665	542	17	4,224	7	2,418	2,425
Louvain	1,448	139	9	1,596	41	565	606
Nivelles	463	10	2	475	31	303	334
Anvers	1,447	501	31	1,979	2	1,482	1,484
Anvers (agglomération)	3,511	558	—	4,069	16	2,641	2,657
Malines	1,703	6	5	1,714	1	748	749
Turnhout	1,827	417	216	2,460	14	1,427	1,441
Mons	667	137	12	816	85	710	795
Charleroi	877	477	13	1,367	5	742	747
Ath	899	—	—	899	230	512	742
Soignies	985	42	9	1,036	18	409	427
Thuin	942	90	7	1,039	1	716	717
Tournai	1,252	167	—	1,419	168	101	269
Gand	1,531	366	24	1,921	7	208	215
Eekloo	335	224	5	564	34	286	320
Gand (agglomération)	1,374	433	—	1,807	65	263	328
Alost	1,773	640	20	2,433	—	1,720	1,720
Audenarde	753	405	—	1,158	223	303	526
Termonde	1,293	59	7	1,359	258	566	824
Saint-Nicolas	4,203	—	—	4,203	135	1,533	1,668
Bruges-Ostende	1,726	132	4	1,862	63	477	540
Courtrai	876	725	58	1,659	28	451	479
Furnes-Dixmude	429	144	—	573	4	116	120
Roulers	1,019	94	25	1,138	29	330	359
Tielt	764	406	3	1,173	1	117	118
Ypres	939	353	—	1,292	19	1,113	1,132
Liège	472	176	9	657	10	394	404
Liège (agglomération)	867	373	7	1,247	21	607	628
Huy	366	68	31	465	2	225	227
Verviers	456	34	1	491	13	340	353
Waremme	328	90	11	429	37	205	242
Hasselt	2,163	972	21	3,156	32	739	771
Maaseik	507	829	1	1,337	7	235	242
Tongres	1,523	763	17	2,303	96	122	218
Arlon-Virton	113	178	15	306	1	101	102
Bastogne	329	561	—	890	31	464	495
Marche-en-Famenne	125	156	—	281	—	261	261
Neufchâteau	197	571	—	768	—	499	499
Namur	302	33	8	343	107	187	294
Dinant	151	135	—	286	2	224	226
Philippeville	320	55	19	394	35	237	272
<i>Le Royaume :</i>	46,336	12,632	647	59,615	1,972	25,462	27,434
Récapitulation par province							
Brabant	6,992	1,262	68	8,322	172	3,651	3,823
Anvers	8,488	1,482	252	10,222	33	6,298	6,331
Hainaut	5,622	913	41	6,576	507	3,190	3,697
Flandre orientale	11,262	2,127	56	13,445	722	4,879	5,601
Flandre occidentale	5,753	1,854	90	7,697	144	2,604	2,748
Liège	2,489	741	59	3,289	83	1,771	1,854
Limbourg	4,193	2,564	39	6,796	135	1,096	1,231
Luxembourg	764	1,466	15	2,245	32	1,325	1,357
Namur	773	223	27	1,023	144	648	792
<i>Le Royaume :</i>	46,336	12,632	647	59,615	1,972	25,462	27,434

Tableau n° 3. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES TRANSMISES À UNE JURIDICTION.
TOTAUX MENSUELS POUR LE ROYAUME

MOIS	TOTAL des procès- verbaux transmis à une juridiction (tabl. n° 1, col. 7)	PROCÈS-VERBAUX TRANSMIS						
		au Parquet	à une juridiction administrative					A un autre organisme
			Commis- saire d'arrondis- sement ou bourgmestre	Centrale de marchan- dises	Gouverneur de province	Haute autorité admi- nistrative	Total	
1 -	2	3	4	5	6	7	8	9
Septembre	2,434	111	2,323	—	—	—	2,323	—
Octobre	5,583	285	5,284	—	9	1	5,294	4
Novembre	7,539	372	7,136	2	19	—	7,157	10
Décembre	9,906	488	9,373	3	12	1	9,389	29
<i>Total :</i>	25,462	1,256	24,116	5	40	2	24,163	43

Pendant les dix mois d'activité de la Juridiction administrative en 1941, 128,515 affaires ont été introduites devant les commissaires d'arrondissement et les bourgmestres des agglomérations.

En évaluant à 4/10 de ces affaires le nombre de celles introduites de septembre à décembre 1941, on arrive à un chiffre de 51,406,

De ces 51,406 procès-verbaux, l'Administration des Services de Contrôle en aurait examiné 24,116 (tableau 3, col. 4), de sorte que pendant les quatre premiers mois de son activité, elle se serait occupée de 47 % des affaires dont la Juridiction administrative avait à connaître.

Ce pourcentage ne peut être admis qu'avec une certaine réserve. En évaluant à 51,406 affaires celles introduites devant les Juridictions administratives de septembre à décembre 1941, on

ne tient, en effet, pas compte du fait que pendant ces mois les introductions d'affaires ont été plus nombreuses que pendant les premiers mois d'activité de ces Juridictions. On peut donc admettre qu'en réalité les affaires introduites de septembre à décembre 1941 ont dépassé le nombre de 51,406 et que le pourcentage des procès-verbaux examinés par l'Administration des Services de Contrôle n'atteint pas en réalité 47 %.

Les procès-verbaux qui, pendant ces 4 mois, n'ont pas passé par l'Administration des Services de Contrôle, ont été directement transmis par les verbalisants, dont la gendarmerie, aux Juridictions administratives.

Le tableau n° 4, ci-après, fait la répartition par district des procès-verbaux soumis aux Juridictions par l'Administration des Services de Contrôle.

Tableau n° 4. — AFFAIRES TRANSMISES À UNE JURIDICTION. — TOTAUX PAR DISTRICT

DISTRICTS 1	Procès-verbaux soumis à une juridiction (tabl. n° 2, col. 7) 2	PROCÈS-VERBAUX TRANSMIS						A un autre organisme 9
		Au Parquet 3	à une juridiction administrative				Total 8	
			Commissaire d'arrondissement ou bourgmestre 4	Centrale de marchandises 5	Gouverneur de province 6	Haute autorité administrative 7		
Bruxelles	365	10	355	—	—	—	355	—
Bruxelles (agglomération)	2,418	7	2,411	—	—	—	2,411	—
Louvain	565	31	534	—	—	—	534	—
Nivelles	303	16	287	—	—	—	287	—
Anvers	1,482	26	1,454	—	—	2	1,456	—
Anvers (agglomération)	2,641	32	2,609	—	—	—	2,609	—
Malines	748	54	694	—	—	—	694	—
Turnhout	1,427	13	1,414	—	—	—	1,414	—
Mons	710	59	651	—	—	—	651	—
Charleroi	742	9	733	—	—	—	733	—
Ath	512	26	486	—	—	—	486	—
Soignies	409	18	383	—	—	—	383	8
Thuin	716	2	714	—	—	—	714	—
Tournai	101	5	96	—	—	—	96	—
Gand	208	51	152	—	2	—	154	3
Eekloo	286	31	255	—	—	—	255	—
Gand (agglomération)	263	60	203	—	—	—	203	—
Alost	1,720	143	1,575	2	—	—	1,577	—
Audenarde	303	25	278	—	—	—	278	—
Termonde	566	71	495	—	—	—	495	—
Saint-Nicolas	1,533	65	1,468	—	—	—	1,468	—
Bruges-Ostende	477	27	450	—	—	—	450	—
Courtrai	451	41	409	—	1	—	410	—
Furnes-Dixmude	116	14	102	—	—	—	102	—
Roulers	330	10	319	—	1	—	320	—
Tielt	117	19	95	—	3	—	98	—
Ypres	1,113	17	1,096	—	—	—	1,096	—
Liège	394	17	363	—	—	—	363	14
Liège (agglomération)	607	198	408	1	—	—	409	—
Huy	225	9	215	1	—	—	216	—
Verviers	340	17	316	1	1	—	318	5
Waremmé	205	15	190	—	—	—	190	—
Hasselt	739	59	648	—	32	—	680	—
Maaseik	235	13	222	—	—	—	222	—
Tongres	122	—	122	—	—	—	122	—
Arlon-Virton	101	9	79	—	—	—	79	13
Bastogne	464	1	463	—	—	—	463	—
Marche-en-Famenne	261	1	260	—	—	—	260	—
Neufchâteau	499	14	485	—	—	—	485	—
Namur	187	9	178	—	—	—	178	—
Dinant	224	12	212	—	—	—	212	—
Philippeville	237	—	237	—	—	—	237	—
<i>Le Royaume :</i>	25,462	1,256	24,116	5	40	2	24,163	43
Récapitulation par province								
Brabant	3,651	64	3,587	—	—	—	3,587	—
Anvers	6,298	125	6,171	—	—	2	6,173	—
Hainaut	3,190	119	3,063	—	—	—	3,063	8
Flandre orientale	4,879	446	4,426	2	2	—	4,430	3
Flandre occidentale	2,604	128	2,471	—	5	—	2,476	—
Liège	1,771	256	1,492	3	1	—	1,496	19
Limbourg	1,096	72	992	—	32	—	1,024	—
Luxembourg	1,325	25	1,287	—	—	—	1,287	13
Namur	648	21	627	—	—	—	627	—
<i>Le Royaume :</i>	25,462	1,256	24,116	5	40	2	24,163	43

ANNEXE II

Statistique sur l'activité de la Juridiction Administrative

INTRODUCTION

I. — LÉGISLATION

Une ordonnance du 18 décembre 1940 du Commandement allemand pour la Belgique et le Nord de la France avait autorisé les autorités nationales suprêmes en Belgique à créer, chacune pour son ressort, un droit pénal administratif, en vertu duquel ces autorités ainsi que les services délégués par elles pouvaient prononcer des peines administratives.

Les peines énoncées et y admises sont :

- a) L'amende pouvant aller jusque 700,000 fr.;
- b) La fermeture provisoire ou définitive de l'entreprise;
- c) La confiscation des biens et valeurs;
- d) L'interdiction ou la restriction de l'exercice d'une profession.

Par un arrêté du 15 février 1941 les Secrétaires Généraux des Départements de la Justice — de l'Intérieur et de la Santé Publique — de l'Agriculture et du Ravitaillement — des Affaires Economiques — des Finances — instituèrent à partir du 1^{er} mars 1941 une procédure administrative ayant pour objet de réprimer les infractions à la réglementation exceptionnelle du rationnement et des prix.

Déjà antérieurement, sous l'effet de l'état de guerre existant aux frontières de la Belgique, l'arrêté-loi du 27 octobre 1939, complétant les mesures prises pour assurer l'approvisionnement du pays et pour prévenir et réprimer les abus dans le commerce de certaines denrées et marchandises, par ses articles 5, 6 et 7, avait élargi la possibilité de constatation et de poursuite des infractions visées, en attribuant à une série d'agents de l'administration une compétence d'investigation et d'instruction concurremment avec la police judiciaire.

Dans ses articles 8 et 9 cet arrêté-loi avait édicté des peines nouvelles et sévères frappant les délinquants, mais avait réservé par son article 10 § 2 une possibilité de transaction laissée à l'appréciation des procureurs du Roi.

De même l'arrêté-loi du 10 novembre 1939 autorisant le Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes et le Ministre du Ravitaillement, chacun en ce qui le concerne, d'exiger la justification des prix de gros ou de détail, avait permis aux fonctionnaires et agents désignés par les ministres compétents d'exiger la production des livres et documents des commerçants, et de mener telles enquêtes jugées nécessaires, le refus de s'exécuter étant frappé d'amende pouvant aller jusque 700,000 fr., et les jugements à intervenir étant susceptibles de publication.

C'est des dispositions, d'une part de l'arrêté-loi du 27 octobre 1939 successivement modifié et complété par les AA. LL. des 11 mai et 14 mai 1940, par les AA. des 25 novembre, 12 décembre 1940; 18, 20 et 29 août 1941;

d'autre part de l'arrêté-loi du 10 novembre 1939, préluce aux arrêtés des 3 et 31 juillet 1940 relatifs à la fixation des prix;

en même temps aussi des circonstances nouvelles qui s'étaient fait jour, que les Secrétaires Généraux se sont inspirés en instituant la Juridiction Administrative.

Celle-ci, créée par arrêt du 15 février 1941, a vu graduellement compléter son organisation sous l'effet d'arrêtés d'exécution, modificatifs ou complémentaires.

Il y a lieu de citer à cet égard :

Les AA. des 25 février et 29 août 1941 portant détermination des agglomérations d'Anvers, Bruxelles, Charleroi, Gand et Liège, et désignation des bourgmestres compétents.

L'arrêté du 18 mars 1941 allouant aux gouverneurs de province, aux commissaires d'arrondissement et aux bourgmestres compétents des agglomérations le personnel nécessaires à l'exercice de leur juridiction.

L'arrêté du 19 juin 1941 ayant trait aux frais de justice en matière de juridiction administrative et imputant ceux-ci sur les crédits du budget

du Ministère de la Justice (matières répressives).

L'ordonnance allemande du 2 août 1941 portant interdiction de recours devant les tribunaux ordinaires contre les décisions de sanctions administratives.

Les arrêtés des 20 et 29 août 1941 instituant l'administration des services de contrôle et portant délimitation des circonscriptions de ces services.

L'arrêté du 2 octobre 1941 précisant les règles de la procédure administrative en ce qui concerne les infractions prévues par l'arrêté du

2 septembre 1940 portant le statut organique des offices centraux de marchandises.

L'arrêté du 29 novembre 1941 établissant le taux et les règles de la contrainte par corps et les moyens d'obtenir le paiement des amendes prononcées par la juridiction administrative.

Il y a lieu, en outre, de tenir compte d'une série d'arrêtés qui, depuis l'institution de la juridiction administrative, sont venus préciser et renforcer les peines pour certaines infractions prévues dans l'arrêté-loi du 27 octobre 1939 (arrêtés des 16, 17 et 18 août 1941).

II. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE

La procédure administrative instituée par l'arrêté du 15 février 1941 est fondée, suivant le préambule du dit arrêté, sur la nécessité de l'institution d'une procédure spéciale pour la répression des infractions en matière de ravitaillement, de rationnement et de fixation des prix, sur la loi du 10 mai 1940 relative aux délégations de pouvoirs en temps de guerre, sur l'urgence et l'impossibilité de recourir aux autorités supérieures.

Elle comporte trois degrés de juridiction.

Le premier degré de juridiction est exercé par les commissaires d'arrondissement pour l'entièretereté des territoires soumis à leur administration, à l'exception des cinq grandes agglomérations : Anvers, Bruxelles, Charleroi, Gand et Liège.

Ces cinq agglomérations urbaines forment autant de sièges indépendants de juridiction administrative du premier degré, cette juridiction y étant attribuée à un bourgmestre désigné.

Le deuxième degré de juridiction est confié aux gouverneurs de province pour l'entièretereté de leur circonscription.

Le troisième et dernier degré de juridiction était double : l'appelant au troisième degré avait le choix de soumettre la décision à rendre en dernier ressort, soit à la haute autorité administrative, soit à la Cour d'appel.

La compétence de la haute autorité administrative s'étend territorialement sur l'entièretereté du royaume, mais est partagée au point de vue de l'attribution (*ratione materiae*).

Détiennent en effet concurremment la juridiction du troisième degré : le Secrétaire Général

de l'Agriculture et du Ravitaillement, le Secrétaire Général des Affaires Economiques et le Commissaire aux Prix et aux Salaires, mais chacun dans la limite des faits ressortissant à son département ou à son administration.

La compétence d'attribution des Cours d'appel était par contre générale, mais leur compétence territoriale était limitée aux provinces de leurs ressorts respectifs, dans lesquelles la décision en deuxième degré attaquée, avait été rendue.

L'ordonnance du Commandement militaire allemand, du 2 août 1941, citée supra, interdit le recours devant la Cour d'appel en matière administrative, à partir du 16 août 1941, dans les termes suivants :

« Contre les décisions de sanctions administratives aucun recours n'est recevable devant les tribunaux ordinaires. Au surplus, les arrêtés belges édictés en vertu de l'ordonnance du 18 décembre 1940 restent en vigueur.

» Les tribunaux ne connaîtront plus des recours dont ils ont été saisis ... »

De sorte que les Cours d'appel étant depuis le 16 août 1941 évincées comme troisième degré de juridiction, la procédure administrative à ses trois degrés est devenue homogène dans son caractère spécial.

Les juridictions de première instance sont au nombre de 39 pour le pays, étant 34 sièges d'arrondissements administratifs (dont 7 desservent chacun 2 arrondissements) et 5 sièges d'agglomérations urbaines.

Les juridictions de première instance sont saisies des affaires par les procès-verbaux dressés

par les services de contrôle, la gendarmerie, la police judiciaire, la police locale ou un office central de marchandises.

A l'examen des dossiers qui lui sont soumis, la juridiction administrative doit se déclarer incompétente pour toute affaire concernant des infractions pour lesquelles des peines d'emprisonnement sont obligatoirement prévues, pour toute affaire dont les faits directs ou connexes constituent un délit qualifié par le droit pénal ordinaire, ou pour toute infraction dont l'auteur est âgé de moins de 16 ans. Dans ces cas, elle est tenue de transmettre les procès-verbaux au Parquet du Procureur du Roi.

Elle peut également transmettre au Parquet, aux fins de poursuite à sa propre intervention devant les tribunaux ordinaires, les affaires qu'elle juge être trop graves pour ne mériter que l'application d'une peine administrative ou celles constituant des récidives.

Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté du 29 novembre 1941 instituant la contrainte par corps de plein droit, pour toute condamnation à une amende prononcée par le tribunal administratif, la juridiction administrative transmettait au Parquet les dossiers des affaires coulées en force de chose jugée, en cas de refus de paiement de l'amende ou en cas d'insolvabilité du condamné, aux fins d'obtention de l'emprisonnement subsidiaire (art. 11 de l'arrêté du 15 février 1941).

La défense des inculpés devant la juridiction administrative est d'ordinaire présentée par écrit; il est loisible au siège de la juridiction d'ordonner ou d'admettre la comparution personnelle de l'inculpé, d'entendre des témoins et de procéder à telles enquêtes nécessitées par l'instruction de l'affaire.

La sentence du tribunal administratif doit être motivée, libellée par écrit, et notifiée au contrevenant (art. 14 de l'arrêté du 15 février 1941).

Par sa sentence, le tribunal administratif peut acquitter le prévenu, ou lui infliger une ou plusieurs des sanctions prévues, étant :

- 1° L'amende jusqu'à concurrence de 700,000 fr.;
- 2° La confiscation de marchandises ou de sommes provenant de la vente de celles-ci;
- 3° La confiscation du bénéfice illicite réalisé;

4° La fermeture définitive de l'établissement, l'interdiction définitive d'exercer une profession ou le retrait définitif d'une licence;

5° La fermeture temporaire de l'établissement, l'interdiction temporaire d'exercer une profession ou le retrait à titre temporaire d'une licence;

6° La publication de la sentence.

Le droit d'appel contre la décision intervenue appartient au prévenu. Celui-ci saisit la juridiction du deuxième degré par l'envoi d'une lettre recommandée au siège de la juridiction qui a rendu la sentence, dans le délai de huit jours après la notification de celle-ci (art. 17 de l'arrêté du 15 février 1941).

Le gouverneur de province décide sur le recours introduit devant lui, sans être tenu par le prononcé de première instance, les mêmes droits d'enquête et d'instruction lui étant réservés, et le pouvoir d'évocation de toute affaire lui étant octroyé en vertu de l'art. 4 de l'arrêté du 15 février 1941.

Une lettre recommandée adressée au gouverneur de province qui a jugé en deuxième instance, permet au contrevenant d'introduire son recours éventuel en troisième et dernière instance.

La décision en troisième instance qui sera rendue d'après la compétence d'attribution par le délégué soit du Secrétaire Général de l'Agriculture et du Ravitaillement, soit du Secrétaire Général des Affaires Economiques, soit encore du Commissaire aux Prix et Salaires, est définitive et ne peut plus être atteinte par aucun recours.

La juridiction de troisième instance peut en vertu de son droit d'évocation (art. 4 susmentionné) s'instituer à l'égard des contrevenants soit en deuxième et dernier ressort, soit en unique et dernier ressort.

Il est à noter — les sanctions prononcées par la juridiction administrative frappant les contrevenants exclusivement dans leurs biens ou leur situation économique —, que les sociétés commerciales ayant personnification civile aussi bien que les particuliers sont soumis à cette juridiction d'ordre répressif (art. 7 de l'arrêté du 15 février 1941).

La nouvelle procédure, exclusivement applicable aux infractions constatées postérieurement au 1^{er} mars 1941, est entrée en vigueur à partir de cette date.

III. — LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE ET LA STATISTIQUE

Aux fins d'exercer sur les deux premiers degrés de juridiction un contrôle régulier et détaillé, les autorités de l'administration centrale, exerçant la juridiction du troisième degré, se sont fait délivrer dès le 1^{er} mars 1941 et hebdomadairement des relevés par chacun des ressorts de juridiction, à savoir :

Un relevé hebdomadaire des affaires terminées, énonçant sous le numéro de chaque dossier, la date d'entrée du procès-verbal, le nom et l'identité des prévenus, la nature des faits poursuivis et la décision intervenue;

Un relevé hebdomadaire des affaires transmises aux Parquets, avec indication des motifs de ces transmissions;

Enfin un relevé hebdomadaire des affaires frappées d'appel après décision intervenue.

L'Office Central de Statistique a obtenu de la part des départements intéressés la communication de ces relevés, qui constituaient la matière première dont il fallait extraire les éléments statistiques sur l'activité de la juridiction administrative des deux premiers degrés pendant l'année 1941.

L'œuvre ne fut ni simple ni facile, car ces documents accumulés pendant dix mois, n'avaient pas été établis aux fins d'un dépouillement statistique.

On se trouva d'une part devant des difficultés de classification des données, d'autre part devant un manque de précision et d'uniformité dans les méthodes utilisées pour les déclarations.

La matière était neuve et n'avait bénéficié ni d'études ni d'instructions statistiques préalables.

C'est ainsi que certains ressorts au lieu de

qualifier les faits dans leurs relevés, s'étaient contentés d'indiquer les arrêtés qui étaient d'application par l'énonciation de leur date, ce qui rendait le dépouillement pratiquement impossible.

Quoi qu'il en soit, l'Office Central de Statistique, sans reculer devant les difficultés, a mis tout le soin possible pour établir les relevés statistiques nécessaires à l'examen de l'exercice de la juridiction administrative pendant la période s'étendant du 1^{er} mars au 31 décembre 1941, et a pu apporter les renseignements présentés ci-dessous qui méritent quant à leur exactitude une entière confiance.

Comme l'exercice de la juridiction administrative dépend suivant la compétence d'attribution que les faits comportent : soit du Commissariat aux Pénalités et aux Salaires, soit du Département de l'Agriculture et du Ravitaillement, soit enfin du Département des Affaires Economiques, il a été procédé à la confection de la statistique successivement par sections correspondantes, aux fins de permettre à chacune des autorités supérieures d'examiner l'importance de la juridiction de son ressort.

Le résultat général, présenté ci-dessous, permet d'apprécier l'action de la juridiction administrative dans son ensemble, pendant l'année 1941.

L'ordre suivi pour le classement des arrondissements et des agglomérations est celui qui est en usage dans la statistique judiciaire, notamment le groupement par ressort de Cour d'appel, par province et par arrondissement.

Les chefs-lieux venant en tête, l'ordre alphabétique n'est observé que pour le surplus.

PREMIÈRE PARTIE

Juridiction de première instance

Tableau n° 1. — NOMBRE DE CONTREVENANTS
JUGÉS PAR LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE DU 1^{er} DEGRÉ, RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT
OU AGGLOMÉRATION ET PAR MOIS. — RÉCAPITULATION PAR PROVINCE

ARRONDISSEMENTS, AGGLOMÉRATIONS OU PROVINCES	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL en 1941
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles	3	194	231	161	141	165	175	153	152	143	1,518
Bruxelles (aggl.)	31	391	856	1,001	1,047	710	1,457	1,513	813	595	8,414
Louvain	142	268	190	160	98	107	644	781	418	442	3,250
Nivelles	21	168	241	259	154	145	82	27	32	79	1,208
Anvers	—	142	167	125	215	231	171	428	298	272	2,049
Anvers (agglomération)	94	369	605	837	773	892	1,054	1,388	1,281	885	8,178
Malines	37	256	277	299	329	713	1,188	893	732	608	5,332
Turnhout	29	334	524	297	255	486	475	701	299	508	3,908
Mons	41	284	403	277	401	425	196	167	67	191	2,452
Charleroi	24	29	54	57	111	65	31	40	58	178	647
Charleroi (aggl.)	12	210	227	210	312	207	251	320	334	76	2,159
Ath	—	154	181	241	162	107	291	165	329	179	1,809
Soignies	28	115	263	203	236	331	184	222	99	183	1,864
Thuin	10	108	42	58	52	86	155	183	129	139	962
Tournai	8	95	111	132	134	171	209	290	209	288	1,647
Gand-Eekloo	26	97	223	260	256	170	329	206	284	128	1,979
Gand (agglomération)	78	299	493	518	588	682	551	626	516	590	4,941
Alost	1	83	219	276	134	229	420	441	404	398	2,605
Audenarde	69	309	224	233	320	216	339	385	309	277	2,681
Termonde-Saint-Nicolas	29	155	178	255	269	214	298	386	270	285	2,339
Bruges-Ostende	28	166	238	170	230	193	439	418	255	164	2,301
Courtrai	14	119	291	272	447	228	558	555	225	352	3,061
Furnes-Dixmude	—	68	127	186	303	242	293	316	241	269	2,045
Roulers-Tielt	1	170	344	224	226	172	284	345	557	315	2,638
Ypres	18	157	210	367	320	312	731	599	478	477	3,669
Liège	28	128	114	139	143	98	116	93	62	81	1,002
Liège (agglomération)	19	184	269	428	451	558	420	192	218	166	2,905
Huy	25	110	94	64	69	87	112	104	109	126	900
Verviers	11	42	118	204	144	103	182	210	116	116	1,246
Wareme	—	55	120	189	175	117	110	127	94	171	1,158
Hasselt-Maaseik	113	425	474	239	368	310	559	908	419	72	3,887
Tongres	108	96	125	255	345	315	455	409	229	46	2,383
Arlon-Virton	—	25	112	134	40	88	108	129	54	55	745
Bastogne	—	34	137	226	89	261	110	61	102	146	1,166
Marche-en-Famenne	8	61	186	525	339	174	73	138	150	226	1,880
Neufchâteau	26	107	135	272	157	153	71	192	218	169	1,500
Namur	1	36	65	54	124	150	235	189	112	33	999
Dinant	—	40	120	82	98	155	140	91	86	91	903
Philippeville	—	13	24	70	62	92	118	89	105	118	691
Totaux :	1,083	6,096	9,012	9,959	10,117	10,160	13,614	14,480	10,863	9,637	95,021
Récapitulation par province											
Brabant	197	1,021	1,518	1,581	1,440	1,127	2,358	2,474	1,415	1,259	14,390
Anvers	160	1,101	1,573	1,558	1,572	2,322	2,888	3,410	2,610	2,273	19,467
Hainaut	123	995	1,281	1,178	1,408	1,392	1,317	1,387	1,225	1,234	11,540
Flandre orientale	203	943	1,337	1,542	1,567	1,511	1,937	2,044	1,783	1,678	14,545
Flandre occidentale	61	680	1,210	1,219	1,526	1,147	2,305	2,233	1,756	1,577	13,714
Liège	83	519	715	1,024	982	963	940	726	599	660	7,211
Limbouurg	221	521	599	494	713	625	1,014	1,317	648	118	6,270
Luxembourg	34	227	570	1,157	625	676	362	520	524	596	5,291
Namur	1	89	209	206	284	397	493	369	303	242	2,593
Totaux :	1,083	6,096	9,012	9,959	10,117	10,160	13,614	14,480	10,863	9,637	95,021

De ces 95,021 contrevenants contre lesquels avait été dressé un procès-verbal et qui furent soumis à la décision de la juridiction administrative du premier degré, 3,772 ont été déférés au Parquet, 312 ont été renvoyés à la suite d'évocation à une juridiction administrative de degré

supérieur, 163 ont été renvoyés à la juridiction administrative du premier degré d'un autre ressort; 14,050 ont été acquittés et 76,724 se sont vu appliquer une ou plusieurs sanctions ou peines.

Le tableau ci-après énonce à cet égard les chiffres par arrondissement et par province.

Tableau n° 2. — APERÇU GÉNÉRAL DES DÉCISIONS ET SENTENCES PRISES
PAR LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE DU PREMIER DEGRÉ, À L'ÉGARD DES CONTREVENANTS

ARRONDISSEMENTS, AGGLOMÉRATIONS OU PROVINCES	TOTAL des prévenus	PRÉVENUS DÉFÉRÉS				Nombre des prévenus jugés au fond	Acquittés	Frappés d'une ou plusieurs sanctions
		au Parquet	à la juridiction adminis- trative de degré supérieur (évoocat.)	à une juridiction adminis- trative d'un autre ressort	Total			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	1,518	99	—	—	99	1,419	359	1,060
Bruxelles (agglomération)	8,414	667	—	—	667	7,747	87	7,660
Louvain	3,250	174	—	—	174	3,076	821	2,255
Nivelles	1,208	152	3	6	161	1,047	605	442
Anvers	2,049	45	3	20	68	1,981	260	1,721
Anvers (agglomération)	8,178	373	2	2	377	7,801	1,221	6,580
Malines	5,332	190	39	14	243	5,089	1,008	4,081
Turnhout	3,908	32	—	2	34	3,874	759	3,115
Mons	2,452	114	1	—	115	2,337	503	1,834
Charleroi	647	11	—	—	11	636	108	528
Charleroi (agglomération)	2,159	48	—	—	48	2,111	588	1,523
Ath	1,809	94	122	9	225	1,584	527	1,057
Soignies	1,864	17	—	—	17	1,847	393	1,454
Thuin	962	41	4	—	45	917	83	834
Tournai	1,647	21	9	27	57	1,590	363	1,227
Gand-Eekloo	1,979	131	—	—	131	1,848	141	1,707
Gand (agglomération)	4,941	448	2	1	451	4,490	149	4,341
Alost	2,605	113	1	1	115	2,490	503	1,987
Audenarde	2,681	21	—	—	21	2,660	427	2,233
Termonde-Saint-Nicolas	2,339	71	—	—	71	2,268	62	2,206
Bruges-Ostende	2,301	49	—	—	49	2,252	82	2,170
Courtrai	3,061	57	—	—	57	3,004	781	2,223
Furnes-Dixmude	2,045	31	14	—	45	2,000	202	1,798
Roulers-Tielt	2,638	63	4	3	70	2,568	290	2,278
Ypres	3,669	114	93	—	207	3,462	4	3,458
Liège	1,002	33	—	—	33	969	233	736
Liège (agglomération)	2,905	22	1	1	24	2,881	297	2,584
Huy	900	23	1	—	24	876	176	700
Verviers	1,246	21	—	—	21	1,225	186	1,039
Waremmé	1,158	27	—	—	27	1,131	394	737
Hasselt-Maaseik	3,887	127	11	75	213	3,674	451	3,223
Tongres	2,383	184	—	—	184	2,199	429	1,770
Arlon-Virton	745	37	1	1	39	706	225	481
Bastogne	1,166	10	—	—	10	1,156	57	1,099
Marche-en-Famenne	1,880	19	—	1	20	1,860	400	1,460
Neufchâteau	1,500	12	1	—	13	1,487	342	1,145
Namur	999	43	—	—	43	956	78	878
Dinant	903	3	—	—	3	900	316	584
Philippeville	691	35	—	—	35	656	140	516
Totaux :	95,021	3,772	312	163	4,247	90,774	14,050	76,724

Récapitulation par province

Brabant	14,390	1,092	3	6	1,101	13,289	1,872	11,417
Anvers	19,467	640	44	38	722	18,745	3,248	15,497
Hainaut	11,540	346	136	36	518	11,022	2,565	8,457
Flandre orientale	14,545	784	3	2	789	13,756	1,282	12,474
Flandre occidentale	13,714	314	111	3	428	13,286	1,359	11,927
Liège	7,211	126	2	1	129	7,082	1,286	5,796
Limbourg	6,270	311	11	75	397	5,873	880	4,993
Luxembourg	5,291	78	2	2	82	5,209	1,024	4,185
Namur	2,593	81	—	—	81	2,512	534	1,978
Totaux :	95,021	3,772	312	163	4,247	90,774	14,050	76,724

Il n'a pas été possible, faute de documents statistiques individuels, de relever parmi les contrevenants jugés coupables, ceux qui n'ont été frappés que d'une seule sanction et ceux auxquels plusieurs peines ont été appliquées à la fois.

Le tableau qui suit détermine le nombre de chacune des peines prononcées par chaque juridiction, le total des peines frappant, dans son ensemble, les 76,724 contrevenants condamnés.

Tableau n° 3. — PEINES PRONONCÉES PAR LA JURIDICTION DE PREMIÈRE INSTANCE, PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR PROVINCE

ARRONDISSEMENTS, AGGLOMÉRATIONS OU PROVINCES	Amendes	Confis- cations de marchan- dises	Confis- cations de bénéfices illicites	Fermeture d'établis- sements ou interdiction de profession provisoires	Fermeture d'établis- sements ou interdiction de profession définitives	Publication de la sentence	Total des peines pro- noncées	Nombre des condamnés
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	935	460	14	8	2	—	1,419	1,060
Bruxelles (agglomération)	7,312	4,314	133	95	29	728	12,611	7,660
Louvain	1,565	702	—	23	—	69	2,359	2,255
Nivelles	343	289	13	1	—	4	650	442
Anvers	1,566	764	39	8	2	48	2,427	1,721
Anvers (agglomération)	5,320	4,497	2	15	2	536	10,372	6,580
Malines	3,819	2,484	—	3	2	107	6,415	4,081
Turnhout	2,609	1,376	11	6	—	76	4,078	3,115
Mons	1,829	394	34	3	1	11	2,272	1,874
Charleroi	509	71	1	2	—	9	592	528
Charleroi (agglomération)	1,500	844	—	24	3	16	2,387	1,523
Ath	871	302	76	3	—	59	1,311	1,057
Soignies	1,398	391	12	1	2	7	1,811	1,454
Thuin	806	298	26	2	1	71	1,204	834
Tournai	1,015	602	181	4	—	10	1,812	1,227
Gand-Eekloo	1,413	608	1	39	17	469	2,547	1,707
Gand (agglomération)	2,523	3,263	37	45	5	614	6,487	4,341
Alost	1,915	942	12	43	11	1,403	4,326	1,987
Audenarde	1,827	860	4	9	1	728	3,429	2,233
Termonde-Saint-Nicolas	2,030	879	9	35	3	246	3,202	2,206
Bruges-Ostende	2,032	1,004	1	62	4	187	3,290	2,170
Courtrai	1,280	1,338	11	5	11	48	2,693	2,223
Furnes-Dixmude	1,547	844	38	6	1	87	2,523	1,798
Roulers-Tielt	1,944	1,008	21	2	—	64	3,039	2,278
Ypres	2,609	3,212	27	31	—	122	6,001	3,458
Liège	680	211	14	—	—	—	905	736
Liège (agglomération)	2,396	675	3	10	3	—	3,087	2,584
Huy	677	130	2	1	—	1	811	700
Verviers	905	313	16	14	—	5	1,253	1,039
Waremme	702	93	11	8	—	8	822	737
Hasselt-Maaseik	1,988	1,818	—	35	2	2	3,845	3,223
Tongres	1,703	752	39	26	2	105	2,627	1,770
Arlon-Virton	330	297	4	—	—	2	633	481
Bastogne	599	727	—	—	2	6	1,334	1,099
Marche-en-Famenne	1,325	187	—	2	2	1	1,517	1,460
Neufchâteau	680	810	—	1	—	3	1,494	1,145
Namur	866	222	3	—	1	2	1,094	878
Dinant	389	291	—	2	—	71	753	584
Philippeville	497	205	—	8	1	12	723	516
Totaux :	64,254	38,477	795	582	110	5,937	110,155	76,724

Récapitulation par province

Brabant	10,155	5,765	160	127	31	801	17,039	11,417
Anvers	13,314	9,121	52	32	6	767	23,292	15,497
Hainaut	7,928	2,902	330	39	7	183	11,389	8,457
Flandre orientale	9,708	6,552	63	171	37	3,460	19,991	12,474
Flandre occidentale	9,412	7,406	98	106	16	508	17,546	11,927
Liège	5,360	1,422	46	33	3	14	6,878	5,796
Limbourg	3,691	2,570	39	61	4	107	6,472	4,993
Luxembourg	2,934	2,021	4	3	4	12	4,978	4,185
Namur	1,752	718	3	10	2	85	2,570	1,978
Totaux :	64,254	38,477	795	582	110	5,937	110,155	76,724

Parmi les peines ou sanctions énoncées dans les colonnes du tableau ci-devant, celles inscrites dans les colonnes 4 à 7 doivent être considérées comme formant toujours des peines accessoires.

On peut en conclure que tous les délinquants condamnés soit à la confiscation des bénéfices illicites, soit à la fermeture temporaire ou définitive de leur établissement, soit à la publication de la sentence, ont aussi été frappés d'une peine d'amende ou de la confiscation de marchandises.

Il arrive fréquemment que les peines d'amende et de confiscation de marchandises soient cumulées pour la même infraction, et

d'autre part, le dépouillement des documents a démontré qu'il n'est pas rare de voir des délinquants être simplement sanctionnés par une confiscation de marchandises.

Les amendes

La peine d'amende étant celle dont l'application est la plus fréquente, qui constitue l'indice du degré de sévérité de la juridiction et qui, d'autre part, bénéficie à l'Etat, il a paru intéressant de faire la totalisation des amendes prononcées par arrondissement ou agglomération et par mois.

Le tableau ci-après en fournit les données :

Tableau n° 4. — IMPORT DES AMENDES PRONONCÉES PAR LA JURIDICTION DE 1^{re} INSTANCE,

ARRONDISSEMENTS, AGGLOMÉRATIONS OU PROVINCES 1	Mars 2	Avril 3	Mai 4	Juin 5
Bruxelles	300	393,000	670,964	1,141,245
Bruxelles (agglomération)	8,200	953,845	4,228,700	3,388,800
Louvain	93,395	600,530	703,600	429,012
Nivelles	—	165,955	295,525	345,235
Anvers	—	242,188	223,221	263,806
Anvers (agglomération)	6,000	276,485	632,772	1,663,510
Malines	—	164,775	228,100	488,675
Turnhout	52,700	307,638	515,360	499,030
Mons	36,946	257,605	505,198	385,478
Charleroi	—	4,500	94,622	388,275
Charleroi (agglomération)	—	615,923	424,597	574,604
Ath	—	69,722	42,625	139,330
Soignies	—	61,265	210,755	291,785
Thuin	4,500	306,195	76,000	128,500
Tournai	400	98,675	143,225	292,540
Gand-Eekloo	15,750	1,331,300	1,347,400	1,771,090
Gand (agglomération)	91,260	702,290	492,657	1,101,003
Alost	—	166,051	498,360	815,298
Audenarde	270,976	461,360	814,798	949,142
Termonde-Saint-Nicolas	22,635	302,180	665,859	1,339,308
Bruges-Ostende	56,500	562,431	585,098	387,118
Courtrai	18,000	186,009	378,125	386,940
Furnes-Dixmude	—	69,535	230,527	285,380
Roulers-Tielt	—	458,470	482,019	852,731
Ypres	605	49,600	236,794	132,980
Liège	10,200	118,800	72,300	224,052
Liège (agglomération)	3,050	114,700	221,258	368,690
Huy	23,900	58,367	115,310	71,605
Verviers	1,580	53,350	154,516	322,475
Waremme	6,600	234,660	255,050	286,400
Hasselt-Maaseik	63,150	903,850	692,507	355,470
Tongres	270,134	206,824	253,701	842,318
Arlon-Virton	—	23,800	109,175	79,205
Bastogne	—	11,722	176,080	211,387
Marche-en-Famenne	2,014	92,051	960,425	654,050
Neufchâteau	19,700	35,200	46,500	110,200
Namur	—	32,400	34,450	131,005
Dinant	—	13,750	412,410	220,590
Philippeville	—	11,599	91,608	233,027
<i>Totaux :</i>	1,078,495	10,718,600	18,318,191	22,551,289
				Récapitulation
Brabant	101,895	2,113,330	5,898,789	5,304,292
Anvers	58,700	991,086	1,599,453	2,915,021
Hainaut	41,846	1,413,885	1,493,022	2,200,512
Flandre orientale	400,621	2,963,181	3,819,074	5,975,841
Flandre occidentale	75,105	1,326,045	1,912,563	2,045,149
Liège	45,330	579,877	818,434	1,273,222
Limbourg	333,284	1,110,674	946,208	1,197,788
Luxembourg	21,714	162,773	1,292,180	1,054,842
Namur	—	57,749	538,468	584,622
<i>Totaux :</i>	1,078,495	10,718,600	18,318,191	22,551,289

PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR MOIS. — RÉCAPITULATION PAR PROVINCE

Juillet 6	Août 7	Septembre 8	Octobre 9	Novembre 10	Décembre 11	TOTAL en 1941 12
544,120	442,100	488,050	418,175	422,356	919,500	5,439,810
3,025,725	1,607,633	4,744,530	3,324,533	2,682,650	1,729,220	25,693,836
298,410	396,850	581,509	924,810	275,188	301,715	4,605,019
593,020	237,685	193,965	102,600	140,950	195,085	2,270,020
338,419	317,185	504,752	1,478,377	387,967	709,926	4,545,841
1,496,928	1,939,245	7,010,752	2,409,270	726,762	226,285	16,388,009
422,516	675,566	497,995	653,217	564,855	825,419	4,521,118
506,058	1,201,924	772,275	778,437	236,615	263,605	5,133,642
312,225	982,090	364,674	172,214	42,846	169,864	3,229,140
431,502	373,082	341,150	341,575	637,820	1,463,044	4,071,570
973,252	476,316	972,411	781,925	353,254	65,942	5,238,224
256,940	54,995	224,870	105,486	272,000	133,400	1,299,368
208,510	219,250	954,725	359,650	157,983	321,635	2,785,558
54,750	112,055	370,005	284,875	153,735	374,180	1,864,795
381,138	185,045	468,725	371,140	135,995	195,635	2,272,518
2,366,250	2,045,650	1,653,850	1,080,700	707,650	274,450	12,594,090
1,125,511	2,324,118	976,124	442,356	352,224	1,391,268	8,998,811
1,594,766	1,264,390	1,247,971	1,335,213	1,593,548	5,001,571	13,517,168
1,923,923	568,890	401,525	531,305	157,930	106,005	6,185,854
2,399,706	2,015,176	2,181,610	1,752,788	978,773	428,570	12,086,605
2,137,901	1,879,576	1,219,270	700,988	666,017	228,362	8,423,261
543,100	901,650	426,853	325,161	190,583	431,545	3,787,966
528,950	263,555	281,625	287,185	249,400	147,535	2,343,692
692,751	498,931	816,649	896,862	423,661	607,717	5,729,791
602,877	395,860	308,431	920,937	187,646	120,834	2,956,564
293,650	191,550	216,108	194,360	68,600	85,447	1,475,067
421,374	614,227	867,720	2,395,015	172,245	502,535	5,680,814
38,274	148,501	80,410	357,397	800,484	99,203	1,793,451
355,347	205,352	896,883	432,682	216,985	252,728	2,891,898
427,860	540,750	219,450	184,450	218,041	332,300	2,705,561
919,836	503,198	811,276	669,171	411,122	132,520	5,462,100
559,918	413,659	516,668	505,059	488,254	659,335	4,715,870
16,378	41,333	14,300	25,760	40,080	59,477	409,508
169,451	344,586	341,650	58,300	86,570	121,240	1,520,986
583,590	136,990	142,800	122,265	89,162	96,012	2,879,359
41,700	31,145	14,300	75,400	89,562	62,900	526,607
111,575	180,775	291,658	6,467,602	44,400	16,650	7,310,515
265,310	164,358	51,000	43,800	61,726	11,120	1,244,064
143,279	260,945	121,234	219,825	358,635	149,890	1,590,042
28,106,790	25,156,186	32,669,753	32,530,865	15,844,274	19,213,669	206,188,112

par province

4,461,275	2,684,268	6,008,054	4,770,118	3,521,144	3,145,520	38,008,685
2,763,921	4,133,920	8,865,774	5,319,301	1,916,199	2,025,235	30,588,610
2,618,317	2,402,833	3,696,560	2,416,865	1,753,633	2,723,700	20,761,173
9,410,156	8,218,224	6,461,080	5,142,362	3,790,125	7,201,864	53,382,528
4,505,579	3,939,572	3,052,828	3,131,133	1,717,307	1,535,993	23,241,274
1,536,505	1,700,380	2,280,571	3,563,904	1,476,355	1,272,213	14,546,791
1,479,754	916,857	1,327,944	1,174,230	899,376	791,855	10,177,970
811,119	554,054	513,050	281,725	305,374	339,629	5,336,460
520,164	606,078	463,892	6,731,227	464,761	177,660	10,144,621
28,106,790	25,156,186	32,669,753	32,530,865	15,844,274	19,213,669	206,188,112

En tenant compte de ce que, pour le royaume, 64,254 peines d'amende ont été prononcées et que le montant total des amendes s'élève à 206,188,112 francs, le montant moyen de l'amende appliquée s'élève à 3,209 francs.

Le montant moyen d'amende appliqué par province et qui forme le critère à la fois de la sévérité des juridictions et de l'importance des infractions dans ces circonscriptions, se présente comme suit :

Brabant	3,743
Anvers	2,297
Hainaut	2,631
Flandre orientale	5,498
Flandre occidentale	2,469
Liège	2,714
Limbourg	2,757
Luxembourg	1,818
Namur	5,790

Les confiscations de bénéfice illicite

Sur 795 confiscations de bénéfice illicite prononcées, 695 ont été trouvées évaluées dans les documents mis à la disposition de l'Office Central de Statistique. Il a semblé intéressant d'en relever les imports qui se chiffrent pour le royaume à 7,121,681 francs.

Ce chiffre en lui-même n'a pas grande importance, mais sa valeur relative peut être considérable pour le calcul éventuel des bénéfices réalisés par les contrevenants aux arrêtés.

Les bénéfices réalisés par un trafic illicite sont en effet toujours difficiles à déceler et pour-

tant, dans le cas qui nous occupe, la répercussion économique de ces prises de bénéfice illicite est considérable, de vrais déplacements de fortune se sont opérés.

Seul le hasard des découvertes au cours des poursuites devant la juridiction administrative laisse de ces phénomènes une trace, dont l'utilité s'affirme, pour tout essai d'évaluation des perturbations économiques provoquées par la fraude des dispositions, réglementant l'approvisionnement, le rationnement et les prix.

A cette fin le tableau ci-après a été établi :

Tableau n° 5. — BÉNÉFICES ILLICITES DONT L'IMPORT A ÉTÉ ÉVALUÉ, CONFISQUÉS PAR SENTENCE DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE DU PREMIER DEGRÉ. RÉPARTITION PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR PROVINCE

ARRONDISSEMENTS, AGGLOMÉRATIONS OU PROVINCES 1	NOMBRE DE CAS DE CONFISCATION											TOTAL des sommés confisquées 13	MOYENNE de bénéfices par cas 14
	en mars 2	en avril 3	en mai 4	en juin 5	en juillet 6	en août 7	en sept. 8	en oct. 9	en nov. 10	en déc- 11	au total 12		
Bruxelles	—	2	3	5	2	—	—	—	—	—	12	237,518	19,760
Bruxelles (agglomér.)	2	12	14	13	9	2	26	12	10	6	106	3,646,728	34,403
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	—	—	2	1	6	—	3	1	—	—	13	181,956	13,996
Anvers	—	5	1	7	1	1	—	21	—	3	39	1,053,044	27,001
Anvers (agglomérat.)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1,584	792
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	3	1	—	2	1	2	—	1	1	—	11	523,735	47,612
Mons	—	6	5	9	1	2	—	6	1	3	33	195,646	5,928
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi (agglomér.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ath	—	—	—	38	13	3	—	11	7	4	76	50,503	664
Soignies	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2	5,070	2,535
Thuin	—	3	—	8	2	5	1	3	—	3	25	83,335	3,333
Tournai	—	11	28	21	4	—	—	82	26	2	174	105,033	603
Gand-Eekloo	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	7,100	7,100
Gand (agglomération)	1	1	1	—	—	16	2	5	1	7	34	406,018	11,941
Alost	—	—	4	3	2	1	3	—	—	—	13	120,926	9,302
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde-St-Nicolas .	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2	60,487	30,243
Bruges-Ostende	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	1	3	5	1	—	—	—	—	—	—	10	6,181	618
Furnes-Dixmude	—	—	—	—	—	3	9	6	12	8	38	66,066	1,738
Roulers-Tielt	—	1	—	1	1	8	1	3	1	1	17	146,771	8,633
Ypres	—	—	—	—	2	2	1	—	2	—	7	3,759	537
Liège	—	2	1	2	4	2	2	1	—	—	14	44,577	3,184
Liège (agglomération)	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	12,005	6,002
Huy	—	—	—	—	—	—	1	—	4	—	5	12,341	2,468
Verviers	—	—	10	2	1	1	1	—	—	—	15	93,839	6,255
Waremme	1	2	—	2	2	1	—	1	—	—	9	12,373	1,363
Hasselt-Maaseik	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	26	—	—	2	28	35,245	1,258
Arlon-Virton	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	4	557	139
Bastogne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	9,284	3,094
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Philippeville	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	9	51	75	117	52	50	82	155	65	39	695	7,121,681	10,245

Récapitulation par province

Brabant	2	14	19	19	17	2	29	13	10	6	131	4,066,202	31,039
Anvers	4	7	1	9	2	3	—	22	1	3	52	1,578,363	30,353
Hainaut	—	20	33	77	21	10	1	102	34	12	310	439,587	1,418
Flandre orientale	1	1	5	4	2	18	6	5	1	7	50	594,531	11,890
Flandre occidentale	1	4	5	2	3	13	11	9	15	9	72	222,777	3,094
Liège	1	5	12	6	7	4	4	2	4	—	45	175,135	3,803
Limbourg	—	—	—	—	—	—	26	—	—	2	28	35,245	1,258
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	4	557	139
Namur	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	9,284	3,094
<i>Totaux :</i>	9	51	75	117	52	50	82	155	65	39	695	7,121,681	10,245

INTRODUCTION AU TABLEAU N° 6

Aux fins de pouvoir analyser les infractions dont les juridictions du premier degré ont eu à connaître, l'on a essayé de grouper les affaires : 1° suivant une qualification de leur nature juridique; 2° d'après les matières sur lesquelles les faits délictueux ont porté.

Le manque de précision des énonciations contenues dans les rapports hebdomadaires a rendu ce travail laborieux et complexe.

Il importait cependant d'édifier dans la mesure du possible les pouvoirs publics sur la fréquence des espèces d'infraction et sur les marchandises les plus sujettes à fraude.

Sur les 86,137 affaires poursuivies dans le chef des 95,021 contrevenants jugés, on a réussi à qualifier suivant une distinction d'ordre juridique 67,971 affaires, et par matière sur laquelle les faits ont porté 64,496 affaires.

Les affaires des agglomérations de Bruxelles et d'Anvers, et de l'arrondissement de Turnhout n'ont pu faire l'objet d'aucune spécification, à la suite d'absence totale d'indications.

Le tableau 6 ci-après, dans ses deux parties, énonce les résultats auxquels ce travail d'analyse a pu aboutir.

Dans la première partie il est à remarquer que l'infraction la plus fréquemment rencontrée se rapporte au trafic illicite de marchandises, catégorie qui comprend le commerce, l'établissement des prix et le transport, l'ensemble constituant environ 68 % des infractions; le refus de livrer suit avec une importance de 18 % des infractions; le refus de déclarer ou la fausse déclaration représente 7 %, la production illicite 4 %, la fraude en timbres et documents et l'obstacle au contrôle ou refus d'exercice étant les infractions les moins fréquentes.

Dans la deuxième partie on a distingué les produits d'alimentation entrés dans le commerce de ceux en culture ou en élevage, ces derniers donnant lieu aux infractions spéciales tenant à l'exercice de l'agriculture elle-même.

Les produits d'habillement et certains autres produits de nécessité ont été en outre retenus.

Il est à remarquer que dans ce tableau la colonne 11 qui se rapporte à l'infraction commise sur plusieurs produits d'alimentation simultanément vise spécialement le commerce frauduleux en détail, directement auprès du consommateur.

Tableau n° 6 (1^{re} partie). — AFFAIRES JUGÉES PAR LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE DU PREMIER DEGRÉ, RÉPARTIES D'APRÈS LA NATURE DE L'INFRACTION PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR PROVINCE

ARRONDISSEMENTS, AGGLOMÉRATIONS OU PROVINCES	Production illicite	Refus de livrer	Refus de déclarer ou fausse déclaration	Trafic illicite : commerce, prix et transport	Fraude en timbres et documents	Obstacle au contrôle — Refus d'exercice	Nombre des infractions dont la nature juridique fut spécifiée	TOTAL des affaires
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	101	363	102	704	14	23	1,307	1,317
Bruxelles (agglomération)	—	—	—	—	—	—	—	6,633
Louvain	135	474	388	1,716	12	155	2,880	2,881
Nivelles	41	151	19	190	5	1	407	530
Anvers	68	410	70	1,268	8	17	1,841	1,843
Anvers (agglomération)	—	—	—	—	—	—	—	7,255
Malines	52	800	345	3,767	46	9	5,019	5,023
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	3,790
Mons	53	938	329	925	79	4	2,328	2,350
Charleroi	—	4	27	491	7	3	532	553
Charleroi (agglomération)	28	130	91	1,448	112	10	1,819	1,848
Ath	100	941	157	477	6	11	1,692	1,696
Soignies	411	198	493	672	16	4	1,794	1,800
Thuin	49	233	226	366	3	13	890	893
Tournai	41	262	173	1,139	4	11	1,630	1,632
Gand-Eekloo	23	179	18	1,453	4	6	1,683	1,703
Gand (agglomération)	7	14	21	4,230	8	33	4,313	4,327
Alost	205	423	233	1,410	60	39	2,370	2,391
Audenarde	135	996	199	1,247	14	13	2,604	2,605
Termonde-Saint-Nicolas	91	295	182	1,540	8	11	2,127	2,140
Bruges-Ostende	65	332	137	1,541	45	33	2,153	2,165
Courtrai	48	488	102	2,253	23	8	2,922	2,946
Furnes-Dixmude	100	390	133	1,299	40	24	1,986	1,988
Roulers-Tielt	74	260	87	1,752	19	60	2,252	2,260
Ypres	12	110	20	3,435	5	8	3,590	3,595
Liège	50	247	149	439	19	33	937	944
Liège (agglomération)	65	28	164	1,942	208	25	2,432	2,489
Huy	36	328	60	367	—	34	825	829
Verviers	54	400	167	545	27	17	1,210	1,212
Wareme	46	502	104	434	—	13	1,099	1,100
Hasselt-Maaseik	72	657	118	2,709	13	58	3,627	3,641
Tongres	78	494	85	1,449	16	20	2,142	2,144
Arlon-Virton	115	42	31	477	36	3	704	709
Bastogne	53	198	49	818	6	21	1,145	1,145
Marche-en-Famenne	76	400	48	1,290	5	22	1,841	1,846
Neufchâteau	111	138	186	961	10	13	1,419	1,424
Namur	52	237	152	463	13	20	937	943
Dinant	37	135	58	545	4	94	873	892
Philippeville	17	338	34	239	2	11	641	655
<i>Le Royaume :</i>	2,701	12,535	4,957	46,001	897	880	67,971	86,137
Récapitulation par province								
Brabant	277	988	509	2,610	31	179	4,594	11,361
Anvers	120	1,210	415	5,035	54	26	6,860	17,911
Hainaut	682	2,706	1,496	5,518	227	56	10,685	10,772
Flandre orientale	461	1,907	653	9,880	94	102	13,097	13,166
Flandre occidentale	299	1,580	479	10,280	132	133	12,903	12,954
Liège	251	1,505	644	3,727	254	122	6,503	6,574
Limbourg	150	1,151	203	4,158	29	78	5,769	5,785
Luxembourg	355	778	314	3,546	57	59	5,109	5,124
Namur	106	710	244	1,247	19	125	2,451	2,490
<i>Le Royaume :</i>	2,701	12,535	4,957	46,001	897	880	67,971	86,137

Tableau n° 6 (2° partie). — AFFAIRES JUGÉES PAR LA JURIDICTION
SUR LESQUELLES LES FAITS DÉLICTEUX ONT PORTÉ, PAR

ARRONDISSEMENTS, AGGLOMÉRATIONS OU PROVINCES 1	PRODUITS D'ALIMENTATION									
	Viande et graisse animale	Lait	Beurre et fromage	Œufs	Céréales, farine, pain	Pommes de terre	Légumes secs, légumes et fruits frais	Sucre, miel, confiture	Café, cacao, huile de table, denrées exotiques	Plusieurs de ces produits simul- tamment
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	340	278	51	6	204	110	7	1	7	148
Bruxelles (agglomération)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Louvain	188	208	200	36	520	782	77	22	17	123
Nivelles	32	9	59	4	132	14	5	4	—	25
Anvers	221	250	80	44	375	348	139	19	11	92
Anvers (agglomération)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Malines	152	695	82	18	498	2,670	187	19	8	243
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	153	136	482	9	579	76	76	41	7	34
Charleroi	78	61	68	6	117	13	18	5	—	92
Charleroi (agglomération)	170	177	153	15	311	128	160	12	5	257
Ath	178	671	152	6	201	46	29	4	2	38
Soignies	72	314	90	19	184	34	14	3	1	148
Thuin	40	91	221	4	171	19	12	19	3	34
Tournai	466	56	101	11	573	42	39	3	—	117
Gand-Eekloo	160	41	58	54	285	452	120	11	8	231
Gand (agglomération)	418	55	128	192	698	1,284	584	15	12	714
Alost	288	250	221	31	447	303	71	63	8	135
Audenarde	118	286	133	92	479	386	19	6	6	505
Termonde-Saint-Nicolas	199	184	56	26	624	194	157	14	12	195
Bruges-Ostende	379	70	141	41	541	265	137	25	36	243
Courtrai	283	429	45	14	332	442	151	5	53	860
Furnes-Dixmude	160	155	139	135	505	157	213	4	5	223
Roulers-Tielt	412	153	178	158	446	251	144	35	7	189
Ypres	139	29	141	158	1,397	377	954	7	4	216
Liège	150	193	105	7	162	50	27	1	3	59
Liège (agglomération)	268	106	234	33	345	116	399	31	78	230
Huy	70	205	132	8	170	13	50	3	3	76
Verviers	57	326	130	8	104	101	92	10	18	28
Waremmé	105	125	284	21	284	33	78	3	—	34
Hasselt-Maaseik	167	606	256	148	899	700	22	5	20	426
Tongres	98	372	140	101	536	385	99	18	11	127
Arlon-Virton	62	22	40	3	230	80	4	7	5	70
Bastogne	44	91	250	58	306	215	—	6	—	39
Marche-en-Famenne	138	394	587	65	186	226	—	2	3	160
Neufchâteau	61	92	354	36	311	224	6	2	—	112
Namur	125	104	178	15	204	25	12	5	3	25
Dinant	80	97	162	15	186	83	18	—	2	20
Philippeville	20	186	213	—	44	4	3	—	—	11
<i>Le Royaume :</i>	6,091	7,527	6,044	1,597	13,586	10,648	4,123	430	358	6,279

Récapitulation

Brabant	560	495	310	46	856	906	89	27	24	296
Anvers	373	945	162	62	873	3,018	326	38	19	335
Hainaut	1,157	1,506	1,267	70	2,136	358	348	87	18	720
Flandre orientale	1,183	816	596	395	2,533	2,619	951	109	46	1,780
Flandre occidentale	1,373	836	644	506	3,221	1,492	1,599	76	105	1,751
Liège	650	955	885	77	1,065	313	646	48	102	427
Limbourg	265	978	396	249	1,435	1,085	121	23	31	553
Luxembourg	305	599	1,231	162	1,033	745	10	17	8	381
Namur	225	397	553	30	434	112	33	5	5	56
<i>Le Royaume :</i>	6,091	7,527	6,044	1,597	13,586	10,648	4,123	430	358	6,279

ADMINISTRATIVE DU PREMIER DEGRÉ, RÉPARTIES D'APRÈS LES MATIÈRES
ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR PROVINCE

Poisson	Produits agricoles en culture ou élevage		Produits d'habillement		PRODUITS DIVERS							NOMBRE des infractions dont la matière a été spécifiée	TOTAL des affaires
	Culture	Cheptel	Textiles	Cuir, chaussures, sabots	Tabacs et liqueurs	Savon, poudre à lessiver	Charbon, bois à brûler	Pétrole, mazout	Caoutchouc	Produits chimiques	Métaux, matériaux de construction		
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
1	25	61	12	1	—	6	1	—	—	—	—	1,259	1,317
2	250	163	22	2	—	13	15	1	—	1	1	2,643	6,633
—	3	64	3	1	1	15	—	—	2	5	5	383	2,881
4	78	76	19	13	—	5	6	3	—	4	15	1,802	1,843
3	302	39	23	4	3	12	20	—	4	2	1	4,985	7,255
—	199	203	20	1	8	55	19	—	—	—	—	2,098	5,023
—	27	4	5	3	1	4	—	—	—	2	—	504	3,790
1	44	82	44	—	9	19	—	—	—	—	—	1,587	2,350
—	118	188	5	—	2	12	—	—	—	—	1	1,653	553
—	133	98	2	—	2	5	20	—	—	—	—	1,139	1,848
—	9	220	15	2	—	2	16	2	—	—	1	881	1,696
—	3	124	10	3	5	61	—	—	—	—	—	1,614	1,800
—	126	16	6	1	2	11	5	1	2	1	2	1,593	893
3	4	14	36	2	4	25	3	—	—	—	—	4,191	1,632
2	138	131	53	6	6	24	60	4	2	5	10	2,258	1,703
—	94	125	19	1	5	41	24	2	8	2	5	2,356	4,327
1	84	153	79	10	4	2	49	—	4	25	1	2,073	2,391
20	27	100	41	3	7	14	1	—	—	1	1	2,093	2,605
—	57	18	26	2	1	62	3	—	1	2	1	2,787	2,140
5	25	145	18	2	2	2	1	—	—	1	—	1,897	2,165
—	5	75	38	5	14	35	1	—	1	10	2	2,159	2,946
—	16	2	108	3	5	14	1	—	—	—	—	3,571	1,988
—	23	91	5	—	2	—	1	1	—	—	—	880	2,260
—	87	58	23	5	9	49	10	2	1	6	28	2,118	3,595
—	2	54	5	1	1	3	5	1	—	—	—	802	944
—	51	136	51	5	8	3	8	—	—	—	5	1,141	2,489
—	56	45	3	—	—	1	—	—	—	3	1	1,076	829
—	105	120	17	2	4	9	1	—	3	1	—	3,511	1,212
—	25	84	18	3	7	10	3	1	1	—	15	2,054	1,100
—	—	51	24	1	1	3	—	—	—	—	—	603	3,641
—	33	72	6	—	—	1	1	—	—	—	—	1,122	2,144
—	2	18	4	1	1	—	2	—	—	—	—	1,789	709
—	—	178	1	2	2	3	3	—	—	1	—	1,388	1,145
—	103	188	1	8	2	3	2	—	4	—	2	1,019	1,846
—	22	126	—	—	2	—	9	—	—	—	2	824	1,424
—	—	153	1	—	—	1	4	—	1	—	2	643	943
42	2,276	3,475	763	93	120	525	294	18	34	72	101	64,496	86,137

par province

3	278	288	37	4	1	34	16	1	2	6	6	4,285	11,361
7	380	115	42	17	3	17	26	3	4	6	16	6,787	17,911
1	533	919	101	9	27	158	55	2	—	2	2	9,476	10,772
6	446	439	193	20	21	103	141	7	16	33	18	12,471	13,166
25	130	340	231	15	29	127	7	—	2	14	4	12,507	12,954
—	219	384	87	11	20	56	24	4	1	9	34	6,017	6,574
—	130	204	35	5	11	19	4	1	4	1	15	5,565	5,785
—	35	319	35	4	4	7	6	—	—	1	—	4,902	5,124
—	125	467	2	8	4	4	15	—	5	—	6	2,486	2,490
42	2,276	3,475	763	93	120	525	294	18	34	72	101	64,496	86,137

DEUXIÈME PARTIE

Jurisdiction du 2^e degré — Gouverneurs de provinceTableau n° 7. — APPELS INTERJETÉS APRÈS DÉCISION DE 1^{re} INSTANCE, RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION, PAR PROVINCE ET PAR MOIS

ARRONDISSEMENTS OU AGGLOMÉRATIONS	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septem- bre	Octobre	Novem- bre	Décem- bre	TOTAL en 1941
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles	—	19	81	51	83	43	53	42	33	30	435
Bruxelles (agglomération)	—	52	230	264	263	113	216	262	234	71	1,705
Louvain	4	38	27	36	44	20	66	106	40	32	413
Nivelles	—	19	43	73	65	62	54	66	17	43	442
Anvers	—	37	45	33	39	68	42	106	73	94	537
Anvers (agglomération)	4	35	88	80	145	178	94	114	144	106	988
Malines	—	32	37	57	78	67	129	140	107	168	815
Turnhout	—	19	53	44	105	57	92	137	47	32	586
Mons	4	69	72	56	40	91	61	19	11	17	440
Charleroi	—	—	15	34	52	63	34	10	22	104	334
Charleroi (agglomération)	—	34	50	22	39	34	51	48	39	60	377
Àth	—	5	8	9	15	2	8	5	11	18	81
Soignies	—	22	23	18	29	27	57	26	42	14	258
Thuin	—	9	46	12	15	19	28	25	23	16	193
Tournai	—	29	35	25	29	22	18	18	13	21	210
Gand-Eekloo	—	13	39	64	93	58	66	67	15	55	470
Gand (agglomération)	1	55	61	69	62	109	81	66	73	120	697
Alost	—	11	42	53	53	44	74	95	107	122	601
Audenarde	16	39	44	67	67	76	54	87	44	26	520
Termonde-Saint-Nicolas	—	49	62	48	90	81	101	111	68	61	671
Bruges-Ostende	—	30	25	34	79	77	110	125	122	75	677
Courtrai	—	3	31	35	81	70	32	23	20	40	335
Furnes-Dixmude	—	1	24	19	38	16	49	49	34	30	260
Roulérs-Tielt	—	25	33	38	40	25	43	44	43	40	331
Ypres	—	3	11	9	5	17	29	26	19	10	129
Liège	—	31	32	25	62	34	31	41	11	5	272
Liège (agglomération)	—	16	43	71	70	83	83	43	32	38	479
Huy	5	11	30	12	20	8	13	27	29	39	194
Verviers	1	5	23	31	23	34	49	42	24	33	265
Wareme	—	9	50	39	72	42	38	22	30	38	340
Hasselt--Maaseik	1	64	131	91	58	118	108	109	86	2	768
Tongres	—	40	66	130	145	118	247	202	163	293	1,404
Arlon-Virton	—	8	7	19	21	2	17	20	16	12	122
Bastogne	—	—	21	62	35	60	73	17	14	20	302
Marche-en-Famenne	—	4	70	133	187	44	58	35	45	32	608
Neufchâteau	—	13	10	18	14	14	8	12	31	35	155
Namur	—	5	13	8	15	16	37	43	18	29	184
Dinant	—	2	36	39	28	14	15	9	8	5	156
Philippeville	—	1	7	33	16	23	17	14	15	13	139
<i>Totaux :</i>	36	857	1,764	1,961	2,415	2,049	2,436	2,453	1,923	1,999	17,893

Tableau n° 7 (suite). — RÉCAPITULATION PAR PROVINCE

PROVINCES	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septem- bre	Octobre	Novem- bre	Décem- bre	TOTAL en 1941
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Brabant	4	128	381	424	455	238	389	476	324	176	2,995
Anvers	4	123	223	214	367	370	357	497	371	400	2,926
Hainaut	4	168	249	176	219	258	257	151	161	250	1,893
Flandre orientale	17	167	248	301	365	368	376	426	307	384	2,959
Flandre occidentale	—	62	124	135	243	205	263	267	238	195	1,732
Liège	6	72	178	178	247	201	214	175	126	153	1,550
Limbourg	1	104	197	221	203	236	355	311	249	295	2,172
Luxembourg	—	25	108	232	257	120	156	84	106	99	1,187
Namur	—	8	56	80	59	53	69	66	41	47	479
<i>Totaux :</i>	36	857	1,764	1,961	2,415	2,049	2,436	2,453	1,923	1,999	17,893

De ces 17,893 appels interjetés, 11,785 ont été examinés et tranchés par les gouverneurs de province siégeant en juridiction administrative du deuxième degré.

Le tableau 8 ci-après relève l'activité de la juridiction du deuxième degré au cours de l'année 1941.

Le tableau 9 donne la relation des décisions intervenues.

Tableau n° 8. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES TERMINÉES EN 2^e INSTANCE (Gouverneurs de province) PAR PROVINCE ET PAR MOIS

PROVINCES	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septem- bre	Octobre	Novem- bre	Décem- bre	TOTAL en 1941
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Brabant	—	4	256	213	183	82	161	302	248	307	1,756
Anvers	—	57	158	148	176	183	234	269	266	316	1,807
Hainaut	—	29	149	362	230	165	251	284	146	153	1,769
Flandre orientale	—	21	147	208	183	185	221	241	191	555	1,952
Flandre occidentale	—	34	113	88	101	171	125	150	36	104	922
Liège	—	51	95	121	178	249	189	189	130	68	1,270
Limbourg	—	2	113	218	202	116	119	145	138	140	1,193
Luxembourg	—	—	47	40	157	146	158	155	127	92	922
Namur	—	—	15	18	28	41	52	35	5	—	194
<i>Totaux :</i>	—	198	1,093	1,416	1,438	1,338	1,510	1,770	1,287	1,735	11,785

Tableau n° 9. — AFFAIRES TERMINÉES EN 2^e INSTANCE, CLASSÉES D'APRÈS LA NATURE DES DÉCISIONS INTERVENUES

PROVINCES	NOMBRE total des affaires terminées	AFFAIRES TERMINÉES PAR			AFFAIRES TERMINÉES PAR JUGEMENT AU FOND					
		Trans-mission au Parquet	Évocation par le 3 ^e degré de juridiction	une sentence d'incompétence ou constatant la nullité de l'appel	en acquittant	en confirmant les peines prononcées en 1 ^{re} instance	en modifiant en tout ou en partie les peines prononcées en 1 ^{re} instance	en rendant une première sentence par évocation	sans indication sur la sentence dont appel	Total des affaires jugées au fond
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Brabant	1,756	—	14	72	146	600	429	9	486	1,670
Anvers	1,807	98	1	20	172	600	133	195	588	1,688
Hainaut	1,769	2	1	3	118	676	381	165	423	1,763
Flandre orientale	1,952	60	—	1	146	1,058	261	3	423	1,891
Flandre occidentale	922	3	3	24	56	455	280	57	44	892
Liège	1,270	—	1	37	76	740	280	—	136	1,232
Limbourg	1,193	18	4	4	77	281	282	2	525	1,167
Luxembourg	922	—	1	6	96	426	304	88	1	915
Namur	194	1	—	5	34	83	67	—	4	188
<i>Totaux :</i>	11,785	182	25	172	921	4,919	2,417	519	2,630	11,406

Les colonnes 6, 8 et 9 du tableau ci-dessus, déterminent des modifications apportées à l'import des amendes prononcées par la juridiction de première instance.

L'acquiescement du contrevenant en deuxième instance libère celui-ci des amendes que la juridiction de première instance avait pu prononcer contre lui (colonne 6).

La sentence de deuxième instance qui modifie en tout ou en partie les peines prononcées en première instance, peut avoir augmenté ou diminué l'import de l'amende dont le contrevenant était frappé (colonne 8).

Si une première sentence, rendue par la juri-

diction du deuxième degré à la suite d'évocation d'une cause, prononce une amende, celle-ci constitue à l'égard des contrevenants un montant d'amende nouveau dont il n'avait pas encore été tenu compte (colonne 9).

La statistique, pour autant que les éléments lui fussent fournis, a voulu tenir compte de ces éventualités, et apporter dans un tableau sur l'augmentation et la diminution des amendes en deuxième instance, un complément au tableau n° 4, qui énonce l'import des amendes prononcées, par la juridiction de première instance.

Le tableau 10 ci-après, est présenté à cette fin.

Tableau n° 10. — DIMINUTION ET AUGMENTATION EN DEUXIÈME INSTANCE DES AMENDES PRONONCÉES PAR LA JURIDICTION DE PREMIÈRE INSTANCE

PROVINCES	TOTAL des décisions modificatives ou nouvelles, colonnes 6, 8, 9 du tableau n° 9	NOMBRE des diminutions de l'amende	NOMBRE des augmentations de l'amende	MONTANT global des diminutions accordées	MONTANT global des augmentations prononcées	DIFFÉRENCE en moins ou en plus de l'import des amendes relevées en 1 ^{re} instance
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	584	510	18	3,609,611.35	73,000.—	— 3,536,611.35
Anvers	500	140	235	356,900.—	1,035,324.—	+ 678,424.—
Hainaut	664	217	343	984,174.—	4,565,240.—	+ 3,581,066.—
Flandre orientale	410	344	38	6,919,970.30	189,191.—	— 6,730,779.30
Flandre occidentale	393	228	106	1,464,833.90	903,001.—	— 561,832.90
Liège	356	219	99	1,687,850.—	72,049.—	— 1,615,801.—
Limbourg	361	134	172	276,832.—	174,564.—	— 102,268.—
Luxembourg	488	340	121	571,879.—	165,208.—	— 406,671.—
Namur	101	33	31	160,133.—	63,911.—	— 96,222.—
<i>Totaux :</i>	3,857	2,165	1,163	16,032,183.55	7,241,488.—	— 8,790,695.55

TROISIÈME PARTIE

Jurisdiction de troisième instance

Le tableau ci-après donne le nombre d'appels interjetés après décision des gouverneurs de province en deuxième instance.

Jusqu'au 16 août 1941 le recours en troisième instance pouvait indifféremment être introduit soit devant la Cour d'appel, soit devant la haute autorité administrative.

A partir du 16 août 1941, seule la haute autorité administrative est compétente pour connaître des appels en troisième instance.

Il en a été tenu compte dans la mesure où les états hebdomadaires ont établi la distinction jusqu'à la date précitée.

Tableau n° 11. — APERÇU GÉNÉRAL DES APPELS INTERJETÉS APRÈS DÉCISION DE DEUXIÈME INSTANCE, PAR PROVINCE ET PAR MOIS

PROVINCES	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL	De ce total ont été notés comme recours devant la Cour d'Appel
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Brabant	—	20	14	11	6	6	17	31	34	139	—
Anvers	1	12	29	20	26	47	40	58	60	293	—
Hainaut	5	18	140	104	61	55	26	57	5	471	—
Flandre orientale	—	54	106	73	111	174	56	41	183	798	208
Flandre occidentale	1	36	59	52	58	58	34	22	24	344	—
Liège	13	35	40	42	38	39	46	58	46	357	114
Limbourg	—	6	48	109	18	46	8	54	48	337	—
Luxembourg	40	13	15	41	49	47	35	23	14	277	—
Namur	—	—	3	10	10	7	2	3	3	38	3
<i>Le Royaume :</i>	60	194	454	462	377	479	264	347	417	3,054	325

Les renseignements statistiques développés ci-après résultent des états fournis par les chefs juridiques départementaux délégués pour exercer la juridiction de troisième instance.

Tableau n° 12. — APPELS REÇUS ET ÉVOCATIONS FAITES PAR LA JURIDICTION DE 3° INSTANCE, RÉPARTIS PAR HAUTE AUTORITÉ ADMINISTRATIVE ET PAR MOIS

JURIDICTION DU	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement	60	110	150	409	474	534	329	198	2,264
Ministère des Affaires Economiques	—	—	—	1	5	12	2	—	20
Commissariat aux prix et salaires	1	17	19	25	133	119	137	82	533
<i>Total :</i>	61	127	169	435	612	665	468	280	2,817

Tableau n° 13. — APERÇU DES AFFAIRES TERMINÉES ET DES DÉCISIONS INTERVENUES EN 3^e INSTANCE

JURIDICTION DU	NOMBRE des affaires inscrites	AFFAIRES TERMINÉES PAR			AFFAIRES TERMINÉES PAR UNE SENTENCE AU FOND				TOTAL des affaires ter- minées	AFFAIRES restant à juger à la fin de l'année
		la transmis- sion au Parquet	une sentence d'incom- pétence ou consta- tant la nullité du recours	un laissé sans suite	en acquittant	en confir- mant les peines pronon- cées en 2 ^e instance	en modifiant en tout ou en partie les peines pronon- cées	en rendant une sentence par évoca- tion		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement	2,264	13	355	36	64	289	196	324	1,277	987
Ministère des Affaires Economiques	20	—	—	—	5	4	8	1	18	2
Commissariat aux prix et salaires	533	—	—	68	5	29	8	8	118	415
<i>Total :</i>	2,817	13	355	104	74	322	212	333	1,413	1,404

Tableau n° 14. — DIMINUTION ET AUGMENTATION EN TROISIÈME INSTANCE DES AMENDES PRONONCÉES PAR LES JURIDICTIONS DE 1^{re} ET DE 2^e INSTANCE

JURIDICTION DU	TOTAL des décisions modificatives ou nouvelles	NOMBRE des diminutions de l'amende	NOMBRE des augmentations de l'amende ou d'amendes nouvelles	MONTANT global des diminutions accordées	MONTANT global des augmentations prononcées et d'amendes nouvelles	DIFFERENCE en moins ou en plus de l'import des amendes relevées en 1 ^{re} et 2 ^e in- stance
1	2	3	4	5	6	7
Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement	584	163	380	1,239,492.50	2,891,601.70	+ 1,652,109.20
Ministère des Affaires Economiques	14	12	2	293,800.—	6,600.—	— 287,200.—
Commissariat aux prix et salaires	21	5	12	14,200.—	108,785.—	+ 94,585.—
<i>Total :</i>	619	180	394	1,547,492.50	3,006,986.70	+ 1,459,494.20

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	Pages	5
------------------------	-------	---

SECTION I

STATISTIQUE PÉNALE

Organisation des travaux statistiques	9
---	---

PREMIÈRE PARTIE

Statistique de l'administration de la justice pénale

Police judiciaire et instruction	Pages
Introduction	13
Tableau n° 1. — Etat des travaux des parquets	16
Commentaire du tableau n° 1	17
Tableau n° 1bis. — Parquets. — Transactions	18
Tableau n° 2. — Juges d'instruction et chambres du conseil. — Affaires terminées. — Résultats de l'instruction	19
Tableau n° 3. — Chambre des mises en accusation. — Nombre et résultat des arrêts	20
Tableau n° 4. — Ordonnances de la Chambre du Conseil qui ont été soumises à la Chambre des mises en accusation	20
Tableau n° 5. — Durée de la détention préventive des accusés des crimes ou délits ordinaires jugés contradictoirement par les Cours d'assises	21
Tableau n° 6. — Détention préventive. — Prévenus acquittés en appel	21
Tableau n° 7. — Détention préventive. — Inculpés déchargés des poursuites par les Chambres des mises en accusation	21
Tableau n° 8. — Durée de la détention préventive des inculpés déchargés des poursuites par les Chambres du Conseil et des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels	22

Tribunaux de police

Introduction	24
Tableau n° 9. — Transactions proposées par les officiers du ministère public près les tribunaux de police	25
Tableau n° 10. — Etat des affaires et des inculpés jugés par les tribunaux de police	26
Tableau n° 11. — Résultat des poursuites en matière de police d'après la nature des infractions	33
Tableau n° 12. — Appels de police. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels	33
Tableau n° 13. — Lois coordonnées sur l'enseignement primaire, art. 9, 10, 11 et 11bis (obligation scolaire) :	
A) Chefs de famille poursuivis devant les juges de paix	34
B) Chefs de famille poursuivis devant le juge des enfants	35

Tribunaux correctionnels

Introduction	36
Tableau n° 14. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper	38
Tableau n° 15. — Affaires jugées par une chambre à trois juges, par un juge unique	39
Introduction au tableau n° 16	40
Tableau n° 16. — Prévenus jugés en premier ressort par les tribunaux correctionnels et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites	41
Tableau n° 16bis. — Nombre et durée des sursis accordés par les tribunaux correctionnels jugeant en premier ressort	52
Tableau n° 17. — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites. — Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel	53
Introduction aux tableaux nos 18 et 18bis	53
Tableau n° 18. — Prévenus jugés, en premier ressort par chaque tribunal correctionnel pendant l'année, d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites	54
Tableau n° 18bis. — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel pendant l'année et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites. — Récapitulation générale des prévenus jugés par chaque tribunal en premier ressort et en degré d'appel	94
Tableau n° 19. — Résultat détaillé des poursuites devant les tribunaux correctionnels jugeant en premier ressort. — Prévenus classés suivant leurs antécédents judiciaires	96
Tableau n° 20. — Rechutes après une condamnation conditionnelle :	
A) Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle	100
B) Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police	100

Cours d'appel

Introduction	101
Tableau n° 21. — Affaires correctionnelles portées devant les cours d'appel. — Nombre et nature des arrêts rendus	102

Cours d'assises		Pages
Introduction		103
Tableau n° 22. — Aperçu général des travaux des cours d'assises :		
1° Nombre et nature des affaires jugées; nombre des individus poursuivis	104	
2° Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés	104	
Tableau n° 23. — Affaires criminelles jugées contradictoirement :		
1° Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées	105	
2° Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligées	106	
Tableau n° 24. — Affaires jugées par contumace	108	
Tableau n° 25 — Délits politiques et de presse	108	
Conseil de guerre et Cour militaire		
Notice		109
Cour de cassation		
Introduction		109
Tableau n° 28. — Cour de cassation. — 2° chambre		110
Application de la loi de défense sociale		
Introduction		111
Tableau n° 29. — Application de la loi de défense sociale :		
A) Décisions d'internement d'inculpés et de condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentale	112	
B) Décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques	113	
C) Récidivistes ou délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement	113	
D) Répartition des mesures d'internement et de mises à la disposition du Gouvernement, d'après les juridictions qui les ont ordonnées	114	

DEUXIÈME PARTIE

Statistique criminelle

	Pages
Introduction (Nomenclature en usage pp. 116 à 118)	115
Introduction au tableau n° 30	121
Tableau n° 30. — Nombre des condamnations individuelles et des condamnés primaires et récidivistes, par sexe et par nature d'infractions	122
Introduction au tableau n° 31	125
Tableau n° 31. — Etat civil des condamnés	126
Introduction au tableau n° 32	132
Tableau n° 32. — Condamnés répartis par profession, état social et par groupe générique de l'infraction commise :	
Hommes	133
Femmes	138
Récapitulation	143
Introduction aux tableaux nos 33 et 34	143
Tableau n° 33. — Age des condamnés, en sept catégories, par sexe et par nature d'infractions	145
Tableau n° 34. — Age des condamnés, en treize catégories, par primaires et récidivistes et par nature d'infractions :	
Hommes	146
Femmes	148
Hommes et femmes réunis	150
Introduction au tableau n° 35	153
Tableau n° 35. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction	154
Introduction au tableau n° 36	162
Tableau n° 36. — Répartition des condamnés par canton de naissance, de domicile et de lieu où les faits ont été commis, en rapport avec le chiffre de la population au 31 décembre 1940	163
De la récidive générale et de la récidive spéciale. — Introduction au tableau n° 37	169
Tableau n° 37. — Récidivistes répartis en spécialistes et non spécialistes et d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues	170
Introduction au tableau n° 38	176
Tableau n° 38. — Ivrognerie	177
Tableau n° 39. — Infractions aux articles 1 ^{er} § 1 et 3 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises	180

SECTION II

STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE ET DE LA JURIDICTION DU TRAVAIL

Justice civile et commerciale

Introduction	183
1° Justices de paix	
Compétence	184
Tableau n° 40. — Etat, par canton, des travaux des juges de paix	186
Commentaires (affaires commerciales)	189
Tableau n° 41. — Certaines activités de juridiction gracieuse des juges de paix	189

Tableau n° 42. — Actes notariés et droits d'enregistrement y perçus, par canton et par arrondissement	190
---	-----

2° Tribunaux de première instance

Compétence	193
Tableau n° 43. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger	194
Tableau n° 44. — Jugements rendus avant de statuer au fond. — Affaires sur requête. — Référés	195

<i>Divorce et séparation de corps</i>	Pages
Introduction	196
Tableau n° 45. — Divorces. — Renseignements divers répartis par arrondissement	198
Tableau n° 46. — Séparations de corps. — Renseignement divers répartis par arrondissement	200
<i>Adoption</i>	
Introduction	202
Tableau n° 47. — Adoptions homologuées par les tribunaux de première instance	203
3° Tribunaux de commerce	
Compétence	204
Tableau n° 48. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger	205
Tableau n° 49. — Ordonnances de référé	206
Tableau n° 50. — Lettres de change acceptées, protestées	206
<i>Concordats judiciaires</i>	
Introduction	207
Tableau n° 51. — Concordats judiciaires	207
Tableau n° 52. — Concordats clôturés par liquidation après abandon d'actif. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif	208
<i>Faillites</i>	
Introduction	208
Tableau n° 53. — Faillites. — Aperçu général	209
Tableau n° 54. — Faillites déclarées. — Montant du passif	210
Tableau n° 55. — Faillites terminées par concordat. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif	211
Tableau n° 56. — Faillites terminées par liquidation. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif	211

	Pages
Tableau n° 57. — Faillites terminées par liquidation. — Emploi de l'actif réalisé	212
<i>Sursis de paiement</i>	
Introduction	212
Tableau n° 58. — Nombre de décisions de justice accordant des sursis provisoires ou définitifs	212
4° Cours d'appel	
Compétence	213
Tableau n° 59. — Cours d'appel. — Affaires civiles et commerciales. — Causes introduites, terminées et restant à juger	214
Commentaire (proportion des affaires civiles et commerciales)	215
Tableau n° 60. — Cours d'appel. — Affaires fiscales	216
Juridiction du travail	
Introduction (méthode statistique)	217
A) Conseils de prud'hommes. — Introduction et compétence	218
Tableau n° 61. — Aperçu des affaires inscrites, terminées et restant à juger	219
Commentaire (dépôts de règlements d'ateliers et de dessins et modèles industriels)	221
B) Conseils de prud'hommes d'appel. — Introduction et compétence	223
Tableau n° 62. — Aperçu des affaires inscrites, terminées et restant à juger	223
Cour de Cassation	
Compétence	224
Tableau n° 63. — 1 ^{re} chambre. — Pourvois en matière civile	224

SECTION III

PROTECTION DE L'ENFANCE

Rapport sur l'application de la loi du 15 mai 1912 (note sur les tableaux)	229
--	-----

CHAPITRE I

Déchéance de la puissance paternelle

Tableau A, n° 64. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle. — Articles 1 ^{er} , 3 et 4	230
Tableau B, n° 65. — Nombre et sexe des individus réintégrés dans les droits de la puissance paternelle. — Article 7	231
Tableau C, n° 66. — Déchéance de la puissance paternelle. — Mesures prises à l'égard des enfants. — Nature des décisions. — Nombre et sexe des enfants. — Articles 5 et 6	232
Tableau D, n° 67. — Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle	233

Tableau E. — Enfants de parents déchus de la puissance paternelle. — Mouvement de la population pendant l'année. — Situation au 31 décembre des placements familiaux et dans les établissements d'éducation et spéciaux privés	232-233
Tableau F, n° 68. — Enfants de parents déchus de la puissance paternelle (non compris ceux confiés à la mère), moralement abandonnés ou martyrs et adultérins de guerre. — Situation par arrondissement au 31 décembre	234

CHAPITRE II

Mineurs traduits en justice

Tableau G, n° 69. — Mineurs signalés aux parquets. — Article 12	235
Tableau H, n° 70. — Affaires solutionnées par le parquet. — Article 12	236

	Pages		Pages
Tableau I, n° 71. — Mineurs dont les juges d'instruction ont eu à s'occuper. — Résultats. — Article 12	237	Tableau P, n° 77. — Ordonnances et jugements modificatifs, révisions triennales rendus à l'égard des mineurs. — Nature de la décision nouvelle. — Article 31	243
Tableau J, n° 72. — I. — Mesures de garde provisoire ordonnées. — Durée des mesures qui ont pris fin. Articles 28, 29, 30 et 32 § 5	238	Tableau Q, n° 78. — I. — Mouvement de la population dans les établissements d'observation privés. — Situation au 31 décembre	244
Tableau K, n° 72. — II. — Mises en observation avant jugement ordonnées. — Durée des observations qui ont pris fin. — Article 21 § 1 ^{er}	239	Tableau R, n° 78. — II. — Mouvement de la population dans les établissements d'observation de l'Etat. — Situation au 31 décembre	244
Tableau L, n° 73. — Mineurs jugés. — Résultats des poursuites par arrondissement. — Articles 13 à 19, 21 § 2, 22, 23 et 37	240	Tableau S, n° 79. — Mouvement de la population pendant l'année dans les diverses catégories de mesures prises. — Situation au 31 décembre	246
Tableau M, n° 74. — Mineurs jugés. — Résultats des poursuites en rapport avec l'âge. — Articles 13 à 19, 21 § 2, 22 et 23	242	Tableau T, n° 80. — Situation par arrondissement au 31 décembre des mineurs qui ont fait l'objet d'une mesure prise par le juge des enfants	248
Tableau N, n° 75. — Mineurs jugés. — Résultats des poursuites en rapport avec les faits commis	242	Tableau U. — n° 81. — Anciens mineurs de justice ayant atteint leur 26 ^e année. — Condamnations encourues au 31 décembre depuis leur majorité	249
Tableau O, n° 76. — Résultats définitifs des affaires terminées. — Nature et pourcentage des décisions intervenues	243		

SECTION IV

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

Introduction	253	Tableau n° 84. — Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre	257
Tableau n° 82. — Mouvement de la population des dépôts de mendicité et maisons de refuge	255	Tableau n° 85. — Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements : A) Dépôts de mendicité	258
Tableau n° 83. — Répartition d'après leur antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre	256	B) Maisons de refuge	259

ANNEXE I

**STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE CONTRÔLE
EN CE QUI CONCERNE L'INSTRUCTION DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS EN MATIÈRE
DE RAVITAILLEMENT, DE RATIONNEMENT ET DE PRIX**

Introduction	265	Tableau n° 3. — Aperçu général des affaires transmises à une juridiction. — Totaux mensuels pour le royaume (commentaire)	269
Tableau n° 1. — Aperçu général des procès-verbaux reçus et traités. — Totaux mensuels pour le royaume	267	Tableau n° 4. — Affaires transmises à une juridiction. — Totaux par district	270
Tableau n° 2. — Procès-verbaux entrés et traités. — Totaux par district	268		

ANNEXE II

STATISTIQUE SUR L'ACTIVITÉ DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE

Introduction	273	Tableau n° 2. — Aperçu général des décisions et sentences prises par la juridiction administrative du premier degré à l'égard des contrevenants	278
PREMIÈRE PARTIE			
—			
Juridiction de première instance			
Tableau n° 1. — Nombre de contrevenants jugés par la juridiction administrative du premier degré, répartis par arrondissement ou agglomération et par mois. — Récapitulation par province	277	Tableau n° 3. — Peines prononcées par la juridiction de première instance, par arrondissement ou agglomération et par province (commentaire)	279
		Tableau n° 4. — Import des amendes prononcées par la juridiction de première instance, par arrondissement ou agglomération et par mois. — Récapitulation par province	280

	Pages
Commentaire	282
Introduction au tableau n° 5	282
Tableau n° 5. — Bénéfices illicites, dont l'import a été évalué, confisqués par sentence de la juridiction administrative du premier degré. — Répartition par arrondissement ou agglomération et par province	283
Introduction au tableau n° 6	284
Tableau n° 6 (première partie). — Affaires jugées par la juridiction administrative du premier degré, réparties d'après la nature de l'infraction par arrondissement ou agglomération et par province	285
Tableau n° 6 (deuxième partie). — Affaires jugées par la juridiction administrative du premier degré, réparties d'après les matières sur lesquelles les faits délictueux ont porté, par arrondissement ou agglomération et par province	286

DEUXIÈME PARTIE

Juridiction en 2^e degré. — Gouverneurs de province

Tableau n° 7. — Appels interjetés après décision de première instance, répartis par arrondissement ou agglomération et par province	288
---	-----

	Pages
Tableau n° 8. — Aperçu général des affaires terminées en deuxième instance par province et par mois	289
Tableau n° 9. — Affaires terminées en deuxième instance, classées d'après la nature des décisions intervenues	290
Tableau n° 10. — Diminution et augmentation en deuxième instance des amendes prononcées par la juridiction de première instance	290

TROISIÈME PARTIE

Juridiction de troisième instance

Tableau n° 11. — Aperçu général des appels interjetés après décision de deuxième instance, par province et par mois	291
Tableau n° 12. — Appels reçus et évocations faites par la juridiction de troisième instance, répartis par haute autorité administrative et par mois	291
Tableau n° 13. — Aperçu des affaires terminées et des décisions intervenues en troisième instance	292
Tableau n° 14. — Diminution et augmentation en troisième instance des amendes prononcées par la juridiction de première et de deuxième instance	292

Publications de L'OFFICE CENTRAL DE STATISTIQUE

Toutes les publications figurant dans cette liste peuvent être consultées à la Bibliothèque Fonds Quetelet, 3, rue de Louvain (3^e étage), à Bruxelles. Celles pour lesquelles il y a une indication de prix sont en vente à l'Office Central de Statistique, 68, rue Royale, à Bruxelles. — Compte chèques postaux n° 826.26.

A. — STATISTIQUES GÉNÉRALES

Documents statistiques sur le Royaume : 1^{er} à 6^e (recueil), publication officielle, 1832 à 1841.

Documents statistiques, de 1857 à 1869 (13 vol.).

Annuaire statistique de la Belgique et du Congo Belge : publication annuelle, 1^{re} année : 1870. Prix : 20 fr., étranger : 5.25 belgas. A partir de 1942 : 40 fr., étranger : 10.50 belgas.

Résumé comparatif des principales données de l'Annuaire (1912, 1913). Prix : 2.50 fr.

Aperçus statistiques sur la Belgique (tiré à part de l'Introduction de l'Annuaire), 1923, 1935. Prix : 5 fr.

Bulletin trimestriel publié par (le Bureau de la Statistique Générale) l'Office Central de Statistique : 1^{re} année, n° 1 (sept. 1909) à 21^e année, n° 84 (déc. 1935). Le numéro : 2 fr., étranger : 0.50 belga.

Bulletin de Statistique publié par l'Office Central de Statistique : nouvelle série, 22^e année, n° 1 (janvier 1936) ; mensuel. Abonnement : 25 fr. l'an, le numéro : 3 fr., étranger : respectivement : 6 et 0.70 belgas. A partir de 1943, abonnement : 50 fr. l'an, le numéro : 6 fr., étranger : respectivement 12 et 1.40 belgas.

Exposé de la situation du Royaume : de 1841 à 1850, de 1851 à 1860, de 1861 à 1875, de 1876 à 1900 (3 vol.). Tome I, épuisé. Tomes II et III : 25 fr. le volume.

Bulletin de la Commission Centrale de Statistique, de 1843 à 1920. Tome XXI (2 vol.), 1921 : 20 fr. par volume, Tome XXII, 1928 : 50 fr.

B. — STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

Recensements généraux, 1846, 1856, 1866, 1876, 1880, 1890 (2 vol. à 25 fr.), 1900 (2 vol. à 25 fr.), 1910 (5 vol. à 20 fr.), 1920 (3 vol. à 50 fr.).

Recensement général de la population au 31 décembre 1930 :

TOME I : *Exposé des méthodes. Tableau, par communes, de la population, des bâtiments, des chefs de ménage, de l'étendue territoriale, du revenu imposable*, 1 vol. in-4° : 50 fr.

TOME II : *Recensement des langues parlées. Répartition, par communes, des habitants selon les langues parlées*, 1 vol. : 50 fr. (La répartition par communes a été publiée également en fascicules distincts pour chaque province et pour l'agglomération bruxelloise. Par fascicule : 3 fr.)

TOME III : *Répartition des habitants d'après l'instruction, l'état civil, le lieu de naissance, la nationalité*, 1 vol. : 50 fr.

TOME IV : *Répartition de la population par âge, sexe, état civil*, 1 vol. : 35 fr.

TOME V : *Répartition de la population par professions*, 1 vol. : 50 fr.

TOME VI : *Répartition des chefs de ménage*, 1 vol. : 25 fr.

TOME VII : *Tables de mortalité de la population belge (1928-1932)*, 1 vol. : 25 fr.

TOME VIII : *Recensement des familles*, 1 vol. : 20 fr.

Recensements des maisons et autres bâtiments et des logements en 1930, 1 vol. in-4° : 20 fr.

Recensement des logements en 1930, dans les agglomérations urbaines et dans les communes de 10,000 habitants et plus, 1 vol. in-4° : 10 fr.

- Relevé officiel du chiffre de la population au 31 décembre** (annuel). Prix : 2 fr., étranger : 0.60 belga. A partir de 1940, prix : 4 fr., étranger : 1 belga.
- Mouvement de l'Etat civil (et de la Population)** (annuel) : 1840 à 1850, 1880 à 1885.
- Statistique du Mouvement de la Population et de l'Etat civil en 1890.**
Id. en 1900 (1 vol. à 20 fr.). Id. de 1901 à 1910 (1 vol. à 20 fr.). Id. de 1911 à 1920 (1 vol. à 30 fr.).
- Statistique des étrangers : au 30 juin 1938**, 1 vol. in-4° : 20 fr.; **au 15 septembre 1939** : 25 fr.
- Démographie de la Belgique 1921-1939**, 1 vol. in-4°. Prix : 135 fr. (Sortira prochainement de presse.)

C. — STATISTIQUES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Recensement économique et social au 27 février 1937 :

TOME I : *Exposé des méthodes, résultats définitifs du recensement des établissements industriels* (partie économique), 1 vol. in-4°. Prix : 80 fr.

TOME II : *Résultats définitifs du recensement des établissements industriels* (partie économique), 1 vol. in-4°. Prix : 80 fr.

TOME III : *Les établissements commerciaux*, 1 vol. in-4°. Prix : 70 fr.

TOME IV : *Les établissements industriels* (partie sociale), 1 vol. in-4°. Prix : 100 fr.

TOME V : *Les établissements commerciaux* (partie sociale), 1 vol. in-4°. Prix : 90 fr.

TOME VI : *Recensement des inoccupés*, 1 fasc. in-4° par prov. : 10 fr.; le royaume, 1 fasc. in-4° : 10 fr.

TOME VII : *Recensement des diplômés de l'enseignement supérieur*, 1 vol. in-4° : 50 fr.

TOME VIII : *Enquête sur le régime du travail et les salaires payés en agriculture*, 1 vol. in-4° : 25 fr.

Recensement des établissements industriels et commerciaux (données provisoires), 1 fasc. in-4° par prov. : 10 fr.

Bulletin mensuel du commerce avec les pays étrangers, in-4° : 20 fr. le fasc. (En vente à l'Impr. du « Moniteur Belge », 40, rue de Louvain.) (Publication suspendue depuis 1940.)

Agriculture. Recensement général au 31 décembre 1929, 1 vol. in-4° : 100 fr.

Statistique des accidents du travail. Année 1931, 1 vol. in-4°, XXXII-341 pp. : 175 fr.

— **Id.** : année 1937, 2 vol. in-4°, 1^{er} vol. XLIV-228 pp. : 75 fr., 2^e vol. 376 pp. : 120 fr.

D. — STATISTIQUES FINANCIÈRES

Aperçu statistique sur l'Evolution des Finances de l'Etat au cours de la période décennale 1931-1940, 1 vol. in-4°. Prix : 15 fr.

Statistique des budgets communaux de l'exercice 1937 pour les communes de 5,000 habitants et plus, 1 vol. in-4° : 12.50 fr.

Statistique des budgets communaux de l'exercice 1938 pour les communes de 5,000 habitants et plus et pour les provinces, 1 vol. in-4°, 20 fr. — **Id. pour 1939** : 25 fr. — **Id. pour 1940** : 25 fr.

E. — STATISTIQUES JUDICIAIRES

Statistique judiciaire de la Belgique (1931-1940), 1 vol. in-4°. Prix : 80 fr.

Statistique judiciaire 1941, 1 vol. in-4°. Prix : 90 fr.

F. — STATISTIQUES DIVERSES

Statistique des accidents de roulage et de la circulation (années 1927, 1928, 1929, 1930, 1931). Prix : 10 fr. la brochure. (Cette statistique a continué à paraître dans le Bulletin de Statistique de 1932 à 1939. Sa publication est suspendue depuis 1940.)

G. — DIVERS

Catalogue de la Bibliothèque de la Commission centrale de Statistique (7 vol.). Tomes I et II (épuisés). Tomes III, IV, VI, VII : 3.50 fr. Tome V : 5 fr.

Liste alphabétique, par arrondissements administratifs, des communes belges. In-folio : 5 fr. (Cette liste est pourvue d'une large marge, permettant l'inscription de mentions à côté du nom des communes; elle porte, pour les communes faisant exception au régime linguistique régional, l'indication de la langue administrative.)

